

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D' ACTIONS
SUR L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

**CHÔMAGE DES JEUNES,
DÉLINQUANCE ET
ENVIRONNEMENT URBAIN**

Recherche bibliographique



**UNE EUROPE
SANS FRONTIÈRES**



COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

Le présent document a été établi pour l'usage interne des services de la Commission. Il est mis à la disposition du public, mais il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes,
1988

ISBN 92-825-7941-7

N° de catalogue : CB-52-88-372-2A-C

© CECA-CEE-CEEA, Bruxelles • Luxembourg, 1988
Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Printed in Belgium

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D' ACTIONS SUR L'EVOLUTION DU MARCHE DE L'EMPLOI

CHOMAGE DES JEUNES, DELINQUANCE ET ENVIRONNEMENT URBAIN

Recherche bibliographique

RAPPORT FINAL

Par : Frank BRAUN (R.F.A.)

Frank COFFIELD (R.U.)

Adinda WANHEERSWYNGHELIS (Belgique)

Jean Charles LAGREE et Paula LEW FAI (France)

Coordonné par Jean Charles LAGREE et Paula LEW FAI

Document

Le présent document a été établi pour l'usage interne des services de la Commission. Il est mis à la disposition du public, mais il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.

Copyright CECA-CEE-CEEA, Bruxelles - Luxembourg, 1988
Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

RESUME

Etablir, dans les quatre pays de la Communauté Européenne une synthèse bibliographique des différents travaux articulant chômage des jeunes, délinquance juvénile, et l'espace urbain, dans quatre pays de la Communauté Européenne, tel est l'objectif initial de cette recherche, à laquelle ont participé la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique et la France.

Mais par devers une analyse bibliographique, il importait surtout de cerner les enjeux sociaux auxquels renvoient les différents types de discours produits en ce domaine.

Compilation de bibliographies existantes, interrogation de bases de données nationales et internationales, envoi de questionnaire-lettre auprès des équipes travaillant dans leur thème de la délinquance et de la criminalité, établissement d'une grille de lecture commune, confrontation des résultats de l'investigation lors de plusieurs rencontres entre les participants, telles ont été les modalités de l'approche adoptée.

En ressort un clivage particulièrement prononcé entre deux groupes de pays quant au traitement scientifique et social de cette question. Dans le cas de la Grande Bretagne et de la République Fédérale d'Allemagne, en effet, il était possible de constituer un corpus de travaux significatif ayant trait au domaine d'investigation explicitement énoncé. A rebours, il est apparu, après investigation, qu'en France et en Belgique, cette option était vouée à l'échec. Ainsi, pour le premier groupe de pays, l'analyse rend compte des différentes approches et des différents modèles théoriques qui lient délinquance et chômage d'une part, délinquance et environnement urbain d'autre part. Pour le second groupe de pays, cette question ne trouve de répondant, en tant que telle, ni dans le champ scientifique, ni dans le champ politique, ni dans le domaine de la presse. Mais, elle se trouve intégrée dans la "question sociale", re-construite et reformulée par les partenaires institutionnels et sociaux qui sont à même de la formuler.

Ce constat a été une invite pour aborder les approches "scientifiques" de la question du chômage, de la délinquance et de l'environnement urbain, comme l'un des discours qui, en coopération, confrontation et/ou débat avec d'autres discours sociaux contribuent à façonner la manière dont se dit et s'énonce la question sociale à un moment donné, dans un contexte social déterminé. Il a été une invite pour approcher les analyses scientifiques produites sur ce thème, sous l'angle de la circulation des discours sociaux.

En résulte une question: selon des formes diverses, agencés de manière différentes en fonction des particularismes

nationaux -et notamment des places spécifiques qu'occupe le champ scientifique dans chacune de ces formations sociales- ces discours ne participent-ils pas au traitement de la question sociale et, de manière plus large mais néanmoins prégnante au processus de régulation du changement social?

SOMMAIRE**INTRODUCTION GENERALE****1. CHAMP DE LA RECHERCHE**

- 1.1 Recueil des documents et constitution du corpus 6
- 1.2 Procédures et mise en oeuvre de l'investigation 8

**CH.I.YOUTH UNEMPLOYMENT, DELINQUENCY and URBAN SETTING
(West Germany) by Frank BRAUN - Deutsches Jugendinstitut**

- 1. Youth Unemployment, Delinquency, and Urban Settings.
An Explosive Combination? 15
- 1.1 The Kreuzberg District of Berlin, 1987: An Unexpected
Outbreak of Violence 15
- 1.2 Rise and Differentiation of Youth Unemployment 16
- 1.3 Disproportionately Large Increase of Delinquency 20
- 1.4 Urban Structures and Violence 21
- 2. Research to Date 22
- 2.1 The Difficulty of Delimiting and Describing the
subject and Its Features 22
- 2.2 Youth Unemployment, Delinquency, and Urban Settings
The Link Drawn in Research 25
- 2.3 Youth Unemployment, Juvenile Delinquency, and Urban
Settings: The Three Domains at a Glance 53
- 3. The Interaction of Science and Policy 58
- 3.1 Local Policy: The Role of Pragmatic Theories
on Deviance 60
- 3.2 Social Causes of Juvenile Protest: The Explanations
of the Inquiry Commission on "Juvenile Protest in
the Democratic State" 63
- 3.3 Political Contexts Affect the Production of Science
Knowledge 67
- B I B L I O G R A P H Y 73**

**CH. II. CHOMAGE DES JEUNES, DELINQUANCE JUVENILE,
ENVIRONNEMENT URBAIN (France) par Paula LEW-FAI et Jean
Charles LAGREE - CRIT/CNRS**

- Introduction 89**
- 1. Production des discours: Lieux, états
et questionnements 90
- 1.1 "Le silence" du champ scientifique. 90
- 1.2 De l'hétéronomie du champ: les coups de projecteur. 93
- 1.3 "Ceux qui en parlent". 101
- 1.4 Opinions publiques: presse et conversations. 124
- 1.5 Du discours "indicible": peur et insécurité
économique. 139
- 2. Circulation des discours: chômage, délinquance,
environnement urbain et politiques sociales 145
- 2.1 Parcours généalogique: repérage synoptique. 146
- 2.2 Continuité et changement. 165
- B I B L I O G R A P H I E 182**

CH. III. YOUTH UNEMPLOYMENT, DELINQUENCY AND THE INNER CITY(United Kingdom) by Frank COFFIELD - University of Durham

Introduction	201
1. National definitions and national trends	207
2. Review of the research literature	228
2.1 Introductory comments	228
2.2 Unemployment and the crime of the powerless	241
2.3 Unemployment and the crime of the powerful	251
2.4 What empirical evidence is there for the integrated theory?	256
3. Alternative questions, tentative conclusions and some implications for social policy	265
B I B L I O G R A P H Y	283

CH.IV.CHOMAGE DES JEUNES, DELINQUANCE JUVENILE, ENVIRONNEMENT URBAIN (Belgique) par Adinda VANHEERSWYNGHEL - CEPEC

Introduction	289
1. Les démarches d'investigation	290
2. Résultats obtenus	291
2.1 La question urbaine	291
2.2 La délinquance juvénile	298
2.3 Marché du Travail - Chômage	305
B I B L I O G R A P H I E	321
CONCLUSION	337
1. De quelques remarques sur les divergences et convergences nationales	337
2. De la dangerosité des jeunes à la dangerosité du prolétariat. Vieilles chimères, nouveaux enjeux.	345

INTRODUCTION

CHOMAGE, DELINQUANCE ET ENVIRONNEMENT URBAIN

**République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni,
France, Belgique**

RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE

INTRODUCTION GENERALE

Des événements de "l'été chaud" de la France de 1981 aux explosions de jeunes à Kreuzburg, en République Fédérale d'Allemagne en 1987, en passant par les affrontements à Brixton en 1981 ou au stade du Heysel en 1986, assisterait-on, au-delà du traitement médiatique de ces événements spectaculaires à la genèse d'un même processus qui aurait à son principe le développement du chômage? N'y aurait-il pas ainsi un regain d'intérêt pour des travaux qui, à la suite de ceux des "statisticiens moraux" du siècle dernier, étudient les liens entre conditions économiques et délinquance? A quels enjeux sociaux renvoient les différents types de discours produits en ce domaine? Quelles en sont les conséquences sur les politiques sociales? Tel est l'objectif assigné à cette investigation bibliographique qui porte quatre pays de la Communauté Européenne, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique et la France.

1. CHAMP DE LA RECHERCHE

1.1. Recueil des documents et constitution du corpus

Sans qu'il ait jamais été envisagé de procéder à une stricte comparaison des différentes manières de traiter ou d'aborder ces thèmes dans les pays concernés, les participants de cette recherche se sont attachés à adopter une stratégie commune pour engager cette investigation.

Trois séances de travail ont ainsi été organisées à Bruxelles, à Paris et à Munich, durant lesquelles les différents partenaires de la recherche ont fait état de l'avancement de leurs travaux et procéder aux réajustements que rendaient nécessaires leurs explorations.

Ainsi, une première compilation des bibliographies a été effectuée couvrant la période 1970-1987, dans les domaines de la criminologie, de la sociologie, de l'ethnologie, de l'anthropologie et de l'économie. Il a été procédé ensuite, par chacune des équipes membres de cette recherche, (hormis la Belgique où n'existent pas actuellement de structures qui centralisent les informations ayant trait aux domaines de recherches présentement étudiés) à l'interrogation de bases de données nationales. En complément, cette première procédure a été enrichie par l'interrogation de la base ERIC, qui concentre des données internationales.

En second lieu, une procédure parallèle a été mise en place dans les quatre pays, en vue de recueillir les documents n'ayant été recensés ni dans les bibliographies, ni dans les bases de données. Ainsi, un bref questionnaire-lettre dont une structure légère fut définie lors d'une séance de travail a été envoyé à des institutions ou des personnes susceptibles d'oeuvrer dans ce domaine et dont les travaux sont peu ou pas connus.

Enfin, une grille de lecture a été établie par tous les participants, afin de rendre possible une éventuelle confrontation des corpus nationaux et permettre d'approcher les différences et les convergences de leurs principales problématiques et orientations théoriques. Les rubriques suivantes ont ainsi été prévues:

- Objet principal de l'étude
- Informations sur les "conditions" de la production (le type d'organisme qui a financé/commandité l'étude, le statut des personnes engagées dans l'étude
- Nature des discours (théorique, empirique, méthodologique, discours sociaux, idéologiques....) - Caractéristiques des jeunes étudiés (origine sociale, sexe, âge, répartition géographique, minorité, statut selon qu'ils vivent chez les parents ou non...)
- Type de délinquance
- Type de chômage
- Processus et mécanismes étudiés en rapport avec les logiques institutionnelles
- Type d'approche adoptée (quantitative, qualitative, mixte,...)
- Positions (théories explicites, descriptives, exploratoires)

De la même manière, les participants s'étaient accordés en vue d'établir une liste de mots-clés par pays visant à mieux assurer la confrontation des analyses. Au-delà de l'aspect purement technique, l'intérêt méthodologique d'une telle tâche ne pouvait que retenir l'attention du groupe de travail dès lors qu'il se

proposait d'approcher de manière systématique et contrôlée les points de divergence et les points de convergence entre les pays dans le traitement " scientifique " et social de cette question. Mais tant en ce qui concerne l'emploi de la grille de lecture que l'établissement d'une liste de mots-clefs, la nature des différentes contributions nationales rendait inopérante une telle approche (1).

Après que le corpus de textes à analyser ait été constitué et qu'un repérage de différents types de producteurs de discours ait été réalisé, la seconde phase de l'investigation a consisté, de nouveau en fonction des spécificités des contextes nationaux et des particularismes des dispositifs institutionnels de chacun des pays, à prendre l'avis de de partenaires participant à des instances dont le champ de compétence et d'intervention s'étend indifféremment à l'échelon local, régional, fédéral ou national. Ainsi, des contacts ont été pris avec
1) des commissions de politique sociale traitant des questions de jeunesse, de la délinquance, de l'exclusion sociale, de la pauvreté et de l'urbanisme
2) des commissions administratives chargées des programmes de recherche et d'étude dans le domaine des politiques sociales. Par ces contacts, il s'agissait de recueillir l'avis de personnalités compétentes sur les articulations éventuelles entre la production de discours de type dit " scientifique " et ceux générés par les instances politico-administratives. Leurs observations ont été ré-investies dans l'analyse elle-même.

1.2. Procédures et mise en oeuvre de l'investigation.

Formellement, nous avons dû procéder à un élargissement de la question initiale que . Celle-ci, rappelons-le, visait à établir, dans les quatre pays de la Communauté Européenne une synthèse bibliographique des différentes approches relatives au chômage des jeunes, la délinquance juvénile, et à l'espace urbain.

(1) Dès l'origine, l'approche comparative se voulait limitée. Mais l'importance des écarts relevés entre pays sur le thème de cette investigation a limité davantage cette tentative. Ce constat à lui seul, en nous interrogeant sur les conditions de possibilités de comparaisons internationales dans l'analyse textuelle et l'analyse documentaire, met de nouveau en relief, à moins de forcer la réalité, la complexité que sous-tend toute perspective comparative. A priori moins problématiques que les travaux de " terrain", les recherches sur "documents" soulève d'autres questions non moins ardues à solutionner.

1.2.1. Redécoupage de la question.

Ne portant par conséquent ni sur le chômage, ni sur la délinquance juvénile, ni sur l'espace urbain, mais sur l'articulation supputée de ces trois domaines de recherche, le champ de cette investigation revêtait un caractère particulièrement étroit et restrictif, que les étapes successives de la recherche, notamment lors des séances communes de travail, ne faisaient que confirmer.

Partant, il a semblé souhaitable de contourner la difficulté, tant en ce qui concernait la phase de recherche des documents que leur analyse, en interrogeant deux à deux les trois dimensions de la thématique, à savoir: chômage et délinquance chômage et environnement urbain, délinquance et environnement urbain.

Ce plan d'investigation, découpé en trois axes, souligne l'ambition des participants de cette recherche sinon d'atteindre l'exhaustivité du corpus existant, du moins d'en couvrir l'essentiel.

Pour autant, les résultats de cette démarche font apparaître un clivage sensible entre deux ensembles, la Grande-Bretagne et la RFA d'une part, la Belgique et la France d'autre part. En effet, ce sont pas moins de 150 références qui ont été retenues pour l'Allemagne. Par contre, en France, nous n'avons pu retenir qu'une quarantaine de textes qui traitent de la question de la délinquance des jeunes au regard de leur environnement urbain et seulement une dizaine qui abordent explicitement la question du chômage et de la délinquance.

Constatons ici, sans nous étonner outre mesure, l'absence de références croisées entre les quatre pays qui ont collaboré à ce travail. Ainsi, sur ce thème particulier, la base Eric ne contient qu'une seule référence française et aucune référence allemande. En outre, le livre de Steven BOX, "Recession, Crime and Punishment" (1987) (2) qui fait le point sur la question ne mentionne dans sa bibliographie qu'un seul auteur français et aucun allemand.

Chacun pour sa part, et dans une moindre mesure la Belgique, emprunte fort peu sinon pas du tout aux travaux qui sont menés dans les pays voisins. Et ce sera un des apports de cette étude de soulever, à la suite des discussions et confrontations d'idées qu'aura générée cette tentative de mise en parallèle du traitement discursif du thème chômage et délinquance de jeunes, de dégager des interrogations qui dépassent le cadre par trop étroit de ce travail. Il n'en demeure pas moins significatif que cette absence d'emprunts et de communication est également tributaire des termes mêmes dans lesquels le débat social se pose sur cette question en France ou en Belgique d'une

(2) BOX, Steven, *Recession, Crime and Punishment*, London, MACMILLAN EDUCATION, 1987

part, de la RFA et du Royaume Uni d'autre part. Les contributions nationales développeront ce point de manière détaillée. Mais, si pour l'heure, nous n'avons pas à nous étendre sur les spécificités des orientations de recherche, il convient de souligner cette différence qui s'est manifestée entre les participants quant au volume de documents ayant trait au thème du chômage et de la délinquance des jeunes et quant à l'apport théorique et méthodologique des travaux rassemblés.

En guise d'introduction et sans aller plus avant dans le rapport, tout se passe comme si en RFA et au Royaume-Uni, nonobstant les difficultés relatives à la construction sociale des catégories de chômage et délinquance et à leur traitement institutionnel - dont la complexité est soulignée à maintes reprises - cette question pouvait (ou continue à) être abordée directement, alors qu'en France et en Belgique, le champ scientifique, porte préférentiellement son attention (et son intérêt) sur les questions du fonctionnement des institutions et de leur efficience quant à la définition des "problèmes sociaux" et à leur régulation.

1.2.2. De la question chômage-délinquance à la question de la régulation sociale.

Les ajustements successifs faits en commun au cours de la recherche ont en outre donné lieu à un second déplacement. Comme nous venons de l'indiquer, dans le cas de l'Allemagne et du Royaume-Uni, il était possible de constituer un corpus de travaux significatif ayant trait au domaine d'investigation explicitement énoncé. A rebours, il est apparu, après investigation, qu'en France et en Belgique, cette option était vouée à l'échec. Le traitement des documents de même que la présentation des contributions et des bibliographies - modifiant en cela les lignes directrices qui avaient été élaborées collectivement - traduisent cette distorsion.

Ainsi, pour le premier groupe de pays, l'analyse rend compte des différentes approches et des différents modèles théoriques qui lient délinquance et chômage d'une part, délinquance et environnement urbain d'autre part. Pour le second groupe de pays, cette question ne trouve de répondant, en tant que telle, ni dans le champ scientifique, ni dans le champ politique, ni dans le domaine de la presse. Mais, elle se trouve intégrée dans la "question sociale", re-construite et reformulée par les partenaires institutionnels et sociaux qui sont à même de la formuler.

A cet égard, nous ferons, ici, deux remarques:

Le traitement d'une question sociale s'exprime dans des appellations, des expressions, des terminologies voire, au plan institutionnel dans des "catégories" qui sont inscrites dans le contexte social d'une époque. La question du chômage et de la délinquance des jeunes n'échappe pas à

ce relativisme socio-historique ni à ses enjeux. Et si elle ne s'exprime pas en tant que telle, importe alors de saisir comment elle est retraduite et à quoi elle renvoie.

C'est bien évidemment, la thématique de l'exclusion qui aura retenu en premier lieu notre attention, comme pouvant livrer un fil d'Ariane susceptible de relier dans la même manière de penser le problème social, les thèmes de l'urbain, de l'économique et de la définition juridique de l'ordre social. Mais, là encore, les discours sur l'exclusion prennent des saillances particulières selon les pays.

L'on remarquera, en second lieu, et les différences de volume des corpus traités en apportent l'illustration, qu'en ce qui concerne la Belgique et la France, au plan des discours, le traitement politico-administratif de la question sociale et son traitement scientifique entretiennent entre eux des liens particulièrement étroits. Est-ce à dire qu'au Royaume-Uni ou en Allemagne Fédérale, une référence plus affirmée à un corps de doctrine ou à un ensemble de théories dûment établies permet de cumuler des analyses qui trouvent leur sens dans un cadre plus général? Peut-on en déduire alors que dans ces pays, l'autonomie relative du champ scientifique est garantie par le débat théorique qu'alimentent de multiples investigations sectorielles? Est-ce à dire qu'à rebours, en Belgique et en France, les sollicitations de l'air du temps, les effets de mode, la prégnance des facteurs externes au champ scientifique sont tempérés par sa dynamique interne?

Ces questions débordent bien entendu l'objet de la présente investigation mais dans la démarche adoptée par les participants de cette recherche, elles ont une fonction heuristique, en invitant à aborder les approches "scientifiques" de la question du chômage, de la délinquance et de l'environnement urbain, comme l'un des discours qui, en coopération, confrontation et/ou débat avec d'autres discours sociaux contribuent à façonner la manière dont se dit et s'énonce la question sociale à un moment donné, dans un contexte social déterminé.

La re-définition de cette orientation de travail est ainsi sous-tendue par un quadruple objectif:

- D'abord, rendre compte du contenu des discours produits dans le scientifique en rappelant les principales références qui sous-tendent ces écrits;
- Rendre compte, en second lieu de l'articulation éventuelle existant entre ce type de discours et ceux qui sont tenus par les instances politico-administratives, ou encore par les médias;
- Souligner par confrontation la spécificité de l'approche "scientifique" dans la manière de poser le problème de la question sociale;

- Enfin, la référer aux conditions sociales de sa production, en prenant en considération notamment les thèmes qui mobilisent le corps social à un moment donné et par devers eux les institutions chargées d'y répondre, leur capacité et les moyens dont elles disposent pour inviter les chercheurs à se préoccuper des questions dont elles sont elles-mêmes investies.

Une telle reformulation de l'objet de la recherche conduit à reconsidérer dans le même temps, les places et les rôles respectifs du "politique" et du "scientifique" dans la définition et/ou le traitement de la question sociale. De fait, dans une conception shanonienne (3) de la communication sociale, l'instance scientifique apparaîtrait comme le lieu de production sinon de discours sociaux, du moins d'idées, de connaissances tandis que le politique serait alors le récepteur, ayant à charge de les opérationnaliser et de les retraduire pour les diffuser plus largement. Reposant sur le principe de la division des pouvoirs, un tel schéma présente toutefois le procès de la communication sociale sous une forme unidimensionnelle, en réduisant émetteur et récepteur à leur position et fonction sociale, indépendamment de leur imprégnation mutuelle dans un fond culturel ou idéologique commun. En fait, est évacuée ici l'épaisseur sociologique de la communication sociale, qui se trouve à l'oeuvre dans le travail scientifique lui-même comme dans les rapports du champ scientifique avec les autres instances sociétales. Surtout, est évacuée de cette représentation le rôle joué par le corps social dans la définition des problèmes, dans l'émergence des questions dont se saisissent les acteurs politiques et les acteurs du champ scientifique. Rejetant la thèse de la diffusion culturelle à partir d'émetteurs privilégiés, l'analyse ici présentée se situe davantage dans une perspective qui appréhende les différentes instances de production des discours comme autant d'interlocuteurs conservant une relative spécificité. Leurs interventions dans le débat social se décodent à partir de ces particularismes mais également à partir des modalités de leurs interconnexions (4). Les différentes contributions qui constituent ce rapport s'ordonnent autour de pôles d'attraction différenciés que nous avons soulignés plus

(3) Cf. ESCARPIT, Roger. Théorie générale de l'information et de la communication. Paris, Hachette, 1976, pp.24-25. Voir aussi SHANON C.E., WEAVER W., Théorie mathématique de la communication. Paris, CEPL, 1976.

(4) Nous adoptons ici la perspective d'analyse inaugurée par J.JENNY. Les discours sociaux sur "la jeunesse" dans les années 60. Production, circulation, évolution et articulation aux pratiques sociales et représentations collectives in: LAGREE, Jean-Charles LEW-FAI, Paula (ss.dir). La Jeunesse en Questions. Orientations de la recherche et Sources documentaires en sciences sociales. Paris, La Documentation Française, 1982, pp.19-44.

haut. Cependant, toutes, elles participent au balisage de quelques éléments qui éclairent cette circulation des discours, dans des contextes nationaux différents. Cette investigation se veut ainsi contribuer à éclairer la texture sociale qui donne sens à l'émergence de la question du " chômage-délinquance" ainsi qu'à son mode de traitement discursif.

Dans une telle perspective, le thème chômage, délinquance des jeunes, environnement urbain est à mettre en rapport inévitablement avec la manière dont une société se préoccupe de sa "jeunesse", les inquiétudes qu'elle y projete, les espoirs qu'elle nourrit à son propos. Bien que lançant le thème du renouvellement des générations sur lequel se joue le devenir d'une société semble au coeur de la question. Répétitive, elle aussi, la question de l'intégration des jeunes issus de mouvements migratoires immigration ne serait-elle pas au coeur du débat?

Et de manière plus générale, ne serait-ce pas la question de la capacité du système social à réguler croissance ou récession, en fait à réguler le processus de la recomposition sociale en cours actuellement qui se trouve posée par le thème de la délinquance et du chômage des jeunes. REGULATION: Politiques sociales Partant, les discours sociaux relatifs à ce thème ne seraient-ils pas amenés tantôt explicitement, tantôt en filigrane à aborder la question de l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire, du fonctionnement des institutions?

**YOUTH UNEMPLOYMENT, DELINQUENCY AND URBAN SETTINGS
WEST GERMANY**

Frank BRAUN

DEUTSCHES JUNGENDINSTITUT.

1. Youth Unemployment, Delinquency, and Urban Settings An Explosive Combination?

1.1 The Kreuzberg District of Berlin, 1987 An Unexpected Outbreak of Violence

The events on the night of 1 May 1987 in the West Berlin district of Kreuzberg stand a good chance of going down in the social history of the Federal Republic of Germany. For little apparent reason, violence and destruction erupted, which surprised police, politicians, and scientific experts alike. Yet Kreuzberg was well known as a "problem district." After all, violent clashes that young Kreuzberg squatters and their supporters had with police at the end of the 1970s tipped the balance against the then governing Social Democrats in their bid to retain their parliamentary majority, which had been uninterrupted for decades. Hence, Kreuzberg's potential for conflict and its inherent political risks were well known.

Nevertheless, the scale, nature, and attendant circumstances of the social explosion gave it a new quality. In a speech given at a special session of Berlin's parliament, the House of Representatives, on 7 May 1987, Momper, the chairman of the opposition Social Democratic Party (SPD), cited the following characteristics:

1. The outrages involved not only individual streets or squares but large areas of the district.
2. The destruction of public property - park benches, telephone booths, traffic lights, and means of public transport - exceeded all previous levels.
3. Firemen were heavily attacked and prevented from extinguishing fires. A branch supermarket, for example, was gutted although it stood a mere fifty meters from a fire station.
4. Arson was a main feature of the outrages, with cars, news stands, and construction vehicles and machines being targets. Fires were set in the entrances to apartment buildings as well as in a gas station.
5. Plundering was not limited to isolated instances and locations but spread to the entire area. Members of fringe teenage groups were not the only ones committing such acts;

" almost the entire cross section of Kreuzberg citizens was involved.... This also included citizens from whose appearance one would not think them capable of doing that. Unlike the trouble with the squatters, it was typical of the situation that there was virtually no aggressiveness among the people in the streets. The terrible events had more the character of a public festival ". (Momper, 1987, p. 10) (1)

Momper then attempted to inquire into the social causes of the explosion. As far as the age structure of the inhabitants is concerned, Kreuzberg is the youngest district of the city. One in four inhabitants is a foreigner. One in ten is on welfare. Just under half of the youth are unemployed or engaged in temporary qualification or employment projects. Of the Turkish pupils who have completed their secondary education, 70% become unemployed after they leave school. In south east Kreuzberg, where the violence was especially severe, the average income of the German inhabitants is below the poverty line (2). That area has had a 25% turnover in its residents within the last four years.

" One consequence of the unemployment is the minimal purchasing power of the Kreuzberg population. The people are poor because (they are) unemployed. The young people do get into training projects, but afterwards fall back into the hole of unemployment. They acquire neither solid training nor a stable career. Frustration over scarcity and poverty at a time when the city is gloriously celebrating its history broke out into violence and plundering. Social tensions are not concealed for long. They break out. That happened in Kreuzberg. (Momper, 1987, p. 11)

Thus far, perhaps, the "Kreuzberg night" of 1 May 1987 seems to have been an exception for the Federal Republic of Germany. Is what Momper (1987, p. 11) has labelled an "explosive social mixture that can be set off by a spark" a Berlin exception? Or do the events in Kreuzberg constitute a pattern of what is to be expected in other cities in the future - in an untold number of variations?

1.2 Rise and Differentiation of Youth Unemployment.

Unemployment among adolescents and young adults has been a persistent problem in the Federal Republic of Germany since the recession of 1974. The course of this unemployment for over a decade allows one to make a number of statements about key structural elements and developmental trends (3). When recession set in, unemployment among persons under twenty years of age (as youth unemployment is defined in the Federal Republic of Germany) suddenly soared and exceeded the unemployment rate for all age groups. This phenomenon challenged what in the

(1) The source citations set in parentheses relate to documents in the list of references. Complete bibliographical information is given under the name of the author and the year of publication.

(2) Persons earning an income below this limit are entitled to public support.

(3) For a summary, see BRAUN, Frank; SCHAFFER, Heiner; SCHNEIDER, Helmut. "Jugendarbeitslosigkeit - Strukturdaten und Konsequenzen," in: Immer diese Jugend!, ed. Deutsches Jugendinstitut. Munich: Kösel, 1984, pp. 225-38.

economic dip of 1966-1967 was still considered to be an abiding feature of the West German labor market: that young workers would be able to compete well on a tight labor market and would therefore not be affected as much as other age groups by unemployment. The assumption that young workers were precisely the people facing a particular threat from unemployment seemed to be supported by the disproportionately great rise in youth unemployment in comparable west European countries. However, there were also reasons why chances on the labor market for young workers in the Federal Republic of Germany were better than those in comparable countries. According to a comparative OECD study, the main reason for this advantage lay in the German system of vocational training. Because young Germans received both theoretical and practical training, they were able to compete more effectively against other groups of workers on a tight labor market than was the case with their peers in other countries (4).

Indeed, the unemployment rate for young people corresponded roughly to the overall unemployment rate (brief fluctuations notwithstanding) as the crisis on the labor market continued. It must be added, though, that a variety of training and job-creation measures were introduced for the "young unemployed" and that those persons who participated in them disappeared from the unemployment statistics for the duration of their involvement, thereby reducing the unemployment rate for that age group. Overly optimistic assessments were also refuted by the steady rise in the number of young long-term unemployed people and by a rapid rise in unemployment in the age group of 20 to 25 year-olds, including many who had completed their training (5).

The ensuing doubts about the system's ability generally to give people who had completed industrial training a certain amount of protection from risks on the labor market were nourished by other serious developments in the system of occupational training. At about the same time that jobs became scarce, so did traineeships ("apprenticeships"). Because the number of industrial training places shrank in the first half of the 1970s and because the people born in the years with high birth rates began to enter the vocational training system about 1975, many young people had no opportunity to complete industrial training and thereby acquire the type of occupational qualification that had meanwhile come to be considered on the labor market as a minimal standard of competence. The problem of providing enough places for school leavers who had completed their secondary education was compounded

(4) WILLIAMS, Shirley. Youth without Work: Three Countries Approach the Problem. Paris: OECD, 1981.

(5) SCHÖBER, Karen. "Jugend im Wartestand: Zur aktuellen Situation der Jugendlichen auf dem Arbeits- und Ausbildungsstellenmarkt." in: Mitteilungen aus der Arbeitsmarkt- und Berufsforschung. 2 (1985): 247-64. "Long-term unemployment" is defined as unemployment that exceeds the period of one year.

by the problem of maintaining the quality of traineeships being offered. It became increasingly evident that the system of industrial training is splitting into two sections. In the first, young people are being prepared at great cost to enter demanding trades for relatively qualified and secure jobs; in the second, the firms are more interested in the job performance of the trainees than in a commitment to qualifying them, and completion of training is less likely to be followed by a secure job within the firm than by downgrading to the status of a semi skilled laborer or even by long-term unemployment.

As things stand at present, the risks and opportunities on the labor market and the system of vocational training are not randomly distributed within the age group concerned. Access to attractive traineeships is controlled through the applicant's social background (as related by the quality and level of education and often by "connections"), sex, and nationality. Children of low social background, girls, and particularly the offspring of workers from the Mediterranean countries bear an especially high risk of falling into an almost unbreakable sequence of frustrating experiences in training and at work, failure, and lack of success right from the start of their careers.

Youth unemployment and the availability of apprenticeships for applicants are unequally distributed in the regions as well. There is a difference between cities and rural areas: Unemployment is higher in structurally weak rural regions, and the range of apprenticeships offered there is not as broad as it is in urban centers. There is also a South-North divide, with the situation on the market for apprenticeships and on the labor market being more favorable in Baden-Württemberg and Bavaria than, say, in North Rhine-Westphalia, Bremen, Lower Saxony, and Schleswig-Holstein. Crisis regions are starting to emerge, as exemplified by the Ruhr District's coal mining and steel areas, parts of the Saar, and the Upper Palatinate (northeastern Bavaria), which is structurally weak to begin with. In these areas, current social policies help aging workers to deal with the massive reduction in the number of jobs, at least to some extent. The young workers, however, lack opportunities to enter the occupational system. There are increasing signs that young people in a number of urban centers have especially poor opportunities for apprenticeships and so jobs gravitate to certain districts (a prominent, but by no means the only, example being Kreuzberg in Berlin).

Economic support for the young unemployed has been gradually reorganized through a number of labor-market policy decisions in the course of the crisis. In practical terms, the benefits that can be claimed by young people who become unemployed immediately after completing their industrial training have been reduced by 50% in two steps (1977 and 1984), the result being that the level of income earned by a large part of that group is below the poverty level. In addition, the conditions under which one can qualify for benefits have been restricted. These changes in entitlement, combined with the increase in the average length of unemployment, meant that over half the registered unemployed persons under twenty years of age received no benefits from the unemployment office in 1985. The percentage of men who received benefits in this age group was larger than the corresponding percentage of women. The number of young unemployed foreigners who received unemployment benefits was especially small - scarcely one quarter (6).

These figures relate to young unemployed persons who are officially recorded as such, so it can be assumed that the economic plight of their unrecorded counterparts is likely to be even worse. After all, a central reason for not registering oneself as unemployed is that one does not qualify for benefits under the terms of unemployment insurance. The estimates of the unreported number of unemployed young people vary widely, not least because the various offices involved have widely varying definitions of what is to be regarded as unreported cases. As a result, there are no reliable estimates of how many young people escape official attention and registration for the very reason that their movement between marginal employment and unemployment typical of their occupational careers fulfills neither the official definition of gainful employment nor the official definition of unemployment.

To summarize, it can be said that the protracted crises on the labor market and in the system of occupational training affected various groups of young people in different ways. In general, the younger generation's path to working life has become longer and more precarious than it used to be. Going through waiting lines and phases of temporary unemployment has become normal, and the average age at which one begins occupational training and, subsequently, finds a relatively steady job has clearly increased in the last few years. Coinciding with that change, unemployment has become so structured that the risks on the labor market have become trenchant for certain groups of young workers, producing a group of adolescents and young adults who have little prospect of ever getting a "normal job" and the minimal standard of pay, working conditions, and job security that go with it.

(6) BALSEN, Werner; MAKILSKI, Hans; ROSSEL, Karl; WIN KEL, Rolf. Neue Armut - keine Wende. Cologne: Rheinisches Journal Istenbüro, 1986.

1.3 Disproportionately Large Increase in Delinquency

The risks of unemployment in terms of young people's willingness to play by society's rules were discussed early in the course of the labor-market crisis. While many of the political actors who see themselves as defenders of the young unemployed took to announcing that criminal actions were an inevitable consequence of unemployment, many representatives of the policy-making and scientific communities were concerned that unemployment might eventually lead to an erosion of loyalty to the political order of the Federal Republic.

Such concerns seemed ultimately justified by evidence. In the annual press conferences at which the most recent crime statistics were presented, state and federal crime authorities repeatedly stressed the clear and disproportionately large increase in juvenile delinquency. Even a 1979 study commissioned by the Federal Ministry of Youth, Family Affairs, and Health, which showed that the "visibly spectacular rise in the crime rate (for children, teenagers, and young adults) is measurement artifact" (Albrecht & Lamnek, 1979, p. 162), did not deny the link between increasing youth unemployment and the trends in crime.

* The numbers show that many of these young people-in a time of increasing structural youth unemployment-are being pushed into areas of criminal activity (that) present themselves as societal ways of life (and survival), as it were, after (these young people) have been excluded from conventional society. (Albrecht & Lamnek, 1979, p. 177.)

Cases in which teenagers and young adults were involved also in massive violations of the political rules of the game started to mount at the end of the 1970s and beginning of the 1980s. On various occasions-protests against the expansion of the Frankfurt airport and against the construction of nuclear power plants as well as conflicts over the police evacuation and subsequent demolition of buildings occupied by young squatters in Berlin and other cities-violent clashes erupted between young demonstrators and police. In some cases, these encounters lasted for several days, in others they continued, or broke out regularly, for weeks and even months. At the same time wide attention was given to youth unrest in Great Britain, France, the Netherlands, and especially to the upheavals in the Swiss city of Zurich, which had always had the reputation of being a solidly middle-class community. The German Bundestag's official inquiry commission appointed to investigate the youth protests focussed on possible links between the young generation's career and work prospects and protests by young people.

1.4 Urban Structure and Violence

The concern about a rapid rise in the crime rate and the progressive weakening of political loyalty to the rules of the game that strongly characterized the discussion of youth unemployment runs like a red thread through the political and scientific attempts to grapple with the development in urban living patterns and ways of life since 1970. Attention was at first directed to the "unattractiveness" of satellite towns and new housing communities in which the frustrations of the inhabitants seemed to find expression in destruction and property damage as much as in refusals of tenants to pay their rents and the increasing electoral advances of extreme left-wing parties. Be that as it may, the squatter movement that was spreading at the close of the 1970s was aimed at the old centers of cities. In those areas, urban renewal and conversion of rented apartments into privately-owned condominiums affected that part of the housing market that had previously still offered adolescents and young adults in large cities the chance to rent their own rooms as a decisive step in making the separation from their parents and as a basis for leading their own lives. The elimination of reasonably priced housing coincided with a development on the labor market that limited and delayed ways for young people to earn a regular income and thus their own livelihoods independently of the families from which they came. The occupation of residential buildings that had been removed from the rental market for purposes of redevelopment and speculation often involved young people who, given their marginal position on the labor market, had "nothing to lose." These moves, the development of "subcultures" in occupied buildings, and the violent defense of the occupied buildings against police attempts at eviction, were seen as an expression of the dangerous escalation of youth protest and unrest (Schäfer, 1983).

Seven years later, after the 1987 events in Kreuzberg, Momper (1987, p. 11) regards the "legalized" squatters as a stabilizing element in a part of the city that has no firmly rooted population. "The fluctuation is high. The identification with the area in which one lives is as low as possible. This leads to the venting of aggression in one's own neighborhood." The concentration of "so-called minorities" in one city district - "foreigners, unemployed, welfare recipients, punks, vagrants, alcoholics and sniffers, young people lying in the street, old and poor people, students, and alternative scenes" - (Momper, 1987, p. 11), the concentration of diverse societal problems in a small area, this is obviously the explosive mixture in which the impact of the crisis on the labor market, current trends in crime, and urban living conditions are all combined.

Another development is due as well to the steady impoverishment of traditional industrial regions as old industries die off. The lack of opportunities for young

people to enter professional life coincides with the financial bankruptcy of the communities in which they live, an economic straitjacket that leaves these local governments no choice but to reduce economic support for the needy and cut back public services. How will adolescents and young adults react to the lack of an occupational?

This brief portrayal ought to be sufficient to communicate the main point. At least an everyday, non-scientific understanding of social developments leaves no doubt about the close link between unemployment and crime among young people, especially in the context of certain types of urban settings. But does this understanding hold up under scientific scrutiny? How do the relevant, discrete policy areas-labor-market policy, law and order, housing policy, and youth policy-interact amid what may be a polarization between interpretations based on "plain common sense" and interpretations based on scientific knowledge? The purpose of the following sections is to explore these different interpretations.

2. Research to Date

The ambitious program set for this report by the questions posed in the previous section must be put into perspective. Although it has been repeatedly asserted in public that youth unemployment, delinquency, and urban living conditions are related, one has a hard time studying the interactions between all three variables. From the very outset, then, this report must first concentrate on studies investigating the relationship between any two of the three variables and must then elaborate on the literature's theoretical models that offer approaches by which to explain the relationship between all three variables. An additional difficulty in pursuing the task outlined above is that research focussing explicitly on the manner in which youth unemployment, its features, and its distribution are related to urban structures and ways of life is simply not available for the period in question.

2.1 The Difficulty of Delimiting and Describing the Subject and Its Features

Furthermore, there is the problem of coming to clear and precise definitions of "youth unemployment," "juvenile delinquency," and "urban settings" and of describing, even measuring, their manifestations. In terms of youth unemployment, some of these difficulties have already been addressed in the first section, one being the lack of jobs, another being the lack of apprenticeships. Young people who look exclusively and unsuccessfully for an apprenticeship and who are thus not gainfully employed are not unemployed according to the official definition of the term. Nonetheless, they should be considered unemployed, both in their own view

of themselves and in the public's perception of them.

These considerations bring up the question of how unemployment is officially defined and statistically recorded and how many unreported cases must be allowed for. A person is unemployed if he or she is without paid work, totally available for all sorts of jobs, and officially registered as unemployed. Accordingly, by definition the following are not unemployed: unsuccessful applicants for an apprenticeship, young foreigners having no work permit, participants in job-creation or training programs, young people who have chosen to remain in the education system in order to wait for better times, and young people who have not reported to the employment office because they expect nothing to come of it. According to estimates by the Institute for Labor Market and Occupational Research (the research institute of the Federal Labor Office), the "reserve labor force" is half again as large as the number of officially unemployed persons.

How can youth unemployment be described in terms of age? According to the official definition, youth ends on the labor market when an individual reaches his or her twentieth birth day. The citizens of the Federal Republic of Germany come of age and are legally defined as adults when they turn eighteen years of age. In recent years the interpretation of youth unemployment has increasingly included the labor-market data for the age group up to, but not including, twenty-five-year-olds, the first reason being to reflect the fact that the unstable phase of transition to paid work is far from over at the age of twenty for most young, gainfully employed people, the second reason being to adapt to the European Community's customs in this matter.

It is also difficult to grasp the various different conditions captured by the generic term "youth unemployment." The characteristics of frictional unemployment (short-term unemployment while searching for, or changing to, another job) differ from those of long-term unemployment from which there is no identifiable escape. The continuum of conceivable economic conditions is broad, ranging from solid financial support through unemployment insurance or one's family to utter destitution. Lastly, the quality of the experience of the unemployed depends also on the way the situation is judged by others. Parents regard and treat the unemployment of their sons differently from that of their daughters. Unemployment in country towns is seen differently than it is in large cities. Unemployment in a prospering "high-tech region" is subject to other rules than it is in a "dying region" with ageing industries.

Clearly, anyone wishing to pursue the question of how the variable of unemployment interacts with other variables must first precisely define the type of unemployment to be studied. It ought to come as no

surprise that the very nature of the available data often makes that step very difficult.

If the term "youth unemployment" refers less to a clearly definable, empirical state of affairs than to the product of social processes of selection and attribution, the same characteristic is no less problematic with the variable of juvenile delinquency. Indeed, it is even more pronounced. As Villmow and Stephan (1983) put it in summarizing the key result of their study on unreported cases of juvenile delinquency in one community, "becoming a victim and a delinquent is a general behavioral phenomenon of adolescence and the years of young adulthood" (p. 516). They thereby confirmed an insight about which there is little debate in criminology-with few exceptions, all young people (or more precisely, all males of that age group, for delinquency among girls has scarcely been studied) commit delinquent acts more or less frequently in the course of adolescence and young adulthood. This raises the question of the criteria and processes by which "normal" behavior in adolescence becomes "deviant" behavior in a limited number of cases, the question of the criteria and processes by which adolescents become official criminals. In light of these issues, the fact that crime statistics "do not represent an exact, quantitative picture of crime but rather . . . a progress report of formal societal control" (Albrecht & Lamnek, 1979, p. 161) is not challenged. There is disagreement, though, about which of the available statistical sources best describe reality. Is it the statistic of juveniles that the police suspect of delinquency? The statistic of those persons legally convicted? Or the statistics giving information about the number of cases in which the juvenile court dealt with actual or alleged offenses by adolescents (Kreuzer, 1980)?

Moreover, the generic term "juvenile delinquency" covers widely varying types of infractions, ranging from traffic offenses to second-degree murder, from the use of public transport without a valid ticket to cruelty to children, from violation of migration laws to vandalism. The rates of reported and unreported cases differ widely from one type of offense, region, or section of a city to another, depending also, for example, on the equipment and attention of the police at specific times for specific types of offenses. It is correspondingly difficult to formulate statements about the distribution of individual offenses in time and space and to relate them to trends on the labor market and in urban development.

Lastly, the socio-economic features of urban settings cannot be easily categorized and described. Concepts of urban sociology such as a new housing area, an inner-city old town, and a satellite town are generally too imprecise as categories to convey the diversity of urban settings adequately. Despite occasionally nascent hopes for simple solutions, urban structural features that are simple to quantify - the floor area of apartment buildings, for example - cannot provide adequate support for far-reaching models intended to explain the ways of life led by the inhabitants. What data is available in official statistics often conveys only an approximation of the socio-economic features needed to describe urban settings. Furthermore, the available data relate to existing administrative units, which, however, are generally not identical with "natural" sections of a town, that is, quarters possessing a certain degree of homogeneity by virtue of the inhabitants and their characteristics, the historical development, the structure of the buildings, and other features.

These introductory comments are intended to outline some of the difficulties confronting an investigation of the inter-relationships important in the present study. By the same token, they establish points to be noted in the assessment of research results.

2.2 Youth Unemployment, Delinquency, and Urban Settings The Links Drawn in the Research

2.2.1 Youth Unemployment and Delinquency

According to the criminologist Sack, the fact that unemployment and crime "are repeatedly related to each other as in the stereotyped equation of 'evil begets evil' is in keeping with a natural, uncritical way of thinking about social contexts" that is just as present in daily conversation as it is in many scientific explanations of the subject. Whenever times of economic crises and high unemployment occur, there is a "political, public, and scientific boom" in the concern with the connections between unemployment and crime (Sack, 1986, pp. 15-16).

2.2.1.1 Theoretical Concepts and Approaches

Sack notes that points of view on the link between unemployment and crime vary from one scientific discipline to the next.

"Criminology looks at the fact of an occurrence (actual or potential) of a criminal act and, so to speak, directs attention retrospectively to this event's antecedent or simultaneous conditions, circumstances, or factors. From this perspective, unemployment is one of the "independent variables" that have precipitated the occurrence of the criminal act". (Sack, 1986, p. 16)

In sociology and psychology, by contrast, the fact of unemployment is the point of departure, with the impact of unemployment being the issue. From both investigative perspectives, one assumes that "unemployment is to be viewed as the independent, determining factor for crime." Yet despite this parallelism, the difference between the two perspectives is not without consequence.

"The criminological perspective institutionalizes, if you will, . . . in a lasting way the societal presumption that there is a link between crime and unemployment. Vice versa, the tradition behind that other type of psychological and sociological analysis of unemployment's impacts uncritically and implicitly takes for granted as established principle notion of unemployment as an incriminating event for the person concerned". (Sack, 1986, p. 16)

The latter standpoint thus still has something akin to an "assumption of innocence," for it presumes no compelling connection between unemployment and crime.

In an article in a dictionary of criminology, Spiess (1985) outlined the most important theoretical concepts that can be identified in the research on the relationship between unemployment and crime. According to Merton's anomie model, there is a discrepancy between prevailing goals - regarding a generally desirable level of consumption, for instance - and, among other things, unequal, legally acceptable opportunities to achieve those goals (7). "Since a lack of jobs is synonymous with a lack of legal opportunities to attain one's goals, an increased occurrence of nonconforming, including punishable, behavior is to be expected when unemployment rises" (Spiess, 1985, p. 33).

In the approaches offered by the economic theory of crime, criminal behavior can be expected "if illegal activities can be expected to bring about more benefit than legal (activities would), whereby both the expectation of success and the risk of costs must be considered" (Spiess, 1985, p. 33). According to this view, the manner in which unemployment affects the way individuals act will depend on the specific circumstances surrounding what they do. Increasing unemployment, then, not only swells the ranks of the group that has little or nothing to lose through delinquent acts but, for large groups,

(7) MERTON, Robert K., Social Theory and Social Structure. Glencoe, Ill., 1957.

also raises the risk of job loss and thereby the cost of criminal acts. From this line of thought comes the thesis of the unemployment rate's "differential effects" on, say, "occupationally integrated" persons and those people who are the outright unemployed (Spiess, 1985, p. 33).

The aspect of occupational integration and its significance "for the ties to societal groups outside the family and thereby to the system of informal societal control" is also stressed in Hirschi's approach based on control theory (8). "The extent of societal ties to 'relevant others' (to one's circle of colleagues, for example) as well as involvement in conventional activities are particularly crime-reducing factors" (Spiess, 1985, p. 33).

In explanatory models based on socialization theory, by contrast, the attempt is not so much to clarify a causal relation between unemployment and crime as to ascertain their common roots. According to these models, "disruptions in the process of socialization or defects in personality structure" increase both the risk of becoming unemployed and the probability of delinquency (Spiess, 1985, p. 33). This is the point at which this explanatory model intersects with biological approaches, in which inherited personality disorders figure in attempts to explain failures at one's job and deviant or criminal behavior.

Lastly, the social processes of selection and attribution are the basis of the labelling approach. Proceeding on the premise that breaking rules is normal in adolescence in the sense that it is done by the vast majority of people in that age group, researchers pursue the question of which adolescents having which characteristics (social background, sex, and nationality, for example) run increased risks of being "criminalized" by the selection and sanctioning procedures operating through the organs of social control. In this approach, the above-average share of unemployed persons in the total number of recorded and sanctioned criminal offenders is explained by their "higher risk of detection, prosecution, and selection" (Spiess, 1985, pp. 33-34).

Spiess does not mention the deprivation thesis, which is characteristic of most of the unemployment research done in psychology and sociology. It constitutes the basis for trying to analyze unemployment's impact on individuals in terms of psychological stress and inadequate coping strategies resulting from it. Since a unidimensional link between unemployment and specific psychological consequences could not be empirically confirmed in this way, the model was expanded to include a number of other factors (social class, sex, age, values, level of education, health, and economic status) as "moderator variables" so as to be able to explain unemployment's differential effects. The basic aim of

(8) HIRSCHI, T., "Causes of Delinquency". Berkeley, Ca., 1969.

predicting psychological stress and behavioral strategies - including those of deviant behavior - caused by unemployment was retained (Holzkamp, 1987, pp. 368- 71).

The various theoretical approaches outlined in the preceding paragraphs cannot be reformulated as a chart or grid that could guide the systematic presentation of research on the relationship between unemployment and crime. Although most of the studies to be discussed do refer explicitly or implicitly to one of these approaches, the very design and premises of the studies more or less systematically interrelate assumptions taken from a variety of theoretical approaches. A chronological arrangement of the presentation does not suggest itself, either. Not even drawing a distinction between the periods before and after the dramatic increase in unemployment in the mid-1970s proves to be very fruitful. Some of the research concepts from the phase of long-term employment were adopted without question in the subsequent period of persistent mass unemployment. There was a boom in unemployment and crime as a research topic after the rise in youth unemployment in 1974 and 1975, and again after the youth unrest at the end of that decade. Those cycles are certainly not insignificant when it comes to explaining why the research of the last fifteen years does not appear to build systematically upon previous knowledge in the respective fields.

For all these reasons it seems advisable to take a pragmatic approach to organizing the material, beginning with a differentiation of the studies according to their methodological features. The research will be broken down into:

1. studies that seek to clarify the links between unemployment and crime through secondary statistical analyses of official statistics, be they local, regional, or national;

2. Studies that focus on clarifying the characteristics and personal histories of adolescents and young adults whom the system of social control and sanctioning has identified as being criminal; and

3. studies of young unemployed persons, their personality structures, behaviors, dispositions, and strategies of action.

2.2.1.2 Relationships between Unemployment and Crime An Analysis Based on Mass Statistical Data

The attempt to take statistical data on such aspects as economic development, unemployment, poverty, and social inequality and to compare them with crime statistics in order to explain links between the socioeconomic situation of the population and violations of social norms has a long tradition in Germany. In a "political essay" on the question of whether unemployment promotes criminal behavior ("Macht Arbeitslosigkeit kriminell?"), Steinhilper (1986) tells of the analyses by von Mayr, who, in Bavaria, compared crime statistics to the prices of rye for the period from 1835 through 1861, noted the simultaneous rise in the two sets of numbers, and inferred a link between grain prices and the crime rate. According to Steinhilper, Friedrich Engels made an even more discriminating analysis of these interrelationships:

" The lower the social class, the higher the probability that crime will be committed. Economic crises reinforce this relationship insofar as members of the lower social class, because of their structural position, prove to be especially "vulnerable" to consequences of unfavorable economic developments".
(Quoted from Steinhilper, 1986, p. 2)

Immediately after the sharp rise in unemployment in the Federal Republic of Germany in the mid-1970s, Steinhilper himself began inquiring into the connection between unemployment and crime, comparing West German federal and state statistics on the labor market to those on crime for the years from 1965 through 1975. He concluded that a link between the two sets of data could not be proven. Statistics did show a rise in crime during the brief recession from 1966 through 1967, but whereas the unemployment rate soared, the increase in the crime rate remained about what it had been in previous years. When unemployment dropped sharply in the subsequent years, the crime rate continued to increase, once again remaining unaffected by the drastic rise in unemployment beginning in 1974 (Steinhilper, 1976, pp. 388-89). Drawing on other, more detailed sources, Martens (1978) took the development in the numbers of suicides, psychological disorders, and recorded criminal offenses in the city of Mannheim (300,000 inhabitants) for the period from 1971 through 1976 and tried to relate it to economic development from the boom to the first trough of a protracted recession. The results turned out to be less clear cut than Martens had expected.

The number of suicides in the course of the boom had no clear developmental trends, whereas a definite correlation was found between the number of psychological disorders and the corresponding situation in the economy and on the labor market. The analysis of crime statistics, on the other hand, revealed that the overall crime rate since the boom has risen continuously - apparently unaffected by the economic crisis - with some of the individual groups of offenses and offenders differing completely from one another in their development. (Martens, 1978, p. 189)

In discussing the work of Steinhilper, Martens, and related foreign studies, Bednarzik and Heiland (1984) conclude that "the state of discussion to date is very unsatisfactory, for in terms of neither space nor time can empirically founded statements be made about whether and to what extent unemployment influences crime" (p. 161). Their extremely involved mathematical comparisons between developmental trends in labor-market and crime statistics added nothing new, however. A "significant correlative relationship between unemployment and various property crimes cannot be found" (p. 161). Yet the authors did not want to exclude the possibility that a causal relationship exists. They suggest that one should not look exclusively at the connection between unemployment and crime but rather "embed the variable of 'unemployment' - among other, theoretically founded variables - in multivariate models and resubmit these complex models to empirical testing" (p. 188).

Such an attempt at theoretical reasoning and systematic analysis of a complex spectrum of variables to arrive at statements about economic and societal interrelationships suitable for promoting or preventing criminal behavior by children and adolescents was made in the field of ecological criminology by Opp in his 1968 study of Cologne. Even at that time, Opp's results were that research in ecological criminology had not succeeded in "explaining and predicting the occurrence of delinquency" (p. 202) with variables based on official statistics and oriented to the description of the socio-economic structure of geographic regions. Opp came to the conclusion that it is necessary to link assumptions of ecological criminology and sociology with concepts from anomie theory and control theory, for phenomena like social class, population density, and the divorce rate apparently need to be reconciled with general findings such as the values and norms of actors, their means, the interaction of actors, and the social control of the actors if delinquency is to be explained (Opp, 1968, pp. 204-5). If it is thus necessary to include behavioral hypotheses in socio-ecological research concepts, then it also means that it is not enough to restrict oneself to official statistics; other appropriate investigative procedures must be used as well "in order to ascertain variables like norms and values" (Opp, 1968, p. 208).

Opp's proposal of linking the description of socio-economic structures with data on such phenomena as the subjective processing, coping, and valuing, etc., of living conditions and alternatives of action by using "quasi objective" data (usually from official statistics) was taken up in large research projects (those based on the social indicators approach) conducted in the Federal Republic of Germany in the 1970s. The "objective" description of living conditions as conveyed through official statistics was contrasted in those projects with the analysis of subjective perception and processing inferred from data gathered through representative surveys (9).

Research in ecological criminology has taken a different approach. Heiland, too, recognizes that the assumptions in anomie theory center on the behavior of individuals, their values, orientations of action, and scope of action, an impracticable focus for attempts to explain delinquency from a macro sociological perspective. He sees a solution in concentrating on a single subtopic, property crime, so as to be able to delimit the independent variables to be included in such a way that "subjective" levels of behavior can be illuminated by "objective" data from official statistics.

A key element is the income factor, which can give information about the life situation and the relative distributive position within as well as between different classes. Other relevant variables like the orientation of pretensions, opportunity structures, and situations of social pressure come in, too. (Heiland, 1984, p. 107)

For the variable of opportunity structure, subjective conditions for action are translated into objective data by drawing on the number of motorcycles and passenger cars that exist (and that are thereby potentially available for unlawful appropriation). "Conditions specific to a given opportunity" are operationalized as the "number, size, and services of supermarkets, warehouses, and retail stores" (Heiland, 1984, pp. 119-20). The variable of "pressure" is divided into an economic and a societal dimension. The economic dimension is operationalized through indicators like figures on unemployment, demand for apprenticeships, poverty, and the number of people on welfare; the social dimension is operationalized through figures on suicide (Heiland, 1984, pp. 125-26).

A proportional relationship between the variable of "pressure" so arrived at and the development of offenses against property - a central assumption of that study - could not be found, however. "The falsifying result is surprising in that there are a number of theoretical bases and empirical studies that plausibly bear out the

(9) GLATZER, Wolfgang; ZAPF, Wolfgang (eds)., Lebensqualität in der Bundesrepublik: Objektive Lebensbedingungen und subjektives Wohlbefinden. Frankfurt am Main and New York: Campus, 1984.

positive relationship on one hand and, on the other hand, empirically document the high proportional share of unemployed persons in property crime" (Heiland, 1984, pp. 125-26). An explanation is found in the statement that continuing pressure brings about conformity, too, which is why "welfare societies" experience fewer property offenses in phases of crisis than in phases "when economic societal tension is easing" (Heiland, 1984, pp. 125-26). This assumption, however, is not explicitly subjected to empirical testing in the study.

Similarly complicated procedures of reinterpretation and operationalization are used by Ellermann (1984), whose aim was to ascertain the "influence of the independent constructs of 'economic situation', 'urbanization', 'opportunity for theft', 'social inequality', and 'control' (p. 141). As indicators of growing social inequality, unemployment figures and their development were related to the volume of industrial sales and to the development in wages and salaries. In addition, the number of college-bound upper secondary students was compared to that of vocational school students to create an indicator of inequality keyed specifically to adolescents. As an indicator of opportunities for delinquency involving offenses against property, Ellermann used the number of automobiles. "The number of overnight stays in hotels and inns was included as well, an indicator in which various opportunity elements are united" (Ellermann, 1984, p. 143). A key result of the study was that interrelationships that could be considered certain for the researched cities as a group were in many cases not compelling at the level of the individual city.

- Few interrelationships can be found to hold for all cities uniformly.
- The model's suitability for explaining property crime varies from city to city.
- In cities in which the model can explain much of the property crime committed, the variables explaining crime vary considerably in their composition and interaction. (Ellermann, 1983, pp. 404-5)

Across cities, the link between positive economic cycles and increasing property crime was confirmed in the study, as was the hypothesis that property crime increases as social inequality grows (Ellermann, 1983 p. 405).

The methodology used by both Heiland and Ellermann has been described in detail here because these examples graphically illustrate the difficulty of taking assumptions drawn from anomie and control theory, translating them into independent variables, and operationalizing those variables through indicators available from official statistics. Other research projects have at least partially circumvented this problem by avoiding the inclusion of dimensions derived from behavioral models unless they can be reformulated into quantifiable indicators in ways that are not too complex - and, hence, not so "risky." Friedrichs (1985) and

Friedrichs and Blasius (1985), for example, use the concept of relative deprivation, which is measurable through indicators of changes in income and income distribution, in order to study the effects of dissimilar means for realizing intergroup consumption standards. Their investigations of the links between indicators of the socio-economic structure in sixty-two large cities and the crime rates for specific offenses revealed a close relationship between the crime rate and the migration rate, indicators of poverty, and the per capita debt of the cities, but no link with the unemployment rate was found (Friedrichs, 1985).

A somewhat more diversified picture emerged when unemployment was compared to the rate of juvenile delinquency and crimes committed by adults.

For punishable offenses overall, the negative correlation for the adolescents is lower than it is for the adults. For "robbery"; "robbery on streets, paths, and squares"; and "purse-snatching" there is a positive, though weak, relationship. This could indicate that the unemployment rate in a city is more likely to encourage crime among adolescents than among adults. Presumably this particularly affects those adolescents who had no chance of finding a job. (Friedrichs & Blasius, 1985, pp. 19-20).

For the period of observation (1970-1986), the progress in methodological refinement and in the treatment and processing of the mass data on which the analyses are based has been unmistakable. At the same time, the results of these studies referring to the specific question of interest in this section - the possible relationship between unemployment and delinquency, especially with regard to adolescents and young adults - usually have the character of assumptions and conjectures and have yet to be supported by hard empirical data. There are many different reasons for the obvious discrepancy between the amount of attention given to methodological concerns and the knowledge gained about the question under study. The first reason is the limited usefulness of available official data on both unemployment and juvenile delinquency. Such limitations are also typical in other areas of official statistics. Social welfare statistics, which are generally taken as a measure of poverty, are estimated to cover only half of all people entitled to benefits. Beyond this, the available official statistics used in the research concepts described above usually do not represent explicit measures of the variables to be studied, so researchers must rely on data that convey only a more or less - in many cases, less - approximate picture of what is to be studied and related to other variables. This problem is especially clear with the measures used for subjective dimensions like values, opportunity structures, and behavioral strategies, and one must seriously consider the question of whether linking official statistics and "subjective" survey data as proposed by Opp (1968), an idea at least partially taken up in large projects on social indicators, is not a promising route to a solution. The finding that a rise in

crime (especially property crimes) coincides with increasing well-being, a relationship noted in several of the studies cited in this review, thus far only appears to disprove the thesis that unemployment - and poverty - is related to crime. Rather, it indicates a central methodological weakness of many studies in that no one yet has an adequate grasp of the asymmetry of economic and societal developments. In studies of individual cities and regions, and even more so in national studies, the use of aggregated mass data levels out the lines of that development.

2.2.1.3 The Occupational Histories of Juvenile Delinquents and Delinquent Young Adults

The initial situation for studying the occupational histories of persons identified as being criminal is different. In criminological research, the "classical" procedure is to clarify the case histories of crimes or culpable persons by questioning suspected or convicted offenders or by analyzing records and thereby arrive at statements about relationships between characteristics of the persons or their biographies and their delinquency. In the naive understanding of the relationship between societal situations or personality structures and crime, there is the presumption that unfavorable prospects for gainful employment or lack of a work ethic are closely linked with delinquency, a notion that has strongly influenced this type of research. Questions about training, work, unemployment, and orientations to work have a key role in these investigations.

The first study to be discussed in this section (Gipser, 1975) is rather atypical in that it focuses on adolescent female delinquency. In a survey of a non-representative group of suspected female offenders ranging in age from 18 years to 22 years, one of the tasks was to create an index of "career dissatisfaction" in the assumption "that the perception of an unsatisfactory situation in one's professional life is an indication of the lack of legitimate means to realize both the emancipatory and the traditional image (of women)" (p. 89). Every fifth person interviewed fell into the group of the dissatisfied, and the more qualified the job was, the greater the satisfaction of the person doing it. Since the results of the study showed that the social backgrounds of the girls were related to their access to qualified work, "girls from the lower-class . . . expressed greater dissatisfaction than girls from the middle-class did" (p. 89).

In search of the relationships between social origin, general education, industrial training, and the type of offenses committed, Kaul et al. (1979) examined 250 files on suspected male offenders ranging in age from 18 years to 21 years. The authors concluded that the relationship between noncompletion of in-company vocational training and delinquency, as generally posited when approaches based on control theory are transferred to Germany, cannot be proven (p. 105). Rather, the authors regarded "problems with socialization that were determined by class-specific characteristics of upbringing and conditions of the societal environment and that thereby possess social dimensions . . . as causal for delinquency" (p. 105).

As part of a broadly conceived investigation of young offenders from Baden-Württemberg, Kofler (1980) conducted a study to compare male inmates between 20 years and 30 years of age with a control group consisting of nondelinquent persons, focusing explicitly on the relationship between occupation and crime. His results showed that the young inmates tended to have had no vocational training, to have changed their jobs more frequently, and to have shown poorer work habits than was the case with the members of the control group. At the same time, the data he collected led him to dismiss anomie-related and control-related assumptions about direct relationships between a person's occupational situation and delinquency. To Kofler, both

"the conspicuous occupational characteristics and the criminal development of the subjects are attributable to the same basic causes. . . . Numerous case analyses in particular have borne out the conjecture that the reasons for the socially conspicuous development of the subjects must be sought in the period prior to the beginning of their working lives. In most cases, serious behavioral peculiarities . . . in both the family and academic sphere were already evident at the time professional life was entered. Negative attitudes toward working life were especially strong right from the moment it began. (Kofler, 1980, pp. 191-92)

Munich police records of 1977 relating to suspected offenders under twenty-one years of age were analyzed by Lamnek (1981) to establish the extent to which characteristics of existence on the fringes of society - unemployment or lack of a vocation, for example - correlated with specific offenses and to ascertain the manner in which the selection and attribution strategies used by the organs of social control determine the distribution of reported crimes across persons with various characteristics. A definite link was shown to exist between the career or work status of young suspected offenders and their documented involvement in minor and serious offenses. Whereas the group of persons with vocational training and a job are underrepresented among the suspects, persons without a trade and a job or with a trade but no job were overrepresented (p. 7). To pursue the question of whether delinquency is a consequence of a socially marginal position or whether a record as a

suspected offender is determined more through social disfranchisement, Lamnek studied the group of suspected offenders who had a job and a vocation and the group of suspected offenders who had no job and no vocation, contrasting them as "extreme types" and using the variables of "having a police record," "previous conviction," and "repeat offender" as indicators of criminalization in penal prosecution (p. 7). He found that suspected offenders without a vocation and a job were more likely to have a police record, to have previous convictions, and to be repeat offenders (Lamnek, 1981, pp. 13-14). Further examination of the discovered interrelationships brought Lamnek to conclude that marginality does not determine severity of the reported offense as much as it leads to a person's higher profile for the police. Lamnek interprets this conclusion as "tending to confirm the theory of stigmatization" (Lamnek, 1981, p. 16).

Beyond the comparison that Martens (1978) made between figures on unemployment and crime in his aforementioned study, he also analyzed the social and criminal data on 3,000 adolescent offenders in the city of Mannheim and, among other things, established and compared the involvement of offenders having a job to that of offenders having no job. The results showed that unemployed persons are involved in a greater share of property crimes than employed persons are. The opposite was true in cases of assault. The data showed that young unemployed persons commit drug offenses four times more often than their employed peers (Martens, 1978, p. 183). Martens summarized his conclusions as follows:

In addition to sex and previous convictions, unemployment has a decisive influence on the kind of offense committed. Since both employed and unemployed offenders come primarily from the same social class, the factor of unemployment definitely possesses significance in its own right within the group of offenders and is not, for example, only an expression of low social origins. (Martens, 1978, p. 184)

In a study on characteristics of suspected offenders in the city of Solingen, Plate et al. (1985) come to a different conclusion regarding involvement in individual offenses. Their results showed that unemployed persons (the authors did not break them down by age at this point) were involved in an especially large share of assault offenses (p. 60).

A study by Schwind and Ciesinger (1978) revealed that unemployed persons were clearly overrepresented in the total number of suspected offenders in the city of Bochum. The official unemployment rate for Bochum was 5% in 1975; in the same year one out of three suspected offenders was unemployed. Up to 40% of the suspected offenders in the age group of 18 to 20 year-olds were unemployed, and in terms of the number of offenses as many as half of the suspected offenders had no job at the time of the crime. According to this study, the acts

committed by the unemployed persons were by no means limited to petty offenses like shoplifting or other kinds of petty larceny but rather in large part compound larceny, especially breakins (pp. 290-91).

Lastly, Heinemann (1978), too, found that unemployed persons were overrepresented in the total of delinquent adolescents in a city from 1973 through 1976. His data likewise showed that the occupational histories of young unemployed offenders were marked by a number of unfavorable characteristics. For example, they had a below-average level of education. Each of them had started industrial training, but only about one in ten had completed it successfully. The number of times they had changed jobs was conspicuous as well (pp. 172-73). Given these results, Heinemann concluded that:

" only for a small section of the unemployed is it conjectured that unemployment can effect an increase in the risk of delinquency. At the same time, it seems less the case that unemployment itself is the cause of delinquency in a subgroup than that both unemployment and delinquency constitute an indication of a general process of maladjustment which stems from the overall learning and behavioral milieu in which these adolescents find themselves in the family, school, and some times in social placement and which is expressed in a lack of willingness and ability to adapt to fields of norms, occupational tasks, and standards of achievement and which also leads to stigmatization under certain circumstances. (Heinemann, 1978, p. 176).

Messmer (1982) justifiably summarizes the results of the research on the occupational histories and occupational positions of delinquent adolescents by saying that unfavorable training backgrounds, poor occupational positions, negative work attitudes, and disproportionately high youth unemployment are found in case after case, albeit in various combinations. Messmer's analysis of youth welfare office records on behavior disorders (which are often identified as being a preliminary stage leading to other, more serious types of deviant behavior) shows that agencies of control tend to define "deviant" behavior or implicitly or explicitly as a deviation from work-related behavioral patterns or norms.

The phenomenon of the neglect of young people in middle - class society can thus be comprehended as a problem of socioeconomic integration, that is, as a social problem rooted primarily in the fact that some of the juvenile members of society plainly either are, or are being, inadequately prepared to deal with the necessities, demands, and pressures inherent in the prevailing form of social intercourse and the existing systems of economic achievement and that, as a consequence, their integration in the institutionalized process of work is threatening to fail or already has. The "maladjusted adolescent" as a social type thereby seems to be the exact counterpart of the economically well-integrated or well-prepared adolescent. (Messmer, 1982, p. 234)

Messmer's theses can be cited as a confirmation of assumptions based on anomie theory, but they can also serve as a graphic illustration of concepts in the labelling approach. Maladjusted work behavior and deviations from achievement norms can be taken as causal for the lack of ability to achieve macrosocially accepted standards of consumption and livelihood by legitimate means. But work behavior and achievement norms are also the criteria by which children and adolescents are screened for treatment by the organs for sanction and guidance under the jurisdiction of the juvenile welfare office. The lack of conventional work ethics and achievement motivation thereby becomes causal in the slide into the procedures of selection and attribution that underlie the career leading from the "conspicuous" child to the criminal teenager. Whoever goes down on record because of "conspicuous behavior" when a child also stands a good chance of receiving special attention through organs of social control and sanction if his/her juvenile delinquency does not differ from the behavior of "normal," non-delinquent adolescents. Manifestations of work behavior and achievement orientation that deviate from the norm are thus less causal for criminal behavior than for the "criminalization" of adolescents with these characteristics.

2.2.1.4 Does Unemployment Engender Criminal Action?

As noted earlier, Sack (1986) has observed that criminology's perspective on the relationship between unemployment and delinquency differs from that of sociology and psychology. Beginning investigation with the fact that a criminal act has been committed, criminology uses abundant data from the analysis of records and the questioning of suspects or convicted criminals in the attempt to clarify the background and conditioning circumstances of criminal acts. When the fact of unemployment is the point of departure, however, how can one ascertain how experiences with unemployment and the manner of dealing with them influence the behavior of the person concerned in terms of delinquency? Apparently, neither the shock of suddenly losing one's job nor the impact of prolonged unemployment lends itself readily to empirical analysis, especially with adolescents. For most young people in working life, unemployment - at least brief periods of it - has become a normal and therefore hardly surprising experience. In that sense, their situation is not like that of elderly workers who are suddenly confronted with losing their jobs after years of employment. The use of longitudinal studies would undoubtedly be the appropriate methodological way to investigate the long - term effect of unemployment. However, at least for broadly conceived quantitative studies, that approach might, over time, cause one to

lose sight of precisely that part of the research population for which prolonged unemployment is linked with marginalization and social disfranchisement. It is, then, certain that the differences between the perspective taken in criminological research and that taken in sociological and psychological research, along with their related methodological parameters, account for the fact that the abundance of empirical criminological studies on the "background of the crime" is paralleled by only a limited number of studies with a "softer" empirical basis and by attempts at well-founded theorizing about the possible consequences of unemployment for norm-conforming or deviant behavior among adolescents and young adults.

The work by Bielefeld and Kreissel (1982) and Giesbrecht (1987) is designed as case studies based on only a very small number of cases. Bielefeld and Kreissel regard the slide of young immigrants into an "underground economy" as the consequence of a lack of prospect in the regular sector of work. "Going for a walk" is the key term for a mix of activities ranging from socializing on the street and running errands at the very edge of the law to illegal gambling, drug trafficking, and prostitution, often linked with theft and even robbery. These adolescents are driven into the cycle of criminalization and crime by their lack of opportunity on the labor market and the stigmatizing of ways of survival tolerated as such in their countries of origin (Bielefeld & Kreissel, 1982, pp. 118-19). In his biographical case studies on homelessness among the young adults he studied (as opposed to the older itinerants), Giesbrecht (1987) found that the loss of one's job was an important factor in triggering the processes of disfranchisement that ultimately lead to homelessness and extreme social marginality.

Drawing on the comprehensive empirical studies that the Institute for Labor Market and Occupational Research has conducted on the course of youth unemployment, Schober (1979) proposed the thesis that unemployment in many cases entails a cumulation of social handicaps at least in part because of social selection taking place on the labor market as well.

The psychosocial stress this results in for the individual must be dealt with by him in some way. The coping strategies range from self-doubt and feelings of guilt, that is, from inwardly directed aggression, to certain forms of escapism (such as alcohol and drugs) and open aggressivity toward others (p. 67).

Wacker (1979a) emphasizes the significance that work has in shaping the identity of adolescents and young adults. In this view, youth unemployment is a "socially pathogenic situation" (p. 61). Wacker recognizes that available research has not established a direct relationship between youth unemployment and juvenile delinquency, but his conjecture is that the increase in the number of itinerants and juvenile suicides, the worsening of juvenile alcoholism, and prostitution,

especially among immigrant male adolescents is likely to be related to the rise in youth unemployment since 1974 (Wacker, 1979a, pp. 65-66). According to Wacker, juvenile delinquency is "primarily a result of the convergence of negative socialization and an anomic societal structure." (Wacker, 1979b, p. 173). Unemployment can cumulatively reinforce the potential for conflict stemming from, say, social handicaps. That is why "unemployment must be seen as one factor among others promoting crime" (Wacker, 1979b, p. 173).

On the basis of experience gained in a street-worker project conducted from 1975 through 1976 in a section of a town with a high rate of youth unemployment, Opaschowski (1976, p. 88) contradicts the thesis that unemployed adolescents run a greater risk of delinquency and that they are prone to delinquency. Like Wacker, however, he sees the serious consequences that prolonged unemployment has for the shaping of an adolescent's identity.

The irreparable delay or retardation of the process of social maturation must be seen as the greatest danger of long-term unemployment of young people. Shortcomings in social development, combined with aimlessness and the loss of prospects for a vocation and for the future inevitably turns those affected into problem groups of today and into fringe groups of tomorrow. (Opaschowski, 1976, p. 77)

By contrast, Heinemann (1978) sees unemployment as a very definite cause of an increase in the risk of delinquency among adolescents: "Unfilled time and boredom, lack of stress, and a dwindling number of opportunities for variety and alternatives can induce adolescents to engage in criminal acts, just as increasing aggressivity builds up during unemployment" (p. 170). Heinemann refers in this context to Cohen's further development of Merton's anomie theory for explaining juvenile gang delinquency (10). For adolescents who cannot meet macro-socially accepted status criteria because, for example, they lack opportunities to earn an income through legal means, "gang culture" offers ways to solve their status problems by creating status criteria that they can fulfill (p. 170).

To summarize by briefly describing the state of research on the relationships between youth unemployment and juvenile delinquency, one cannot help but point out the great amount of contradiction that has been encountered. On one hand, there are many definitely plausible theoretical models to explain how and why unemployment and delinquency are closely related. On the other hand, the empirical research being conducted on the basis of these models does not manage to prove that these interrelationships exist. What remains is the overwhelming amount of empirical evidence that persons without jobs and

(10) COHEN. A.K.. Kriminelle Jugend: Zur Soziologie jugendlichen Bandenwesens. Reinbek, 1961.

with discontinuous occupational histories are overrepresented among the adolescents and young adults identified as delinquent by the police and the courts. But then again it is uncertain whether that fact is attributable to a relationship - whatever it may be - between employment (or unemployment) and delinquency, or whether it is, after all, to be ascribed to the criteria according to which organs of social control identify their clients from among the large number of juvenile delinquents and then retain them. What remains beyond this point is the feeling that this cannot be the entire explanation but that research is destitute of theoretical concepts and methodological approaches that would be appropriate to explain other interrelationships.

At this point, Holzkamp's criticism of psychological research on unemployment, parts of which have been quoted above, should be examined again. Holzkamp (1987, p. 373) refers to it as "psychological impact research" based on the concept that "unemployment is to be understood theoretically as 'stimulus situation' and methodologically as 'independent variable.'" In such research, he continues, "the relationship between the human being and the world is reduced to an unspecific biological level through the reformulation of the environment as a 'stimulus situation'" (p. 373). Holzkamp proposes an alternative procedure in which social relations are

to be understood as constellations of meanings in terms of objective social possibilities of action for the individuals, including the inherent contradictions and limitations of such possibilities. Through that kind of world structure conceived of as 'meanings', the individual is not simply exposed to certain 'impacts' and his behavior not simply determined by them. Rather, he can (and must) . . . consciously 'relate' to the constellations of social meaning. (p. 373)

Such an analysis of the constellation of social meaning called "unemployment," as proposed by Holzkamp, and of that constellation's related possibilities for - as well as limitations on - action could provide the framework for the empirical study and theoretical explanation of the complex, multidimensional strategies of action pursued by unemployed people, who in this concept are not understood simply as victims but also as agents of action. This approach could be an alternative to the unproductive search for seemingly lawlike relationships between unemployment and delinquency, "natural laws" that generally do not do justice to the complexity of human behavior.

2.2.2 Urban Settings and Juvenile Delinquency

2.2.2.1 Theoretical Concepts and Approaches

Research in geographic and ecological criminology in the Federal Republic of Germany has developed from two traditions- traditional geographical criminology (the study of the geographic distribution of criminal acts) and the adoption of theoretical concepts and methods developed in American urban sociology, particularly the Chicago School.

Albrecht (1981) recalls that the current definition of geographic criminology in itself encompasses two very different research traditions guided by interest in two very different kinds of knowledge.

In the German tradition, one is usually restricted to investigating the geographic distribution of the scenes of crimes and elaborating on specific concentrations of specific offenses. . . . But that is only one side of the coin, for an equally important issue ought to be: Where do the perpetrators or suspects live in relation to specific offenses? . . . We quickly recognize that these different perspectives may well also entail different epistemological interests. Whereas the first line of inquiry could turn up clues relating to the question of how the greatest possible number of offenses could be prevented through concerted police action, (how they could be) cleared up and sanctioned more effectively through rapid police presence the second line of inquiry focuses attention on the social back ground of the crime, above all on the societal back ground of the "criminal," his life world, his living conditions and conditions of life, his milieu and its influences, etc. (p. 294)

At present, Albrecht's assertion that the scenes of crimes are the dominant issue cannot be confirmed. The question about places of residence and, hence, the question of the socioecological conditions giving rise to criminal acts or the beginning of criminal careers, has become at least as important. A characteristic feature of studies with this epistemological interest is that they tie into the work of the Chicago School and other American research oriented to urban sociology. Despite this emphasis on urban sociology, however, most of the studies to be discussed in this review of the literature are rooted in the criminological perspective. As much as the authors draw on urban sociology in the tradition of the Chicago School, they use the committed crime as the point of departure, treating the characteristics of cities, regions, or parts of cities as independent variables that are likely to prevent or encourage crime. This type of research shall be the topic of the first section to follow.

The second type of research to be treated in this literature review is oriented to urban sociology in the narrower sense. Of the many works in this discipline, only a few dealing with the relationship between urban structure and juvenile delinquency can be highlighted. They present urbanization as a process for which violence in many different manifestations is an important feature. They also seek to analyze juvenile delinquency as an inevitable symptom of urbanization.

2.2.2.2 Criminogenic Characteristics of Geographic Regions

One feature common to studies conducted in ecological criminology between 1970 and 1985 is that they are based implicitly or explicitly on assumptions about relationships between socioeconomic variables and delinquency. That is as true for studies on the geographic distribution of crime between cities and regions as it is for studies on the distribution of crime within individual cities. It cannot be concluded from this, however, that the interest in prevention and sanctioning by the police has disappeared from the research completely. Indeed, it is very much present in the burgeoning number of research projects on sections of cities that serve both as home to juvenile delinquents and as the scenes of their crimes - new housing estates and "satellite towns."

The Criminal Atlas of the Federal Republic of Germany and West Berlin (Kriminalitätsatlas der Bundesrepublik Deutschland und Westberlins) by Hellmer (1972) focuses on the distribution of crime (classified according to types of offense, for instance) across federal territories, cities, and administrative counties. In addition, Hellmer attempts to relate that data to socio-economic factors. The results are contradictory. The frequency of criminal acts, for example, is shown to rise in general with the tax capacity per inhabitant, but this relationship is not confirmed in either Baden-Württemberg, one of the wealthiest federal Länder, or Schleswig-Holstein, one of the poorest (p. 75). Nonetheless, Hellmer hazards an overall assessment according to which

the criminological factors lie in the communicationally disruptive and disintegrating circumstances of modern society: depersonalization and denaturalization of the environment, high population density, unequal distribution and fluctuation of the population, industrialization and commercialization to the extent that they destroy ties between fellow countrymen and personal relations, anonymity and alienation of the individual in large communities, mass accommodations, and "sleep silos." (p. 85)

Leauté's theses that violence and serious crime increase with community size, while in small towns violence is directed more against one's own person (11) were dealt with in a study by Bojanovski and Moschel (1981), which investigated the crime rates and socio-economic structures in seventeen West German cities of over 300,000 inhabitants. They found that the overall crime rate did increase with the size of the community but that violent crime did not increase correspondingly. Moreover, the overall crime rate proved to be a function of the occupational structure of the inhabitants. "In large cities with large populations of workers, the overall crime rate is lower than in large cities with small populations of workers, whereas the opposite is true for white-collar workers, civil servants, and self-employed persons" (Bojanowski & Moschel, 1981, pp. 26-27). Lastly, suicide rates have the same pattern of distribution as the crime rate, that is, they do not decline as the size of the population increases (p. 27).

The studies by Friedrichs, Friedrichs and Blasius, and Heiland have already been reviewed above because the variable of unemployment was stressed in them. The stronger theoretical foundation (Merton's anomie theory), the processing of enormous amounts of socio-statistical data, and the use of complex statistical procedures in these studies represent an immeasurable advance over the crime atlas by Hellmer and the study by Bojanovski and Moschel. Two basic problems characteristic of this type of research remain unsolved, however: (1) the fact that the use of aggregate data levels out what are actually considerable socio-economic differences within a city and (2) the lack of an appropriate way to objectively record subjective behavior.

One possible approach to reducing the problem of leveling out differences is to conduct research on small geographic units-individual cities and regions. The key theoretical concepts for such investigations were developed by the Chicago School and were used for almost all such research projects, albeit with certain modifications. One of the concepts developed in the process is that of the "natural area."

It refers to a subsystem within a greater system that is set off from its surroundings by geographical, topographical, societal, and cultural boundaries and that defines a specific societal frame for its residents. A community or town consists of a number of such "natural areas" and in this manner acquires an internal structure that can be described and measured by various factors of the said geographic and socio-structural parameters. (Sack, 1972, p. 361)

In their analyses of crime as an ecological phenomenon, Shaw and McKay identified "natural areas" characterized by a concentration of delinquency, calling them "delinquency areas." (12)

(11) LEAUTE, Jacques "Unsere Gewalt.", Wuppertal, 1978.

(12) SHAW, Clifford; MCKAY, Henry, Juvenile Delinquency and Urban Areas. Chicago,

As much as German research in ecological criminology has harked back to the approaches developed by the Chicago School, it has nevertheless always been just as difficult to transfer the theoretical concepts to the conditions in the Federal Republic of Germany and to check and verify the results obtained in the United States. For practical reasons, the very concept of "natural areas" itself proved to be unwieldy in research. If it turned out to be hard to decide according to which criteria "natural areas" were to be defined in German cities (Opp, 1968, pp. 195-202), it was an undeniable fact that the necessary sociostatistical data and crime statistics were generally available for existing administrative units (neighborhoods and districts) that could not be identical with "natural areas," no matter how they were described. But collecting the data for "natural areas" to be defined from scratch exceeded the capacity of all relevant research projects.

The "zone hypothesis" - according to which the "delinquency areas" ringed the centers of cities, with the crime rate falling as the distance to the city center increases, hardly proved to be transferable. Opp (1968) showed that this hypothesis virtually cannot be tested on the basis of the data from his study on crime committed by children and juveniles in the city of Cologne; the city districts there, unlike those in America, are very large, and the zones would not match the borders of the city districts (p. 180).

In the Atlas of Crime in Bochum, too, it was not possible to gather data as prescribed in the concept of natural areas. It was possible, though, to form and study relatively small units on the basis of "statistical places of residence." The most frequent site for the commission of crime was the city center,

but crime did not decrease evenly in rings outwardly from the center (zone theory). Rather, the centers of the formerly independent communities became additional focal points (multicore theory). (Steinhilper, 1981, p. 308)

The study differs from most others of its kind in that offenses reported to the police were not the only ones to be investigated and analyzed according to their distribution in space; through a survey of victims, unreported offenses were included as well. It was found that in parts of the city having a high rate of reported crime, the rate of unreported crime was high as well. Beyond that fact, however, the ratio of reported and unreported crime varied considerably from one part of the city to the next (p. 308). To investigate the relationship between socio-structural features of individual parts of the city and the cross-city distribution of the places at which the suspects lived, the metropolitan area was subdivided into five "socio

structural types." "The area with groups on the fringes of society were shown to have the highest share of suspects; solid middle-class neighborhoods, the lowest" (Steinhilper, 1981, p. 313). By contrast, the relationship between population density and crime, also a concept of the Chicago School, was only indirect. Population density was a function of the social status of the inhabitants in the parts of the city concerned, and the uneven cross-city distribution of the places at which the suspects lived was thought to be due more to the unequal social status of the resident population in the individual parts of the city than to their population density (Steinhilper, 1981, p. 314).

The objective of the investigation by Wilamowitz-Moellendorff (1981) was to clarify the relationships between population density and adult and juvenile crime in Hamburg. This study, too, was unable to find such a relationship. Instead, in parts of the city "in which the frequency of changes in residence is above average, the crime rate is above average" (p. 74). An explanation for this relationship was sought in Merton's anomie theory and in concepts of control theory.

Through the permanent turnover of large parts of the resident population, no stable social relations can emerge, a situation in which social control is reduced and the effect of norms, which would otherwise be reinforced through interaction, declines. This condition can be called anomic, one in which the occurrence of deviant behavior becomes likely. (Wilamowitz-Moellendorff, 1981, p. 75)

Breitwieser (1978), too, drew on the work of the Chicago School in designing her study on the distribution of juvenile delinquency across the various residential districts in the Austrian city of Linz and on their socio-structural characteristics. The assumption that the rates of delinquency in various individual parts of the city can be explained by "demographic characteristics and features of the living situation (age, use, size, and status of ownership of the buildings)" was shown to be untenable (p. 49). Although processes of transformation "that lead to social and spatial segregation" were discerned as a general feature of areas suffering from crime (p. 50), the author saw the necessity of putting the quantifiable features of social structure into the context of the historical, economic, and societal development of cities and parts of cities, that is, of studying socio-structural developments over time, not just on the basis of socio-statistical data from one year (p. 49).

How can one summarize the experience gained from the attempts to transfer research approaches and theoretical concepts of the Chicago School to German research in ecological criminology? First, the development of large American cities is, or was, shaped by features that have no comparable counterparts in German cities. Therein is rooted, for instance, the difficulty of transferring the

concept of natural areas and of testing, much less proving, the zone hypothesis for large German cities. Second, it was realized early that it is necessary to supplement socioeconomic concepts with assumptions from other theoretical models, in particular from anomie theory. Opp expounded this point with convincing arguments as early as 1968, and Wilamowitz-Moellendorff repeated it in 1981. Lastly, Savelsberg (1982) took one step beyond these proposals in that he did not supplement the approach of ecological criminology with other concepts as much as he claims to have enriched theoretical models like those based on the anomie, control, or labelling approaches by bringing in the spatial dimension (pp. 126-35).

However, research in ecological criminology has never followed up on Opp's conclusion that the study of dimensions of subjective behavior, as it is implied by anomie theory, also requires the use of such appropriate research methods as the questioning of potential and actual juvenile offenders (Opp, 1968, p. 208). Lastly, it has proven to be a patently unsolved problem of the research work tied to the Chicago School that it has been unable to clarify the extent to which the distribution of the places at which suspects or convicted offenders live in individual sections of a city is a manifestation of criminogenic living conditions there or whether that pattern of distribution results from selective strategies of prosecution that penal authorities bring to bear on persons with various types of characteristics such as "living in a disreputable part of town." The Bochum crime atlas's analysis of unreported crime managed to touch on this topic only by showing that the ratio between reported and unreported crimes varied from one section of the city to the next. The study was unable to explain the relationship, however, for the analysis of the unreported crimes was based on a survey of victims, not of offenders. Thus, the inquiry into the distribution of the suspects' residences had to be based on the statistics of the penal authorities after all. Studies on new housing estates and satellite towns contain salient examples of such a criminalizing effect, which, as posited in the labelling approach, gives certain sections of a city or types of settlement a reputation as "breeding grounds" of crime, especially of juvenile delinquency.

"Little Manhattan" was the name that Bremen's executive police inspector, Schäfer, gave to Bremen-Tenever in his 1978 study of that new housing development. On the basis of the number of suspects recorded over a period of less than eleven months during which juvenile delinquency in that part of town also had

the benefit of special police attention (some of the figures were relatively low in absolute terms) and with a long and varied list of quotations expressing the poor reputation of the quarter, Schäfer painted the picture of the young generation's nearly uncontrollable criminal activity and sharply criticized architects and town planners.

This quarter has not yet achieved the quality and quantity of crime that North and South American sources have reported for quarters with this type of construction..... Nevertheless, these latifundia created by the builders of modern concrete mountains and unrestrained population compressors have yet a good deal of trouble to cause for police and politicians. (Schäfer, 1979, pp. 82-83)

Other authors approach the topic more cautiously. In a criminological study on the city of Kiel, Frehsee (1979) investigated the increasing frequency of certain types of offenses, particularly on vandalism, committed by juveniles in a few new housing estates.

The essential uniqueness of the satellite quarter does indeed seem to lie in the fact that it drastically neglects the specific needs and interests of young people. It makes little or no sense to want to filter out discrete characteristics (such as high-rise construction) as the key elements inimical to young people. The decisive thing is the cumulation of societally adverse conditions: they have a strong bearing on modern urban living everywhere, but in the satellite quarter, the affect of their interaction is particularly calamitous. (Frehsee, 1981, p. 323)

Elsewhere, however, this clear statement about relationships between the ecological conditions in certain types of residential areas and the delinquency of adolescents is put into a different perspective by Frehsee. For example, he found that the attention of the police in Kiel was determined in no small degree by the "reputation" that each part of the city had and that the distribution of unreported crimes admitted to by adolescents themselves did not indicate in the least that especially high crime rates were inevitable in new housing estates (Frehsee, 1979, pp. 401-8).

Flade (1983a, 1983b, and 1984) studied a community laden by the image of a place with a high rate of juvenile delinquency after a series of newspaper reports on the subject had appeared. The special feature of the community was that it consisted of an old local center and a newly built satellite town. In one of the study's first steps, official crime statistics relating to a five-year period in that community were compared with those of two neighboring towns. The results showed that the crime rate in the two control communities was higher. An analysis of records from probation officers for the community being studied produced a different picture.

The result was that the number of offenders and, even more clearly, the number of recidivists was higher in the community being studied than would have been expected from an even distribution across the three communities. . . . The recidivists came more frequently from large, low-income families living in public housing with limited space than was the case with the one-time offenders. These unfavorable socio-spatial conditions coincide with a lack of infrastructural facilities for adolescents in new housing estates. (Flade, 1983a, pp. 205-6)

2.2.2.3 Juvenile Violence As a Product of Urban Development

The reality behind the reputation of having a high rate of delinquency also figured in work by Rotter and Steinert (1981), whose study of a new housing estate in Vienna came to surprising conclusions. First, the share of convicted juveniles in the total number of residents of that age group in the new housing estate was clearly lower than the overall share in the city district that served as the control community for the comparison (p. 174). Second, it was the estate's residents, tradespeople, and their politically articulate representatives (social workers, representatives of the juvenile welfare office, and spokesmen for retail trade) who, in their inter views with the research group, repeatedly stressed the criminogenic conditions in that part of town and the high rate of juvenile delinquency, whereas the police tended to assess the situation more calmly.

Despite the pressure from the resident population and from various shopkeepers, the police were able to react "coolly" apparently because the complaints were often about children and all too obviously concerned petty incidents. . . . Moreover, the problems that occurred were of a common sort, nothing sinister (or) half incomprehensible as it had been with the teenage rowdies in their day or the keener awareness of the drug subculture, nothing that could be exaggerated as being a dangerous threat to normal, everyday life. (Rotter & Steinert, 1981, p. 180)

Rotter and Steinert then suggest understanding the alleged or actual crime rate special to certain new housing estates as a result of political and economic processes of urban development, processes in which qualitatively different living conditions are produced with very different possibilities for changing or improving them. A common strategy that local actors use to call for measures to improve the living conditions in a part of the city (creating elements of the infrastructure, for example) is to take the delinquency of children and teenagers, which is ever present in any case, and make it seem threatening. The danger, though, is "that the 'improvement' of the infrastructure consists in having

more police, whose increased presence and watchfulness increases the rate of reported crime, ultimately also confirming officially the reputation of having higher crime rates" (Rotter & Steinert, 1981, p. 181).

Rotter and Steinert infer from the results of their study that an "economism which explains deviation directly in terms of economic conditions" reflects reality just as poorly as a labelling approach that isolates the aspect of social control from economic and political conditions and processes. "Crime is a by-product not only of the economy that produces the life situations but also of the policies that try to deal with the difficulties of these life situations" (p. 181). In this approach, then, an analysis of delinquency's ecological conditions in the widest sense cannot be based on a survey covering a particular point in time or brief period. An analysis requires the historical or political analysis of a geographic unit's contemporary development. In that sense, this perspective begins to resemble approaches taken in urban sociology, which are characteristic for the final group of studies to be discussed in this section.

As early as 1972 Sack pointed out that, according to the work of the Chicago School, certain city areas were considered for long periods to have high delinquency rates despite considerable change in the composition of their resident populations in terms of, say, nationality and race. To investigate the question of what the characteristics of such parts of a city are, Sack studied the development of a quarter in Cologne, using the methods of social history. He discovered a long chain of events and structural factors that marked the quarter's relative disadvantages vis-à-vis other parts of the city (Sack, 1972, pp. 363-82).

A similar approach was chosen in a number of investigations conducted by the German Institute for Urban Studies on "disadvantaged" city areas. The objective of that work was to examine the question of "how much the urban structure contributes to the various problems with violence, to see, for example, whether that structure is a factor in determining that living conditions are of a violent nature or whether it is a factor in determining that individual circumstances of life are responded to violently by residents or groups" (Keim, 1981a, p. 15). In Keim's introduction about the theoretical concepts of the study, "violence related to urban structure" (as the forms of suffering from violence or destruction that arise from urban structure) is distinguished from violent infractions of "personal freedom," "the inviolability of the person," and "public use." Keim cites the following possible relationships between urban structure and forms of violence:

"(1) Elements of the urban structure offer spatio-organizational fields within which forms of violence are manifested that actually have their origins in other contexts. The city as a place where violence is practiced: The urban structure has a localizing function.

"(2) Elements of the urban structure themselves contain forms of violence directed against the city's residents or users, who are organized into consumption relations. The city as a purveyor of violence: The urban structure has a producing function.

"(3) Elements of the urban structure tie social relations together in a way that elicits the use of violence when it otherwise would have remained latent. The city as a dramatic advisor of violence: The urban structure has an actualizing function.

"(4) Elements of the urban structure are chosen as suitable objects against which there is violence whose origin can lie in other contexts. The city as a target of violence: The urban structure has a symbolic or compensating function." (Keim, 1981a, p. 17)

Conducted according to this concept, the study of urban development, urban structure, and observable manifestations of violence in five "problematic city areas" was focused on Wolfsburg, Mannheim, and Nuremberg. It confirmed the significance of local actors and organs of the press in defining such "problematic quarters."

Evidently, the (three) more recent residential areas (included in the study) are reported on in the press more than the fate of the inner-city areas is. . . . In this context, however, it must be pointed out that much of the information printed in the newspapers is placed there by local politicians and administrators right down to specific formulations." (Keim, 1981b, pp. 253-54)

In principle, the results of the study were taken as verification that characteristics of urban structure prompt or can encourage violent acts -not directly, but rather mediated through socio-structural features. These features have to do with forms of sociospatial organization. In inner-city areas, examples of what is meant are the social milieu and local climate associated with "problematic residual uses" of space (bars, dance halls, and gaming houses). In new housing areas, an example is a high degree of norming and formal control. Sociostructural features also have to do with the societal situation of individual groups of residents. Examples are the inflammatory crowding of neighboring groups into a small area, the demands for amenities that deprived areas lack, and the role conflicts between tenants and owners and between children or adolescents and adults (Keim, 1981b, p. 246).

Just how do features of urban structure in the neighborhoods studied interact with sociostructural features of the resident population in the "dramatic arts of violence"? The lack of structuring and clarity characteristic of inner-city areas as far as their future and that of their residents are concerned and the resulting concentration of "problematic residual uses" of

space there makes them into meeting places for people with social and economic problems that find and contribute to a milieu "to which a sometimes aggressive and violent way of coping with life's problems also belongs" (Keim, 1981b, p. 241).

As concerns the "dramatic art of violence" in young residential areas, "living conditions" are distinguished from the "enactment of life in the settlement." Living conditions that encourage violence include an "inflammatory" arrangement of heterogeneous groups of inhabitants, which gets expressed in acts of aggression, and abiding tension between the organs of building or apartment managers and public housing tenants and their children, which is vented in property damage (Keim, 1981b, pp. 242-43). The fields of conflict shaped by the enactment of life in a settlement relate directly to the conditions under which public spaces can be used by children and adolescents.

The greater the discrepancy between the green spaces, which are organized according to the ideas of the adult world, and the intentions of use or organization stemming from the development or social situation of the children and adolescents themselves, the more likely it is that aggressive, violent behavior will result. Such discrepancy operates in a very similar way with regard to special facilities (playgrounds, youth activities center, and school-related areas). Evidently, children and adolescents experience it as a contradiction when they are offered facilities that they are not allowed to use except in strictly regimented ways. . . . It is becoming apparent . . . that violent forms (of behavior) (vandalism in particular) increase when a high degree of regimentation is practiced in both subspheres. The behaviors called simply "violent forms" are by no means identical with individual types of offenses. . . . Most incidents are a preliminary stage to that, occurring as vulgarities, acts of pollution, disturbances of the peace, nuisances, and petty vandalism. The thicker the net of prescribed rules of use, combined with concomitant social control, the more intense the formation of everyday types of aggression and resistance beneath the threshold of crime. (Keim, 1981b, p. 244-45)

In a study on juvenile violence in Wolfsburg and its link with factors of urban structure, Hennig, Keim, and Schulz zur Wiesch (1985) sought to test four hypotheses. The "affect hypothesis" posits violent, damaging actions as an impotent reaction, as a loss of control over affect as a result of excessive pressure. The "consumption hypothesis" explains certain types of vandalism as a "disrespectful throw-away attitude" directed more or less randomly at public goods that are not experienced as part one's own life world" (p. 162). Whereas the authors regard the validity of these two hypotheses as being confirmed by the data they gathered, the importance of the "appropriation and influence hypotheses" is rather marginal.

It was observed that the damage-related types of appropriation occur primarily on "reservations" to which adolescents are shunted anyway and that the damage-related ways of exerting influence (especially graffiti), in keeping with their social significance, virtually never "come across." . . . The fact that nonverbal messages are "broadcast" in the public and semi-public spheres of the urban setting allows, on the whole, conclusions to be drawn about the communicative structures in urbanized societies. They are deficient. In this way, violations of rules involving objects constitute the medium for impotence, for evasion, for the occupation of space. (Hennig, Keim, & Schulz zur Wiesch, 1985, p. 162)

2.3 Youth Unemployment, Juvenile Delinquency, and Urban Settings: The Three Domains at a Glance

As an introduction to this section, two shortcomings in the research on the relationships between youth unemployment, juvenile delinquency, and urban settings have already been mentioned. In principle, there is no research focusing specifically on the relationships between all three of these variables. Yes, there are approaches for this in both ecological criminology, in which unemployment rates are included among the feature of conditioning socioeconomic parameters, and research on the living conditions of the second generation of "guest workers," for whom a handicap in getting started in professional life is combined with disadvantages on the labor market, a delinquency rate that deviates from their German peers, and congested living space. True, there certainly is research in which all three variables are involved, usually along with many others. What is lacking, however, is the systematic analysis of the relationships between the three variables. One finds little such work on the relationship between youth unemployment and urban settings. Admittedly, there is a recent comparative study on local manifestations of youth unemployment and local strategies to combat them (Kunert-Schroth, Rauch, & Siewert, 1987), but serious junctures of youth unemployment and urban living conditions marred by numerous ecological and social handicaps tend to be found in geographical units smaller than those represented by the ten cities researched in that investigation.

In criminology and community sociology in particular, research on youth unemployment, delinquency, and urban settings-especially quantitative, empirical studies-generally relates to theoretical concepts developed in the United States: anomie theory, control theory, the labelling approach, and the socio-ecological concepts of the Chicago School. In most of the studies, though, only

isolated aspects are drawn from these approaches, except for the labelling approach. A survey of research activity since 1970 reveals neither systematic and continual testing of the hypotheses generated through these theoretical approaches nor an examination of their transferability to the German context.

Although the relationships between youth unemployment, delinquency, and urban settings did not become the main focus of empirical research, either, there have been attempts to explain these connections, at least since the youth unrest at the beginning of this decade, by drawing on various theoretical approaches. Roughly speaking, three variants can be discerned.

(1) Deviant behavior can be understood as an expression of protest against inadequate conditions in the living environment and unfavorable prospects on the labor market.

(2) Deviant behavior results from the accumulation of social stress - manifested in part difficulties on the housing and labor markets - and of its attendant processes of stigmatization, disfranchisement, and exclusion.

(3) Unemployment and deviant behavior are linked with the course of socialization processes in a person's youth or have a common origin in the failure of socialization processes.

In community sociology and architectural sociology, the property damage and destruction caused by children and adolescents in new housing areas has been interpreted as an expression of a protest (a partially "impotent" one) against an "ossified" environment. One of the explanations for the violent nature of infractions is that the living conditions in new housing areas ignore the needs and interests of children and adolescents in an especially flagrant way (Frehsee, 1981, p. 323; Keim, 1981a, p. 15; Flade, 1983a, p. 206; and Hennig et al., 1985, p. 163). A further-ranging interpretation posits adolescents as the social group particularly sensitive to the crisis-prone nature that developments have in times of rapid social change (DJI, 1983, p. 5; Sander, 1983, p. 102; Kaiser, 1986, p. 224; and Hollstein, 1982, p. 131).

More than most adults, many adolescents sense a deep-seated unease permeated by experiences with crisis and the permanent pressure to adapt and cope. This, coming in the transition to adult life, is rooted in the feeling of being thrust into means and ways whose underlying norms and values no longer seem comprehensible to them or (whose validity) has been suspended by the behavior of adults themselves. They are supposed to establish an identity (yet they) learn that they are not needed (and are) often disfranchised outright. Local policies, urban structure, school education, vocational training, and the use of discretionary time are only different fields of a coherent life setting that harbors the sources of this unease. (Hennig et al., 1985, p. 161)

The explanation is thus no longer restricted to the thesis that new housing areas are "unattractive"; rather, it sees deviant juvenile behavior as a reaction to the crisis-prone nature of living conditions as a whole, with special weight being given to the crisis on the labor market and the increasing difficulty of being able to live in a way that satisfies one's own needs.

The explanation of deviant behavior as a consequence of social stress and disadvantages has many arguments in common with the interpretation just described. The heart of the matter is the lack of opportunity in making the transition to professional life and inadequate living conditions for certain groups of adolescents. Characteristically, this pattern of interpretation is used particularly often to explain the high crime rate of young immigrants, who suffer probably more than any other population group "under the pressure of social and psychological deprivation" (Albrecht & Pfeiffer, 1979, p. 116). "Starting with a lack of support at the preschool age, with inadequate schooling and almost no vocational training, with excessive (rates of) unemployment, and many other handicaps, one can describe the situation of young immigrants as an extreme case of social marginality" (Albrecht & Pfeiffer, 1979, p. 116). The fact that an adolescent's disadvantages are expressed in criminal behavior is also the conclusion of Haferkamp in his study on the "criminal careers" of juveniles. "Members of criminal groups come from disadvantageous social circumstances significantly more often than do members of fictive normal control groups. They are more often destitute and subjugated" (Haferkamp, 1975, p. 514). The relationship that unemployment and certain manifestations of urban living conditions have to stresses and handicaps stemming from nationality, social marginality, or other factors is interpreted as

the last straw. It must be pointed out once more that it is primarily adolescents from socially disadvantaged classes who are excluded from the training and labor market in disproportionately high numbers.... Unemployment, however, can thereby exacerbate the existing potential for conflict. (Wacker, 1979, p. 173)

Likewise, under certain conditions

urban situations are often perceived as an "overdose" of pressures and stress. . . . In the interplay between societal problems and urban structures, cumulative situations arise in which the provided forms of control and socio-political compensation no longer mesh. This is particularly true for the urban living conditions of socially disadvantaged groups without organizations to protect their interests. (Keim, 1985, p. 162)

A deeper and common logic shared by unemployment and crime is formulated by Sack. It is the

exclusion of the particular member of society. The penal program is a state-imposed and direct denial and curtailment of opportunities for participation in society; unemployment, an indirect and mediated loss of social participation and reward. (Sack, 1986, p. 20)

According to the results of studies oriented to the labelling approach, the question of which adolescents with which characteristics are excluded through criminalization and/or unemployment is by no means decided randomly. Mansel (1985) has shown that the differences between individual West German Länder in the crime rates of their young immigrants are related to the political positions that the respective state-level governments have adopted towards migrant workers. The more restrictive that policy is, the higher the crime rate. Just as unemployment is distributed according to principles of social selection (as posited in the thesis of the labelling approach), adolescents living in adverse circumstances run a higher risk not only of being involved in criminal acts but also of being stigmatized as delinquent by penal authorities and their agents and thereby of being steered more than ever toward a "criminal career."

A relationship between adverse living conditions, especially risks on the labor market, and increased risk of deviant behavior is also recognized in explanations based on socialization theory. Stenger (1982), for example, characterizes the relationship between unemployment and juvenile delinquency as follows:

Both phenomena are products of similar socio-structural processes and conditions that, in general, operate in such a way as to keep the involved individuals in a socially marginal position. In this way both phenomena can be thought of as elements of a biographical field that are flanked by other elements typical for cycles of cumulative handicaps. (p. 9)

Kaiser (1982), whose manual on juvenile delinquency provides an overview of the research on the relationship between unemployment and delinquency, concludes that one can assume such a relationship exists but that no causal relation can be shown. "It is more likely that shortcomings in socialization lead to both youth unemployment and delinquency" (Kaiser, 1982, p. 168).

Lastly, Kreutz and Wuggenig (1978) interpret the relationship between unemployment and delinquency as the "interaction between being locked up and being locked out." Based on anomie theory, their premise is "that inadequate occupational socialization and underemployment . . . increase the likelihood that criminal acts will occur" because the person concerned lacks legitimate means to reach his goals (Kreutz & Wuggenig, 1978, p. 48). A critical element in the process of occupational socialization is the course of a person's adolescence, a phase in which

the individual voluntarily remains in a largely receiving and dependent role, namely, that of the adolescent. Since this role is formally voluntary, it can be rejected and terminated at any time. The price for this rejection, however, is long-term loss of status. (Kreutz & Wuggenig, 1978, p. 50)

For children from the upper and middle social classes and even from the upper lower class, this loss of status means a relative reduction in occupational position and income opportunities; for persons from a low social class, it harbors the risk that one's "normal membership" in society is cast into doubt.

However, this threat is expressed primarily in two intertwined aspects, unemployment and delinquency. In this theory, both thus appear as a result of status loss brought about by the inability to meet the demands of the institutional phase of adolescence" (Kreuz & Wuggenig, 1978, p. 50).

The three explanatory approaches outlined above are clearly not mutually exclusive; indeed, they can complement one another. On the theoretical level a continuation of work along these lines ought to be fruitful. The state of empirical research in this regard is unsatisfactory, however. Vocabulary and theoretical elements of the Chicago School have been adopted, but not the methods, the outstanding feature of which was the analyzing of interaction between urban structures, the development of macro social conditions, and the life settings of city dwellers over long periods on the basis of quantitative and qualitative data. With the study entitled "The Unemployed of Marienthal," German social research can look back on a tradition that has found ways to clarify interrelationships like the ones of interest in the present review - without insurmountable technical complications (13). Given the welfare state's way of dealing with the crisis on the labor market, the fact that this research tradition has hitherto not been tapped may perhaps be explained by saying that there has been a lack of suitable subjects for research. Ever since the events in Kreuzberg in May 1987, this explanation should no longer apply.

(13) JAHODA, Marie; LAZARSFELD, Paul; ZEISEL, Hans. Die Arbeitslosen von Marienthal. Frankfurt am Main: Suhrkamp, 1975.

3. The Interaction of Science and Policy

As outlined in the introductory section, there is a common-sense understanding of the relationships between youth unemployment, juvenile delinquency, and urban settings. In the scientific community, partly competing, partly complementary explanatory models about these interrelationships continue to be discussed. On occasion it is clear that these models uncritically adopt common-sense assumptions, just as common-sense patterns of interpretation incorporate scientific explanatory models—sometimes piecemeal, sometimes in more complete, complex form. The common-sense understanding of the relationship between the problems is a combination of traditional interpretations, one's own more or less systematic observations, and explanatory models taken over from the scientific discussion.

What is the common-sense understanding of political actors like? In what way does common-sense understanding relate to scientific concepts? And in what way does it, in turn, affect the production of scientific concepts? To make the questions manageable, it is necessary to discriminate various levels of action taken by political actors and to identify the levels to be examined in the present context.

In a work entitled *Analysis of Concepts and Strategies of Preventing Juvenile Delinquency*, Herriger (1982) noted a decade-long trend of changing the language used in youth policy and in the institutions dealing with the deviant behavior of children.

Terms (for prevention) like *Vorbeugung*, *Prävention*, and *Prophylaxe* have been heard increasingly in recent years. . . . This new "language game" reflects the programmatic move away from control over adolescents by a purely defensive, corrective practice of intervention. (p. 399)

Herriger then turns his attention to the specific and contradictory manifestation and practice of such language and the underlying interpretation patterns of actors on the local level of political and administrative action. The published results of this study are presented in this review's next section.

In May 1981 the German Bundestag decided to establish an inquiry commission to address the topic of "Juvenile Protest in the Democratic State" (hereafter referred to as *Jugendprotest*), a move prompted by the violent clashes between adolescents and police over squatting in Berlin and other cities; the construction of the nuclear power plant in Brokdorf, near Hamburg; and the west runway of the Frankfurt airport. Correspondingly, the question about the social causes of violent protest by young people was the main focus of interest, and an important objective of the inquiry commission was to establish the groundwork for a reformulation of national youth policy, understood in

the broadest sense to mean national policy addressing such issues as housing, the labor market, education, training, and even defense policy as they relate specifically to young people. The reports of the commission, the written comments submitted by institutions and associations, the minutes of the hearings with invited scientific experts and of the parliamentary debates pertaining to the commission's work, and the articles contributing to the discussion in scientific and political journals are rich sources of material that allow the analyses by political actors to be studied at the national policy level for their explicit or implicit explanations of the relationships between social developments and outbreaks of violence. The results of that examination are presented in the second section to follow in this review.

Allerbeck and Hoag have called 1981, the year in which the inquiry commission was established, "almost a secret national year of youth." (14). Youth unrest claimed the attention of politicians, and this involvement was expressed in the large amount of youth research that was commissioned. In describing the "life cycle" of youth as a topic of discussion in the decision-making community and social science, Allerbeck and Hoag use the term borrowed from agricultural economics, "pig cycle." As large as the interest of the clients was in 1981, it had already shifted to other fields of policy by the time the results of the studies on adolescents became known three years later. Given the origins of these studies, it was not surprising that they had little or nothing in common with each other in design and methodology, that they had been unable to relate to each other, and that the "growth in knowledge, for lack of comparability, (was) nil." (15)

As things stand, this illustrative example of how politics can shape the production of scientific knowledge cannot be automatically transferred to the topic treated in this review, for the main question during this wave of studies on adolescents was no longer the social origins of violent juvenile protest but rather the concern about the erosion of the orientation to work and the undermining of political loyalty (16). In what ways do policy and science interact in the study of the relationships between youth unemployment, juvenile delinquency, and urban settings? A few examples contribute to the consideration of this question in the concluding section of this review.

(14) ALLERBECK, Klaus; HOAG, Wendy. *Jugend ohne Zukunft?* Munich and Zurich, 1985. p. 12.

(15) Ibid.

(16) For an overview of these studies, see BRAUN, Frank; SCHNEIDER, Helmut "Berufliche und politische Orientierungen von Jugendlichen." in: *Politische Bildung an Berufsschulen*, ed. Bundeszentrale für politische Bildung. Bonn, 1987. pp. 39-67.

3.1 Local Policy: The Role of Pragmatic Theories on Deviation

According to Herriger (1982), prevention rather than punishment has been the consensus in the stance that the relevant local institutions and political organs have taken in dealing with problems of deviant behavior in recent years. Looking at the strategies and concepts of two such "functional spheres of local intervention by the welfare state" (Herriger, 1982, p. 399) - penal prosecution and local social-welfare planning - one can identify similarities and profound differences in the way the joint claim of prevention is translated into concrete action. Both areas share an awareness of the spatial dimension of deviant behavior.

From everyday on-the-job experience, those who exercise social control (in the institutions of penal prosecution as well as in social-welfare planning) have at their disposal stocks of practical knowledge about "quiet areas" and "problematic parts of town." The sedimentary layers of this knowledge are typologies of place - a relatively rigid grid of common-sense interpretations and naive theories that establish a specific relationship between the demographic profiles, architectural structures, and infrastructures of a city's individual areas; the severity of problems "to be expected" from these quarters; and the spatially varying necessity for the intervention of formal social control. In the professional practice of the institutions' representatives, these typologies acquire a function as guides for action. They direct the suspicion of deviance to "problematic" areas of a city.... and convey selectively reinforced social control on the practical level precisely in those city areas. (Herriger, 1982, pp. 403-4)

In his case study of Wuppertal, Herriger found three urban problematic areas that typically affect the mode of perception by local agents: "societal focal points" and public shelters for the homeless; old sections of the city center in need of restoration; and new public-housing estates built on the city's perimeter.

Despite this agreement on what constitutes a problematic urban area, there are definite differences in the way that the two types of policy agents under study translate the claim of prevention into strategies for action. In penal prosecution the belief in the preventive impact of successful detective work followed up by criminal procedures and sanctions against the offender remains unshaken. Information provided by ecological criminology serves the goal of making it possible to develop a law-enforcement structure that allows for adequate police supervision of specific areas and target groups. This view includes such concepts as the use of police specially trained to deal with adolescents and the close cooperation with social welfare services (Herriger, 1982, p. 400).

By contrast, local social-welfare planning has the task of "ascertaining the disparate quality of life and supply situation in parts of the city" and of eliminating or preventing them (Herriger, 1982, p. 401). A new organizational concept to help manage that task is being propagated - an increased orientation towards specific parts of the city and to target groups.

Moreover, preventive objectives should be served by comprehensive, youth-centered planning of the infrastructure. Planning of the infrastructure aims to balance out spatially unequal allocations of public services . . . and the selective . . . improvement of the reproduction domain, especially of "problematic" living areas. (Herriger, 1982, p. 402)

Despite these differences in the strategic concepts of action, penal prosecution and local social-welfare planning share a common-sense understanding of the socio-ecological conditions giving rise to deviant behavior among children, adolescents, and young adults. Four explanatory models are particularly important in this regard. In the one based on socialization theory, deviant or "socially conspicuous" behavior is seen as an "expression of a disturbed socialization in the family" (Herriger, 1985, p. 193). The sweeping reference to the limited ability of parents to rear their own children is broken down into a variety of discrete findings: "broken homes; rejection and repudiation of the child; emotional indifference and neglect; inconsistent children-rearing practices, the projection of a particular role onto the child; repressive, aggressive, corporal punishment and the transmission of negative role models" (Herriger, 1985, p. 193). The causes for the inadequate child-rearing ability of the parents is generally not seen in the conditions arising from social handicaps but rather as a consequence of unsuccessful social biographies. "In light of this pattern of interpretation, the deviant behavior of the children and adolescents is thus the 'social inheritance' of a generations-long psychosocial incompetence" (Herriger, 1985, p. 194).

The second explanatory model observed by Herriger is related more to place. It focuses on settlements of provisional public shelter, which are described as having a "subcultural milieu characterized by a relatively stable, anomalous system of values, language, and orientation" (Herriger, 1985, p. 195). For children and adolescents who grow up under these conditions, deviant patterns of behavior are seen as logical consequence of following the local milieu's deviant behavioral standards, which deviate from the social norm. Of course, factors like poverty, stigmatization, and social rejection are also discussed as socio-structural conditions giving rise to the development of this milieu, but the predominant element is a rather moral valuation positing that the inhabitants of such settlements freely choose to live there and to associate themselves with that environment's prevailing subcultural conditions.

The third explanatory approach focuses on old sections near the downtown area. It is based on the view that the deviant behavior of children and adolescents is attributable to a lack of infrastructure in their residential areas and to a criminogenic opportunity structure in adjacent commercial quarters. Because the residential areas lack an adequate range of play and leisure activities, the children and adolescents transfer their leisure activities to the main commercial areas next door. The dominant features of the opportunity structure in these commercial quarters are, for one, "the aggressive advertising and sales policies of department stores and self-service shops," in which anonymity and the easy access to merchandise create circumstances that foster shoplifting, and, for another, the existence of the "teenage hangouts known all over town," places in which there is the special risk of "getting into 'bad circles' and coming under the influence of 'ringleaders who have been involved with the police'" (Herriger, 1985, p. 197).

The fourth explanatory model pertains specifically to new housing estates and attributes the development of deviant behavior to a lack of private social control. One variation of this approach points out the necessity of having both parents of a family gainfully employed in order for them to afford the high rents charged. It is an arrangement that condemns children to an existence as "latch-key children," a fate that befalls children for lack of family-support facilities (such as child day-care centers and youth-activity centers), particularly in new housing estates. "Consequently, the children have 'an excess of unsupervised free time', which, in the mental equation of practitioners, makes those children especially prone to delinquent activities" (Herriger, 1985, p. 198). The second variant of this final explanatory model "puts the absence of social control by the neighborhood in the fore" (Herriger, 1985, p. 198). The "anonymity and lack of communication promoted by the living arrangement in these tightly packed concrete silos" prevents the management of conflicts by neighbors. Since no established network of neighborly relations exists, there is also no mutual supervision, so the resident community lacks the overarching social control over the behavior of children and adolescents (Herriger, 1985, p. 199).

Herriger summarizes the explanatory models discussed by local political and administrative actors as "patterns of individualization and personalization" (p. 199) in which the specific social conditions giving rise to the observed behavior are left unconsidered. In the politico-administrative sense this individualization has a dual function. For one, it serves as an explanation for the failure of attempts at socio-political intervention; for another, it lends itself to the legitimation of reinforced surveillance and control of places and target groups by penal authorities. For example, if parents, despite the risks to their children, insist on living in

the milieu of provisional public accommodations, the conditions of which ipromote crime, then one can also explain why policy initiatives directed at relocating the inhabitants were bound to fail and why local policy has retreated from such problem areas while increasing surveillance and control by law-enforcement authorities. Since the individualization premise for explaining deviant behavior is associated with a "subjective knowledge of place," which contains hard-and-fast assumptions of the criminogenic impacts of certain types of places, one is compelled to infer from these explanatory models the necessity of increased formal control by police and the courts. Such strategies of intensified watching of places and target groups can always be justified by their results: increased police surveillance of juvenile behavior in a particular section of the city is bound to increase the number of persons suspected of criminal acts. The very fact that these suspects come from a part of the city known to be problematic inevitably makes them "prime subjects of long-term control measures" in the courts (Herriger, 1985, p. 201). The reputation that certain parts of the city have as "breeding grounds for crime" is then confined in the courts. The argument comes full circle, and the common-sense theories of local politicians, planners, and practitioners are an important segment of it.

3.2 Social Causes of Juvenile Protest - The Explanations of the Inquiry Commission on "Juvenile Protest in the Democratic State"

The change from the local level to the federal level is more than a change in the hierarchy of political responsibilities and the size of the geographic areas affected. Herriger studied explanatory models that were closely linked to practical political action at the local level. The inquiry commission, on the other hand, had the task of studying a highly complex social development and of formulating conclusions for a variety of policy areas on the basis of its findings. Nevertheless, the commission worked so quickly that the appearance of its final report still attracted public attention and kindled political interest. Be that as it may, one has a hard time identifying legislation that would even begin to act on the key recommendations made by the commission. If the inquiry commission's interpretations have become politically relevant, then it has been less in terms of practical political impacts than in terms of a temporary political understanding that the political parties represented in the Bundestag at that time had about the nature of the problems and interrelationships treated.

Searching the inquiry commission's final report for key explanatory models of the causes of violent protest and other forms of deviant behavior among adolescents and young adults, one comes across three variants largely similar to the theoretical models that can be identified in the scientific research and discussion of the subject.

The commission considered the observed inclination toward escapism in alcohol and drugs as well as acts of violence and self-destruction to be signs of unsuccessful socialization and lack of social control. In light of the destruction of neighborly relations in residential areas and the dissolution of the class as a unit in the schools, the demands on the family's educational and disciplinary role were said to have increased at the same time as parents were being disconcerted by a rapid change in child-rearing concepts in society. "They often withdrew from orientation and controversy, leaving the children largely to themselves" (Jugendprotest, 1983, p. 35). Both a "strict authoritarian" and an "all-too acquiescent, permissive" upbringing was seen by the commission as possible causes of violent protest (p. 35). Abandoning adolescents to cope with their problems on their own leads to "ego weakness" in them and to a "selfish concentration on themselves," a maldevelopment that even improved socialization in peer age-groups may not counteract (Jugendprotest, 1983, pp. 37-38). The increased disciplinary demands on the family came to be felt as a burden, especially "in families under duress," and were more likely to contribute to conflict than to harmony (Jugendprotest, 1983, p. 35).

The main aspects of this diagnostic variation come out in the political conclusions drawn from it: The decoupling of urban functions in concepts of town planning should be countered in order to prevent the "oppressive monotony of some satellite settlements" and to restore "an environment of manageable proportions" to the various parts of the city.

The primary objective of a reasonable policy in town planning must be . . . to preserve quarters that have an established social structure. . . . It is especially important today to encourage the knotting of small social networks through appropriate town planning. Family, residential communities, neighborhoods, and self-organized groups fill a residential area with life and give its part of the city a human face. . . . Many social problems like alcoholism and consumption of drugs, psychological illnesses, and crime are at least partially brought about by a progressive destruction of these microsocial units. (Jugendprotest, 1983, p. 96)

To improve the conditions for socialization in the family, the family should be strengthened as a "place of solidarity and security. The family is precisely what offers the chance to convey the experience of reliability and the awareness of personal cohesion" (Jugendprotest, 1983, p. 74). Lastly, the emphasis on upbringing should be increased in the schools as well. "Personal coexistence" should be intensified, the students should

be given more "help to find meaning in life," and the school day should be characterized more by "activities that foster the feeling of community" (Jugendprotest, 1983, pp. 71-73).

The inquiry commission condemned the unlawful use of violence in juvenile protest, but at the same time it at least partially saw violence as an expression of - sometimes impotent -political protest against adverse circumstances that "have been caused by government action or lack of action" (Jugendprotest, 1983, p. 49). Violence as an expression of helpless protest is considered by the commission to be likely among adolescents who have not completed school or vocational training and among certain groups of young squatters. "They do not possess the skills and knowledge to pursue their interests effectively. . . . Helplessness and rage build up because of this and occasionally lead to acts of senseless violence" (Jugendprotest, 1983, p. 38). With prolonged unemployment, writes the commission, there is the further risk that a "juvenile subproletariat" of significant numbers will form, something that could become the "catchall of leftist and rightist radical groups" (Jugendprotest, 1983, p. 52). The causes of violent protest are not sought solely in the circumstances in which adolescents live, however. In the commission's words, adolescents experience the state as a power

opposed to any social change. . . . The revolt of young people against the state is in large part directed against attempts to interfere more and more in the way the individual leads his life. . . . The action of the state is being experienced by many adolescents today more as suppression than as a basis of their own independence. (Jugendprotest, 1983, pp. 46-47).

Moreover, politicians and administrative authorities often prove themselves to be incapable of acting constructively on criticisms, suggestions, or peaceful protest by adolescents.

In many cases it is the personal or second-hand experience of how the authorities react to criticism and protest that reinforces in adolescents the feeling of anxiety and impotence and that drives them either to resignation or into the vicious circle of violence and counterviolence. (Jugendprotest, 1983, p. 39).

This analysis is supported unanimously by the members of the inquiry commission. This unanimity collapses, however, when it comes to drawing specific political conclusions from the analysis. The majority of the commission's members fear that the rigidity, lack of understanding, and tendency to overreact in dealing with juvenile protest could reappear in the criminal prosecution of the violent protest. These members warn of a trend toward excessively severe sentences, and they call for an amnesty so as to help avoid excluding parts of society further and to defuse the conflict between the state and protesting adolescents" (Jugendprotest, 1983, p. 49). By contrast, the minority of the commission's members see no trend toward excessive sentences and

reject the idea of an amnesty because "renouncing criminal prosecution . . . would look like a government retreat and would encourage further violations of the law" (Jugendprotest, 1983, p. 49).

The thesis of violence as an expression of being socially underprivileged and disfranchised received much less space in the inquiry commission's report than the two explanatory variations outlined so far. The commission certainly noted that an "appreciable number of adolescents . . . have little chance to develop convincing prospects for the future" because of the crisis on the labor market and the persistent lack of apprenticeships (Jugendprotest, 1983, p. 52). It also pointed out the risk that a continued increase in youth unemployment could create a juvenile subproletariat that has nothing to lose and that could therefore become a "breeding ground for violence and crime" (p. 52). This risk, writes the commission, is also present for young immigrants, who are already known to have a high rate of crime (Jugendprotest, 1983, p. 68). It is stated that unemployed adolescents are scarcely represented in the various forms of youth protest, a fact that is also true of young immigrants (which is not the case in the United Kingdom). Whereas resignation, turning to alcohol, and, under certain circumstances, involvement in riots in sports stadiums have been the expected reactions for unemployed adolescents, the events in Great Britain have shown that greater unrest is conceivable as well (Jugendprotest, 1983, p. 53).

(With) an increasing number of second-generation migrant adolescents winding up in a hopeless situation on the fringe of our society, the probability is growing that they, too, will react by protesting. . . . In the commission's opinion, that is precisely why in a time of empty public coffers and growing hostility to foreigners a number of measures must be taken to integrate foreigners so as not to provoke social unrest by doing nothing. (Jugendprotest, 1983, pp. 66-68)

Lastly, the commission warns that disfranchised adolescents are being shunted aside socially, and that they are coming into conflict with governmental power. "Once a youth has become a delinquent, it would seem hard for him to find his way back into the fabric of society on his own. Today, some of the youth in our large cities are already living in societal ghettos" (Jugendprotest, 1983, p. 52).

As previously noted, the explanations that the inquiry commission implicitly and explicitly cited as the roots of violent political protest and of "conventional" forms of juvenile delinquency are similar to the theoretical models in the forefront of scientific discussion. In an analysis of the political discussion about youth protest, Blath (1983) charged that the inquiry commission adopted and juxtaposed the various explanations offered by social sciences even though some of them were mutually exclusive (pp. 154-62). The foreshortened versions of the explanations formulated by the scientific experts

advising the commission are, in fact, difficult to reconcile (Jugendprotest, 1983, pp. 243-343). Inverting the conventional roles of science and politics, the inquiry commission managed the trick of taking the explanatory models, some of which were claimed by the scientific experts to be exclusive of all others, and interlinking them in way that did far greater justice to the actual complexity of the interrelationships. It is also evident, however, that this interrelating of various explanatory approaches was often the result of a search for compromises between differing positions represented in the commission, the effort being based on the principle of "you leave me my theory, and I'll leave you yours." How untenable these compromises then are becomes clear when it comes to stating what it all means for policy. An example of this difficulty is the controversy over the call for an amnesty adolescents and young adults being prosecuted for violent protest activities.

3.3 Political Contexts Affecting the Production of Scientific Knowledge

It has been shown that the distance separating the scientific community's explanatory models of the relationships between youth unemployment, delinquency, and urban settings from the "pragmatic deviance theories" guiding political and administrative action at various levels is wide but not unbridgeable. On one hand, that may reflect the ability of decision-makers and administrative actors to take up research results and scientific explanatory models and combine them with their experience and knowledge of how to take action. But it may also be an expression of the scientific community's willingness to consider the range of possible political and administrative alternatives for action and their underlying pragmatic theories when determining the issues to be studied and methods to be used in doing so.

Popular for their simplicity, some explanatory models of the influence that politics has on social science are difficult to test in practice. Certainly, the source of funding is not an incidental issue for research projects, but a quantifiable assessment of this factor's significance is not possible for the very reason that many research reports, especially the publication of research results in technical journals, give what is at best incomplete information about the funding agency.

Nonetheless, the frequency with which a particular type of politicoadministrative actor commissions work on the present topic is conspicuous and warrants attention. Within the scientific community, too, however, decision-making procedures bearing on research funding are not decoupled from political interest in certain issues and certain types of research results. The decision-making bodies of scientific societies are just as subject to the influence of politically determined fluctuations of interest in topics, methodologies, and theoretical approaches as are the scientists making partially autonomous research decisions at universities and independent research institutions. Lastly, the traditions behind the views of how policy and administration interrelate with social science differ across the various disciplines that treat the topic covered in these pages.

In a review of the literature on employment and juvenile delinquency, Mroczynki (1976) addresses criminology's almost obsessive preoccupation with the relationship between unemployment and delinquency.

Aversity to work at a youthful age is one of the most harmless forms of socially inappropriate behavior. It is dramatized because the identity of all members of society is found through work. Seen in this way, avercity to work threatens not the adolescent but rather the identity of all others. (Mroczynki, 1976, p. 342)

For criminologists dealing with the relationship between employment and delinquency, the steep rise in youth unemployment beginning in 1974 meant a change less in key research paradigms or methodological approaches than in what it was they wanted to know. Prior to 1974, the concern was with the meaning that work might have for resocialization measures and, in part, with the attempt to document lack of orientation to work as an indicator for lack of good will as the point of departure for a criminal career. This motive of "blaming the victim" remains, but the interest in assessing the risks that increasing and protracted unemployment entail for "law and order" in the land is becoming ever clearer.

Politics and administration have notably close links with criminology. The West German Federal Bureau of Investigation is frequently cited as the source of funding for the research reported in criminological publications. For studies at the regional or Land level, the Land bureaus of investigation often have this function. The publication series of the federal and Land bureaus of investigation are also important media for the publication of research work financed by third parties, and the annual conferences of the bureaus are key forums for the presentation and discussion of current research results. Staffing in policy and administration is also closely linked with that in science. Executive officials of the West German Federal Bureau of Investigation (and of the Land bureaus of investigation) simultaneously have functions in academia and university professors assume senior posts in bureaus and ministries. Given the limited

staff resources of the discipline and the many advisory bodies to serve on, working as consultants to decision-makers and practitioners is normal, at least for the university professors among the criminologists. This is also true for representatives of criminology oriented more to sociology, people whose views are felt to be rather "impractical" by police authorities.

The questions, methodological approaches, and presentation of results in most of the criminological research on youth unemployment, delinquency, and urban settings do not completely ignore the interest that penal authorities have in information that could in principle guide action in practice. Whether by request of the funding party or by anticipation of practical interests, inappropriate reductions in the complexity of the research topic are undoubtedly made, and that certainly more often than is discussed in the literature (Frehsee, 1981, p. 319; Rolinski, 1980, p. 47). It is not surprising that research is concentrated on seeking out criminological factors that could be influenced by police supervision, town planning, resocialization, qualification, or other types of measures. When the work of people representing "impractical" viewpoints held by a minority appears in volumes of collected works and at professional conferences, the neutral observer is left with the impression that it is included as some sort of tokenism.

In psychological and sociopsychological research on unemployment, one can discern two "waves of interest," each of which followed a sharp rise in recorded unemployment, particularly in youth unemployment. Typical for this pattern is a time lag of three or four years, which means that it is precisely the well-designed research work whose results appear at a point when the "easing" of the situation on the labor market has already allowed public interest in the topic to lapse again (Braun & Gravalas, 1980; Braun, Schäfer, & Schneider, 1982). Although the studies on unemployment's consequences focus on a broad spectrum of possible effects, two issues repeatedly stand out: the question of the impact that unemployment has on political attitudes, and the question of the relationship between unemployment and occupational and work attitudes (17).

Politicians and social scientists agree that both questions touch on critical areas. Unemployment can have a great political impact precisely on adolescents and young adults. It is assumed that these young people are relative unfixed in their political views and that they

tend to be susceptible to radicalizing influences. Their attitudes to career and work and their initial acquisition of vocational and work-related abilities, skills, attitudes, and behavior are also considered unstable in the phase of becoming an adult and are thus thought to be especially at risk (Braun, Schäfer, & Schneider, 1984, p. 35).

Off the record, social scientists studying the impacts of unemployment consequently stress that the main policy interest in their topic concerns the critical threshold beyond which unemployment is politically destabilizing. And despite all the criticism of this unidimensional interest, the scope of action and political attitudes of unemployed persons has a key place in past and present research on unemployment (Kieselbach & Offe, 1978, pp. 80-81).

On the question of the relationships between unemployment and attitudes towards work, policy and research interests intersect on three subtopics. One of them is the issue of whether, under certain circumstances, an unemployment-related loss of motivation to work and career does not prevent a desirable reintegration of the unemployed persons into gainful employment at a later time (Heinemann, 1978, p. 180). Another question is whether a lack of motivation for work and career is not also a cause of unemployment, whether the responsibility for unemployment lies at least partly with the unemployed themselves (18). Lastly, there is the question of whether proneness to unemployment and susceptibility to deviant behavior do not represent a behavioral syndrome whose causes, too, are rooted in unsuccessful socialization processes.

Despite the vast extent of the interests that unemployment research and policy share, the two areas do not seem to have the kind of close links that exist between criminology and policy. The range of agencies funding research is wide and heterogeneous, the number of experts involved in both areas is small, and the number of media and forums for publishing and discussing research results is so large that a close network of interaction between the two areas cannot be identified.

The interests of youth-welfare policy and youth-welfare research intersect on the issue of possibly inadequate preparation of young unemployed persons as a cause of unemployment. The focus is on lack of motivation, personality problems, and lack of qualifications. The typical context for this research discipline is the scientific evaluation of guidance and qualification measures designed to compensate for such deficiencies.

(18) Ibid.

There are two reasons that research on youth welfare tends to focus on the individual in the search for deficiencies. As a pedagogically oriented discipline, it must begin with the individual, and rules for funding projects of compensatory education (and their scientific evaluation) generally grant support only to those projects whose clients are described as especially deficient. For the political response to youth unemployment and its impacts, this perspective is functional in two ways: It allows blame to be attributed to the victims of unemployment while at the same time legitimizing attempts to integrate them into the labor market under conditions below the customary standards.

In keeping with the practical relevance that research on youth welfare claims to have, such work figures greatly in the corresponding fields of policy administrations and associations. In that regard, research on youth welfare is similar to criminology. The decisive difference, however, is that the political significance and funding of youth welfare policy in the federal and Land governments is marginal compared to that of internal security, a position also reflected in the status of the two corresponding scientific disciplines. And the history of the relationship between the two fields is characterized by the ongoing, and usually at least partly successful, efforts of the penal authorities to engage youth-welfare specialists in police prevention and sanctioning assignments as a kind of auxiliary unit having close relations with the target groups. The connections between unemployment, delinquency, and urban settings is only one relevant example of those ties (Herriger, 1982).

As for the progress in work in urban and community sociology, relationships to the developments in the corresponding policy areas can be identified for two discernable phases of the observation period covered in the present review. The first phase concerned the debates about the "unattractiveness" of new housing estates and satellite towns. For this phase, one can detect two strands of research's link to policy and administration. The one line of research makes itself the attorney of local political actors, actors in local administration, in political groupings, and in grass-roots initiatives and pursues the scientific analysis of shortcomings and maldevelopments in urban structure and living conditions, including problems that could arise therefrom. Attention thus quickly becomes directed to the phenomenon of violence in these settlements. That fact brings in additional political actors, the West German Federal Bureau of Investigation and the Land or local police authorities, who then increase their funding for criminologically related research in urban sociology (Bundes- kriminalamt, 1979).

Meanwhile, conditions in new housing estates seem to have "normalized," an outcome that at least partially confirms the thesis that certain manifestations of problems in new sections of a city are to be understood as typical start-up difficulties (Rotter & Steinert). The German Institute for Urban Studies (Deutsches Institut für Urbanistik), a research institute enjoying a certain degree of autonomy, is countering this phase's cyclical wane of research interest in the field by conducting comprehensive research in which violence is understood as an inevitable symptom of urbanization. Not being concentrated on rather short-term developments and current events, this research is not intended to produce quick fixes to practical problems of preventing and fighting crime as much as to provide general insights into diverse lines of development that are possible in urbanization and in the living conditions of city dwellers.

A new, third phase of development in urban sociology is beginning to emerge, one in which increased collaboration also with the three other aforementioned disciplines is becoming discernable. The point of departure for this phase is the politically and scientifically utmost controversial thesis of the "new poverty" as a consequence of protracted unemployment and it is focused on the entrenchment of unemployment, economic misery, and social disfranchisement for certain population groups in definable geographical areas (19). In short, the "Kreuzberg conditions" are becoming the subject of research. It remains to be seen what knowledge is sought and what emphases will result from those interests.

(19) See, for example, the recently published "Poverty Studies" on Münster and Munich.

BIBLIOGRAPHY

A Bibliographies

1. Braun, Frank; Gravalas, Brigitte
Bibliographie Jugendarbeitslosigkeit und Ausbildungskrise
München: DJI-Verlag 1980, 345 p.
2. Braun, Frank; Schäfer, Heiner; Schneider Helmut (eds.)
Betriebliche Sozialisation und politische Bildung von jungen
Arbeitnehmern
München: DJI-Verlag 1984, 388 p.
3. Braun, Frank; Schäfer, Heiner; Schneider, Helmut
Lebensbedingungen junger Arbeitnehmer
München: DJI-Verlag 1982, 553 p.
4. Bundeskriminalamt (ed.)
Jugendkriminalität
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1982, Bibliographienreihe Vol.
4, 2 Volumes, 605 p.
5. Cyprian, Rüdiger
Berufliche Resozialisation
In: Literaturdokumentation zur Arbeitsmarkt- und Berufs-
forschung, (1981) S 10
6. Flörecke, Peter; Herriger, Norbert; Hibbeln, Oliver; Mali-
nowski, Peter
Literaturdokumentation: Jugendarbeitslosigkeit als soziales
Problem
In: Internationales Dokumentations- und Studienzentrum für
Jugendkonflikte (ed.): Jugendarbeitslosigkeit und Jugend-
kriminalität in der Bundesrepublik Deutschland. Wuppertal:
IDSZ 1981 (Cahier No. 2), pp. 24 - 45
7. Guder, Renate; Flade, Antje; Schuhmacher, Gisela
Bibliographie Jugendkriminalität
Darmstadt: Institut Wohnen und Umwelt 1983
8. Informationszentrum Raum und Bau der Fraunhofer-Gesell-
schaft (ed.)
Kriminalität und Städtebau. Eine Literaturdokumentation
Stuttgart: IRB Verlag 1985, 189 p.

B. Youth Unemployment and Delinquency

9. Albrecht, Hans-Jörg
Jugendarbeitslosigkeit und Jugendkriminalität - Empirische Befunde zu den Beziehungen zwischen zwei sozialen Problemen
In: AGJ; DBJR; BAGJAW (eds.): Jugendarbeitslosigkeit. Analyse, Maßnahmen, Konzepte. Eine Arbeitshilfe für die Jugendsozialarbeit
Neuwied: Luchterhand, Ju-Alo 5 of August 5, 1986, pp. 41 - 91
10. Albrecht, Hans-Jörg
Jugendarbeitslosigkeit und Jugendkriminalität
In: Bewährungshilfe, 16 (1984) 3, pp. 218 - 228
11. Albrecht, Peter-Alexis; Lamnek, Siegfried
Jugendkriminalität im Zerrbild der Statistik
München: Juventa 1979, 184 p.
12. Albrecht, Peter-Alexis; Pfeiffer, Christian
Die Kriminalisierung junger Ausländer
München: Juventa 1979, 134 p.
13. Alheit, Peter; Glaß, Christian
Beschädigtes Leben
Frankfurt (Main)/New York: Campus 1986, 361 p.
14. Becker, Helmut; Stubenrauch, Herbert; Eigenbrodt, Joerg
Prozesse der Ausgrenzung und Abgrenzung von Jugendlichen in einer großstadtnahen Trabantenstadt: Entwurf eines Forschungsprojektes
In: IDSZ (ed.): Kommunale Delinquenzprophylaxe: Referate und Diskussionsergebnisse der Arbeitstagung des Arbeitskreises Junger Kriminologen; Wuppertal 20. - 22.06.1980.
Wuppertal: IDSZ 1982 (Cahier No. 4), pp. 144 - 148
15. Becker, Walter
Jugendarbeitslosigkeit - Ursache von Jugendkriminalität?
In: Medizinische Klinik, 73 (1978) 22, pp. 843 - 846
16. Bednarzik, Uwe; Heiland, Hans-Günther
Arbeitslosigkeit und Kriminalität zwischen soziologischer Relevanz und statistischer Signifikanz
In: Haferkamp, Hans (ed.), Wohlfahrtsstaat und soziale Probleme. Opladen: Westdeutscher Verlag 1984, pp. 155 - 191
17. Behla, Ute; Plemper, Burkhard
Delinquenz junger Deutscher und Nichtdeutscher im Vergleich
Hamburg: Landeskriminalamt 1981, 13 p.
18. Bielefeld, Uli; Kreissl, Reinhard; Münster, Thomas
Junge Ausländer im Konflikt. Lebenssituation und Überlebensformen
München: Juventa 1982, 216 p.

19. Blath, Richard; Dillig, Peter; Frey, Hans-Peter
Reintegration junger Straftäter am Arbeitsplatz
In: Albrecht, Günter; Brusten, Manfred (eds.): Soziale Probleme und soziale Kontrolle. Neue empirische Forschungen, Bestandsaufnahmen und kritische Analysen. Opladen: Westdeutscher Verlag 1982, pp. 171 - 184
20. Blath, Richard; Dillig, Peter; Frey, Hans-Peter
Daten zur Sozialisationsbiographie junger Strafgefangener - Familie, Schule, Beruf
Erlangen/Nürnberg: University/SFB 22 1976
21. Braun, Frank; Schäfer, Heiner; Schneider, Helmut
Die Auswirkungen von Arbeitslosigkeit und Ausbildungsplatzmangel auf die politischen Einstellungen und Handlungsorientierungen von jungen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern.
In: Braun, Frank; Schäfer, Heiner; Schneider, Helmut (Eds.): Betriebliche Sozialisation und politische Bildung von jungen Arbeitnehmern. München: DJI-Verlag 1984, pp. 35 - 47
22. Chaidou, Anthozoe
Junge Ausländer aus Gastarbeiterfamilien in der Bundesrepublik Deutschland, ihre Kriminalität nach offizieller Registrierung und nach ihrer Selbstdarstellung
Frankfurt/Bern/New York: Lang 1984, 264 p.
23. Doermann, Uwe
Sozialer Wandel und Jugendkriminalität in der Bundesrepublik Deutschland
In: Kriminalistik, 31 (1977) 2, pp. 49 - 57
24. Eichenhofer, Heidemarie; Peter, Rudi; Treinen, Hans; et al.
Ursachen und Folgen der Jugendarbeitslosigkeit im Saarland
Saarbrücken: Arbeitskammer des Saarlandes 1980, 215 p.
25. Ellermann, Ludwig
Wohlstand und Großstadtkriminalität
In: Haferkamp, Hans (ed.): Wohlfahrtsstaat und soziale Probleme. Opladen: Westdeutscher Verlag 1984, pp. 133 - 154
26. Ellermann, Ludwig
Ökonomische Krisen und Eigentumskriminalität in Großstädten
In: Kerner, Hans-Jüger; Kury, Helmut; Sessar, Klaus (eds.): Deutsche Forschungen zur Kriminalitätsentstehung und Kriminalitätskontrolle. Köln/Berlin/Bonn/München 1983, Vol. 1, pp. 386 - 407
27. Giesbrecht, Arno
Wohnungslos, Arbeitslos, Mittellos
Leverkusen: Leske + Budrich 1987, 160 p.

28. Gipser, Dietlinde
Mädchenkriminalität. Soziale Bedingungen abweichenden Verhaltens.
München: Juventa 1975, 158 p.
29. von der Haar, Elke; von der Haar, Heinrich
Jugendarbeitslosigkeit und soziale Sicherung
Berlin: Verlag Die Arbeitswelt 1982, 216 p.
30. Haferkamp, Hans
Kriminelle Karrieren. Handlungstheorie, teilnehmende Beobachtung und Soziologie krimineller Prozesse
Reinbek: Rowohlt 1975, 548 p.
31. Häußling, Josef M.; Brusten, Manfred; Malinowski, Peter (eds.)
Jugendkonflikte. Kriminologische Forschungen und Analysen aus neun Ländern
Stuttgart: Enke 1981, 136 p.
32. Haller, Siegfried
Die Entwicklung der Jugendkriminalität in Ludwigshafen am Rhein 1980 bis 1985
Ludwigshafen: Amt für Stadtentwicklung 1986, 31 p.
33. Heiland, Hans-Günther
Zum Einfluß sozio-ökonomischer Veränderungen auf die Entwicklung der Kriminalitätsrate in den Jahren 1882 - 1936. Eine multivariate Reanalyse kriminalstatistischer Untersuchungen
In: Albrecht, G; Brusten, M. (eds.): Soziale Probleme und soziale Kontrolle. Neue empirische Forschungen, Bestandsaufnahmen und kritische Analysen. Opladen: Westdeutscher Verlag 1982, pp. 246 - 262
34. Heiland, Hans-Günther
Lebenslage, Ungleichheit und die Entwicklung der Eigentums-kriminalität
In: Haferkamp, Hans (ed.): Wohlfahrtsstaat und soziale Probleme. Opladen: Westdeutscher Verlag 1984, pp. 104 - 132
35. Heiland, Hans-Günther; Haferkamp, Hans
Economic Crisis and Crime: First Results
Strasbourg: Council of Europe PC-R-CR (84). 1, 26.03.1984, 5 p.
36. Heinemann, Klaus
Arbeitslose Jugendliche. Ursachen und individuelle Bewältigung eines sozialen Problems
Neuwied: Luchterhand 1978, 236 p.
37. Herriger, Norbert
Jugendarbeitslosigkeit und Jugendkriminalität - Zur Forschungssituation in der Bundesrepublik Deutschland
In: Internationales Dokumentations- und Studienzentrum für Jugendkonflikte (ed.): Jugendarbeitslosigkeit und Jugendkriminalität in der Bundesrepublik Deutschland.
Wuppertal: IDSZ 1982 (Cahier No. 2), pp. 1 - 25

38. Hespos, Michael
Jugend am Rand der Gesellschaft. Untersuchungen über die Bildungs- und Entwicklungsmöglichkeiten der verwahrlosten exmittierten Jugend unter besonderer Berücksichtigung des Berufsaspektes. Dissertation
Mainz, 1974, 255 p.
39. Holzkamp, Klaus
"Wirkung" oder Erfahrung von Arbeitslosigkeit? Widersprüche und Perspektiven psychologischer Arbeitslosenforschung
In: Das Argument, (1987) 167, pp. 367 - 383
40. Kaiser, Günther
Jugendkriminalität
Weinheim/Basel: Beltz 1982, 267 p.
41. Kaiser, Günther
Jugendkriminalität und ihre Erklärung, insbesondere erbliche Anlagen, Jugendarbeitslosigkeit, Städtebau, neurotische Verwahrlosung, zweite Gastarbeitergeneration ...
In: Kaiser, Günther; Schlöch, Heinz: Kriminologie, Jugendstrafrecht, Strafvollzug. München: Beck 1979, pp. 143 - 152.
42. Kaul, Peter; Flach, Karl; Renner, Klaus; Schmidt, Heinz
Jugendkriminalität - Eine Folge fehlender Berufsausbildung
Rheinstetten: Schindele 1979, 144 p.
43. Kerner, Hans-Jürgen
Kriminalstatistiken
In: Schneider, Hans-Joachim (ed.): Abweichendes Verhalten.
Weinheim/Basel: Beltz 1983, Vol. 1, pp. 252 - 263
44. Kieselbach, Thomas; Offe, Heinz (eds.)
Arbeitslosigkeit. Individuelle Verarbeitung. Gesellschaftlicher Hintergrund
Darmstadt: Steinhoff 1979, 383 pp.
45. Kofler, Rolf
Beruf und Kriminalität. Eine empirische Untersuchung der Zusammenhänge zwischen Beruf und Straffälligkeit bei den Probanden der Tübinger Jugendtäter-Vergleichsuntersuchung
München: Minerva 1980, 203 p.
46. Kraft, Günter
Bestehen zwischen Konjunktur, Bildungspolitik, Arbeitslosigkeit und Kriminalität Zusammenhänge? Versuch einer Analyse und Prognose
In: Kriminalistik, (1978) pp. 480 - 483
47. Kreuzer, Arthur
Anstieg der Jugendkriminalität - ein Mythos? Kritische Auseinandersetzung mit der Untersuchung Jugendkriminalität im Zerrbild der Statistik
In: Kriminalistik, 34 (1980), 2. pp. 67 - 73

48. Kreutz, Henrik; Wuggenig, Ulf
Folgen der Arbeitslosigkeit. Eine praxisorientierte Analyse empirischer Daten und soziologischer Theorien
In: Kreutz, Henrik; Landwehr, Reinhard; Wuggenig, Ulf (eds.):
Empirische Sozialarbeitsforschung. Rheinstetten: Schindele
1978, pp. 23 - 58
49. Lamnek, Siegfried
Beruf, Arbeit und Kriminalität
In: Seitz, Willi(ed.): Kriminal- und Rechtspsychologie. Ein
Handbuch in Schlüsselbegriffen. München/Wien/Baltimore 1983,
pp. 15 - 21
50. Lamnek, Siegfried
Soziale Randständigkeit und registrierte Jugendkriminalität
In: Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsform, 64
(1981) 1 - 2, pp. 1 - 17
51. Malinowski, Peter
Jugendkriminalität ein Folgeproblem von Jugendarbeitslosig-
keit?
In: Brusten, Manfred; Malinowski, Peter (eds.): Jugend -
Ein soziales Problem? Opladen: Westdeutscher Verlag 1982,
pp. 232 - 264
52. Martens, Ulrich
Wirtschaftliche Krise, Arbeitslosigkeit und Kriminalitäts-
bewegung
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1978, 255 pp.
53. Martens, Ulrich; Steinhilper, Gernot
Zum Zusammenhang zwischen Arbeitslosigkeit und Kriminali-
tät
In: Kriminalistik, 32 (1978) 11, pp. 498 - 503
54. Messmer, Peter
Arbeit und Abweichung: theoretische Überlegungen und empi-
rische Untersuchungen zur sozio-ökonomischen Situation
straffälliger und verwahrloster Jugendlicher - Thesen und
Fakten zur Bedeutung von Arbeits- und Leistungsnormen als
Bezugspunkte der sozialen Definition abweichenden Verhaltens
München: DJI-Verlag 1982, 268 p.
55. Mrozynski, Peter
Arbeit und Jugendkriminalität
In: Recht der Jugend und des Bildungswesens, 24 (1976) 11,
pp. 337 - 344
56. Neu, Axel D.
Entwicklungstendenzen auf dem Arbeitsmarkt und ihre Aus-
wirkungen auf die Jugendkriminalität
Heidelberg: Kriminalistik Verlag 1984, 144 p.
57. Nissen, Bernhard
Beruf, Freizeit und Jugendkriminalität
Hamburg, 1972, 179 p.

58. Opaschowski, Horst W.
Soziale Arbeit mit arbeitslosen Jugendlichen. Streetwork
und Aktionsforschung im Wohnbereich
Opladen: Westdeutscher Verlag 1976
59. Rager, Ludwig
Jugendarbeitslosigkeit und Kriminalität
In: Die neue Polizei, 31 (1977) 3, pp. 43 - 45
60. Richter, Helmut
Kulturkonflikt, soziale Mangellage, Ausländerstigma, zur
Kriminalitätsbelastung der ausländischen Wohnbevölkerung
In: Kriminologisches Journal, 13 (1981) 4, pp. 263 - 277
61. Sack, Fritz
Jugendarbeitslosigkeit im Lichte der Kriminalitätstheorien
In: AGJ; DBJR; BAGJAW (eds.): Jugendarbeitslosigkeit.
Neuwied: Luchterhand V 2.2. (Ju-Alo vom 6. August 1986),
pp. 15 - 40
62. Savelsberg, Joachim Josef
Ausländische Jugendliche. Assimilative Integration, Krimi-
nalität und Kriminalisierung und die Rolle der Jugendhilfe
München: Minerva 1982, 438 p.
63. Schmehl, Hans-Henning
Jugendliche und heranwachsende Straftäter während ihrer
Ausbildung. Eine Untersuchung über die Bedeutung schuli-
scher und beruflicher Ausbildung für die Legalbewahrung
München: Minerva 1980, 240 p.
64. Schober, Karen
Arbeitslosigkeit als Jugendgefährdung
In: Harten, R. (ed.): Ausweichende Verhaltensweisen - Ur-
sachen, Therapie, Prophylaxe. Kiel: Aktion Jugendschutz 1979,
pp. 66 - 75
65. Schwind, Hans-Dieter
Arbeitsverhalten und Arbeitslosigkeit aus kriminologischer
Sicht
In: Schwind, Hans-Dieter: Kriminologie. Heidelberg: Krimi-
nalistik Verlag 1986, pp. 170 - 190
66. Schwind, Hans-Dieter; Chiesinger, Norbert
Kriminalitätsanfall und Arbeitslosigkeit
In: Schwind, Hans-Dieter; Ahlborn, Wilfried; Weiß, Rüdiger
(eds.): Empirische Kriminalgeographie. Kriminalitätsatlas
Bochum. Bundeskriminalamt 1978, pp. 282 - 291
67. Spieß, Gerhard
Arbeitslosigkeit und Kriminalität
In: Kaiser, Günther; Kerner, Hans-Jürgen; Sack, Fritz;
Schellhoss, Hartmut (eds.): Kriminologisches Wörterbuch.
Heidelberg: Müller 1985, pp. 32 - 37

68. Steinert, Heinz
Die Geschichte der sozialen Kontrolle als Geschichte von
Kapitalstrategien, Arbeitsmoral und moralischer Empörung
In: Kriminologisches Journal, (1986) 1. Beiheft, pp. 77 - 96
69. Steinhilper, Gernot
Arbeitslosigkeit und Kriminalität. Läßt sich ein Zusammen-
hang statistisch belegen?
In: Kriminalistik, 30 (1976), pp. 385 - 389
70. Steinhilper, Gernot
Macht Arbeitslosigkeit kriminell?
Hamburg: NDR 3, 8.10.1986
71. Steinhilper, Gernot
Sind Arbeitslose potentielle Kriminelle?
In: Deutsche Polizei, 72 (1983) 12, pp. 23 - 24
72. Steinhilper, Gernot
Zu den Folgen der Arbeitslosigkeit für die Justiz
In: Broda, Christian (eds.): Festschrift für Rudolf Wasser-
mann zum 60. Geburtstag. Neuwied: Luchterhand 1985, pp.
1061 - 1077
73. Steinhilper, Gernot; Wilhelm-Reiss, Monica
Kriminalitätsverhinderung durch Abbau der Arbeitslosigkeit?
Vorüberlegungen zu Präventionsprogrammen
In: Schwind, Hans-Dieter; Berckhauer, Friedhelm; Steinhilper,
Gernot (eds.): Präventive Kriminalpolitik. Beiträge zur
ressortübergreifenden Kriminalprävention aus Forschung,
Praxis und Politik. Heidelberg: Kriminalistik Verlag 1980,
pp. 347 - 365
74. Stenger, Horst
Jugendkriminalität, Jugendarbeitslosigkeit und Berufsaus-
bildung - Erläuterungen und Zusammenhänge
In: Berufsausbildung in Wissenschaft und Praxis, 11 (1982)
1, p. 6 - 10
75. Stenger, Horst
Der Jugendliche im Desintegrationsprozeß
In: Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform,
67 (1984) 3, p. 145 - 157
76. Stephan, Jürgen
Arbeitslose, delinquente Jugendliche. Eine explorative
Studie im Feld offener Jugendarbeit
Weinheim/Basel: Beltz 1981, 290 p.
77. Wacker, Ali
Arbeitslosigkeit. Soziale und psychische Voraussetzungen
und Folgen
Frankfurt/Köln: EVA 1976, 189 p.
78. Wacker, Ali
Arbeitslos und aggressiv
In: Soziale Welt, (1977) 3, pp. 364 - 381

79. Wacker, Ali
Soziale Gefährdungen arbeitsloser Jugendlicher
In: Harten, R. (ed.): Ausweichende Verhaltensweisen - Ursachen, Therapie, Prophylaxe. Kiel: Aktion Jugendschutz 1977 A, pp. 60 - 66
80. Wacker, Ali
Jugendarbeitslosigkeit und Aggression
In: Furian, Martin (ed.): "Du tust mir weh ...", Fellbach: Bonz 1979 B, pp. 163 - 179
81. Wagner, Joachim
Ladendiebstahl - Wohlstands- oder Notstandskriminalität? Ein Beitrag zur Kriminologie des Ladendiebstahls
Heidelberg: Kriminalistik Verlag 1979, 146 p.
82. Wilhelm-Reiss, Monica
Psychische Veränderungen bei Jugendlichen ohne Arbeit. Eine empirische Studie zu den Folgewirkungen der Arbeitslosigkeit.
Weinheim/Basel: Beltz 1980, 302 p.

C. Urban Settings and Delinquency

83. Albrecht, Günter
Erkenntnisse der Kriminalgeographie als Grundlage für Kriminalitätsbekämpfung
In: Bewährungshilfe, 28 (1981) 4, pp. 292 - 305
84. Autorengruppe Ausländerforschung (eds.)
Zwischen Getto und Knast. Jugendliche Ausländer in der Bundesrepublik
Reinbek: Rowohlt 1981, 334 p.
85. Baumann, Hans D.
Rocker - Die wilden Motorradgruppen
Weinheim: Beltz 1985, 96 p.
86. Bojanowski, Jiri; Moschel, Günter
Kriminalitätsraten westdeutscher Großstädte
In: Monatsschrift für Kriminologie, 63 (1981) 1 - 2, pp. 18 - 28
87. Breitwieser, Ulrike
Jugenddelinquenz und Stadtstruktur
In: Fürstenberg, F. (ed.): Stadtstruktur und Sozialplanung. Linz: mimeographed 1978, pp. 32 - 50
88. Brusten, Manfred
Wohnsituation, Familieninteraktion und Jugenddelinquenz: sozialisationstheoretische Perspektiven zur Analyse des Zusammenhangs zwischen Städtebau und Kriminalität
Wuppertal: Internationales Dokumentations- und Studienzentrum für Jugendkonflikte 1982 (Cahier No. 4), pp. 124 - 143

89. Bundeskriminalamt (ed.)
Städtebau und Kriminalität
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1979, 257 p.
90. Flade, Antje
Jugendkriminalität in einer Neubausiedlung
In: Monatsschrift für Kriminologie, 65 (1983) 4, pp. 197 - 206
91. Flade, Antje
Jugendkriminalität in Neubausiedlungen. Eine empirische Untersuchung
Weinheim: Beltz 1984, 117 p.
92. Flade, Antje
Jugendkriminalität in Neubausiedlungen: Fallstudie Schwalbach
Darmstadt: IV, 69 p.
93. Flade, Antje
Jugendkriminalität und Wohnumwelt. Neubausiedlungen als Delinquenzgebiete.
In: Städtetag, 36 (1983) 11, pp. 717 - 721
94. Flade, Antje
Prävention von Kriminalität durch Wohnumweltgestaltung
In: Monatsschrift für Kriminologie, 69 (1986) 1, pp. 46 - 55
95. Frehsee, Detlev
Das "Kriminalitätsproblem" im Hochhausquartier
In: Bewährungshilfe, 28 (1981) 4, pp. 319 - 326
96. Frehsee, Detlev
Strukturbedingungen urbaner Kriminalität. Eine Kriminalgeographie der Stadt Kiel unter besonderer Berücksichtigung der Jugendkriminalität
Göttingen: Schwartz 1978, 468 p.
97. Friedrichs, Jürgen
Kriminalität und sozio-ökonomische Struktur von Großstädten
In: Zeitschrift für Soziologie, 14 (1985) 1, pp. 50 - 63
98. Friedrichs, Jürgen; Blasius, Jörg
Jugend- und Erwachsenenkriminalität in den Großstädten der Bundesrepublik
Hamburg: Universität/Forschungsstelle. Vergleichende Stadtforschung, 1985, 36 p.
99. Grantz, Klaus
Strukturanalyse der Umweltbedingungen jugendlicher männlicher Vermögenstätter in einer Großstadt und in einem ländlichen Landgerichtsbezirk. Eine vergleichende Aktenunters. an 300 Probanden. Dissertation
Hamburg 1972, 205 p.

100. Grymer, Herbert
Städtische Umwelt und Jugenddelinquenz. Zur Rolle "struktureller Gewalt" bei der Entstehung von abweichendem Verhalten bei Jugendlichen.
Berlin: TU Berlin, Institut für Wohnungsbau und Stadtteilplanung 1981, 29 p.
101. Grymer, Herbert
Strukturelle Gewalt - städtische Umwelt und Jugenddelinquenz
In: Kriminologisches Journal, 13 (1981) 1, pp. 4 - 31
102. Grymer, Herbert
Gewalt in der Stadt
Berlin: TU Berlin/Institut für Wohnungsbau und Stadtteilplanung 1981, 230 p.
103. Hellmer, Joachim
Kriminalitätsatlas der Bundesrepublik Deutschland und West-Berlins. Ein Beitrag zur Kriminalgeographie.
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1972, 413 p.
104. Hennig, Ursula; Keim, K. Dieter; Schulz zur Wiesch, Jochen
Spuren der Mißachtung. Zum Verhältnis von Jugendproblemen und Stadtstruktur
Frankfurt/New York: Campus 1985, 201 p.
105. Keim, Karl-Dieter
Macht, Gewalt und Verstädterung
München: Minerva 1985, 171 p.
106. Keim, Dieter
Stadt und Gewalt. Problemstruktur-Fallstudien-Vorschläge
Berlin: Deutsches Institut für Urbanistik 1981 B, 277 p.
107. Keim, Dieter
Stadtstruktur und soziale Probleme. Zur Problematik städtischer Gewalt am Beispiel neuer Wohngebiete
In: Vaskovics, Laszlo (ed.): Raumbezogenheit sozialer Probleme, Opladen: Westdeutscher Verlag 1982, pp. 228 - 249
108. Keim, Dieter
Stadtstruktur und alltägliche Gewalt. Fallstudie Wolfsburg-Werthagen.
Frankfurt/New York: Campus 1981 A, 94 p.
109. Kube, Edwin
Gewalt gegen Sachen
In: Bundeskriminalamt (ed.): Gewalt und Kriminalität (Arbeitstagung). Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1986, pp. 85 - 98
110. Kube, Edwin
Städtebau, Wohnhausarchitektur und Kriminalität. Prävention statt Reaktion
Heidelberg: Kriminalistik Verlag 1982, 135 p.

111. Kube, Edwin; Schuster, Leo
Vandalismus. Erkenntnisstand und Bekämpfungsansätze
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1985, 93 p.
112. Kunert-Schroth, Heidrun; Rauch, Nizan; Siewert, H.-Jörg
Jugendarbeitslosigkeit - lokale Ausprägungen und kommunale
Strategien
Berlin: Deutsches Institut für Urbanistik 1987, 172 p.
113. Mayr, Helmut
Daten und Analysen zur Jugendkriminalität im Landkreis
München
Pullach: Kreisjugendring München-Land 1978, 19 p.
114. Meier, Uwe
Kinder- und Jugendkriminalität in Steilshoop: eine ökologische
Analyse zur Delinquenz eines Neubaugebietes
Hamburg 1981, 11 p.
115. Meier, Uwe
Kriminalität in Neubausiedlungen: das Beispiel Hamburg-
Steilshoop
Frankfurt: Lang 1985, 415 p.
116. Moschel, G.; Häberle, H.
Die ökologische Verteilung von Jugenddelinquenz und psychi-
schen Störungen in Mannheim
In: Social Psychiatrie, 12 (1977), pp. 157 - 169
117. Müller, Hans-Werner
Städtebau und Kriminalität. Eine empirische Untersuchung
Weinheim: Beltz 1981. 197 p.
118. Nissen, Gerhardt
Rauschgiftsucht bei großstädtischen Jugendlichen
In: Koch, Heinrich; Stutte, Hermann(eds.): Jugenddissoziali-
tät. Villingen 1972, pp. 36 - 41
119. Opp, Karl Dieter
Zur Erklärung delinquenten Verhaltens von Kindern und Jugend-
lichen. Eine ökologische Analyse der Kinder- und Jugend-
delinquenz in Köln und eine Kritik des kriminalökologischen
Ansatzes
München: DJI-Verlag 1968, 218 p.
120. Plate, Monika; Schwinges, Ulrich; Weiß, Rüdiger
Strukturen der Kriminalität in Solingen. Eine Untersuchung
zu Zusammenhängen zwischen baulichen und sozialen Merk-
malen und dem Kriminalitätsaufkommen.
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1985
121. Rolinski, K.
Wohnhausarchitektur und Kriminalität
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1980

122. Rotter, Mechthild; Steinert, Heinz
Stadtstruktur und Kriminalität. Zur Konstruktion von Jugendkriminalität am Beispiel eines Wiener Stadtgebietes
In: Walter, Heinz; Holzboog, Günther (eds.): Region und Sozialisation, Vol. I., Stuttgart: Frommann 1981, pp. 153 - 185
123. Sack, Fritz
Stadtgeschichte und Kriminalsoziologie
In: Ludz, Peter Christian (ed.): Soziologie und Sozialgeschichte. Opladen: Westdeutscher Verlag 1972, pp. 357 - 385
124. Savelsberg, Joachim J.
Sozialräumliche Strukturen und Prozesse: Zum Erklärungswert der Kategorie Raum für die Genese und Konstitution sozialer Probleme - Das Beispiel; abweichendes Verhalten und Kriminalität (besonders Jugendlicher)
In: Vaskovics, Laszlo (ed.): Raumbezogenheit sozialer Probleme. Opladen: Westdeutscher Verlag 1982, pp. 120 - 135
125. Schäfer, Heiner
Wohnungsnot und junge Menschen
In: Deutsches Jugendinstitut (ed.): Lebenslage Jugend. München: DJI-Verlag 1983, pp. 67 - 92
126. Schäfer, Herbert
Polizeiliche Probleme in Neubau- und Sanierungsgebieten
In: Bundeskriminalamt (ed.): Städtebau und Kriminalität. Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1979, pp. 53 - 102
127. Schneider, Hans-Joachim
Kriminalität, Architektur, Städtebau
In: Schneider, H.J. (ed.): Kriminalität und abweichendes Verhalten. Weinheim + Basel: Beltz 1983, Vol. 2, pp. 3 - 17
128. Schneider, Jens (ed.)
Jugend in Kreuzberg
Berlin: Ararat Verlag 1984, 176 p.
129. Schwind, Hans-Dieter; Ahlborn, Wilfried; Weiß, Rüdiger
Empirische Kriminalgeographie
Wiesbaden: Bundeskriminalamt 1970, 435 p.
130. Schwind, Hans-Dieter
Kriminalgeographie
In: Schneider, Hans-Joachim: Abweichendes Verhalten. Weinheim/Basel: Beltz 1983, Vol. 1, pp. 238 - 251
131. Specht, Walter
Jugendkriminalität und mobile Jugendarbeit. Ein stadtteilbezogenes Konzept von Street Work
Neuwied/Darmstadt: Luchterhand 1979, 190 p.

132. Steinhilper, Gernot
Kriminalitätsatlas Bochum - Eine praxisorientierte kriminal-
geographische Studie
In: *Bewährungshilfe*, 28 (1981) 4, pp. 306 - 319
133. Trotha, Trutz von
Jugendliche Bandendelinquenz. Über Vergesellschaftungsbe-
dingungen von Jugendlichen in den Elendsvierteln der Groß-
städte
Stuttgart: Enke 1974, 182 p.
134. Vaskovics, Laszlo A. (ed.)
Raumbezogenheit sozialer Probleme
Opladen: Westdeutscher Verlag 1982
135. Villmow, Bernhard; Stephan, Egon
Jugendkriminalität in einer Gemeinde. Eine Analyse erfrag-
ter Delinquenz und Viktimisierung sowie amtlicher Registrier-
ung
Freiburg: Max-Planck-Institut für ausländisches und inter-
nationales Strafrecht 1983, 581 p.
136. Weber, Egon
Jugendkriminalität in Hamburg. Ein Bericht des Landeskrimi-
nalamtes über Umfang und Erscheinungsformen der Jugend-
kriminalität in den Jahren 1975 - 1978
Hamburg: Landeskriminalamt Hamburg 1979, 148 p.
137. Wilamowitz-Möllendorff, Ulrich von
Zusammenhänge zwischen Dichte und der Erwachsenen- und
Jugenddelinquenz in Hamburg
Trier: Univ. Trier, Fachbereich 4, 1981, 119 p.

C. The Scientific-Political Discourse

138. Albrecht, Peter-Alexis; Pfeiffer, Christian
"Kulturkonflikt" oder soziale Mangellage? Ansätze zur Er-
klärung der Kriminalbelastung der ausländischen Wohnbe-
völkerung in der Bundesrepublik
In: *Bewährungshilfe*, 26 (1979) 2, pp. 105 - 118
139. Blath, Richard
Jugendprotest in der politischen Diskussion
In: Brusten, Manfred; Malinowski, Peter (eds.): *Jugend -
Ein soziales Problem*. Opladen: Westdeutscher Verlag 1983,
pp. 154 - 168
140. Deutscher Städtetag (ed.)
Kommunale Aktivitäten im Bereich der Arbeitslosigkeit
Köln: Deutscher Städtetag 1986, 259 p.
141. Deutscher Städtetag (ed.)
Unsere Städte und die junge Generation
Köln: Kohlhammer 1977, 363 p.

153. Sander, Ekkehard
Neue Jugendbewegungen und Jugendproteste
In: Deutsches Jugendinstitut (ed.): Lebenslage Jugend.
München: DJI-Verlag 1983, pp. 93 - 104
154. Schwind, Hans-Dieter
Zur Jugendrevolte aus kriminologischer und rechtspolitischer
Sicht
In: Zeitschrift für Rechtspolitik, 14 (1981) 12, pp. 294 -
300
155. Spiegelberg, Rüdiger
Jugendarbeitslosigkeit als Gegenstand von Sozialplanung.
Analyse eines sozialen Problems und der sozialarbeiterischen
Maßnahmen im Stadtteil Malstatt-Rußhütte-Burbach
In: Lewkowicz, Maria (ed.): Sozialatlas 1979. Saarbrücken
1979, pp. 107 - 115

CHOMAGE, DELINQUANCE, ENVIRONNEMENT URBAIN

FRANCE

Jean Charles LAGREE

Paula LEW FAI

**I.R.E.S.C.O - C.R.I.T
C.N.R.S.**

Nous tenons à remercier très sincèrement Françoise TETARD, Francis BAILLEAU et Georges GARRIOUD, chercheurs au C.N.R.S. qui nous ont fait bénéficier de leurs connaissances et de leur expérience dans ce domaine de recherche.

Nous remercierons également Françoise MAVRODAKOS, technicienne au C.R.I.T., qui a participé à la réalisation technique de ce rapport.

INTRODUCTION

Un faible volume de textes traitant ou étant amenés à traiter de l'articulation chômage - délinquance juvénile - environnement urbain constitue une donnée de fait qui oblige à réviser l'hypothèse de départ ayant motivé cette présente investigation. En effet, par devers le recueil et l'analyse systématique des documents ayant trait au triple domaine concerné par le sujet, il était en même temps envisagé de sérier dans quelle mesure et en quoi les thèses ayant cours dans le champ scientifique étaient reprises par les acteurs politico-administratifs et servaient à alimenter les politiques sociales.

Une telle hypothèse de travail renvoie de fait, au delà de l'objet ici en question, aux interrogations multiples sur la production des savoirs dans une société déterminée, (1), production dont la complexité exigerait une étude en soi. Histoire du champ de la production (à la fois dans son autonomie et son hétéronomie), histoire du champ de la gestion du "social" (également dans ces deux dimensions constitutives), les embûches se multiplient et nous n'éviterons sans doute aucune. Mais pour revenir aux termes mêmes de l'hypothèse tels qu'ils ont été formulés et pour rester au moins dans un premier temps à un niveau immédiat de l'analyse, l'hypothèse repose sur une conception ou une préconception qui appréhende la diffusion des messages culturels selon un modèle de transmission verticale, voire hiérarchique. Les thèses diffusionnistes sont ici au sous-bassement d'une telle approche.

Mais à l'encontre de cette représentation qui fait du champ scientifique le producteur d'idées nouvelles, que reprendraient à leur compte, soit par imprégnation, soit en les transformant selon leur logique propre, les différents groupes sociaux et/ou les différentes corporations de professionnels, dans le cas précis qui nous préoccupe présentement, force est de constater que la plus grande majorité des scientifiques, qu'ils soient criminologues ou sociologues, sont restés et restent significativement à l'écart du débat, postulant une association des trois termes concernés.

(1) Cf. par ex. Sens et place des connaissances dans la société. Paris, CNRS, 1986, 267p.

1. PRODUCTIONS DES DISCOURS: LIEUX, ETATS, QUESTIONNEMENTS.

1.1. "Le silence " du champ scientifique

A l'appui de ce constat, nous brosserons un tableau succinct à l'intérieur duquel de grands repères serviront à éclairer par la suite le décryptage des liens existant éventuellement entre problématiques de recherche et politiques sociales.

- Ainsi, rappellerons-nous, seulement à titre illustratif, que le dépouillement des rapports et publications du Centre de Formation et de Recherche de l'Education Surveillée entre 1952 et 1979, (CFRES, 1980), principalement les Annales de Vaucresson, Les Cahiers de Vaucresson, Droit de l'enfance et de la famille, Marginalités, montre que la problématique ici en question est rarement traitée. Les thèmes les plus proches concernent les toxicomanies, la sécurité, la prison. Par ailleurs, les différents bulletins du GERN (Groupe Européen de Recherche sur les Normativités, RCP CNRS 855) ne mentionnent que trois laboratoires ou centres de recherches faisant état de travaux ayant un rapport aux thèmes que couvre cette étude.

- En second lieu, dans la revue "Déviance et Société" entre 1977 et 1987, 3 articles seulement traitent explicitement de la relation entre conditions économiques et criminalité.

- En troisième lieu et, de manière significative, la conférence d'experts européens, réunie à Strasbourg en 1979 pour traiter du thème: "Transformation sociale et délinquance juvénile" attirera l'attention des Ministres européens sur le fait que << au chômage structurel s'est ajouté un chômage conjoncturel lié à la récession et créant une situation d'insécurité économique particulièrement mal tolérée dans une "société de consommation">>. (Comité Européen, 1979, p.153)

Mais la portée d'une telle recommandation s'éclaire par la manière dont elle est traitée et argumentée dans le corps du rapport. Insérée dans les quatre pages consacrées aux transformations de l'activité de production, la thèse défendue par J. Rousselet (1975), de "L'allergie au travail" est reprise par les auteurs nous la rappelons dans ses grandes lignes bien qu'elle soit bien connue aujourd'hui, ne serait-ce que pour l'efficacité symbolique contenue dans le titre. Les auteurs soulignent ainsi la fermeture des possibilités objectives de promotion sociale et en conséquence, les risques d'un désintérêt croissant envers la valeur-travail pour ceux qui se voient confinés à des postes insécures, répétitifs, mal payés et, en définitive, jugés par eux - au regard de leur système d'attentes -, insatisfaisants. Le chômage structurel et conjoncturel intervient comme dernière dimension de l'analyse en étant associé à l'insécurité et à

l'éventualité d'une perte d'identité professionnelle et sociale, d'une part, à un sentiment d'angoisse devant l'avenir, d'autre part, et enfin à un sentiment d'exclusion venant renforcer <<les difficultés de contacts avec la collectivité>> (Comité Européen, 1979, pp.38-42).

A cet égard, et pour en terminer avec cette référence, qui n'a d'autre vertu que de signaler la manière dont, lorsqu'elle est mentionnée, la liaison chômage-délinquance juvénile se trouve effectivement traitée, il apparaît que la question du chômage intervient le plus souvent en tant qu'une des composantes parmi les facteurs d'ordre socio-économique. En somme, lorsque le thème du chômage est mis à contribution dans les analyses de la délinquance juvénile, il se trouve traité selon les modèles théoriques habituellement utilisés en criminologie comme en sociologie de la déviance. Nous y reviendrons en détails dans quelques pages.

- Enfin, au questionnaire que nous avons envoyé à des centres et équipes de recherche susceptibles de travailler sur des problématiques concernées par la présente investigation, les réponses obtenues s'avéraient très rares d'une part, et recoupaient les informations obtenues par ailleurs (2). Les thématiques à partir desquelles des chercheurs ont été amenés à entreprendre des investigations, constituent en cela, sans prétendre à l'exhaustivité, une autre entrée qui complète ce premier inventaire de l'état de la recherche. Plus du tiers des thèmes mentionnés entrent dans l'une ou l'autre des rubriques concernant l'insertion et le chômage, l'espace urbain ou la déviance. Pour autant, l'articulation de ces thèmes est absente dans les problématiques de recherche. En effet, la thématique "chômage et insertion" qui recouvre à elle seule près de 15 % du corpus, semble traitée comme un champ de recherche en soi, indépendamment, au moins dans l'exposition qui en est faite et qui sert de base à ce traitement, de ses possibles interférences avec les domaines de recherches le plus traditionnellement traités dans le cadre des travaux sur la jeunesse.

(2) Ainsi, l'analyse du recensement, réalisé en 1984, des travaux des 29 participants au Réseau "Jeunesses et Sociétés" donne la répartition suivante:

! CHOMAGE - INSERTION:	9	15%	!
! POLITIQUE DE LA JEUNESSE: .	8	14%	!
! MARGINALITE, DEVIANCE, DELINQUANCE:	6	10%	!
! CULTURE, STYLE DE VIE:	6	10%	!
! ESPACE, LOCALITE:	6	10%	!
! SOCIALISATION:	5	8%	!
! IDENTITE:	4	7%	!
! VALEURS:	3	5%	!
! EDUCATION:	3	5%	!
! AUTRES:	8	14%	!
! ENSEMBLE DES THEMES MENTIONNES:	58		!

On notera ainsi sa faible articulation avec le domaine des pratiques et des modes de vie ou encore des orientations de valeurs et des normes tout comme l'absence de travaux, qui peu ou prou, traitent de l'articulation "insertion/chômage" et "déviance / marginalité". Une remarque similaire pourrait être portée à propos des travaux que nous avons rangés sous l'appellation de "politique sociale de la jeunesse". En fait, tout se passe comme si les recherches sur les pratiques et les modes de vie, la participation à la sphère de la sociabilité, la vie locale se désintéressaient de l'intervention de l'Etat et à rebours, comme si les chercheurs préoccupés des questions de l'Etat et des modalités de son fonctionnement laissaient en arrière plan la société civile.

Mais surtout, indice d'une certaine cristallisation des problématiques "légitimées" par le corps scientifique, l'on décelera dans ce secteur particulier de la recherche, d'une part, une tendance à la pérennisation des approches de type écologiste et culturaliste pour ce qui concerne l'analyse des pratiques et/ou de la déviance, d'autre part, une tendance à axer les analyses dans un cadre théorique de type structuro-fonctionnaliste au détriment d'approches intégratives, qui appréhendent l'intervention étatique en termes de régulations sociales.

Pour conclure provisoirement, ce cadrage général souligne la rareté des travaux et des problématiques qui sous-tendent la présente investigation. Faut-il alors supposer que l'articulation entre chômage et délinquance - pour ne prendre que ces deux termes - procéderait davantage de "l'actualité" et dans ce cas, de quelle "actualité" s'agit-elle? En cela, - mais il ne s'agit présentement que d'un cas d'espèce ne différant en rien du mode de fonctionnement du champ scientifique dans son ensemble - ne serons-nous pas amenés à moduler les conceptions de T. KUHN, (3), qui rapporte les "révolutions scientifiques", les changements et, plus simplement mais aussi plus largement, les modifications intervenues dans les modes de fonctionnement de l'univers scientifique à sa seule logique interne? Car, l'intégration potentielle du "chômage" dans l'analyse des faits de délinquance ne relèverait-elle pas davantage de l'hétéronomie du champ et des enjeux spécifiques qui lui sont liés?

Sans prétendre de nouveau à l'exhaustivité et comme nous l'avons indiqué antérieurement, dans l'unique souci de cadrer l'analyse dans un contexte plus large, nous allons procéder ici à dégager les orientations qui peuvent être décelées dans des "lieux" de production aux enjeux relativement différenciés.

(3) KUHN Thomas S.. La structure des révolutions scientifiques. Paris, Flammarion, 1972. 247 p.

1.2. De l'hétéronomie du champ: les coups de projecteur.

Parmi les enjeux qui relèvent de l'hétéronomie du champ, susceptibles d'inviter progressivement les chercheurs à se pencher sur ce thème de réflexion, il faudra bien évidemment faire rentrer ceux qui résultent du débat et du combat politiques.

A cet égard, et dans les années récentes que couvre notre investigation (1970-1987), deux moments particulièrement significatifs, liés à l'histoire de la politique sécuritaire peuvent être distingués.

Il s'agira tout d'abord, des travaux du "Comité d'Etudes sur la Violence, la Criminalité et la Délinquance" qui se sont tenus entre avril 1976 et juillet 1977. Ce groupe de travail, dont la présidence avait été confiée à M. PEYREFITTE (1977) avant qu'il ne soit nommé Garde des Sceaux, a été le promoteur direct de plusieurs recherches relatives au thème "Violence et Economie", de même qu'il a commandité différentes investigations sur le chapitre "Urbanisation, habitat et délinquance". Parmi les travaux concernant précisément notre sujet, citons:

- "LES CONSEQUENCES DES MUTATIONS DEMOGRAPHIQUES SUR LA VIOLENCE"
- "VIOLENCE ET CONJONCTURE ECONOMIQUE"
- "LES INDICATEURS ECONOMIQUES DE LA VIOLENCE"
- "DELINQUANCE JUVENILE ET DEVELOPPEMENT"
- "RELATION ENTRE L'EVOLUTION ECONOMIQUE ET LES FORMES EXTREMES DE VIOLENCE"
- "RELATIONS ENTRE VIOLENCE ET DEVELOPPEMENT"

Pour autant, bien qu'il ait été à la source de quelques travaux, ce comité a fonctionné principalement comme utilisateur de données existantes.

Cependant, l'initiative prise dans le cadre des travaux du "Comité Peyrefitte" ne sera guère reprise par les cellules ministérielles, commanditaires d'études, ni par les organismes para-étatiques gestionnaires de recherche. En fait, comme nous l'avons indiqué précédemment, les recherches portent sur l'appareil sécuritaire, le fonctionnement de l'administration pénale et le traitement de la délinquance d'une part, les "milieux de vie" d'autre part et laissent dans l'ombre l'articulation entre déterminants économiques et genèse des pratiques et des modes de vie déviants.

La politique sécuritaire connaît un deuxième moment fort en 1981, avec la "Commission des Maires sur la sécurité". Les travaux de cette commission qui fut chargée d'établir un rapport sur les mesures de prévention de la délinquance, (Face à la délinquance, 1982) seront cependant davantage repris par les organismes incitateurs de recherches. A cela, trois raisons peuvent être invoquées:

- Tout d'abord, les courbes du chômage, et tout particulièrement du chômage juvénile n'ont cessé d'enregistrer une augmentation constante. Et durant les six

années écoulées depuis le premier choc pétrolier, le corps social et les instances politico-administratives, ont pris conscience de la rupture durable, voire irréversible, générée par la crise économique. En témoignent, la profusion d'ouvrages ou même d'émissions télévisées invitant à un changement de mentalités et à une révision des représentations du devenir-social (4).

- En second lieu, les recherches sur la déviance et la délinquance juvénile s'incrivent dans un dispositif politique d'ensemble en faveur des jeunes "défavorisés". Au plan politique tout au moins, le traitement de la délinquance sort de son isolement institutionnel. Nous le verrons plus en détails dans la partie II. Au plan scientifique, ou plus précisément dans les organismes institutionnels de gestion de la recherche, cet "objet" bénéficiera du même traitement. Restera à réaliser son désenclavement au plan du traitement épistémologique (5).

- Enfin et surtout, la mobilisation des appareils politiques trouve une certaine résonance auprès du public, sensibilisé entre autres par la loi Sécurité et Liberté, votée en 1980, la remise en cause de cette loi par le gouvernement socialiste en 1981, l'abolition de la peine de mort et les événements de Vénissieux et des Mingettes en août 1981.

Pour autant, malgré cette conjoncture politique "exceptionnelle", la thématique chômage - délinquance restera, fort peu développée. Deux indicateurs viennent étayer ce constat.

- Le Commissariat Général au Plan

En 1983, sur les 79 recherches financées par le Commissariat Général au Plan, six d'entre elles seulement pouvaient être rangées, de manière extensible sous la rubrique "approche sociologique du chômage". Mais parmi ces dernières, il faudrait encore distinguer celles qui sont centrées sur les pratiques, les modes de vie, les trajectoires de jeunes chômeurs ou même sur les risques structurels qu'ils encourent, de celles qui restent focalisées sur le fonctionnement des institutions dans le cadre des politiques sociales. L'intitulé de ces travaux, que nous évoquons rapidement ci-dessous sert ici d'indice sur les orientations du service de financement de recherches du Commissariat Général au Plan (1984, pp.119-135)

- Indemnisation du chômage, fonctionnement du marché du travail et système de protection sociale.

(4) cf. par exemple CLOSETS François de. Toujours plus. Paris. Grasset. 1982

(5) cf. L'introduction de J. COMMAILLE au Vèmes Journées Internationales de Criminologie de Vaucresson. Mai 1985. vol. I. Problèmes de jeunesse et régulations sociales. pp. 25-37.

- Politiques sociales de la jeunesse
- Les effets de l'entrée différée et de la sortie dans la vie productive: le sens de la vie pour des jeunes chômeurs et pour des retraités
- Analyse des conduites marginales des jeunes
- Marginalisations juvéniles et collectivités locales
- Chômeurs et pauvres dans les années 30: recherche comparative sur la pensée réformatrice en France, Royaume-Uni et aux Etats Unis
- Processus de marginalisation collective et interaction avec les politiques sociales dans trois zones contrastées de sous-emploi.

Ces orientations seront réaffirmées l'année suivante puisque les actions lancées en 1984, dans le cadre des appels d'offre du Commissariat Général au Plan (1985, pp.9-10), ont porté sur:

- Les transferts sociaux (18 projets retenus)
- Le droit des restructurations et le droit de l'emploi dans une perspective de droit économique (9 projets retenus)
- L'action "Economie Internationale" (14 projets retenus)

Quant à l'action "Politiques Sociales", le thème de l'appel d'offres a été centré sur l'évaluation des politiques sociales dans le domaine de l'emploi et celle des réformes des politiques de santé. Onze projets ont été retenus, dont aucun ne se rapporte au thème de la délinquance, de la déviance et/ou de la marginalité des jeunes.

Ces indications laissent ainsi entendre que l'action incitatrice du Commissariat Général au Plan en matière de recherches sociales et sa capacité à intervenir dans la définition des axes d'investigation s'exercent dans d'autres domaines.

- Les recherches répertoriées par la MIRE

L'annuaire des recherches SCORE (CHAUVIÈRE, 1987), réalisé par la MIRE (Mission Recherche Expérimentation du Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale) fournit un second indicateur permettant d'apprécier le lien susceptible d'exister entre les incitations politico-administratives et les thématiques qui nous intéressent présentement. Au-delà du cadre des appels d'offre et des recherches financées par la MIRE, cette enquête concernait l'ensemble des chercheurs, statutaires ou non, travaillant dans le domaine du "social". Elle couvrait ainsi l'ensemble du potentiel de recherches et d'études, mobilisable sur un tel domaine d'investigation. Deux cent soixante treize personnes ont répondu au questionnaire adressé par Michel CHAUVIÈRE, signalant eux-mêmes les principaux mots-clefs permettant d'indexer leurs travaux.

Le tableau suivant livre un résumé des principaux résultats de l'analyse des descripteurs que nous avons réalisée. Nous n'indiquons ici que les rubriques les plus directement liées à notre investigation.

RUBRIQUES	NB	% TOTAL
POLITIQUE, INSTITUTIONS, TRAVAIL SOCIAL	240	20%
URBAIN, ESPACE	64	5%
JEUNES	24	2%
DELINQUANCE, DEVIANCE, ...	38	3%
CHOMAGE, EMPLOI, TRAVAIL	24	2%
TOTAL DES RUBRIQUES	1170	

Deux remarques en résultent.

En tout premier lieu, il convient de souligner la part relativement importante des recherches qui, dans ce domaine, s'attachent à l'analyse du fonctionnement politique ou institutionnel du "champ social". Les politiques sociales, l'évolution de la prise en charge étatique des dysfonctionnements sociaux, d'une part, la dimension professionnelle et organisationnelle de cette intervention d'autre part, restent le premier centre d'intérêt des chercheurs.

L'on ne saurait affirmer pour autant que ce secteur de recherche soit insensible aux incitations politico-administratives ni qu'il échappe à ce qui pour les uns pourrait apparaître comme un "effet de mode" et pour les autres, au contraire, se laisse définir comme une tentative de réponse aux enjeux primordiaux que génère l'évolution de notre société. La liste des appels d'offres de recherches, qui ont été publiées ces dernières années, l'interdirait.

Mais l'interdit pareillement, le fait que 12% des recherches renvoient à l'un ou l'autre des thèmes composant le champ d'étude qui nous préoccupe actuellement, à savoir : jeunes - chômage - délinquance - environnement local. L'impact du contexte socio-politique semble, à cet égard, patent.

Encore faudra-t-il nuancer ce propos de double façon.

En effet, parmi ces recherches, un tiers d'entre elles ont porté ou ont trait à l'environnement local, thème qui aujourd'hui encore est toujours d'actualité. Mais cette conjonction s'inscrit comme l'une des composantes traditionnelles de la recherche sociologique française, forgée par l'histoire des politiques de recherche et la prégnance de la sociologie urbaine, en laquelle les responsables politico-administratifs ont voulu voir une aide à la décision (6). De ce fait, cette sous-discipline a connu un large développement, dont les effets se font sentir sur les modes d'approche mis en oeuvre par les générations actuelles de chercheurs. Le microsocial, le local, les pratiques urbaines sont quelques unes des thématiques qui résultent de cet attrait. Le niveau actuel des financements accordés pour procéder à des recherches empiriques renouvelle cet attrait. Il procède, enfin, du savoir faire "qualitatif" ou anthropologique acquis par la génération de "jeunes" chercheurs, qui se sont formés à ce métier et sont parvenus entre les années 1975 et 1980 à accéder à un statut officiel, précisément par le biais des contrats dispensés dans le cadre de la recherche urbaine (7). Partant, la relative importance des travaux du "champ social" ayant trait au local ou à l'urbain ne saurait être imputée à une attirance soudaine pour un domaine nouveau dispensé par l'environnement idéologico-politique. Au contraire, tout semble indiquer qu'elle est due surtout au fait que pré-existe à son émergence un milieu de recherche susceptible de s'en saisir.

Une observation similaire peut être faite à propos du thème de la délinquance, qui, dans le même recensement SCORE mobilise près de 20% des chercheurs travaillant dans le domaine: jeunes - délinquance - chômage- environnement urbain. De nouveau, il s'agit d'un domaine d'investigation qui, de longue date, bénéficie d'une légitimité scientifique et d'un appui politico-institutionnel,

(6) Une étude historique approfondie de la production des recherches en rapport avec les modes de financement apporterait ici un éclairage significatif mais déborderait les limites de la présente analyse.

(7) Nous avons évoqué ce point antérieurement. Cf. BOUFFARTIGUES Paul, LAGREE Jean-Charles, ROSE José, Rapport français au séminaire européen: Recherches européennes sur les jeunes face à l'emploi. Marseille, 24-25-26 septembre 1987

notamment par la création en 1952 du Centre de Formation et de Recherche en Education Surveillée (CFRES devenu CRIV, Centre de Recherche Interdisciplinaire de Vaucresson) et le Service des Etudes Pénales et Criminologiques (SEPC devenu CESDIP, Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales) du Ministère de la Justice.

Qu'il s'agisse de l'urbain ou de la délinquance, les recherches portant sur ces thèmes correspondent beaucoup plus, semble-t-il, à un état de la division du travail scientifique qu'aux effets d'une mobilisation induite de l'extérieur. Apporte l'illustration a contrario la moindre part prise par des domaines d'investigation qui, soit ne bénéficient d'aucune assise institutionnelle, soit relèvent d'organismes placés sous tutelle des ministères. Ainsi en est-il du thème des "jeunes" ou de celui du "chômage et de l'emploi". Nous avons eu, ailleurs, l'occasion de développer notre analyse des tendances majeures de l'histoire des sciences sociales de la jeunesse en France (Lagrée, Lew Fai, 1983) nous n'aurons pas à y revenir, sinon pour rappeler qu'à l'encontre d'autres pays européens, il n'existe aucun organisme, centre de recherches ou institution qui soit spécialisé sur la jeunesse ou sur les "jeunes".

Quant aux thèmes du chômage, de l'emploi, du travail, qui sont traditionnellement le fait d'organismes spécialisés, les recherches répertoriées indiquent un certain maintien du cloisonnement. En effet, à la dichotomie existante et maintes fois dénoncée entre économie et sociologie, s'ajoute ici l'opposition entre collectifs de recherche et recherches individuelles, opposition qui sert de frein à leur prise en compte dans l'analyse des faits sociaux. Vingt quatre recherches seulement renvoient à cette thématique. En somme, pourrait-on avancer, ne sont mobilisables que ceux qui, pour divers motifs, sont déjà mobilisés.

Toutefois, si l'on peut considérer que, pris séparément, les thèmes des "jeunes", du "chômage", de la "délinquance" et de l'"urbain" sont relativement couverts par le milieu scientifique oeuvrant dans le "champ social", les indications recueillies ne permettent guère d'apprécier la manière dont l'articulation de ces thématiques est traitée dans les problématiques de recherche. C'est dans le but de combler cette lacune que nous sommes intéressés à cette sous-population de chercheurs qui font état d'investigations sur les "populations-jeunes", en nous interrogeant sur les thèmes connexes qu'ils sont amenés à traiter dans le cadre de leurs travaux.

A l'instar des observations précédentes, l'on remarquera un intérêt prédominant pour la dimension politico-institutionnelle des phénomènes sociaux ainsi que pour l'étude de la profession du travail social. Ces deux rubriques l'emportent très largement sur les thèmes de l'emploi ou du chômage, de la délinquance et même de

l'urbain, qui se trouvent associées à des domaines aussi variés que l'immigration, la famille, l'enseignement technique, et la télé-communication. Si un constat peut résulter de cette analyse, c'est celui du morcellement de ce champ de recherches et de sa disparité. De fait, aucune ligne force ne semble se dégager.

RUBRIQUES	NB	% DU TOTAL
POLITIQUE, ETAT, APPAREILS:	9	37
TRAVAIL SOCIAL:	7	29
URBAIN, LOCAL, QUARTIER:	7	29
INSERTION, EMPLOI, CHOMAGE, PRECARITE:	7	29
MARGINALITE, DEVIANCE, DELINQUANCE:	7	29
CULTURES, MODES DE VIE:	4	16
MIGRANTS:	3	12
SUR UN TOTAL DE:	24	

Au plan des thématiques mises en oeuvre, deux subdivisions apparaissent. La première se caractérise par l'articulation des questions de "politique", de "travail social" et de traitement de la délinquance, la seconde par une approche localisée des phénomènes étudiés.

TRAVAIL SOCIAL - DELINQUANCE:	2
POLITIQUE - TRAVAIL SOCIAL:	2
POLITIQUE:	1
TRAVAIL SOCIAL:	3
POLITIQUE - URBAIN:	1
URBAIN - EMPLOI:	1
URBAIN - DELINQUANCE:	1
URBAIN - TRAVAIL SOCIAL:	2
URBAIN:	2
EMPLOI, INSERTION, CHOMAGE:	6
AUTRES:	2

Se distinguent en tout premier lieu les travaux menés sur l'insertion, l'emploi ou le chômage des jeunes qui restent sans interconnexion avec les autres thèmes retenus. Ils constituent à eux seuls, le quart des réponses analysées.

Mais, nous ferons ici quatre observations supplémentaires:

- En tout premier lieu, dans ce qui ressort de l'axe "champ social", qui correspond au mieux, à nos préoccupations présentes, c'est l'approche politico-institutionnelle, à l'instar du Commissariat Général au Plan, qui s'avère prédominante. L'hypothèse que les ministères de tutelle qui financent les programmes de recherches ont pour priorité de disposer de travaux

évaluant l'efficacité des politiques sociales serait ici renforcée. Si bien évidemment, elle n'est pas absente de leurs préoccupations, l'analyse des causes qui produisent les dérégulations qu'elles ont à traiter ou celle de leurs effets sur les pratiques et les modes de vie, d'une part, sur le développement de la délinquance d'autre part, reste cependant secondaire.

- En second lieu, les descripteurs par lesquels les chercheurs se sont eux-mêmes répertoriés mettent en évidence l'éclatement des terminologies qui renvoient aux champs "délinquance juvénile" d'une part, "chômage", d'autre part. Aussi, lorsque les criminologues tentent de se réserver un domaine propre en définissant la délinquance par la qualification que lui octroient les institutions judiciaires, les termes de "marginalité", "déviance", "exclusion", utilisés surtout dans les années 70, permettent de désenclaver ce sujet d'études en le faisant pénétrer dans le champ d'une sociologie qui se préoccupe de l'analyse d'une société en mouvement. Or, tel est bien le cas également pour ce qui pourrait ressortir du thème du chômage, qui renvoie à la fois à l'insertion des jeunes, à la précarité, aux emplois de l'économie souterraine ou même aux entreprises alternatives, et aux pratiques, modes de vie des jeunes chômeurs.

- Or, même dans sa pluralité de significations, le thème du chômage n'est qu'une des entrées possibles pour analyser ce qui constitue un enjeu dans les recompositions à l'oeuvre dans le corps social. Si, explicitement, l'articulation "chômage-délinquance juvénile" est absente de son propos, si même, de manière stricte, les thèmes du chômage des jeunes, d'une part, de la délinquance, déviance, marginalité, d'autre part, s'avèrent peu traités, ils sont abordés dans un questionnement plus large sur le procès de la "fracture du social" et de sa "régulation" par les actions étatiques.

- Aussi, cet écart entre la mobilisation du corps social et les travaux menés sous les auspices des organismes para-gouvernementaux de gestion de la recherche résulte d'un travail de reformulation de la "demande sociale" solvable, qui se déroule en deux temps. Il procède tout d'abord de la négociation de ces organismes eux-mêmes avec leurs tutelles politiques. Il procède, en second lieu, de la problématisation du thème auquel le chercheur a soumis un projet et pour lequel il a effectivement reçu un financement. Ainsi, par l'imbrication du politique et de l'administratif, où différents secteurs politiques, motivés par des ambitions plurielles rencontrent différents domaines administratifs, caractérisés eux-aussi par une histoire, des enjeux et une logique spécifique, est assurée leur autonomie relative, c'est-à-dire, à retraduire selon les logiques propres au champ scientifique les préoccupations ou les centres d'intérêts des décideurs politiques. Statutairement établi et défendu par les règles, le mode de fonctionnement du champ scientifique et les enjeux de carrière, de notoriété ou même plus

simplement de professionnalisme qui motivent les protagonistes, celui-ci exerce son autonomie relative en retraduisant la demande exprimée dans les textes des appels d'offre.

Sans doute ce double travail est-il au principe de la faible imbrication que nous constatons entre les thèmes véhiculés par les discours politiques et ceux qui sont traités par les scientifiques? Reste aussi qu'alliée à ce double travail, l'articulation chômage et délinquance, ou plus largement, depuis les travaux de " statisticiens moraux " du siècle dernier et ceux, plus récents de la criminologie positive, la problématique des rapports entre conditions économiques et criminalité, repose sur des modèles explicatifs étroits et suscite méfiance et réticence, notamment par l'enjeu idéologique qu'elle représente.

1.3. " CEUX QUI EN PARLENT. "

1.3.1. Un constat: l'absence de thèses associant chômage et délinquance le débat de Don QUICHOTTE

A cet égard, il faudra constater combien sont prudents et en définitive, fort peu nombreux les travaux qui se risquent à faire état d'une liaison entre chômage et délinquance, plus précisément, à établir un lien de causalité entre le chômage et ce qui, dans la délinquance, s'apparente à une sorte de commission de délit ou de passage à l'acte.

Les statistiques officielles de ces dernières années justifient ces réticences puisque l'augmentation du chômage des jeunes hommes de moins de 18 ans, comme celui des 18-24 ans, ne correspond aucunement et ne saurait être comparée en aucune manière ni à la montée de la délinquance enregistrée par le Ministère de la Justice ni à aux données fournies par le Ministère de l'Intérieur. Au contraire, à considérer cette dernière source d'information, il apparaîtrait que, proportionnellement au volume global de ses interventions, après une légère augmentation durant la période 1974-1980, la police, soit moins sollicitée depuis cette date par la délinquance des jeunes. En outre, en 12 ans, alors que la justice s'est montrée plus attentive et plus sévère à l'égard de cette population, l'on constatera, en se fondant sur les statistiques de la police judiciaire, sans doute une augmentation de la délinquance des mineurs (personnes âgées de 13 à 18 ans), à savoir, de 61.562 en 1973 à 98.465 en 1985, mais leur part dans l'ensemble de la délinquance et de la criminalité est restée stable (17,8% en 1973 et 17,2 % en 1985) (Données Sociales, INSEE, 1987, p.602).

En somme, ce n'est pas la délinquance juvénile qui est en cause, ici, mais la délinquance dans son ensemble. Cependant, l'une comme l'autre évoluent à un rythme qui reste sans commune mesure avec l'élévation du chômage sur cette période. En fait, ces deux ordres de phénomènes sont à la fois non synchronisés et non corrélés (8)

TABLEAU 2: CHOMAGE ET DELINQUANCE (ANNEE DE REFERENCE 1974)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
(A) 13-18 M.I.	100	96	93	108	107	123	137	133	138	142	138
(B) 13-18/ENS.	100	100	130	133	134	145	143	128	123	116	107
(C) JUGT. 45	100	109	108	118	118	122	127	136	130	131	133
(D) TX INTERV.	100	108	103	113	117	117	122	132	126	126	127
(E) CHOM. -18	100	139	236	214	200	198	244	247	260		
(F) CHOM. -24	100	206	212	253	265	321	337	393	478		

- a) Nombre de jeunes 13-18 ans mis en cause (Ministère de l'Intérieur)
- b) Nombre de jeunes 13-18/ ensemble (Ministère de l'Intérieur)
- c) Nombre de jugements pénaux (ord. 2.2.45) (Ministère de la Justice)
- d) Taux d'intervention. (ord. 2.2.45) (Ministère de la Justice)
- e) Taux de chômage des jeunes de moins de 18 ans
- f) Taux de chômage des jeunes de 19-24 ans

(8) Les données relatives à la délinquance juvénile sont extraites de l'article de F. BAILLEAU. Les mineurs délinquants: chiffres et interprétations in: La délinquance juvénile. Le Groupe familial, Juillet-Septembre 1987, n 116, pp. 66-79. Les données concernant le chômage sont extraites de l'enquête emploi de l'I.N.S.E.E., cf. LAGREE, Jean-Charles, Portraits de jeunes. Cahiers du Réseau Jeunesses et Sociétés, Décembre 1986, no 8, 66 p. L'utilisation de statistiques, en deça des problèmes de définition et des conditions de leur production soulève, comme l'ont montré bien d'autres avant nous, le problème de la mise en perspective avec d'autres séries chronologiques et des effets de découpage selon que la période considérée est longue ou courte. Les données calculées ici par année à partir de l'année 1974, considérée comme année de référence (base 100) ne veulent servir que de repères.

TABLEAU 1: CHOMAGE DES 16-25 ANS EN MARS 1985.

	16-25ANS	16-17ANS	18-21ANS	22-25ANS
INACTIFS SAUF				
APPRENTIS	38,5%	3%	31,3%	63,6%
DONT				
-TUC (1)	0,6%	0,4%	1,3%	-
-EMPLOI/FORMATION	0,9%	0,2%	1,3%	0,8%
CHOMEURS	12,4%	4,9%	17,0%	11,7%
AU SENS BIT				
STAGIAIRES (2)	1,6%	2,8%	1,6%	1,1%
INACTIFS (3)	6,6%	2,0%	5,5%	10,0%

(1) Travaux d'utilité collective mis en place en février 1985, réservés aux jeunes sans emploi, pour une durée allant de trois mois à un an, à raison de vingt heures de travail par semaine. La rémunération par l'Etat est de 1200 francs par mois et peut être complétée par une indemnité maximum de 500 francs par l'organisme d'accueil.

(2) de l'AFPA, des programmes 16-18ans, 18-25ans, "Adultes Etat " ou régions, jeunes volontaires, initiation à la vie professionnelle

(3) Sauf contingent et scolarisés

Source: Données Sociales, INSEE, 1987, p.125

1.3.2. Chômage et Délinquance: Critique d'un pseudo-discours sur une pseudo-constatation

Partant, il n'est pas dit que le chômage soit cause de délinquance, et de manière plus spécifique, que le chômage des jeunes induise un accroissement des comportements délinquants. En évoquant les deux moments forts de la politique sécuritaire pour la période ici traitée, nous avons déjà mentionné les travaux du " Comité d'Etudes sur la Violence, la Criminalité et la Délinquance " (PEYREFITTE, 1977) et notamment, ceux relatifs aux thèmes "Violence et Economie" et "Urbanisation, habitat et délinquance".

Rappelons qu'une des questions centrales portait sur l'existence d'une corrélation entre les phénomènes de violence et ceux de la croissance ou de la récession. Examinant 2 époques se caractérisant par une augmentation probante du chômage (1931-1939) et (1965-1973), toutes les réserves étant faites sur l'emploi de la notion de chômage dans des contextes différents, " l'étude semble montrer qu'aucune corrélation ne peut être clairement établie entre le niveau de chômage et l'activité des tribunaux" (p.114). Inversement, une étude portant sur les paramètres violence et croissance économique (1953-1973) indique une montée des " deux variables, mais cette progression est loin d'être continue et de même rythme" (p.115). Enfin, durant la dernière décennie,

" il apparaît qu'à court terme et pour les quatre années considérées (1972-1975), aucun parallélisme immédiat et précis ne peut être observé, entre le nombre global des crimes et délits, et celui des demandeurs d'emploi ou des bénéficiaires de l'aide publique. On constate que la plus forte augmentation des crimes et délits s'est produite au cours de l'année 1973, pendant laquelle le niveau relatif du chômage était le plus faible..... Ainsi donc, le Comité, tout en regrettant la faiblesse de notre appareil statistique en la matière, n'est pas en état de dire qu'il existe la moindre corrélation scientifiquement établie entre les phénomènes de la violence et ceux du chômage ou de la croissance" (p.115).

Le rapport du groupe de travail " Violence et Economie" souligne ainsi à plusieurs reprises "les difficultés d'aboutir à des conclusions claires et univoques". Reste néanmoins le constat que l'environnement économique

"fait naître ...un triple sentiment d'anxiété, de vulnérabilité et d'intolérance ...Cela ne signifie pas qu'il touche l'ensemble de la société française, ni qu'il l'imprègne de façon profonde. Il s'agit plutôt d'un climat diffus, non pas de rejet mais de " difficulté à survivre" (T2, p.284)

Enfin, COURTHEOUX (1978), étudiant la violence globale depuis 1953, à partir d'indicateurs basés sur les homicides et autres crimes contre les personnes, les atteintes volontaires aux personnes, les vols et recels, les atteintes aux moeurs, le suicide et la croissance du produit national brut conclue en soulignant les relations controversées entre le mouvement économique et la violence (9).

Plus récemment, E.MOSSE (1983) relève que " sur la période retenue (1960-1980), l'on constate en fait que la progression de la délinquance juvénile est aussi forte sur la sous-période 1961-1973 (faible progression du chômage, croissance élevée des niveaux de vie) que sur la sous-période 1973-1980 " (p.170). Aussi, faisant le point sur la question, Th. GODEFROY et B. LAFFARGUE (1984), dans le domaine de la criminologie, font état de leur perplexité, d'une part quant à la permanence de la problématique liant conditions économiques et criminalité " alors que les recherches empiriques menées jusqu'à ce jour ne donnent que des résultats contestables en raison des instruments de mesure disponibles et contestés puisqu'ils restent contradictoires", d'autre part, quant à la variabilité des discours criminologiques car " selon les périodes, la croissance ou la récession sont la source de tous les maux", p.75

Ainsi, faute de thèse dûment avancée et défendue par une école de pensée ou tout au moins reprise dans le milieu scientifique, le débat tourne court.

Plus précisément, il semble que les auteurs se montrent réticents à ranger dans l'étiologie de la délinquance juvénile, le fait du chômage. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, J. CHAZAL ne mentionnera ce terme qu'à partir de la onzième édition de son célèbre livre sur "L'Enfance Délinquante", en 1983 seulement (10). Encore ne s'agit-il que d'une expression rajoutée dans un paragraphe rédigé dans des versions antérieures de son manuel et qui ne sera repris en aucun autre endroit de son ouvrage.

(9) L'auteur s'appuie également beaucoup sur les travaux de Chesnais. Celui-ci (1982), rappelons-le, critique violemment les amalgames entretenus à propos de la violence dans le rapport Peyrefitte et souligne qu'à partir de la criminalité d'assises même si "on doit convenir que la justice a correctionnalisé certains crimes et en a dépénalisé d'autres...le nombre de ces condamnations est quatre fois moindre au milieu des années 1970 que vers 1850 (six cents à sept cents, au lieu de deux mille cinq cents) " p.441. En revanche, selon l'auteur, " La crise économique s'est accompagnée d'un relèvement de la suicidité chez les jeunes - les premières victimes de l'aggravation du chômage - mais il est probable qu'elle s'est traduite par une poussée beaucoup plus grande encore du nombre des tentatives." p.261. Et Courtheoux d'évoquer ici, la thèse de J.Baechler (Les suicides. Paris, Calmann-Lévy, 1975) sur les suicides et leur relation avec le chômage "Il suffit en effet d'admettre que les traits de caractère qui mènent au suicide sont aussi ceux qui conduisent au chômage pour avoir une explication satisfaisante: il est normal qu'il y ait plus de suicides parmi les chômeurs et vice-versa, parce que l'un et l'autre sont des symptômes d'une même réalité (p.367).

(10) CHAZAL, Jacques. L'enfance délinquante. Paris, P.U.F, 1983, 127 p.

On pourra également évoquer ici l'étude faite par V. PEYRE (1975), dont l'objet est " de vérifier, de préciser et de définir les limites de l'hypothèse de départ sur les relations entre le niveau de la délinquance des jeunes et le niveau du développement économique" . A partir d'indicateurs socio-économiques sur la répartition géographique de la population (densité, concentration en population urbaine), les "activités collectives" (répartition par grands secteurs d'activités économiques), niveau d'instruction, revenus individuels moyens, migrations, moyens de communication de masse et à partir d'indicateurs de délinquance apparente fournie par la statistique judiciaire, le traitement est effectué par l'analyse en composantes principales. Or, l'auteur souligne lui-même que le seul résultat "fondamental et intégralement vérifié" qui résulte de cette démarche est une relation étroite entre le taux de délinquance des garçons de 14 à 24 ans contre les biens dans des régions à dominante "tertiaire". Il évoque aussi très justement ici l'impact des facteurs institutionnels tels que l'organisation des services dans les régions, la surcharge des effectifs, le niveau de sanction..., "l'orientation de la réaction sociale" qui peuvent expliquer certaines différences régionales et qui constituent une "chaîne causale complexe de relations entre des phénomènes d'ordre sociologique, psycho-social et psychologique".

" Surtout ils montrent que pour l'essentiel, le processus de développement n'exerce pas une influence directe sur les comportements délinquantiels mais que c'est au travers du fonctionnement des groupes et des institutions de socialisation tels que la famille et l'école, que joue cette influence. Soit qu'ils aient été ébranlés par les changements, surtout quand ils sont rapides et de grande ampleur, soit que la finalité même de leur activité socialisante soit obscurcie du fait de ces changements et des perspectives nouvelles qu'ils imposent, un problème se trouve posé que les recettes traditionnelles ne suffisent pas à résoudre. C'est pourquoi il importe de voir où se situent les difficultés et comment elles s'expriment." (Peyre, 1975,p.300).

Mais, par-delà la spécificité de ces rares travaux qui, d'une manière ou d'une autre tiennent compte des caractéristiques des populations jeunes, un trait commun les réunit, à savoir, relativiser la portée de l'association chômage-délinquance, déconstruire cette "hypothèse" en mettant en exergue la complexité des processus auxquels elle renvoie.

- En tout premier lieu, c'est l'aspect universel et généralisant d'une proposition qui se présente comme une "loi naturelle" qui se trouve mise en question.

"S'il est avéré qu'au plan national les deux phénomènes connaissent sur le long terme, des évolutions parallèles, cette corrélation disparaît sur le court terme et pour des entités géographiques plus petites..... En outre, on peut observer que les régions fortement touchées par la crise et le chômage mais qui n'ont connu que peu de migrations de leur population, et qui de ce fait, ont conservé leurs réseaux de solidarité traditionnels liés à l'enracinement dans un terroir sont moins touchées par la délinquance que les grandes métropoles". (BONNEMAISON, 1987, p.31)

- En second lieu, est souligné surtout pour les travaux de type quantitatif l'aspect particulièrement réducteur d'une conception qui en associant chômage et délinquance interprète une simple corrélation statistique selon le modèle de la causalité mécanique et de ce fait, s'interdit une approche complexe de ce phénomène où interfère une pluralité de facteurs (11) (12). La littérature de langue française possède un exemple d'application de ce modèle il s'agit de l'article de R. JONGMAN (1983), qui est paru sous le titre très illustratif de " Chômage et (puis?) crime " (13).

- En troisième lieu, le chômage prend place parmi un ensemble de facteurs relatifs aux conditions de vie et de fait, est resitué dans un contexte global. Dès lors, le chômage, quand il est pris en compte dans l'analyse ne revêt en cela aucune saillance particulière sinon qu'il prend sens par rapport à son inscription dans un ensemble de rapports sociaux fondés sur l'âge, les classes sociales, l'ethnicité et le sexe. En fait, le résultat le plus assuré de ces différentes analyses est de démontrer que, si tant est qu'elle existe, l'influence du chômage s'exerce en conjonction avec d'autres variables de type structurel et/ou de type intermédiaire telles la dynamique familiale, la trajectoire scolaire, le réseau d'inter-connaissances, lesquelles peuvent soit renforcer sa prégnance, ou tout au contraire, en restreindre la portée, telles éventuellement les caractéristiques culturelles et sociales d'une région ou d'une localité. A cet égard, les analyses existantes tendent à établir que la variable chômage ne saurait jamais être considérée isolément et que, par conséquent, l'on ne saurait jamais conclure, faute de démonstration concluante que le chômage exerce ou n'exerce pas un effet probant, qui le situerait au rang des causes premières de la délinquance. Fait défaut, dans ces recherches sur l'étiologie de la délinquance, l'emploi de méthodes, telle

(11) Cf. par exemple, HIRSCHI Travis, SELVIN Hans C., Recherches en délinquance. Principes de l'analyse quantitative. Paris. La Haye. Mouton 1975. 294 p.

(12) Le modèle défendu par BUICKHUISEN s'inspire de cette même veine. Il propose en effet d'articuler les variables de type sociologique où se rangent le chômage et la situation professionnelle avec des variables de type anthropologique, qui renvoient aux milieux de vie ou pour reprendre l'expression de R. BOUDON aux "situations" dans lesquelles les individus se trouvent impliqués. cf. BUICKHUISEN (W.). La criminologie intégrale in: Déviance et Société, 1977, vol.1, pp. 95-108

(13) JONGMAN, Riekent, Chômage et (puis?) crime in: Déviance et Société, 1983, vol.7, 4, pp.339-346.

l'analyse structurelle des interférences (A.S) permettant de saisir l'effet spécifique de chacune des variables considérées, de mesurer dans quel sens s'exerce leur action, et comment s'opèrent leurs interférences. Reste, et c'est là, semble-t-il l'apport le plus substantiel de ces travaux, que par eux est réfutée toute conception causaliste d'une quelconque liaison entre chômage et délinquance.

Ainsi, B.SCHWARTZ (1981) dans son rapport sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes souligne que:

"La crise accroît non seulement les inégalités entre jeunes et adultes, mais aussi les inégalités des jeunes entre eux. La sélection opérée par l'école se double désormais d'une sélection impitoyable par le marché du travail, qui exclut les jeunes les moins qualifiés. Ceux-ci commencent à former un noyau dur du chômage. Les jeunes font les frais des mutations technologiques et des transformations des structures de l'économie. La substitution du capital au travail affecte à la fois la quantité d'emploi et c'est sur l'emploi des jeunes que se marquent le plus fortement ces évolutions. Mais d'autres chiffres inquiétants méritent d'être donnés. Au moins 70.000 jeunes de 16/21 ans ont affaire à la justice chaque année (et le nombre des emprisonnements a augmenté de 40% en trois ans). Selon une enquête régionale, les tentatives de suicide, l'an dernier, ont été le fait de 3,5% de jeunes filles de 15/19 ans et, de 1,5% de garçons du même âge, et l'accroissement de ces dernières années est lié à la détérioration des conditions de vie." p.26

A propos de la délinquance des jeunes, ce même rapport met l'accent de nouveau sur la multi-dimensionalité de ses fondements, dénonçant explicitement le recours à des facteurs explicatifs univoques et/ou la mise en relief de schémas qui se limitent à l'ordre individuel:

"..... Sous-estimant probablement ces chiffres, l'opinion publique a souvent tendance à attribuer la délinquance à la seule responsabilité individuelle, à la nature de la personne qui serait "mauvaise". Mais les jeunes délinquants ne sont-ils pas d'abord le produit de la misère économique, culturelle, sociale, psychologique, affective, physique, sexuelle, et ne subissent-ils pas la succession et le cumul des échecs?...Il faut informer le public sur les causes de la délinquance et sur les conséquences des sanctions. Il convient de faire réfléchir les citoyens sur le fait qu'on condamne, réprime et enferme surtout parce qu'on a peur, toute déviance par rapport à la norme sociale étant perçue comme une menace et jugée comme une agression. Il est donc urgent de revoir le seuil de tolérance sociale et de mieux informer sur les causes de la délinquance. Les médias, les institutions à fonction éducative, devraient localement pouvoir développer des initiatives dans ce sens...Il convient aussi d'informer les jeunes sur le fonctionnement de la justice et sur ce qu'elle réprime" (pp.111-112).

Il est tout aussi révélateur que l'analyse des conditions d'habitat renvoie constamment à des mécanismes de précarisation économique qui frappent des segments du corps social et les exposent à des risques de déclassement durable, d'exclusion à la fois culturelle et économique

" Le constat. 13,3% des familles sont logées en HLM (en 1978). Un logement loué sur trois est un HLM. La plupart d'entre eux sont concentrés dans des grands ensembles. Or, trente ans après le début de leur construction massive, la grande majorité de ces grands ensembles se trouve dans un état de dégradation physique, et doit faire face à une série de dysfonctionnements sociaux inquiétants. Ceux-ci ont été largement décrits: - taux de chômage plus élevé que les taux moyens des centres ville, faiblesse du pouvoir d'achat des résidents et pénibilité des emplois, très faibles niveaux de qualification, pauvreté ou inadéquation des lieux de développement de la vie économique, sociale et culturelle, sur-densité de la population, insuffisance des infrastructures de transports collectifs, concentration élevée de familles de migrants. Le nombre de jeunes de 16 à 21 ans y est particulièrement élevé." (p.136)

Le rapport établi par J.MARANGE et A.LEBON (1982) à propos des jeunes d'origine étrangère insiste également sur l'imbrication de différents facteurs d'ordre structurel :

" Enfin, restent les situations d'échec profond de l'insertion sociale prenant la forme de comportements déviants et délinquants. Là encore, l'origine étrangère avec ce qu'elle sous-entend de difficultés dans les domaines socio-économique et socio-culturel au moment où se constitue l'identité des jeunes contribue à aggraver le phénomène d'inadaptation juvénile que connaissent de nombreux adolescents." (pp.52-53)

Enfin, citons les conclusions du rapport Bonnemaison (Face à la délinquance, 1982)

" La Commission relève deux points: l'ensemble des causes traduit une certaine crise sociale dépassant largement le cadre strict d'une politique anti-délinquance. Aucune des causes ne peut être isolée pour expliquer la délinquance. Ainsi, le chômage, souvent invoqué, ne se traduit pas forcément, tant s'en faut, par la délinquance: les "taux de criminalité", on l'a vu, sont en général assez bas dans les villes touchées le plus directement par la crise industrielle. C'est en définitive l'ensemble des causes qui alimente la délinquance tout comme il peut engendrer la folie, le suicide, la drogue ou l'alcoolisme. Mais ce que révèlent les origines de la délinquance, c'est la nécessité d'une action de l'Etat...La lutte contre la délinquance nécessite la mise en oeuvre de politiques globales en matière d'éducation, de formation, de logement, de famille, qui appartiennent au domaine du législateur et de l'exécutif " (p.31)

- En quatrième lieu, et en amont du débat sur l'association chômage-délinquance, se pose la question du mode de catégorisation de la délinquance en fonction de son mode de traitement institutionnel. En effet, la plupart des auteurs rappellent aujourd'hui que les chiffres de la délinquance renseignent plus sur le mode de fonctionnement institutionnel de la délinquance que sur l'étendue et/ou le développement de la délinquance juvénile, entendue ici comme commission d'un acte répréhensible pouvant justifier en droit d'une sanction pénale. Sur ce point, les travaux de type méthodologique réalisés à Vaucresson (CRIV) montrent que ce qui est donné comme des taux de délinquance renvoie en fait à des taux de jugements pour des actes délictuels. Est mesurée par les statistiques le nombre de délits condamnés non le nombre de délinquants, ou la proportion de personnes ou de jeunes ayant commis de

tels actes. Celui-ci, si l'on tient compte des effets de cohortes d'entrée en délinquance, et de carrière dans la délinquance devrait être divisé par deux, trois ou quatre (14). En outre, les thèses relatives à la délinquance CACHEE fournissent l'aune à laquelle le travail des institutions répressives peut être mesuré. Il est en effet, avancé par les recherches de M. LEBLANC (15), et par de nombreux travaux européens, qui confirment les résultats obtenus, que 98 % d'une classe d'âge déclare avoir commis un acte dans l'année qui serait susceptible de les renvoyer devant les tribunaux. Mais ici deux remarques s'imposent:

- dans le cadre d'une approche criminologique stricte, délinquance cachée ou auto-confessée n'est pas délinquance, laquelle se caractérise par le label que confère l'intervention des institutions pénales. En dehors d'une telle sanction de l'acte délictuel, la délinquance ressort du domaine de la déviance, de la marginalité et de l'illégalisme.

- Or dans cette perspective, les résultats des travaux menés sur la délinquance cachée laissent à penser que les diverses classes sociales ont au regard de la loi des comportements similaires et qu'elles connaissent une propension égale à les enfreindre. En ce sens, puisque les jeunes de toutes les classes sociales sont ou seraient dans leur quasi-totalité susceptibles de commettre des actes délictuels, l'analyse de l'articulation chômage - délinquance ne saurait avoir pour finalité de déterminer dans quelle mesure l'accroissement du premier terme assure ou favorise le développement du second. Elle ne saurait avoir d'autre objectif que de rechercher si le développement du chômage provoque une modification des caractéristiques de la délinquance et des motifs implicites ou explicites qui les sous-tendent.

Ce constat maintes fois réitéré fonde la thèse de la construction sociale et institutionnelle de la délinquance.

"Ce qui différencie les délinquants des classes moyennes des délinquants populaires, c'est moins le délit que l'ensemble des "antécédents". Selon son origine sociale, un prévenu peut mériter l'indulgence ou au contraire la sévérité fondée sur un sentiment d'irrécupérabilité" (CHAMBOREDON, 1971, p.342)

(14) Cf. par ex. GAZEAU, Jean-François, Contribution de l'analyse démographique à l'analyse de la justice pénale des mineurs. Paris, Université R. Descartes, Thèse de doctorat de 3ème cycle, 1983, 333p.

(15) LEBLANC, Marc, La délinquance à l'adolescence: de la délinquance cachée et de la délinquance apparente in: Les Annales de Vaucluse, no 14, 1976-1977, pp.15-52.

L'écart entre la délinquance cachée et la délinquance manifeste est l'oeuvre des institutions policières d'une part, - et l'on retrouve ici la question du chiffre noir de la police - , et d'autre part, des institutions judiciaires qui, à leurs différents niveaux d'intervention sélectionnent différenciellement les populations déviantes qui seront renvoyées devant les tribunaux, puis celles qui seront condamnées.

"L'homogénéité de l'origine sociale des mineurs jugés comme la modicité des délits commis par eux traduisent une volonté systématique de contrôle d'une population précise et le délit ne fonctionne que comme prétexte à intervenir" (Logique des institutions, 1977, p.91)

Francis BAILLEAU (1987) rappelle ce processus de construction sociale et institutionnelle de la délinquance:

"... afin de disposer d'une vision synthétique de la délinquance, juvénile et de sa répression, il faudrait dessiner une pyramide représentant l'ensemble des mineurs concernés effectivement par la justice (n = 100), puis ceux ayant commis un délit (n = 80-90). Ainsi, au sommet de la pyramide apparaîtront les mineurs repérés par la police ou la gendarmerie (n = 2.40) et enfin ceux jugés par la Justice (n = 1). Et cette pointe devrait se prolonger par un trait (n = 0,30-0,40) pour indiquer ceux qui en relations avec l'acte/les actes commis et leurs situations personnelles, ont nécessité l'intervention d'une institution ré-éducative et/ou pénale."

De façon complémentaire, il faudra rappeler aussi que cette construction s'opère de manière sélective en tenant compte notamment des caractéristiques de classes sociales, de situations, et de modes de rapports au travail ou à l'emploi. Ainsi:

"Cette première pyramide devrait être accompagnée d'une seconde, mais inversée qui montrerait comment en termes de catégories sociales la diversité des catégories socio-professionnelles, maximum à la base se réduit pour arriver à la pointe à une homogénéité sociale (+ de 80%) et qu'au-delà de cette pointe, plus la catégorie de traitement retenue: éducatif et/ou répressif, se précise, plus cette homogénéité se renforce". (ibid. p. 76)

- En prolongement de ce dernier point, un certain nombre de réflexions et d'analyses ont été élaborées sur des données non-spécifiquement en rapport avec une population de jeunes. Se situant dans la ligne des travaux qui soulignent la complexité des conditions de production des statistiques officielles en relation avec les modes de régulation et de contrôle social qu'exerce la justice pénale, elles offrent surtout l'intérêt de fournir des cadres d'analyse permettant d'avancer dans la problématisation de la thématique qui nous concerne présentement. Au-delà de l'interrogation de type causaliste de R.JONGMAN, évoquée plus haut, se trouve en question ici, de manière plus fondamentale, le fonctionnement de la justice dans ses rapports avec la structure des inégalités sociales. En dépit de leur caractère général, nous les rappellerons brièvement car les résultats auxquels elles aboutissent éclairent de manière significative les interrogations soulevées plus haut quant à la construction sociale de la

délinquance. Ainsi, lors d'une enquête réalisée de 1977 à 1980 sur 914 hommes des maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis, Pau, Bayonne et Bordeaux FIZE (1977) montre que près de 40% des entrants en prison sont chômeurs lorsqu'ils travaillaient, ils occupaient majoritairement des emplois non-qualifiés (56% d'ouvriers, 14% d'employés, 9,4% de petits patrons et indépendants, 8,4% de personnel de service).

" Le premier indicateur de la vulnérabilité de la population carcérale est la jeunesse des personnes incarcérées. 60% d'entre elles, en effet, avaient moins de 26 ans à leur entrée en prison, la seule classe des 18-21 ans formant 36% de l'ensemble et les mineurs environ 5%. La proportion non-négligeable d'étrangers dans la population constitue un second indicateur de vulnérabilité (21,5% et à Fleury Mérogis en 1982 de 40%)... La clientèle pénitentiaire...est aussi massivement issue des couches sociales les plus défavorisées, celles dont les membres ont le statut socio-économique le plus faible ou le plus incertain" (p.526).

Le niveau d'instruction est très faible (9% étaient totalement illettrés, 45% ne possédaient aucun diplôme d'enseignement général, 37,5% le CEP seulement, 12% le BEPC, 2,8% le bac et 2,5% un diplôme universitaire. Mais l'auteur conclut ainsi:

" Cette recherche sur les entrants en prison doit être considérée comme l'étude des réponses institutionnelles à certaines formes de délinquance, délinquance que l'on peut définir comme classique, visible et imputable aux catégories sociales défavorisées. En aucun cas, on ne saurait y voir une étude de la délinquance car rien, aujourd'hui encore, ne permet de vérifier la validité de l'équation " classes défavorisées - classes délinquantes ". En revanche, la relation " classes défavorisées - classes détenues" paraît plus pertinente, dans la mesure où là se vérifient à la fois les statistiques criminelles et tous les travaux de la recherche pénitentiaire" (p.527)

Dans la même perspective, M. TOURNIER (1987) analysant la structure démographique des entrants en prison en 1984 montre que 50% des personnes incarcérées ont moins de 25 ans, 42% sont sans profession ou chômeurs déclarés, 33% sont ouvriers, et enfin, 26,5% sont d'origine étrangère dont 54,2% proviennent du Maghreb et 15,4% d'Afrique Noire. Les signalements différentiels à la police, l'absence de garanties de représentation expliqueraient ici une plus forte réaction sociale à l'encontre de populations précaires les risques s'élèveraient du fait de leur origine étrangère (COSTA-LASCOUX, 1985; CIRBA, 1982).

Ce traitement différentiel sera donc étudié à plusieurs niveaux de la logique institutionnelle. Ainsi, à propos de la détention provisoire, mesure qui tend à frapper un nombre croissant de mineurs de sexe masculin, M.TOURNIER (1981) ou J.COSTA-LASCOUX (1984) mettent de nouveau en relief l'impact de l'absence de garanties de représentation pour des populations n'ayant pas de domicile fixe et/ou dénués de profession, dont l'origine étrangère contribue par ailleurs à une forte exposition aux procédures judiciaires. Ph. ROBERT (1985), à partir de son étude sur les comptes du crime note de la sorte que:

" De plus en plus nettement, il s'agit presque exclusivement d'un contentieux de vols de toutes sortes impliquant des mineurs provenant de franges de population extrêmement précaires" (p.180)

AUBUSSON DE CAVARLAY (1984) , étudiant les condamnations pour crimes, délits ou contraventions de 5ème classe en 1978,(16) établies par les cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police montre que les sanctions par l'amende concernent principalement les indépendants, commerçants ou artisans, employeurs et les personnels d'encadrement privé pour des infractions de type commercial, financier, douanier etc. mais qu'en revanche, les sanctions par l'emprisonnement ferme concernent les condamnés sans profession. Et,

" Le croisement simultané des trois critères (classe,infraction, peine) permet d'en dire plus. On constate ainsi par exemple que pour chaque type d'infraction les "sans profession" sont encore de loin les plus condamnés à de l'emprisonnement ferme, tandis que dans l'ensemble la même hiérarchie des classes sociales dans l'échelle des peines semble se dégager...Sous la distinction entre infractions classique, commune et professionnelle...se dessinent les filières qui réservent l'emprisonnement ferme à certaines catégories de condamnés et en écartent les autres" (p.533)

Le même auteur (1987), lors d'une enquête plus récente, indique par ailleurs que

"Les mis en cause sans emploi stable (chômeurs, intérimaires, métiers instables) connaissent le plus de restrictions de liberté au cours de l'enquête ou de la phase judiciaire: garde à vue, déferement au parquet...détention avant jugement soit pendant l'instruction, soit au cours d'une procédure rapide...Après eux viennent les ouvriers non-qualifiés...Ces différences se poursuivront par des différences de peine au moment du jugement qui le plus souvent d'ailleurs, entérine les décisions antérieures concernant la liberté." (p.592)

(16) En France, les crimes sont jugés par la Cour d'assises et sont passibles de réclusion criminelle. Les délits sont jugés par les tribunaux correctionnels et sont passibles d'un emprisonnement de moins de 5 ans ou d'amendes. Les contraventions sont jugées par les tribunaux de police et sont passibles d'un emprisonnement de moins de deux mois ou d'amendes inférieures à 6000 francs. Elles sont divisées en 5 classes à l'exception des contraventions de 5ème classe, celles de la 1ère à la 4ème classe n'apparaissent pas sur le casier judiciaire.

Or, l'analyse par type d'affaires montre de surcroît que les personnes incarcérées pour cause de vols, - lesquels représentent 54,7% des délits à l'origine des incarcérations (TOURNIER, 1987) - sont deux fois plus souvent en situation de chômage ou de sans emploi que celles qui se trouvent incriminées pour d'autres motifs. Par ailleurs, l'élucidation (17), quand elle a lieu pour les vols autres que ceux commis à l'étalage fait intervenir le signalement de populations déjà connues par les services de police.

"Si donc les vols sont très peu élucidés, ils impliquent de façon particulière une population pour qui le chômage et le passage en prison peuvent devenir les deux faces d'un même phénomène" (Aubusson, 1987, p.593)

Les différents mécanismes à l'oeuvre dans le processus pénal (sélection de la clientèle de la justice, les caractéristiques des populations cibles, les attitudes des agents du système pénal et de la population) sont aujourd'hui bien étudiés et nous ne nous étendrons pas sur cette question. Mais si les mêmes mécanismes opèrent également à propos de la relation chômage-incarcération (18), ne pourrait-on pas invoquer, en reprenant l'hypothèse avancée par GODEFROY et LAFFARGUE (1984), qu'elle pourrait s'expliquer,

" par une attitude plus dure du corps judiciaire en période de récession, le refus de mesures probatoires à tous les sans-emploi, au profit de peines fermes" (p.89).

"L'augmentation des incarcérations ne serait donc pas une réponse directe à une augmentation de la criminalité mais une réponse idéologiquement motivée à la perception de menace venant de populations marginalisées économiquement. Le taux de chômage aurait un effet sur la fréquence et la sévérité des incarcérations indépendamment de toute variation dans le volume et le type de criminalité" (p.91).

En ce sens, la gestion du sentiment d'insécurité serait un élément clé dans la relation entre chômage et incarcération. A des niveaux différents, n'y trouverait-on pas l'écho des observations tenues par ZAGNOLI en 1978:

(17) Rappelons ici les taux d'élucidation en 1981: vols à main armée (22,8%), autres vols avec violence (23,8%), cambriolages (15,4%), vols à la roulotte (10,8%), vols d'automobile (12,5%), vols de véhicules à deux roues (9,2%), autres vols sans violence (19,1%), destructions et dégradations de biens privés (16,3%) (Face à la délinquance, 1982, p.25.). L'augmentation de la non-élucidation des plaintes (de 76% pour petits vols et cambriolages en 1976 à 85% en 1981) participe ainsi à la diffusion du sentiment d'insécurité.

(18) Pour une analyse détaillée des liens entre le chômage et le taux d'incarcération, notamment pour ce qui concerne les mécanismes de fixation de peine, cf. dans la littérature francophone, l'étude réalisée par KILLIAS, Martin, GRANDJEAN, Christian, Chômage et taux d'incarcération: l'exemple de la Suisse de 1890 à 1941 in: Déviance et Société, vol.10, 4, pp.309-322. Les auteurs relèvent une plus grande sévérité (condamnations à des peines fermes) si l'accusé est sans emploi mais indiquent que la question des effets du chômage sur l'octroi des peines demeure ouverte.

" Criminalité, simples délits ou marginalisation des jeunes forment l'écran où viennent se projeter les fantasmes d'insécurité des classes aisées qui trouvent là la justification à la répression de tout changement social qui mettrait en péril leurs prérogatives " (ZAGNOLI, 1978).

Les travaux conduits sur le sentiment d'insécurité, à défaut de démontrer le bien-fondé de cette hypothèse fournissent néanmoins des éléments susceptibles de l'éclairer et d'en évaluer la portée. En effet, la montée du discours sécuritaire, pourrait-on postuler, est en rapport avec le développement de populations structurellement fragiles dont l'étiquette de dangerosité ne ferait que se déplacer au gré du contexte. La recomposition en cours de l'espace des classes sociales, les multiples fractures qui s'opèrent au sein des classes ouvrières rendraient compte alors de cette prépondérance du repérage par le chômage. Celui-ci ne serait donc le révélateur d'une redéfinition globale des positionnements sociaux et de leurs enjeux. Ce fait, lié au sentiment d'insécurité et à sa gestion, ne risquerait-on pas, en poussant l'hypothèse plus loin, d'assister à des prises de décision judiciaire qui seraient relatives au type de chômage encouru. L'on sait le poids du facteur "instabilité professionnelle " dans les enquêtes sociales du système pénal (19). Or, cette situation est le lot d'une majorité de jeunes. Du chômage d'insertion, de ré-insertion, de sélection ou chômage de longue durée jusqu'au chômage de ceux qui sont dits " avoir renoncé " (LAGREE, LEW FAI, 1986), le degré "d'irrécupérabilité " serait-il alors, lié à l'origine de classe et fonction également de la trajectoire dans le chômage?

Chômage-Délinquance? Rejetant explicitement les modèles économiques du crime, les travaux dont nous avons rendu compte précédemment mettent en relief la complexité des mécanismes en jeu dans l'analyse de cette articulation. Dès lors, ce thème s'apparenterait-il à un pseudo-discours ou à une fausse question? A tout le moins, l'on pourra considérer qu'une telle articulation assure une fonction idéologique de masquage, interdisant de la sorte des perspectives d'analyse pluri-dimensionnelle qui s'efforceraient non pas d'assurer son fondement mais de mieux circonscrire les sources qui sont communes aux deux termes.

(19) Cf. par exemple QUELOZ, Nicolas, Fonctionnement et décisions du système de justice pénale des mineurs: le cas d'un canton suisse in: Déviance et Société, 1987, vol.II, 2, pp.133-152.

1.3.3. Urbanisation et délinquance

Les travaux du Comité sur la Violence, plus spécifiquement, ceux du groupe de travail " Urbanisation, Habitat et violence " (1977) parvenaient au double constat d'une liaison significative entre taux de criminalité et taille des villes d'une part, entre la gravité des actes commis et la taille des villes d'autre part. Plus récemment, la Commission des Maires réunie autour de G.BONNEMAISON (1982), faisait ressortir ce même type de co-occurrence, à savoir, que les taux de criminalité globale de même que ceux de la délinquance pour 1000 habitants étaient en relation avec l'importance des agglomérations. Ainsi, pour la criminalité globale et la délinquance figurent en ordre décroissant Paris (137,2 et 100,1 pour 1000 habitants), Bordeaux (93,6 et 75,2), Grenoble (84,8 et 71,8), Marseille (80,5 et 66,8), Lyon (75,0 et 62,2), Toulouse (70,9 et 59,3), Lille (67,8 et 56,5) (Face à la délinquance, 1982, p.17) (20). Cependant, la Commission rejette toute liaison villes-chômage-délinquance. En effet, parmi les villes de 100 000 à 250 000 habitants, qui connaissent un fort taux de chômage, Calais par exemple a un taux de criminalité de 33,2 pour 1000 habitants, Thionville de 22,4 et Montceau les Mines de 19,7. L'articulation chômage-délinquance-espace urbain, appréhendée ainsi en termes de causalité simple ne repose par conséquent sur aucun fondement empiriquement vérifié. Et, selon la même Commission " une appréciation plus péremptoire ne pourrait résulter que d'une observation locale plus fine " (p.19).

Mais qu'en est-il dans la littérature répertoriée, du croisement des deux termes Urbanisation - Délinquance?

En 1983, date à laquelle nous faisons le point des recherches abordant la question des jeunes dans la ville (LAGREE, LEW-FAI, 1983, pp.152-162), nous notions déjà que les jeunes n'étaient pris comme objet d'étude que par le biais du "problème-jeunes", c'est-à-dire du problème posé dans une cité, un quartier ou une ville aux responsables de la vie sociale. Les mises à jour effectuées depuis cette date et les divers travaux que nous avons recueillis pour cette présente recherche ne font que renforcer les tendances que nous relevions alors. Nous les exposerons ici brièvement, en focalisant notre attention de manière plus particulière sur la manière dont les problématiques de la délinquance s'inscrivent à l'intérieur ou se démarquent des problématiques de la sociologie urbaine. Mais préalablement, deux remarques sont à faire:

(20) A titre indicatif, et en tenant en compte des aléas liés aux constructions nationales des statistiques, le taux de criminalité pour 1000 habitants en France est de 49,0 en 1980 comparé à celui de la RFA qui est de 62 pour la même année et à celui du Royaume Uni, 51,6 en 1979. (Face à la délinquance, 1982, p.21)

- Depuis 1983 , la plus grande partie des analyses porte sur les modes de fonctionnement et le rôle des appareils de régulation sociale. A cet égard et de manière de plus en plus prononcée, les institutions d'assistance et de prévention, les équipements d'animation entrent de plus en plus dans le champ de la sociologie urbaine. L'analyse faite dans la partie 1.2. sur le répertoire SCORE de la MIRE avait déjà illustré ce point.

- Les problématiques mises en oeuvre s'inspirent largement des orientations de travail qui ont été forgées dans les années 60-70. Deux périodes peuvent être distinguées: la période de construction des grands ensembles et des villes nouvelles où la délinquance juvénile est analysée d'une part en référence aux mouvements structurels des collectivités résidentielles et à leur impact sur les comportements et les pratiques et d'autre part, sous l'angle du fonctionnement des quartiers, des logiques qui les sous-tendent et leurs effets sur les jeunes (21). Les référents majeurs seront repris dans la période qui nous concerne, nous les développerons plus en détails ci-après.

1.3.3.1 L'espace, composante des phénomènes de délinquance.

Dès 1960, D.SZABO dans " Crimes et villes" (22) indiquait déjà:

" L'analyse entre l'urbanisation et la délinquance atteste l'influence d'autres forces qui contrarient la rigueur de la relation entre les deux facteurs... Notre indice d'urbanisation ne couvre qu'une partie des facteurs qui influencent la délinquance d'autre part, il couvre une réalité complexe, un ensemble de facteurs associés à l'urbanisation, les uns favorables à l'urbanisation, les autres indifférents. Le phénomène social total, comme l'a défini Marcel Mauss, prend ici sa signification: tous les aspects historiques, biologiques, économiques, géographiques, psychologiques, etc. ont un certain effet sur la criminalité" (p.77)

Pourtant, malgré cette mise en garde heuristique, les différents argumentaires qui sont avancés dans plusieurs travaux, notamment ceux du rapport "Urbanisation, Habitat et Violence" font état d'éléments explicatifs qui demeurent tributaires d'un schéma de causalité simple dont la source remonte aux travaux des " hygiénistes" du XIXème siècle pour lesquels l'aménagement de l'espace est la réponse aux problèmes de pathologie sociale ils seront constamment étayés en prenant appui sur les études menées en écologie urbaine, celle notamment d'Oscar Newman qui fait état d'une corrélation entre les taux d'urbanisation et les taux de délinquance (23). Ces thèses ne seront que brièvement rappelées ici (24) :

(21) Cf. surtout COING, Henri, Rénovation urbaine et changement social. Paris. Ed.Ouvrières. 1966. 288p.

(22) SZABO, Denis, Crimes et Villes. Paris. Ed. Cujas. 1960.

(23) NEWMAN, Oscar, Defensible space. People and design in the violent city. London. Architectural Press. 1972. 264p.

(24) Pour une analyse plus détaillée, cf. l'article " Les jeunes urbain nouveau ou les

a) La non-satisfaction d'un besoin biologique d'appropriation et de création d'un espace de protection du fait de la densité de la population et de " l'affaiblissement des rapports sociaux" dans les villes, besoin dont les termes - faut-il le rappeler - sont empruntés aux études réalisées sur la territorialité animale. En ce qui concerne les jeunes qui ont besoin " de se construire un espace social et pour cela, tentent de s'approprier des lieux où ils puissent se sentir chez eux et se rencontrer " (Réponses à la violence, 1977, p.146), l'absence d'espace appropriable explique l'émergence de bandes, l'effraction des caves, les vols de voitures etc.

b) Selon la même référence à une conception organiciste des besoins individuels et sociaux dont le "seuil minimum" serait a-temporel, l'espace de la ville, en contraste avec le village est défini comme fonctionnelle mais morcelée et favorisant de ce fait, la perte d'identités (25). Elle augmente aussi l'agressivité et facilite en même temps les activités criminelles dans la mesure où architecture et urbanisme assurent peu la sécurité des biens et des personnes (26). Enfin et de manière indirecte, la ville, plus précisément, le centre ville attire les marginaux

" Et si les marginaux sont non violents, leurs comportements suscitent un sentiment d'animosité et d'agressivité qui se transforme très vite en insécurité, voire en violence " (id., p.145)

c) Les phénomènes de désorganisation sociale liée à l'urbanisation relèvent de l'hétérogénéité sociale des ensembles urbains où les conflits de modèles culturels et leur transformation freinent l'ancrage de nouveaux arrivants. La délinquance des jeunes d'origine étrangère trouverait ici un cadre d'explication théorique, fondé principalement sur ces thèses culturalistes.

d) Mais, à l'opposé, la ségrégation sociale, favorisant l'appropriation de modèles homogènes serait également propice à l'apparition de zones de délinquance et de ghettos (27) dans la mesure où la ségrégation spatiale sur

avatars du brassage social " (Lagrée, 1982)

(25) " L'espace relationnel "homogène et structuré" dans lequel évoluait auparavant individus et catégories est donc démantelé. Le territoire de l'individu est envahi pendant que lui-même est partagé entre de multiples solidarités " (Peyrefitte, 1978, p.135)

(26) Dans cette même logique, cf. DUMAS, J.C., Prévenir la criminalité par un bon urbanisme. Bulldoc, no 46, 1974.

(27) Une illustration de l'utilisation, sans doute exemplaire des éléments les plus caricaturaux de la ségrégation sociale et spatiale est donnée dans le rapport Sonocotra (1978) sur les cités de transit: " Les conditions du ghetto sont donc rassemblées au niveau de la composante ethnique de la population de la cité (95% des familles des 2 cités étudiées sont d'origine portugaise et viennent des mêmes villages ou régions du Portugal) et elles vont se préciser grâce à la configuration urbanistique des cités qui, de par leur emplacement coincé en-dessous de l'autoroute et quelque peu isolé du reste du quartier, favorise l'identification à un territoire précis.... C'est parce que le groupe n'a plus les moyens d'une sanction morale sur ses membres, du fait qu'il n'arrive plus à identifier sa ligne morale propre, que se développe la déviance des

laquelle elle repose mettrait en évidence des inégalités économiques qui l'ont produites et entraînerait des tensions sociales entre zones riches et zones pauvres. Est à l'oeuvre ici la thèse fonctionnaliste de dysfonctionnement entre l'adhésion au système de valeurs dominant et les possibilités structurellement offertes aux populations les plus démunies pour se les approprier.

1.3.3.2. De la probématique de l'espace à la problématique des unités sociales urbaines

De fait, la critique souvent mise en avant des aspects réducteurs des argumentaires que nous venons de rappeler, se nourrit des diverses réflexions et observations qui, au-delà des divergences d'école, mettent en avant le rôle de l'espace en tant que support du social. C'est en ce sens que directement ou indirectement, l'articulation urbanisation - délinquance se portera sur les mécanismes de la construction sociale informelle de la délinquance. Ainsi en est-il de la structuration normative des unités de vie sociale qui fait intervenir tout à la fois la transplantation résidentielle et l'aspiration à la mobilité sociale, la bi-polarisation et les processus de positionnement, démarquage et distanciation des groupes sociaux, le brassage social et la domination culturelle, les conflits de générations liés aux antagonismes de classe.

- Mobilité sociale, mobilité résidentielle.

Invoquer principalement la composante matérielle à propos des grands ensembles, des cités, des villes ou des villes nouvelles, c'est faire abstraction de l'histoire, histoire qui est avant tout structurée socialement. Aussi, n'est-ce pas sans fondement que diverses analyses se situent dans la perspective de la transformation des modes de vie, de la transplantation et de l'acculturation en rapport avec les mécanismes de destructuration de l'identité personnelle et sociale, se polarisant sur les caractéristiques des populations, évacuant de ce fait même, la spécificité de l'influence proprement morphologique. Ainsi, dès 1966, dans l'étude de H.Coing sur la rénovation urbaine (28), la problématique utilisée relève

adultes et c'est parce que les parents n'ont plus les moyens de leur autorité sur les enfants, les valeurs familiales étant désorganisées que se développe la déviance juvénile. Mais cependant, le mode de logement semble favoriser ce phénomène... Du fait de leur configuration, les cités constituent une protection contre le milieu extérieur. Elles forment un territoire que ses habitants sont prêts à défendre contre les incursions de l'autorité publique... (pp.21-22). " L'ensemble Gallieni - Le Roy des Barres est atteint d'une dégradation sociale continue dont les manifestations les plus inquiétantes sont les phénomènes de régression culturelle (sorcellerie) et de déviance sociale (alcoolisme, délinquance). La crise actuelle, avec son corollaire le chômage, accélère cette dégradation mais le mode de logement, ghetto éternellement provisoire et imposé de l'extérieur aux familles résidentes qui y retrouvent toutes leurs valeurs faussées et désorganisées, favorise considérablement cet état de fait." p.31.

(28) COING, Henri, Rénovation sociale et changement social. Paris, Ed.Ouvrières, 1966, 288p.

moins du paradigme adaptatif, c'est-à-dire, d'un ajustement à un cadre de vie nouveau que des processus d'intégration à une collectivité dont les atomes constitutifs viennent d'être transplantés. En ce sens, on ne s'étonnera guère que les travaux ayant trait à la mobilité résidentielle s'inscrivent dans la ligne des ouvrages concernant la mobilité sociale, et plus largement, de ceux qui étudient les transformations de modes de vie en rapport avec les processus de déclassement ou de promotion sociale. La construction sociale, non pas de la délinquance mais de ce qui se nommerait plus fréquemment aujourd'hui le "problème-jeunes" participe ainsi de ce processus d'édification d'une collectivité sociale à partir d'éléments disparates et hétérogènes de par leurs trajectoires tout d'abord mais aussi, le cas échéant, de par leur mode de vie. Les quartiers et cités ayant été réalisés selon le principe du brassage social des populations constitue le cas de figure paroxismique d'une telle situation. Dans de tels univers sociaux, les jeunes et plus précisément, les jeunes des classes appartenant aux couches localement dominés sont pris en otage d'un rapport de classe qui structurent ces collectivités.

" C'est dans les conflits qui naissent à propos des jeunes que l'on peut le mieux saisir tous les griefs portés contre les moeurs populaires" (J.C. Chamboredon et M. Lemaire, 1970, p.22).

Les études entreprises depuis analyseront par le menu ce processus de déstructuration-restructuration des collectivités résidentielles, par lequel, après une phase incontournable de déséquilibre anomique, une partie des classes populaires tend à s'aligner sur le mode de vie des classes moyennes, accentuant ainsi la distance qui les sépare des couches les moins favorisées (29). Par ailleurs, elles mettront en relief les effets destructurants de la disparition des repères sociaux et spatiaux sur les familles et les groupes, favorisant ainsi leur repli sur la sphère privée (Zagnoli, 1978 Logique des institutions, 1977, Chevallier, Voisin, 1979). En outre, pour Zagnoli notamment, la mobilité résidentielle qui s'articule ici à une aspiration à la mobilité sociale se repercute sur les rapports parents/enfants, accentuant les conflits de générations, qui selon les contextes locaux pourraient prendre le pas sur les antagonismes de classe. Sur-contrôlés, violents parce que sans lieux appropriés, sans reconnaissance sociale locale, visibles parce que placés sur le devant de la scène sociale, en contraste avec le repli des familles sur l'univers domestique, les jeunes se

(29) " La rénovation, en imposant aux nouvelles comme aux anciennes populations du quartier, de se resituer, tant dans leur rapport à l'espace extérieur, que dans leur rapport à l'habitat, a actualisé et accéléré le processus de nivellement d'une partie des classes populaires sur les modalités d'existence et les valeurs des classes moyennes telles qu'elles se traduisent à travers la consommation et le projet social" (Zagnoli, 1978, p.114).

Et, comme pour la rénovation urbaine, la résorption de l'habitat insalubre peut être considérée comme une intervention régulatrice et normative sur le mode de vie d'une population donnée.

voient accolés une image de dangerosité, d'autant plus vive que la rénovation a transformé la signification de l'espace qui reflète le vide social de la collectivité. Par eux, le fantasme de l'insécurité s'enracine et prend corps dans le jeu local.

" Contrepoints obscurs d'un quadrillage institutionnel urbain spectaculaire, les réseaux de jeunes développent en creux un univers de danger et de violence potentielle, où le refoulé, l'incontrôlable et l'inconscient du quadrillage urbain se décode en plein comme attitude et pratiques délinquantes ou pré-délinquantes" (Zagnoli, 1978).

Mais, que soient en question les rapports de générations et/ou ceux de l'appartenance de classe, que l'analyse soit centrée sur le " vide social " et l'appauvrissement de la sociabilité ou sur la disparition des repères spatiaux, dans ces analyses, c'est bien la problématique du changement qui est à l'oeuvre:

- changement affectant les trajectoires individuelles, changement relatif à la recomposition des classes et fractions de classe et, par voie de conséquence, à la reformulation des modes de vie et des pratiques;

- changement encore dans la progressive structuration des collectivités résidentielles ou à rebours, dans leur déstructuration, perte d'identité et anomie.

Reste cependant que les liens entre ces transformations qui concernent les acteurs individuels et les situations dans lesquelles ils se trouvent impliqués et les évolutions structurelles sont posés dans ces différents travaux comme des a priori ou postulat de départ mais qu'ils ne sont jamais réellement inventoriés. Sans doute reste à élaborer une problématique articulant ces trois niveaux d'analyse: acteurs, situations, structure, respectant leur spécificité propre et tendant de ce fait, à saisir leurs interférences.

- Matérialité de l'espace et position sociale.

L'ensemble des malfaçons, nuisances, perturbations liés à tel type d'habitat - ville, cité, grand ensemble, ville nouvelle, etc - sont préjudiciables surtout dans la mesure où ils sont les corrélats de la position sociale que l'on se voit assigné par le système social. L'espace ainsi incriminé ne fait que renvoyer à un signifié qui est la fermeture de l'horizon social et des perspectives d'avenir limitées dont l'espace incarne la matérialité. Existente ainsi des interférences dont les effets se conjuguent et se renforcent (30). Mais il existe pourtant des cas où ces influences se contrarient. La cohésion sociale du groupe, une identité culturelle assurée, une prégnance suffisamment consistante du système de valorisation ont pour effet

(30) Cf. VANT, André (ss.dir.). Marginalité sociale, marginalité spatiale. Paris. CNRS. 1986, 266p.

d'oblitérer les éléments négatifs de l'espace matériel et de favoriser un ajustement à l'environnement. Si la dimension architecturale, urbanistique constitue un support, réactivant des modalités défensives et des formes de restructuration fragilisée, un rapport direct de causalité ne saurait être établi (31).

De même, les catégories de perception subjective de l'espace reposent sur des éléments cognitifs dont l'agencement repose étroitement sur des facteurs affectifs. Les travaux récents sur la perception du sentiment d'insécurité, que nous évoquerons plus loin, mettent en relief l'importance de ces caractéristiques psycho-sociologiques. Par elles, opèrent notamment une première régulation qui est bien la normalisation de l'espace et du temps, l'occupation insolite des lieux désignant par conséquent, ceux qui s'y livrent comme des déviants:

" le renvoi ne peut se comprendre réellement que resitué dans le contexte du fonctionnement social caractéristique des sociétés industrielles modernes, qui s'appuie sur un découpage de la vie quotidienne en grandes fonctions" (Le renvoi du déviant, p.201)

Les transgressions liées à la fois aux lieux et notamment, à des espaces publics, et aux scansion temporelles du rythme journalier seront en ce sens étudiées en référence aux structurations locales des rapports sociaux, aux dynamiques "intégratrices" qu'elles génèrent ou au contraire, à leur effets "déstabilisateurs", les références à "la culture de la pauvreté" ou encore aux "râtes de la socialisation" étant ramenés alors en arrière plan de l'analyse

Les travaux sur les jeunes et les trajectoires d'adultéisation (Robert, 1974; Boullier, 1982; Lagrée, Lew-Fai, 1984, 1986; Dubet, 1987) insisteront ainsi sur les différentes facettes de ces dynamiques en liaison étroite avec le mode de positionnement attribué aux jeunes dans des contextes locaux spécifiques, positionnement qu'ils renégocient dans des pratiques différenciées (combinées, débrouillardise, engagement dans des rapports de forces collectifs) pour leur survie économique et sociale.

L'analyse à laquelle nous venons de procéder montre ainsi que le discours "délinquance juvénile-chômage" renvoie surtout à une MENACE qui ne dit pas son nom.

Une telle observation permet de caractériser ces discours de triple manière:

(31) Voir à ce propos l'article de LAINE, Tony, LANOUZIERE, Jacqueline, L'Enfant des cités in: Evolution Psychiatrique, janv.- mars 1978.

- En premier lieu, parce qu'ils n'existent pas sinon comme "paroles-verbales" produites et véhiculées par les rumeurs et les discours de la quotidienneté, ils ressortent - au moins en tant que thèse - de l'ordre du mythe. C'est dans ce mythe ou dans cet imaginaire social qu'ils s'originent.

- A ce titre, parce qu'ils échappent à toute démonstration et/ou éventuellement à toute administration de la preuve, ces propositions constituent l'un des arguments qui justifient et légitiment la peur de la violence et de l'insécurité, sinon dans le corps social, du moins parmi les couches de la population les plus fragiles.

- En cela, comme le discours sécuritaire auquel il appartient, cet argumentaire spécifique qui fait ou ferait du chômage des jeunes la cause de leur délinquance et voit ou laissait entendre que l'accroissement du chômage chez les jeunes devait se traduire inéluctablement par un accroissement de la délinquance et de la criminalité juvénile dit autre chose que la seule peur de l'agression.

Il est tout d'abord peur de l'avenir et expression d'une inquiétude quant à la remise en cause "éventuelle", "possible" ou "probable" de l'ordre social.

Il est, par là même, expression d'un rapport politique tantôt soulignant la crainte ressentie par certains groupes de pression ou certains milieux sociaux de voir se réaliser la transformation sociale, tantôt à l'inverse invitant à accompagner ce processus.

Dès lors, si les spécialistes des sciences sociales de même que les acteurs du champ politique ne peuvent être considérés comme étant à l'origine, stricto-sensu, de la production de ces discours qui associent chômage et délinquance, faudra-t-il en rechercher la genèse dans ce fourre-tout que constitue l'opinion publique ?

1.4. Opinions publiques: presse et conversations.

Sujet vaste aux acceptions scientifiques imprécises (32), construction, parfois ambiguë, parfois fictive, instrument de légitimation, de domination, de manipulation dont les caractéristiques et les enjeux évoluent avec la société (33), l'opinion publique; et son analyse, ne serait-ce qu'en tant qu'élément d'un "carrousel" évoqué par M.B. Kutchinsky (34) nous entraînerait loin de l'hypothèse fondant cette étude. Pourtant comment ne pas l'aborder, ne serait-ce encore une fois que pour en tracer quelques contours et en délimiter la portée? Dans ce cas alors, après avoir rappelé en prenant appui sur Pierre Bourdieu (35) que l'opinion publique est plurielle, l'on sera tenté d'examiner l'hypothèse développée par F. Tetard, en conclusion de son investigation historique sur les répercussions et les conséquences politico-sociales du phénomène des "Blousons Noirs" au cours des années 60, hypothèse qui postulait que le mouvement d'opinion qui s'est emparé de la société française au cours de la période 1957-1965 a, par le relais des associations, des mouvements d'éducation populaire et des moralistes sociaux, informé le politique en l'invitant à se préoccuper des questions de "la jeunesse" (36).

Aujourd'hui, les modèles culturels que s'approprient les jeunes - au gré de leurs appartenances sociales, de leurs trajectoires et de leurs risques de déclassement et/ou de relégation sociale - ne mobilisent plus "l'opinion;" durablement et en profondeur. On parlera, dans la presse;, de manière ponctuelle des Punks ou des Skinheads dont les ratonnades et les propos extrémistes et violents viennent alimenter pour l'heure, le débat politique sur les questions de l'immigration et du racisme. Mais hormis ces faits et les manifestations de SOS-Racisme, du mouvement Beur ou celui des étudiants en hiver 86, les modèles d'identification; des jeunes - que ne sous-tend plus, à la différence de la génération précédente un quelconque mouvement socio-politique - sont perçus comme autant de phénomènes de mode et considérés en cela comme superficiels et évanescents. Toutefois, la question sociale

(32) Cf. par exemple SAUVY, Alfred, L'Opinion Publique. Paris, PUF, 1971 ou STOETZEL Jean et GIRARD Alain, Les sondages d'opinion publique. Paris, PUF, 1979

(33) Cf. TREMBLAY, Gaëtan, L'opinion publique: une théorie politique de la représentation sociale in: Les savoirs dans les pratiques quotidiennes. Recherches sur les représentations. Paris, CNRS, 1984, pp.273-299

(34) KUTCHINSKY, M.B., Law, Crime and legal attitudes. Université de Louvain, Conférence, 1976

(35) BOURDIEU, Pierre, Questions de Sociologie. Paris, Ed. Minuit, 1980, pp. 222-235

(36) TETARD, Françoise, Le phénomène des "blousons noirs" comme rupture dans les représentations sociales de la jeunesse. Colloque national de la société d'ethnologie française "Classes d'âge et sociétés de jeunesse". Le Creusot, 30 mai 1985. <<L'arrivée "impromptue" des blousons noirs a obligé les pouvoirs publics à une rapide prise de conscience la mise en place de certains plans d'équipements comme celui de l'Education Surveillée, ou celui du Haut Commissariat à la Jeunesse et aux Sports a été réévaluée et accélérée, sous la pression de l'opinion publique secouée par les démonstrations d'une jeunesse violente qu'il fallait canaliser>>. p. 16

de la jeunesse se pose et se dit autrement, sous l'angle du travail; du chômage et de l'insertion;. Et c'est par ce biais que la société se trouve mobilisée une nouvelle fois, mais de nouvelle manière, autour du "problème-jeunes". Car déjà en 1983, le bilan que nous faisons des travaux sur les jeunes montrait que sur le thème jeunes et travail, en trois ans, quatre quotidiens et cinq hebdomadaires avaient fourni approximativement 300 articles, soit pratiquement deux par semaine (Lagrée, Lew Fai, 1983, p.12).

Sous ce thème, il est donc possible d'examiner l'hypothèse émise par F. Tetard pour les années 60, aux fins d'en apprécier la pertinence dans le contexte actuel en la reformulant comme suit: le discours associant chômage et délinquance des jeunes, prend sa source auprès de l'opinion publique;, ou plus précisément à partir des médias qui sensibilisent le public sur ce thème obligeant ou incitant le politique à intervenir. Si une telle hypothèse devait être vérifiée, l'action gouvernementale menée entre 1975 et 1981, notamment les stages-Barre et surtout le Dispositif-Jeunes mis en place après 1982 (voir partie II) à la faveur du changement; de gouvernement et de la parution du "Rapport sur l'insertion; sociale et professionnelle des jeunes" (Schwartz, 1981) apparaîtraient alors, pour une part tout au moins comme la conséquence de la profusion de discours, d'écrits, d'articles dans les médias, notamment dans la presse;.

1.4.1 Chomage-Délinquance dans la presse: 1977-1980

Préalablement à toute autre démarche importe alors de rechercher dans quelle mesure cette thématique ou cette articulation de thèmes se trouve effectivement traitée dans les articles de presse parus durant la période qui nous intéresse ici.

Pour ce faire, nous disposons de deux dossiers de presse réalisés par le Centre de Formation et de Recherche de l'Education Surveillée (CFRES-CRIV, Dossiers de presse 1981 et 1983), (37) qui rassemblent pour les années 1977-1980 tout d'abord, puis pour la période mai 1981- mars 1983 les articles traitant du thème "Les jeunes et le travail".

En aucune façon, ces dossiers ne sauraient prétendre à l'exhaustivité. Toutefois, ils assurent une couverture suffisamment large pour offrir un éclairage sur les termes du débat qui s'est tenu sur le sujet, dans la presse nationale.

En effet, pour la période 1977 - 1980, ce sont 266 articles qui ont été rassemblés à partir de cinq quotidiens nationaux, à savoir, Le Monde, Le Matin, L'Humanité, Libération, Le Figaro-Aurore. A partir de ce corpus constitué, rappelons-le, parce qu'ils abordent le thème Jeunes et Travail, nous avons repertorié ceux qui,

(37) Nous tenons à remercier vivement ici Pierre GRELLEY du CRIV, qui nous a facilité ce travail.

implicitement ou explicitement, et indépendamment du volume, traitent ou évoquent une articulation possible entre le chômage et la délinquance. Les critères de sélection sont donc résolument et volontairement lâches. Pourtant, seuls douze articles ont pu être retenus, en considérant que d'une manière ou d'une autre, ils participaient à l'existence d'un discours social médiatique qui contribuerait à favoriser une association des deux termes.

Ce corpus étant particulièrement mince, nous en donnons rapidement la présentation:

1- G. DEMANGE, Chômage, angoisse et asocialité. Le Monde:

"Il serait excessif de dire que le chômage entraîne directement la délinquance. Mais il la favorise en accroissant les déséquilibres psychiques et sociaux et il entraîne le passage à l'acte".

2- J. BENOIT, Etre jeune, chômeur et immigré. Le Monde:

"Renvoyés de l'école ou du collège, ... certains se livrent à de divers larcins: vols de vêtements ou d'argent, rackets dans les HLM, vols de véhicules. C'est l'enchaînement de la délinquance".

3- J.L. BEMER, Du militantisme syndical à la délinquance. Le Monde:

"Deux jeunes chômeurs de Longwy sont arrêtés après un viol commis dans un local de la C.F.D.T."

4- M. CASTAING, Le chômage au quotidien. Le monde:

"Les nouveaux vagabonds. Faut-il parler d'une <<marginalité silencieuse>>..."

5- G. DEMANGE, La délinquance juvénile. Des causes classiques: chômage. Le Monde:

" Faute de moyens financiers, certains jeunes en mal d'affirmation ont tendance soit à se procurer des objets de consommation et de prestiges par des moyens délictuels, soit à détruire les liens désirés mais .inaccessibles."

6- S. a., Réponse à G. Demange. Le Monde

"Le chômage est une tare du système économique. Les faibles compensations d'un vol à la tire ne peuvent faire masquer la misère crasse ou les sourires oubliés".

7- J. BENOIT, Triple handicap. Le Monde:

"Sans ressources, il vit d'expédient...on emprunte alors une voiture ou on fait un chèque sans provision".

8- L. BERNARD, Quand les loubards suivent un stage de "formation Barre". Le Quotidien de Paris:

"Le futur n'est pas imaginable. Il est à la mesure de la misère de leurs parents. Seul compte l'instant présent où l'on peut grappiller quelques plaisirs immédiats: le vol d'une mobylette, un joint...."

9- J. de LINARES, Ceux qui aident les marginaux à travailler. Le Matin:

" Le chômage engendre le refus incondtionnel du système. Sans travail , leur réinsertion sociale se révèle beaucoup plus mal aisée".

10- D. ROUARD, Les jeunes et la crise. Le Monde:

"Obsession Chicago. ... quelques agressions ou d'anciennes bagarres font toujours planer un petit vent de peur dans cette ancienne place forte.... Les adultes rasant les murs. Mais de quoi peuvent-ils avoir peur, maintenant...?" (L'auteur aborde sans les mêler les thèmes du ghettos et de la ségrégation, du chômage, du travail au noir et de la délinquance.)

11- C. DETREZ, Jeunesse à la dérive. Le Matin:

(compte rendu du roman d'Olivier BEER «Chant des enfants morts»), relatant l'entrée en délinquance d'un couple de jeunes à la suite d'un échec d'insertion."

12- J. ROUSSELET, Allergie et frustrations. Le Monde:

" Il est souvent affirmé que le chômage conduit à la délinquance. Il semble qu'il n'en soit rien. Ce sont les tentations de désinsertion sociale qui sont les plus fréquentes..."

Comme l'indiquent les thématiques que nous avons tenté de restituer de manière résumée, parmi les douze articles retenus, qu'ils s'en fassent les défenseurs, qu'ils la nient ou qu'ils la modulent et la nuancent, on en dénombrera seulement sept qui se situent dans le débat relatif à l'association chômage - délinquance juvénile.

Ainsi, durant la période 1977-1980, alors que la société française est frappée par la récession économique depuis 2 à 5 années, le discours associant la délinquance juvénile à la progression du chômage des jeunes, ne semble pas avoir été développé par la presse nationale, au moins par celle qui figure dans le corpus sélectionné. Cependant, si l'on ne tient en compte que ce seul registre de données, le chômage des jeunes - auquel le corps social est sensibilisé avec quelque retard - commence à devenir un sujet d'inquiétude. Pour autant, soit qu'elle soit annihilée ou réduite en étant renvoyée à une approche culturelle, voire médicale, soit encore qu'elle soit détournée sur d'autres thématiques connexes, la crainte du chômage n'alimente pas ou n'alimente pas encore - mais ce sera à la suite de l'investigation de fournir des éléments d'information sur ce point - le développement du sentiment d'insécurité. Mais, préalablement, sans une analyse succincte des principaux argumentaires utilisés, débordant le cadre strict du couple chômage-délinquance, nous risquons de passer sous silence les possibles inflexions de la période suivante.

Malgré la relative abondance d'articles qui mettent en évidence l'explosion du chômage juvénile et tentent d'analyser les mécanismes à la fois économiques et structurels, il reste que l'une des colorations de fond des interprétations fournies entre 1977-1980 repose sur la thématique de la "marginalité culturelle", le "marginalisme choisi pour des raisons idéologico-politiques" et le désengagement à l'égard des valeurs traditionnelles du travail, présumés qui volontairement ou involontairement accompagnent ou sont la traduction "sociologisante" des thèses économiques du "job search". Ainsi, presque 15% des articles de notre corpus traitent de l'ampleur et des mécanismes du chômage des jeunes en s'appuyant sur des analyses scientifiques et des travaux statistiques. Mais dans le même temps, 6% d'entre eux font état de "l'allergie des jeunes au travail", "du décalage entre les aspirations professionnelles des jeunes générations et des réalités du marché du travail", du désir des jeunes de "partir", de rechercher "un ailleurs". Comment expliquer cette prégnance sinon, qu'à notre sens, dans la presse, mais pourrions avancer, également dans les analyses d'experts, le chômage est traité surtout dans le cadre de la primo-insertion, renvoyant à un passage, rendu difficile par la conjoncture économique du moment, mais qui, selon une période de temps variant selon les positions sociales des intéressés, est nécessairement franchi. Ainsi, dans une large mesure, le chômage des jeunes est appréhendé en termes de flux. Cette période de privation d'emploi comporte des enjeux individuels et sociaux importants, sinon décisifs. Mais rapportée à une trajectoire de vie, elle reste nécessairement transitoire et doit s'achever par l'accès à un emploi stable.

L'ambivalence de ce traitement médiatique apparaît lorsque l'on rapporte l'abondance d'articles relatifs au thème du travail intérimaire ou même du travail au noir (38) à la faible, sinon très faible, part des articles qui font état du développement du chômage de longue durée ou font allusion à des risques de marginalisation et d'exclusion définitive hors du marché du travail officiel.

En somme, entre 1977-1980, le chômage des jeunes souligne surtout les nouvelles formes de modes d'insertion ou de primo-insertion d'une part, les transformations qui les accompagnent du temps de la jeunesse, d'autre part. Progressivement, il fait prendre conscience de l'avènement de la crise économique caractérisant l'émergence d'une autre manière d'être jeune, pour une "nouvelle" génération.

(38) Ces thèmes resteront analysés - selon les termes que développera à la même période Michel Pialoux - en tant que forme de travail précaire mais permettant néanmoins de faire ses premiers pas sur le marché du travail et de se doter d'une qualification professionnelle favorisant ultérieurement une embauche définitive. Cf. PIALOUX, Michel, Jeunes sans avenir et travail intérimaire in: Actes de la Recherche en Sciences Sociales, 1979, no 26-27, pp.19-47.

1.4.2 Chômage-Délinquance dans la presse: 1981-1983

De la période qui court de mai 1981 à juin 1983, les articles de presse recensés marquent sinon un tournant, du moins de significatives inflexions dans le traitement médiatique du chômage.

Des 360 articles de presse analysés dans ce second corpus, se dégage en effet, l'argumentaire que le développement du chômage, et celui des jeunes en particulier, place la société française devant une série d'enjeux qui ne sont plus seulement du ressort des individus ou des familles, mais qui sont proprement sociétaux.

De fait, par la mobilisation politique que relate abondamment la presse autour de cette question, mais aussi par les mouvements structurels qui sont mis à jour dans les commentaires des différents indicateurs de la progression du chômage, par les descriptions qui sont données des "différentes" manières de faire avec la nouvelle donne socio-économique ou les effets qui en résultent massivement sur les individus, les familles, voire les collectivités ou les régions, cette série d'articles abordent par ces biais différents mais complémentaires, le thème d'un changement socio-économique profond et durable laissant à penser qu'est en question ou en jeu l'avenir même de la société. Mais quant aux articles traitant de l'association chômage des jeunes et délinquance, ils ne sont guère plus nombreux que ceux rassemblés dans le corpus de la période précédente. Or, l'ensemble des articles est plus volumineux (même si une part importante est consacrée au débat politique entourant la mise en place du plan gouvernemental en faveur de l'insertion des jeunes), tirés d'un ensemble de journaux plus importants aussi, puisqu' en sus des quotidiens nationaux mentionnés précédemment, il comprend quatre hebdomadaires (Le Nouvel Observateur, le Point, Révolution, Témoignage Chrétien) et deux journaux régionaux (La Voix du Nord, Liberté). L'on ne retiendra là encore que onze articles abordant ou suggérant la thématique.

Comme précédemment, nous en donnerons une présentation succincte:

1- J. BENOIT, L'insertion sociale des jeunes. Le Monde:

"L'équation "jeunes chômeurs = délinquance rejoint dans l'absurde l'amalgame immigrés = insécurité..."

2- J. ROUILLON, 20 ans sans diplôme, sans travail. Témoignage Chrétien:

" On connaît la triste réputation des XXX, ces logements H.L en état de décomposition... La Courneuve aujourd'hui, c'est Chicago... Les structures nouvelles du dispositif ont touché des jeunes qui avaient pour seule ouverture possible la marginalisation."

3- P. CALMETTE et J. CHATAIN, La droite contre tout progrès social. P. ZARKA: Il faut assurer des emplois stables aux jeunes. L'Humanité:

"Le chômage avant d'avoir travaillé et l'abus intensif du travail intérimaire et précaire sont cause de phénomènes de marginalisation dans la jeunesse."

4- J.-L. IVANI, Nous ne voulons pas brûler des voitures mais avoir du travail. L'Humanité:

"Il faut comprendre qu'à Vénissieux, toute une génération a été gâchée... Nous ne voulons pas brûler des voitures mais avoir des emplois chez RVI et une formation professionnelle".

5- F. LEPELTIER, Comment vivre le chômage. Un livre de D. SCHNAPPER. Le Monde:

"Quand les relations sociales sont exclusivement liées à l'activité professionnelle, le chômage entraîne toutes les formes de déracinement".

6- Ch. HAQUET, Des emplois pas comme les autres pour les jeunes chômeurs. L'Aurore:

"Un orateur fera remarquer qu'on ne dispose pas de chiffres établissant une corrélation entre la délinquance et le chômage".

7- J. Y. NAU, Le neuvième congrès mondial de psychiatrie sociale. Les maux du chômage. Le Monde:

"Il reste, a ajouté M. Touraine que l'on est en train d'assister à l'émergence d'un phénomène massif de marginalisation et d'expulsion".

8- D. SCHNEIDER, Les errants de la crise. Le Monde:

"Ni manouches, ni clochards ni fugueurs, ils sont des milliers jetés sur les routes à 20 ans par la solitude ou le chômage".

9- E. PLENEL, Voyage vers l'avenir. Le Monde:

"C'est l'esprit même du stage tel que le conçoit Mme Bernard qu'il puisse constituer une <<pause>> qui leur permette de passer de la marge à l'intérieur."

10- M. RICHARD, Quand nos aînés n'y seront plus. Révolution:

"... massivement, la gestion de la crise passait par la marginalisation d'une partie de la jeunesse".

11- M. MULLER, Une manif à lui tout seul. Le Nouvel Observateur:

"Fait d'hiver à Thionville, un chômeur de 25 ans casse toutes les vitrines des agences d'intérim".

Guère plus de 3% des articles abordent ainsi d'une manière ou d'une autre l'articulation chômage et délinquance juvénile. Mais ce dossier de presse dont nous venons d'évoquer quelques fragments appelle plusieurs remarques.

En effet, en comparant le dossier de 1977-1980 et celui de 1981-1983, nous relevons l'abandon quasi total du thème de la marginalité culturelle, qui se voit remplacé par la thèse ou l'hypothèse prudente, dont la pertinence est

laissée à l'appréciation du lecteur, du développement d'une marginalité économique affectant les jeunes au premier chef. L'on constatera ainsi, un déplacement dans la manière de traiter trois thématiques distinctes mais complémentaires:

- Au thème du vagabond volontaire, héritier du "routard" de l'après soixante-huit, succède celui de l'errance, mais qui s'inscrit ici dans la perspective d'une clochardisation progressive et involontaire. Mention est faite de l'intervention croissante des organismes caritatifs ainsi que celle des institutions spécialisées domine ainsi l'idée d'une transformation des formes de vagabondage. De la figure emblématique du "beatnik" ou du jeune aventurier des années d'expansion économique, la cristallisation s'opère sur celle du "Sans Domicile Fixe" (S.D.F.), label conféré par les organismes de police comme par les bureaux d'aide sociale des municipalités .

- Est abandonné ensuite, tout présupposé du "refus du travail". Celui-ci est remplacé par le double thème de la difficulté ou de l'impossibilité pour certains jeunes de trouver du travail et surtout de leur aspiration à accéder à un emploi stable.

- Cette dernière évolution correspond par ailleurs à une transformation dans la manière de traiter ou d'analyser l'insertion. Dans un premier temps, rappelons-le, celle-ci était conçue comme "une période moratoire" avant que ne se réalise l'entrée sur le marché stable et officiel de l'emploi. Désormais, ce qui apparaissait comme le terme inéluctable et non sujet à caution, d'un processus "seulement rendu plus difficile et plus long par la crise économique" est traité comme un objectif aléatoire, comme un souhait ou comme une aspiration. La précarité de la période d'insertion n'apparaît plus comme temporaire et bornée au temps de la jeunesse. Elle est ou risque de devenir durable, au moins pour une fraction des populations-jeunes. Ainsi, notera-t-on l'apparition d'une série d'articles qui font mention, soit à la suite de reportages, soit sous forme de compte rendu de débats et de prises de positions politiques, soit même en s'inspirant de travaux de spécialistes, de cette recherche de stabilité d'emploi, nonobstant la position sociale et les conditions de travail. Quelques titres d'article résumeront cette orientation nouvelle: "Fasciné par le travail du cariste" (L'Humanité - 20 Octobre 1982), "Il faut assurer des emplois stables aux jeunes" (L'Humanité - 10 Décembre 1981), "Du boulot au vrai métier" (L'Humanité - 31 Décembre 1982), ou encore cette interrogation du Matin "La recherche d'un emploi, première préoccupation des jeunes?" (Le Matin, 18 mai 1981).

Par l'intermédiaire de ces articles et de ces prises de position, s'exprime ainsi une interrogation sur l'avenir professionnel et, d'une manière plus générale, sur l'avenir social des "jeunes chômeurs". Après une période de près de cinq années où le chômage / l'insertion des jeunes était

traité comme une forme passagère, émerge ici une inquiétude face à la menace que font peser la persistance de la crise économique et l'aggravation des mécanismes de sélection de la main d'oeuvre. En cela, les articles "politiques" ou les commentaires d'information destinés à un large public s'alimentent aux travaux du champ scientifique ou à ceux produits par des groupes d'experts.

En effet, alors que les "difficultés de l'insertion des jeunes" étaient relatées essentiellement à propos des "défavorisés" et/ou des non-qualifiés, désormais elles sont traitées comme un risque concernant la plus grande part des jeunes sortant du système scolaire. En apporte l'illustration la déqualification des diplômes qui s'étend jusqu'au niveau du baccalauréat ainsi que l'extension du chômage des universitaires, que reprend la presse.

"Selon l'I.N.S.E.E..... Seule modification fondamentale, la dépréciation des diplômes. Il est de plus en plus difficile de se <<monnayer>> sur le marché du travail avec un BEPC, un brevet technique ou le baccalauréat." Le Matin, 6 Juillet 1981.

On pourra également évoquer la même résonance et l'insistance de la presse à reprendre et présenter l'hypothèse d'une segmentation du marché du travail en deux, voire, en trois niveaux, ainsi que l'avènement de la société duale. Clairement exprimée dans une dizaine d'articles, cette idée est corroborée par d'autres qui font état du développement des emplois d'interim tout d'abord mais aussi de l'accroissement tendanciel de la masse de jeunes contraints de vivre par le travail au noir, "les petits boulots", l'économie informelle et la débrouille.

Ainsi, sur ces facettes précises se (re)construit l'univers de représentations de "l'insertion". Alors que celle-ci était associée comme indiqué plus haut à un temps d'épreuve temporaire, et au pire, aux risques de marginalisation des plus démunis et/ou des moins compétitifs, elle est liée à partir de 1981 aux processus de fractionnement du marché du travail et de fracture de la société, susceptibles de remettre en cause les possibilités ou les chances de la plus grande part des postulants à l'emploi d'accéder à des postes stables.

Par devers le thème de l'insertion et du chômage des jeunes, est donc traité sous forme de "menace" potentielle, l'avenir du corps social, dont une partie importante pourrait être soumise à un risque croissant de précarisation voire, d'exclusion sociale et économique.

Pour nous résumer, entre 1977 et 1980, la société duale et la segmentation du marché du travail ne semblait pouvoir advenir que par l'exclusion ou la marginalisation de la fraction minoritaire, la moins compétitive des nouveaux

entrants sur le marché du travail. Entre 1981-1983, cette hypothèse est l'affaire du plus grand nombre. Elle constitue un "risque" ou un futur probable qui concerne non seulement les individus et leurs familles, mais aussi l'ensemble du corps social.

C'est en ce sens aussi, au-delà des drames et des événements spectaculaires, comme les suicides de chômeurs, leurs révoltes violentes et délictuelles, ou leur entrée en clochardisation, que le thème de l'insertion devenant question d'Etat change de perspectives dans l'analyse. Car si le chômage est un mal incurable, il ne s'agira plus tant de le combattre que de "vivre avec", en aménageant ou en réaménageant un nouveau "statut de chômeur", voire en produisant un nouveau statut du "salarariat".

"Il est certes navrant d'essayer d'aménager des conditions de chômage plutôt que des conditions de travail. Mais puisque le cours de l'économie obéit" Le Monde 8 Octobre 1981.

De même, pour illustrer de nouveau l'interpénétration des discours, est reprise la thèse qu'il appartient au pouvoir politique de réguler le processus de changement en cours en assurant le passage d'un ordre ancien fondé sur la stabilité économique et la protection des statuts à une éventuelle nouvelle donne sociale où coexisteraient deux, voire trois statuts de travailleurs correspondant à autant de marchés du travail.

"Les sociétés ont toujours consacré entre le dixième et le tiers de leur production annuelle (une année de récolte sur trois chez les Hébreux) à la <<régulation sociale>>". L'Aurore 13-14 mars 1982.

De l'analyse et de la mise en parallèle de ces deux corpus d'articles, il en ressort donc que progressivement, dans la presse tout au moins, le thème du chômage des jeunes et des difficultés de la primo-insertion favorise la prise de conscience de la crise économique et des changements profonds et durables qui lui sont liés. A partir d'une population "prétexte" et par l'intermédiaire de cas "spécifiques" permettant éventuellement une exploitation dramaturgique et spectaculaire, ne serait-ce pas plutôt le thème du changement social et de l'avenir de la société qui se trouve traité en filigrane?

Pour examiner ce point, nous avons ainsi procédé à une analyse plus détaillée des thématiques qui accompagnent le traitement médiatique du "thème du chômage des jeunes", que nous résumons ci-dessous:

!-----!
! INSERTION ET SOCIETE DUALE: 10 !
! ASPIRATION A UN TRAVAIL STABLE: 8 !
! MARGINALITE, EXCLUSION DE MASSE: 5 !
! REGULATION ETATIQUE: 4 !
! TRAVAIL INTERIMAIRE: 4 !
! CHÔMAGE DE LONGUE DUREE: 3 !
! AVENIR, CHANGEMENT SOCIAL: 3 !
!-----!

L'analyse montre que trois fois plus d'articles sont consacrés à l'évocation des enjeux socio-économiques sous-jacents au développement du chômage des jeunes qu'à l'articulation supposée exister entre chômage et délinquance.

1.4.3 Chômage-Délinquance dans la presse: 1986

Trois années plus tard, en 1986, non seulement cette thématique aura persisté, mais elle se sera faite aussi plus précise et plus explicite. Pour rendre compte de cette évolution, nous avons dépouillé le dossier de presse: "Insertion professionnelle des jeunes: une nouvelle politique" (CRIV, Dossier de presse, 1986).

Ce dossier rassemble pour la période avril 1986 - octobre 1986, les articles parus dans cinq quotidiens nationaux (Le Figaro, L'Humanité, Libération, Le Matin, Le Monde) et trois hebdomadaires (Le Nouvel Observateur, Témoignage Chrétien et Révolution). Au total, ce sont 158 articles qui sont repertoriés.

L'orientation générale de ce document consacré "aux politiques gouvernementales concernant le travail dans son ensemble" d'une part, la période couverte d'autre part, - période où, à la suite de l'échec de la gauche aux élections législatives, sont énoncées les nouvelles orientations du gouvernement - nous interdisent de le comparer aux autres sources d'informations analysées précédemment. Plutôt que des articles de fond développant le point de vue de leurs auteurs sont présentés essentiellement les commentaires des déclarations officielles ou des mesures gouvernementales relatives à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. C'est donc le débat ou la controverse politique que restitue ce dossier. Or, qu'elle soit formulée par les membres du gouvernement, notamment par le Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ou qu'elle provienne des débats parlementaires, l'idée que la société duale ne serait plus un risque ou une hypothèse d'école mais la réalité de la France des années 80 est très explicitement énoncée.

"L'accusation d'envisager une société duale serait recevable si la société duale n'existait pas déjà. Plus de deux millions de Français rejetés, cela ne suffit-il pas à fonder une société duale?" - Le Monde, 8 août 1986

De ce thème central découlent différentes thématiques secondaires qui viennent le compléter. Nous les rappellerons brièvement.

Ainsi, suite aux déclarations du gouvernement, est mise en débat la question du plein emploi et surtout l'hypothèse d'un nombre incompressible de 2 à 2,5 millions de chômeurs". Le Monde 21 Août 1986. Est mise en débat également l'hypothèse d'un changement économique et social irréversible, en rupture avec le legs qui nous vient des "trente glorieuses". En s'appuyant sur les travaux de R. Salais (39), il est donc rappelé que le changement social affecte les frontières habituellement reconnues et admises entre le travail et le chômage et par extension entre activité salariée et activité productive. Il requiert en outre, de s'adapter à "un nouveau type de développement" laissant une large place aux "emplois périphériques", aux "emplois cachés", voire aux "petits boulots" (cf. A. LEBEAUBE. La nouvelle frontière de l'emploi. Des TUC aux <<petits boulots>>. Le Monde, 28 Août 1986). Le débat qu'occasionne cette analyse "politique" de la situation socio-économique constitue ainsi un dévoilement de la thématique développée progressivement par la presse dans les deux périodes que nous avons précédemment inventoriées. Les controverses qui suivent l'énoncé des actions ou des propositions d'actions gouvernementales, par exemple sur le "traitement social du chômage" poursuivent ce travail de mise à jour.

Il serait hors de propos d'analyser dans le détail les discussions et/ou les polémiques suscitées dans la presse sur cette question. Mais en rapport avec la présente investigation, on notera que, ne reposant pas clairement sur un clivage "droite-gauche", mais présent au sein même des partis d'opposition et des organisations syndicales, le thème du "traitement social du chômage" est lié dans la presse à l'institutionnalisation de la société duale, s'inscrivant dans une procédure de "régulation étatique" d'une société où coexistent concurremment deux types de salariats (Exemple: Le Matin, 06-07 Septembre 1986). Dans cette perspective où le chômage, la précarité, la perte des "acquis sociaux" deviennent le risque encouru par la majorité des nouveaux entrants sur le marché du travail, les plus "démunis", les défavorisés sont confrontés au risque d'une exclusion définitive, hors même de ces emplois périphériques. Si la précarité, par le biais des emplois intérimaires ou des "petits boulots" devient ou peut devenir le lot commun, si une révision du code du travail permet une plus grande "flexibilité" de la main d'oeuvre, tout en accroissant sa vulnérabilité au chômage, pour ceux qui ne sont pas en mesure de concourir efficacement pour l'accès à l'une ou l'autre des ces deux formes d'emploi, il

(39) SALAIS, Robert. L'invention du chômage. Paris, PUF, 1987.

reste à gérer la marginalisation, notamment celle des jeunes.

Tel sera le motif public de la démission de M. Y. ROBINEAU, Délégué à l'insertion des jeunes en difficultés. (Libération, 19 Septembre 1986). Cet événement politique sera repris largement dans la presse. Mais au-delà de l'événementiel reste la question soulevée par le journal Le Monde:

"Le problème reste entier pour les jeunes en difficulté. À propos desquels se pose une question majeure: peuvent-ils d'emblée sans soutien particulier, participer à la course à l'emploi avec quelque chance de réussite? à moins de les renvoyer vers l'action sociale et l'assistance". Le Monde, 14 Aout 1986

Ainsi, au-delà des appréciations divergentes liées aux options politiques des journaux, deux axes majeurs se dégagent des thématiques développées dans la presse : la précarisation massive de la main d'oeuvre et l'exclusion éventuelle pour les moins compétitifs.

Quant au thème de la délinquance juvénile, il est quasiment absent dans ce dossier. En effet, on ne le retrouvera mentionné de manière explicite qu'une seule fois . (Témoignage chrétien, 15 Septembre 1986). Car, à l'instar des discours sociaux sur l'insertion des jeunes (40) qui posent en fait, le problème plus général de l'avènement de la crise économique, le thème de l'insécurité - qui lui est connexe et que nous serons amenés à explorer plus loin - ne fonctionne également que comme un leurre, renvoyant plus fondamentalement aux enjeux de la précarisation massive d'une partie du corps social et de l'insécurité économique.

Pour résumer, nous constatons progressivement au fil de l'analyse que l'hypothèse fondant ce travail n'était guère mise en débat dans le champ scientifique. Les discours politiques eux-mêmes, contrairement au thème de la violence entre 1977 et 1980 (41), développeront fort peu ce type d'argumentaire et le plus souvent, il sera utilisé par leurs auteurs, comme dénégation pour se démarquer d'une idée préconçue et non démontrée. L'analyse de la presse montre que cette thématique n'est présente au mieux, que dans une trentaine d'articles, sur les 776 que nous avons parcourus, soit moins de 4%. L'hypothèse avancée s'avérant peu pertinente, nous sommes conduits à en formuler une autre, à savoir, qu'à propos de la "question sociale des jeunes" est posée en fait la question du changement social et économique. Plus précisément, les articles de presse

(40) Ce thème a été développé dans LAGREE, Jean Charles LEW-FAI, Paula, The "Insertion" of youth ? in: FERGE, Zsuzsa MILLER, Michael (ed.), Dynamics of Deprivation. Cambridge, Gower, 1987, pp.234-249.

(41) Mais, Hugues Lagrange, étudiant ce thème observe que " l'idée d'une manipulation politique de l'inquiétude est infirmée: les interventions politiques sur le thème de la violence - nombreuses entre 1977 et 1980 - ne sont pas à l'origine des variations au sentiment d'insécurité". Cf. LAGRANGE, Hugues, Opinion publique et violence in: Revue Française de Sociologie, 1984, XXV, 4, pp.636-657.

traitant de jeunes, de délinquance juvénile et de chômage des jeunes parlent d'autre chose, des évolutions structurelles en cours et, pour reprendre le titre d'un ouvrage récent d' Antoine LION et de Pierre MACLOUF (1982), ils parlent de "l'insécurité sociale" .

Mais une autre observation doit être faite immédiatement. Dans la perspective de lecture que nous avons adoptée, il semble que tout se passe comme si la presse, loin de générer sur cette question un mouvement d'idées, loin d'impulser un mouvement d'opinion, loin en quelque sorte d'informer le politique en lui fournissant des thèmes de débat ou des motifs et des prétextes à intervention, adoptait plutôt le rôle de relais des déclarations, des prises de position ou des actions des hommes politiques. Une telle observation nous conduit donc à réévaluer l'hypothèse émise par F.Tétard, à propos des jeunes des années 60, qui introduisait le traitement de cette partie de l'étude.

Toutefois, les remarques précédentes doivent être modulées, sur trois points:

Notre corpus rassemble principalement des articles informatifs de la presse nationale et délaisse les quotidiens régionaux qui traitent, on le sait, le plus grand nombre de faits divers. Or restera donc posée la question de savoir dans quelle mesure les thématiques développées par ce type de journaux s'incorporent dans un tissu local. Nous aurons à discuter ce point dans les paragraphes suivants.

Pour l'heure, rappelons seulement en évoquant deux études qui abordent le sujet la thèse selon laquelle la presse régionale constitue un vecteur essentiel dans le développement du sentiment d'insécurité.

Telle est en effet, la conclusion du travail de D.DUPREZ (1986) menée sur un dossier de presse , "Insécurité, délinquance" du journal "Nord Eclair" de la région Nord .

"A la lecture de la presse régionale - du journal Nord Eclair comme d'autres - on n'est pas étonné de l'existence et même du développement du sentiment d'insécurité ... (p.195). On peut se demander si certaines pièces de la mosaïque n'ont pas plus d'éclat que d'autres et si, par les associations qu'il permet, le dossier "Insécurité-délinquance" ne vient pas renforcer les opinions préexistantes et contribuer à la perennité du sentiment d'insécurité (p.212)".

Dans une investigation sur les journaux "Nice Matin" et "la Suisse", F. SOUBIRAN et R. CHRISTIAN-NILS (1983) poursuivent en cette voie en montrant que, à la différence de la délinquance d'affaire, les infractions commises avec ou sans violence, s'inscrivent dans le registre de la dangerosité et de l'insécurité en ce qu'elles mobilisent les figures de l'étranger, du jeune, du récidiviste. Mais, dans le même temps,

" la délinquance est donnée à voir comme un "en-soi", jamais corrélée avec ses causes les plus profondes, avec les besoins d'un système qui se doit de maintenir des secteurs marginaux et des mécanismes de parasitisme. Les déterminants sociaux sont gommés on donne à entendre que s'est par le fait de leur seule activité que les exclus se retrouvent tels: tout se déroule dans un contexte d'an-historicité" (p.312).

Ainsi, comme pour Nord Eclair, la prégnance des éléments figuratifs renvoyant à l'étranger et au jeune joue principalement sur deux dimensions, sollicitant à la fois l'affectif et l'imaginaire, et élargissant les projections possibles notamment, à travers le racisme.

En deuxième lieu, si la presse occupe une place prépondérante dans le traitement médiatique de certains sujets sensibles, les mouvements d'opinion sont également tributaires de l'audiovisuel ou du télévisuel. Les différents supports utilisés, sonores, iconiques ou écrits sont autant de matrices de projection dans lesquelles le repérage précis de zones d'influence spécifiques, sans doute nécessaire, se heurte inévitablement à la complexité de leurs interpénétrations.

En troisième lieu, sur cette question de l'articulation chômage-délinquance, si l'on admet que la presse est à la remorque du politique, cette dépendance ne saurait exister que sous une forme métaphorique, à propos du thème véritablement traité du devenir social.

Dès lors, cette thèse qui n'est développée ni dans le champ scientifique, ni sur la scène politique, ni par la presse étudiée s'apparente à une méta-thèse, circulant entre ces trois instances de production des discours sociaux, sans véritables lieux d'ancrage et surtout sans véritable existence. Car, soulignons-le une nouvelle fois l'argumentaire est fort peu utilisé. Et lorsque mention en est faite, c'est le plus souvent en référence un interlocuteur anonyme qui en serait l'auteur ou qui s'en ferait le défenseur.

"La position la plus couramment admise était celle du délinquant victime de la crise" (Bonnemaison, p.16). "Il est souvent affirmé que le chômage conduit à la délinquance" (Rousselet, Le Monde 9 février 1978).

Aussi, sans nier son existence sociale, peut-on en déduire que l'association chômage et délinquance juvénile relève d'un discours "indicible", ne pouvant être dit de manière formalisée et explicite et ne pouvant donc prétendre au statut de DISCOURS SOCIAL.

1.5. Du discours "indicible": peur et insécurité économique.

Sur ce point, les travaux portant sur l'analyse du discours sécuritaire, de la montée du sentiment d'insécurité ou de la violence nous livrent plusieurs pistes dont les éléments intéressent directement notre sujet.

Notons tout d'abord, depuis les travaux du Comité d'Etude sur la violence, la criminalité et la délinquance, déjà évoqués précédemment, que les critiques se sont succédées, infirmant l'hypothèse du lien qui serait susceptible d'exister entre le développement du sentiment d'insécurité et l'accroissement des manifestations de violence (42).

D'autre part, les travaux de recherche tendent à remettre en question un second type de corrélation qui associe le sentiment d'insécurité à "la perception qu'a une personne de ses propres chances d'être elle-même victime" (43). En effet, le sentiment d'insécurité ne covarie pas avec l'exposition au risque. Les femmes et les personnes âgées, dont le mode de vie, objectivement, les expose le moins à un risque d'agression, constituent les catégories sociales qui éprouvent le plus fortement la peur de la violence (Lagrange, 1983)

(42) Cf. par ex. CHESNAIS, Jean-Claude. Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours. Paris, R.Laffont, 1982. 497p. Egalement, l'étude menée par H.LAGRANGE (1984), op.cit. Dans cette dernière, le corpus est constitué des résultats d'un questionnaire passé par la SOFRES à un échantillon de la population française depuis 1974 aux fins de cerner le niveau de préoccupation des enquêtés, soit hausse des prix, chômage, violence et criminalité, paix sociale. Analysant les statistiques judiciaires, tout en limitant leur portée, l'auteur montre que les fluctuations de l'inquiétude n'offrent aucun lien avec les évolutions moyennes enregistrées. Cependant, en dépit de la confusion des termes utilisés dans le Rapport Peyrefitte, J.Léauté notait déjà que

" Le sentiment d'insécurité est une donnée ...qui ne correspond pas à la réalité criminelle et violente, Les manifestations de la violence auraient donc une influence relativement faible sur le sentiment de sécurité personnelle."

Cf. Urbanisation, habitat, violence et insécurité. Institut de Criminologie de Paris. Rapport ronéo, juin 1977, pp.67-68.

(43) Cf. les travaux réalisés à la suite de FURSTENBERG, F. Jr., Public reaction to Crime in the Streets in: American Scholar, 1971, 40, pp.601-610.

"Que la crainte de la délinquance ne covarie pas avec l'exposition au risque, voilà qui constitue un canon de la recherche spécialisée. ... Les enquêtes de victimisations ... montrent à travers des liaisons avec la jeunesse, le célibat, le chômage, les sorties nocturnes, le sexe... que ce sont des styles de vie manifestant une exposition plus grande des personnes ou des biens qui sont corrélés statistiquement à un risque plus élevé de victimisation." (Robert, 1985)

Cet apparent décalage entre les faits, la perception qu'en ont les acteurs sociaux et les sentiments qui en résultent procède donc d'un travail de production du sens, travail réalisé par l'acteur dans l'élaboration de sa représentation de soi et de son rapport au social. Il en découle des images, des stéréotypes, des rumeurs dont s'emparent les habitants d'une cité, d'un quartier ou d'un village et qu'ils se réapproprient en les transformant, comme le montre l'analyse de R.Dulong (44) à propos de l'auto-défense . C'est sur ce point et à ce niveau de la réalité sociale que peut se faire sentir l'impact des moyens de communication de masse, même si leur rôle, comme nous l'avons vu pour la presse, demeure complexe et sujet à débat (45). Toutefois en ce qui nous concerne présentement, son "pouvoir évocateur" se trouve limité de double manière. Tout d'abord, ainsi qu'il a été démontré, l'articulation chômage-délinquance juvénile est fort peu développée et n'intervient que comme effet de style pour introduire un discours qui dit autre chose. Mais d'une manière plus générale, son effet est réduit dans la mesure où le processus d'une éventuelle identification aux commentaires et événements diffusés par la presse n'a de chance de se réaliser que lorsque le message médiatique est ancré dans les conversations, dans les rumeurs colportées, déformées et réappropriées dans le réseau relationnel en somme, lorsqu'il trouve le moyen de s'inscrire dans la structure d'un milieu de vie. En d'autres termes, les processus d'implication par l'investissement affectif, prédominant ici sur la distanciation ou la décentration objectivante (46) . Les faits divers dans les presses locales, en les favorisant et en réduisant la dissonance seraient en ce sens un des éléments pivots de cette matrice d'identifications et d'ancrages. La résonance de la presse

(44) DULONG, Renaud, Sens et non sens de l'auto-défense in: Déviance et Société, 1982, 5, 3, pp.211-222.

(45) Cf. par ex. HALLORAN, James, Les communications de masse: symptôme ou cause de la violence in: La violence et ses causes. Paris. UNESCO, 1980, pp.131-148.

(46) On pourra illustrer un aspect de cette implication par ce qui ressort d'une analyse faite au niveau d'une presse nationale (Le Monde). L' exemple est significatif car le travail porte ici, non sur les faits divers mais sur la liste d'événements publiés par Le Monde chaque année. Cf. LAGRANGE Hugues (1984) op.cit. L'auteur montre ainsi que l'évolution de l'opinion sur la violence est corrélée avec une seule variable, à savoir, l'évocation dans la presse d'événements où les Français éprouvent de l'empathie pour la victime. En ce sens, dit-il, " Le ressort principal des montées d'inquiétude est l'existence dans l'actualité d'événements impressionnants c'est à dire, d'actes de violence susceptibles de cristalliser des réactions affectives...La qualité de l'agresseur et les modalités de l'agression ne (lui) sont sans doute pas indifférentes", pp.650-651.

renvoie ainsi à un ensemble de phénomènes et de mécanismes d'appropriation dont les fondements peuvent être très différents.

Le travail de C.Bertrand sur "L'Ombre du tueur" (1978) en est une illustration. A partir d'un fait divers criminel - une série de meurtres de femmes dans une petite commune de banlieue - se construit par médias interposés un mythe par lequel se cristallisent la peur d'être une victime potentielle et le sentiment d'insécurité. S'il n'entre pas immédiatement dans notre propos de rendre compte de son élaboration progressive, nous retiendrons cependant les conclusions à propos précisément du décalage entre la rumeur ayant cours dans les espaces de vie et le discours tenu par les médias :

"Tout d'abord, les rapports complexes entre la rumeur et les médias. On peut en effet s'étonner de leur disparité. Car, malgré l'insistance et le pouvoir évocateur des journaux et de la télévision, la rumeur est restée fidèle à ses principes. Elle a poursuivi sa route en ignorant sciemment les données des médias, elle est restée sourde à leurs suggestions, elle a renversé les stéréotypes."
(p.182)

L'une, comme l'ont montré les travaux sur la rumeur, est interne au groupe et à l'espace relationnel elle procède de la quotidienneté et de la structuration locale des rapports de voisinage. A la dynamique propre du groupe social local, à sa "réalité sociologique" renvoie la rumeur, génératrice de sentiment d'insécurité et elle répond aux enjeux auxquels le groupe est confronté. L'autre est extérieure, étrangère et fonctionne comme un pouvoir de manipulation, ayant trait aux enjeux politiques locaux ou régionaux. Et la conjonction des deux donne lieu à une série de configurations avec des pondérations variables de l'un ou l'autre des éléments en présence. Nous rejoignons ici les prises de position théoriques du Service des Etudes Pénales et Criminologiques de Paris (S.E.P.C.), telle celle défendue par Ph. ROBERT et Cl. FAUGERON (1980), qui soulignent les limites de l'influence des discours publics sur la peur ou celle de D. VERNEUIL (1981) qui rappelle que:

" Les discours sur la criminalité et le système pénal rencontrent des structururations dont on s'aperçoit qu'elles sont de véritables actrices cachées dans la formation des représentations"

Surtout, les observations faites précédemment complètent ces propositions en suggérant que la rumeur et la diffusion du sentiment d'insécurité ne procèdent pas tant d'un rapport individuel ou personnel à la violence, au crime ou l'agression mais qu'elles résultent d'une dynamique collective et de l'engagement, de la participation et du positionnement des acteurs sociaux dans des univers de vie spécifiques. Ainsi, entre l'individu et le sentiment de peur qu'il éprouve ou la rumeur qu'il reprend à son compte et contribue à propager, le groupe social d'appartenance intervient comme instance de médiation. Et c'est en tenant compte de ce rapport à trois

composantes qu'il convient de s'interroger sur ce que disent les discours sur la délinquance et ce qui s'exprime dans les déclarations sur l'insécurité. Car si la presse ne dit pas ce que dit la rumeur, et si la rumeur se méfie et prend ses distances vis à vis de la presse, reste la question de savoir ce qui se dit, ce qui s'exprime dans les conversations quotidiennes sur les affaires de violence, de délinquance et d'agression.

En nous fondant sur l'analyse du bilan des travaux ayant abordé cette question, réalisé par R. ZAUBERMAN (1982), nous distinguons trois types de réponses:

- "A un premier niveau et pour toute une série de recherches, il est clair que la peur est bien peur du crime", (p.422) dans la mesure où elle se développe à partir d'un certain niveau de criminalité locale, soit qu'elle procède d'un calcul rationnel des chances de victimisation, soit par un effet d'amplification des événements délictuels ou criminels, chacun s'appropriant l'expérience d'autrui" (Dulong, 1982)

- Pour autant, l'écart significatif entre l'importance de la délinquance, fut-elle considérée seulement au seul niveau pertinent qui soit, c'est à dire au niveau local, et le développement du sentiment d'insécurité a amené d'autres recherches à mettre en question l'existence d'une liaison probante entre ces deux ordres de phénomène. Ici, la peur ou le sentiment d'insécurité est analysé en référence à la problématique locale, à la "perception des changements dans la structure sociale de la communauté" (Zauberman, 1982). Dans cette ligne de travaux, rumeur et peur sont renvoyées aux altérations de la socialité. L'affaiblissement des solidarités de voisinage ou des liens d'interconnaissance, la disparition des identités de quartiers et l'absence de contrôle social informel sont au principe de l'émergence et de la diffusion sur l'ensemble du corps social local d'un sentiment de malaise, qui se traduit en termes de récriminations et de craintes. L'occultation progressive des normes de conduite, qui tracent la ligne de partage entre "les gens biens" et les "marginiaux, les déviants ou délinquants" ou plus généralement les populations aux modes de vie différents et étrangers aux usages locaux participent de ce même processus de production d'un sentiment de peur. Mais dans l'un et l'autre cas, qu'elle soit provoquée par une urbanisation rapide, - comme cela fut analysé durant les années 60 - qu'elle procède d'une opération de rénovation urbaine venant bousculer l'équilibre et la structure de la communauté locale, ou qu'elle soit engendrée par un lent processus de dégradation économique, qui provoque la paupérisation, voire la marginalisation de contrées entières - comme il est invoqué à propos de régions touchées par les plans de restructuration économique (Rapport FORS, 1980) -, c'est la problématique du changement social tout d'abord, mais aussi du changement économique qui se trouve mobilisée dans les analyses sur le sentiment d'insécurité.

- Un troisième type d'investigation poursuit cette entreprise de décryptage de la rumeur insécuritaire, en la référant aux menaces économiques et aux risques de déclassement social encourus par certaines catégories sociales, telles les personnes âgées ou les femmes seules, mais aussi les artisans, les petits paysans, les petits commerçants, les fractions les plus défavorisées de la petite bourgeoisie. En cela, le discours sur l'insécurité exprime bien le sentiment d'une menace partagée collectivement par des ensembles sociaux. Mais si le propos explicite porte sur la menace de l'agression ou de l'atteinte aux biens ou aux personnes, implicitement et de façon plus significative il exprime la peur d'un changement social qui, en remettant en cause l'ordre social, risque de remettre en question les positions et les références des groupes sociaux.

- En ce sens, et nous retrouvons ici la position défendue par ACKERMAN, DULONG et JEUDY (1983), le discours sur l'insécurité connote la crainte d'un changement social et économique, appréhendé non comme progrès mais comme processus de déstabilisation et de destruction. Il exprime en outre, la peur d'un désengagement de l'Etat et la revendication pour qu'il retrouve son rôle premier de protection des individus et des communautés, mais sur un plan autre que celui de la stricte sécurité publique. En cela, le discours sécuritaire exprime la revendication des groupes sociaux ou collectivités sociales menacées ou se sentant menacées pour une redéfinition du rapport du social à l'Etat, qui permette de préserver l'ancien ordre des choses en plaçant la sociabilité, la quotidienneté, le tissu relationnel sous l'emprise du pouvoir étatique.

Ainsi, les réponses fournies par ces différents types d'analyses sont elles-mêmes hiérarchisées en fonction de l'ampleur de la production de sens qu'elles octroient au discours sécuritaire. Aux unes, qui, en France, semblent à la fois limitées et fort contestées, le sentiment d'insécurité est peur du crime, peur de l'agression, peur de la violence. Pour les autres, ces discours expriment autre chose que ce qu'ils prétendent dire. Mais dans tous les cas de figure, ils expriment la peur du changement social, le sentiment d'être "physiquement", socialement ou économiquement menacé, soi-même directement ou par l'intermédiaire du milieu de vie, par le devenir social.

Dans cette perspective, c'est en prenant acte de ces travaux qui nous rappellent d'une part, que les rumeurs sur la délinquance ont une autre portée et un autre mobile que

leur étroit registre d'énonciation, domaine de signification explicite, d'autre part, que leur signification profonde est à rechercher dans le rapport - lié aux déterminations économiques - du social à l'Etat, que nous nous proposons de poursuivre notre investigation.

Comment s'agence dans le temps, la production des discours sur les thèmes de la "jeunesse", de la "délinquance", du chômage et de l'urbain? Comment circulent ces discours? Sont-ils déployés à un moment donné de l'histoire du champ politique et repris dans le champ scientifique? Quelles transformations en ressortent-elles?

2. CIRCULATION DES DISCOURS: CHOMAGE, DELINQUANCE, ENVIRONNEMENT URBAIN ET POLITIQUES SOCIALES

L'analyse à laquelle nous venons de procéder aboutit à un triple constat, que nous rappelons brièvement ici, nous permettant ainsi d'étendre le champ de nos interrogations.

1) Partant du présupposé que le champ scientifique était le lieu de production de travaux traitant de l'articulation supputée entre chômage et délinquance, l'analyse révèle une quasi-inexistence de débats relatifs à ce thème. En fait, cette hypothèse est rarement traitée. Le plus souvent elle est passée sous silence. Mais du discours scientifique au discours politique et à celui de la presse nationale, le constat restera le même. Explicitement, l'association chômage-délinquance des jeunes est un argumentaire peu utilisé dans les discours formalisés, ayant un statut officiel. Et, en ce sens, nous avançons qu'elle ressort de l'ordre de la méta-thèse.

2) De cette observation, l'on ne saurait cependant laisser entendre que ce type de propositions ne circulent pas ou qu'elles n'aient pas d'existence sociale. Les expériences sur le terrain de même que les études menées sur les rumeurs, le sentiment d'insécurité infirmeraient une telle déduction. Parlées dans la quotidienneté, elles ressortent de l'ordre de la socialité. Mais surtout, en ce qui nous intéresse plus particulièrement, forgées par elle, elles sont l'expression de son évolution, de ses transformations, des enjeux et des risques auxquels les collectivités sociales se trouvent confrontées. Ce qui se dit ou est associé dans les sphères de la sociabilité informelle à propos du "problème-jeunes", se décrypte à travers le rapport individuel et/ou collectif au changement social et économique, appréhendé comme une menace de déstructuration d'un tissu social.

3) Au plan des interconnexions possibles entre différents type de discours, produits par les instances et institutions sociales, puisque c'est dans cette perspective d'analyse que nous nous sommes situés, l'on retiendra en outre que ces termes, lorsqu'ils sont évoqués, s'insèrent dans une constellation de thématiques. Les analyses les mobilisent, par exemple lorsqu'il s'agit de rendre compte soit de la délinquance des jeunes et la montée de l'insécurité, soit du développement du chômage et du renforcement des difficultés de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Empruntant l'une ou l'autre entrée, l'on rencontre ainsi, inévitablement, d'une part, le thème de la crise, de la précarité, de l'insécurité économique, avec pour extension et point d'aboutissement, la marginalisation économique d'une couche de la société, voire, son exclusion, et d'autre part, celui du rôle de l'Etat, puissance protectrice et régulatrice intervenant tantôt "en faveur" des plus démunis, tantôt pour assurer la gestion sociale du chômage, tantôt encore pour "réaménager le chômage" et en définitive, sous ces diverses

expressions, pour réguler le changement provoqué par la crise économique. De fait, et ce sera là notre dernière proposition, les discours formalisés sur le chômage et/ou la délinquance des jeunes abordent, au fond, autre chose que ces questions. Ils traitent là encore, mais en développant les enjeux politiques et parfois électoralistes qui y sont sous-jacents, de la question du changement social.

Traçant les contours de ces traitements et de leurs évolutions, nous avons observé quelques points d'inflexion qu'il ne serait pas inutile de rappeler ici. Chômage des jeunes, montée du sentiment d'insécurité, par ces deux entrées pas nécessairement associées, commence à s'opérer une sensibilisation à la nouvelle conjoncture économique, marquée par la récession. Encore durant cette période, le chômage des jeunes n'est-il analysé qu'en tant que chômage de primo-insertion, dont les thèses de la marginalité culturelle et de l'allergie au travail rendent compte totalement ou partiellement. Dès les années 80, l'accent se déplace sur les processus de marginalisation économique et d'exclusion que suggère la découverte de "stock" de jeunes chômeurs de longue durée, du développement du travail au noir et de la paupérisation de masse. Enfin, l'inflexion récente sur l'avènement de la société s'accompagne de questions sur les (ré)aménagements qui s'opèrent à la faveur du renouvellement des générations et préfigurent les formes possibles d'organisation sociale de la société de demain.

D'avantage sans doute que le simple constat du peu d'ampleur des discours traitant explicitement de l'articulation chômage et délinquance des jeunes, l'hypothèse de départ et les observations que nous avons été amenés à faire dans la partie précédente engagent ainsi à déborder de notre domaine d'investigation particulièrement étroit. Elles nous conduisent à examiner dans quelle mesure, sous des appellations différentes, cette thématique de l'articulation chômage/délinquance des jeunes constitue l'une des facettes de la question de la "Régulation régulation sociale", quels acteurs institutionnels et quels enjeux politiques participent de son évolution, de son succès ou de son remplacement, comment surtout elle circule et transite entre le champ politique et le champ scientifique.

2.1. Parcours généalogique: repérage synoptique.

Le tableau qui suit (47) retrace essentiellement pour la période 1970-1987 les principaux lieux de production de discours dont la constellation de thèmes soumis à l'analyse concerne plus directement la présente investigation.

(47) Le repérage synoptique présenté ici s'inscrit dans la perspective d'analyse adoptée par JENNY, Jacques, Les discours sociaux sur la <<Jeunesse>> dans les années 60. in: La Jeunesse en Questions, op.cit. dans l'introduction générale à ce travail.

LES TRAVAUX DU PLAN	LES THEMES DU PLAN
1960	
1961 IV. PLAN	EQUIPEMENTS MONOFONCTIONNELS
1962	
1963	
1964	
1965	
1966 IV. PLAN	
1967	
1968	
1969	
1970 COMMISSION: ACTION SOCIALE	GROUPES CIBLES
	ACTION GLOBALE
	NOUVELLE SOCIETE"
1971 VI. PLAN	EQUIPEMENTS INTEGRES
1972	
1973 HABITAT ET VIE SOCIALE	
1974	
1975	
1976 VII. PLAN	LES SERVICES
1977 INEGALITES SOCIALES	ARTICULER L'ECONOMIQUE
	ET LE SOCIAL
1978	
1979	
1980 VIII. PLAN PROTECTION SOCIALE	MAITRISE DES DEPENSES SOCIALES
1981	
1982	DEVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL
1983 AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE	
1984	
1985	
1986	
1987	

! POLITIQUE DE L'ACTION SOCIALE !

!1960 !POLITIQUE D'EQUIPEMENTS !
!1961 !COLLOQUE DE MARLY UNARSEA !
!1962 ! !
!1963 !COMITE NATIONAL DES CLUBS ET EQUIPES DE PREVENTION!
! !SAVIGNY: ECOLE DE L'EDUCATION SURVEILLEE !
!1964 ! !
!1965 ! !
!1966 !CONVENTION AVEC LES EDUCATEURS !
!1967 !LIVRE BLANC DE LA JEUNESSE !
!1968 !CAPASE (DIPLOMES PROFESSIONNELS) !
!1969 ! !
!1970 !DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE !
! !MODIFICATION DE L'ORDONNANCE DE 58 !
! !RETABLISSEMENT DE LA DIRECTION DE L'E.S. !
! !ABSORPTION DES CLUBS DE PREVENTION PAR LA SANTE !
!1971 ! !
!1972 !MAJORITE CIVILE: 18 ANS !
! !DECRET DE LA SANTE SUR LES CLUBS DE PREVENTION !
! ! !
!1973 !SS. DIR DES PROFESSIONS DU TRAVAIL SOCIAL !
! ! !
!1974 ! !
! ! !
!1975 !LOI SUR LES HANDICAPES !
!1976 ! !
!1977 ! !
! ! !
!1978 !D.S.T.S. (DIPLOME PROFESSIONNEL) !
! ! !
!1979 ! !
!1980 !D.E.F.A. (DIPLOME PROFESSIONNEL) !
! !LOI SECURITE ET LIBERTE !
!1981 !DELEGATION A L' !
! !ECONOMIE SOCIALE !
! !ABOLITION DE LA LOI SECURITE ET LIBERTE !
! ! !
!1982 !LOI SUR LA REGIONALISATION !
! !MISSIONS LOCALES, ETE CHAUD !
! !LETTRE DE M. QUESTIAUX !
! ! !
!1983 !CONSEIL NATIONAL DE LA PREVENTION !
! ! !
!1984 ! !
!1985 !CONSEIL SUPERIEUR !
! !DU TRAVAIL SOCIAL !
!1986 ! !
!1987 ! !
! ! !

DISCOURS POLITICO-ADMINISTRATIF	DISCOURS SCIENTIFIQUE DU CHAMP SOCIAL
11960	
11961	
11962	
11963	
11964	
11965	RAPPORT PRIGENT: DELINQUANCE JUVENILE
11966	
11967	
11968	
11969	
11970	RAPPORT DUCAMIN
	RAPPORT DUPONT FAUVIELLE
11971	GRUPE INTERVENTION PRISON (G.I.P.)
11972	N. SPECIAL D'ESPRIT: POURQUOI LE TRAVAIL SOCIAL?
11973	
11974	LENOIR: LES EXCLUS
	STOLERU: VAINCRE LA PAUVRETE
11975	
11976	
11977	RAPPORT PEYREFITTE
11978	ONZELOT, LA POLICE DES FAMILLES
	VERDES LEROUX, LE TRAVAIL SOCIAL
	MAUREL, PRATIQUES NOUVELLES ET TRAVAIL SOCIAL
11979	CHEVREUSE, PRATIQUES INVENTIVES DU TRAVAIL SOCIAL
11980	RAPPORT BIANCO, LAMY
11981	RAPPORT OHEIX
	RAPPORT SCHWARTZ
	QUESTIAUX, FOURNIER:
	INGRE: LE SOCIAL, C'EST FINI!
11982	RAPPORT DAVAIN: LES METIERS DE L'
	ANIMATION
	RAPPORT BONNEMAISON
	INITIATIVES LOCALES ET CREATION D'
	EMPLOIS
	L'IMAGINATION AU QUOTIDIEN
11983	RAPPORT CARRAZ
	RAPPORT MINGAT
11984	
11985	RAPPORT TEN
11986	
11987	

	POLITIQUES URBAINES	SOCIOLOGIE URBAINE
1960		
1961		
1962		
1963		
1964		
1965		
1966		
1967	"MILLE CLUBS"	
1968		
1969		
1970	IGROUPE POUR LA RESORPTION IDE L'HABITAT INSALUBRE	
1971		
1972		ICASTELLS: LA QUESTION URBAINE ISEMINAIRE FORS: HABITAT ET IVIE SOCIALE
1973		
1974	IGROUPE HABITAT ET VIE SOCIALE	
1975		
1976		
1977		
1978		
1979		
1980		
1981		
1982	ICOMMISSION DUBEDOUT I DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS	IESPACES ET SOCIETES N. 40 ICORRESPONDANCES MUNICIPALES
1983		
1984		
1985		
1986		
1987		

2.1.1. Evolution des formes discursives de la "régulation sociale".

Il n'entre pas dans notre propos d'écrire l'histoire de la question sociale des jeunes et encore moins celle de l'action sociale et/ou des discours qui ont accompagné les interventions étatiques dans la gestion des "problèmes sociaux" (48). La voie d'approche que nous avons adoptée consiste plutôt à saisir en quoi, celle-ci s'était déplacée et quels étaient les référents contextuels de cette évolution. Ce détour, s'il en est, en élargissant la perspective, permettra de rechercher plus précisément en quels termes est formulée la question sociale et, en son sein, comment s'inscrit la constellation de thèmes évoqués précédemment par ceux qui ont le pouvoir institutionnel de l'explicitier et d'en brosser les contours.

Cette démarche se heurte à une première difficulté, à savoir, la multiplicité des modes de périodisation de l'histoire de cette question et de son traitement (49). Ainsi, sur la base des rétrospectives établies dans les documents de première main, complétées par les remarques des rapporteurs de groupes de travail et de commissions administratives d'une part, des analyses réalisées par les chercheurs oeuvrant dans le domaine des politiques sociales, l'on pourrait dégager quelque sept types de périodisation.

Leur présentation ci-dessous ne tient pas compte bien entendu des interrelations qui existent entre les critères sur lesquels reposent les différentes périodisations proposées et encore moins de les évaluer. Nous y reviendrons plus loin.

Apparaît tout d'abord et le plus fréquemment une périodisation chronologique par coupe décennale, à savoir: l'après guerre, temps de la reconstruction, les années 60, marquées par le début de l'expansion économique et l'entrée de la société française sur la voie de la modernisation, les années 70 ensuite qui constituent à maints égards un tournant, car s'il est affirmé la nécessité de poursuivre l'effort entrepris, le principe d'une révision des orientations et des méthodes d'intervention sociale est tout aussi explicitement énoncé enfin, les années 80 que caractérisent la rupture de la crise économique, et pour certains avec la fin de l'Etat Providence, un processus

(48) Comme dans d'autres parties de ce travail, celle par ex. touchant au sentiment d'insécurité, nous avons opéré une sélection parmi les nombreux travaux qui traitent plus spécifiquement de ces questions. La perspective délibérément choisie ici interdit par conséquent l'exhaustivité. Sur la gestion des problèmes sociaux, cf. TACHON, Michel. Travail social et gestion des problèmes sociaux in: Lectures sociologiques du travail social. Paris, Editions Ouvrières-CRIV, 1985.

(49) A propos des difficultés de ces périodisations, cf. par ex. RENOARD, Jean-Marie. Déviance juvénile: de la gestion de l'inadaptation à l'organisation de l'exclusion in: Déviance et Société, 1982, vol.6, n 2, pp.167-184

prononcé de réorganisation des modes d'intervention des politiques sociales.

Plus politique, un autre classement différenciera trois moments: la période gaullienne où il est question de rattrapper le retard sur les pays voisins et de se hisser à la hauteur des pays les plus compétitifs, au niveau de vie le mieux assuré, en second lieu la période néo-libérale, concrétisée par l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la république, mais qui sera marquée par les premiers soubresauts de la crise économique et enfin la période socialiste, confrontée de plein pied à la gestion d'une crise durable.

A ceux-ci s'ajoutent des catégorisations selon les modalités d'intervention ou selon les objectifs que visent les organismes et administrations du "champ social". Ainsi, l'on distinguera une période où se met en place une intervention spécialisée et technique, voire techniciste, sur des "groupes cibles" (les jeunes, les vieux, les handicapés, les immigrés,...), une seconde période où est défendue une "action globale" sur le milieu social, et en dernier lieu une période dite "intégrative", où sont préconisées l'inter-institutionnalité et la "polyvalence" à l'échelon local de la vie du quartier.

D'une manière plus analytique que descriptive, cette histoire du traitement de la question sociale se laisse découper encore en fonction des objectifs qui sont assignés à l'intervention de l'Etat par les organismes de réflexion ou par les décideurs. Ceux-ci pourraient être résumés ainsi:

- "REPARER" les effets de l'expansion économique auprès des "laissés pour compte", du sous-prolétariat, "cette fraction des couches populaires qui est passée entre les mailles du filet de la prolétarisation moderne" (LION, MACLOUF, 1982)

- "PREVENIR" l'exclusion, d'une part en améliorant la qualité de la vie, d'autre part en luttant contre les inégalités

- "REGULER" les effets du changement social et de la récession en favorisant par le "développement social" l'autonomie des populations affectées par la crise.

Par ailleurs, les thématiques récurrentes peuvent elles-mêmes servir à caractériser les moments forts du déroulement des politiques sociales. De manière synthétique, ici, l'on en retiendra trois: l'intégration

des handicapés, le thème de l'inégalité, de la disparité, de la différenciation sociale et en troisième lieu la territorialisation et le dualisme existant entre les préoccupations d'ordre économique et celles qui ressortent du registre social.

Enfin, les tendances sinon les renversements de tendances de l'économie et de l'appareil de production, livrent un autre critère de périodisation. De façon grossière, sont distinguées ainsi, une période d'expansion et de croissance à laquelle est associé le développement et le renforcement de l'état providence d'une part, et d'autre part une période de récession qui conduira, par un accroissement jugé excessif des charges dévolues à l'action sociale étatique à la crise de l'appareil de protection sociale (50). Plus précisément, dans la ligne de travail de J.P. GAUDEMAR (51), les mouvements de l'économie et les restructurations de l'appareil de production sont mis en rapport avec les modifications de l'espace des classes sociales et les problèmes de régulation et d'intégration qui en résultent pour l'état central. Si dans cette perspective, les auteurs font ainsi mention d'une première phase caractérisée par la constitution et la fixation d'un prolétariat progressivement intégré à la société industrielle, le second moment de ce cursus sera marqué par "une intervention de surveillance concernant essentiellement la fraction inorganisée de la classe ouvrière", c'est à dire le lumpen-prolétariat, i.e, les pauvres (VERDES-LEROUX, 1978, BAILLEAU et MISPELBOM, 1978). La crise économique ouvre une troisième période où, par les institutions et par les agences d'intervention étatique, s'opèrent la régulation de la recomposition progressive de l'espace des classes sociales et la gestation de la société duale. En somme, pour reprendre les termes de R. BOYER, cette troisième époque de la formulation de la "question sociale" est sous-tendue par la transformation du rapport salarial, le déclin du rapport salarial de type fordiste et l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation de l'ordre social, basé sur un COMPROMIS ou un CONTRAT SOCIAL dont les termes restent encore à inventer (BOYER, 1986 LIPIETZ, 1983, ROSANVALLON, 1984). Cette dernière grille de périodisation se différencie des précédentes par sa tentative à articuler "question sociale" et "question économique".

Dans cette perspective, l'on pourrait encore entrevoir un autre mode de classement fondé sur la manière dont, dans les discours institutionnels, la politique sociale se

(50) Cf. par ex. JOBERT, Bruno (1981), Le social en Plan. p.239

"A la faveur d'une croissance économique relativement rapide, la part des dépenses publiques dans le Produit Intérieur Brut était restée à peu près stable de 1959 à 1973. Mais la crise économique et le ralentissement de la croissance provoquent ensuite ce que le VIII PLAN qualifie de "rupture dans l'évolution des dépenses publiques depuis 1974":

1959	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
33,5	36,6	37,8	41,5	41,8	41,8	42,6	43

(51) GAUDEMAR, Jean-Pierre, La mobilisation générale. Paris, Ed. Champ Urbain, 1979.

trouve enchâssée dans la politique économique. Et là encore, c'est une périodisation en trois temps qui apparaît:

a) Une première période durant la phase gaullienne, où l'action sociale considérée à l'instar de la culture comme "supplément d'âme" est alimentée par le reliquat laissé par l'effort de modernisation de la France.

b)) Une seconde période correspondant à un retour de la politique libérale, où est postulée la nécessité de réconcilier l'économique et le social (52) . Mais cette lecture de "l'approche globale" reste rare, sinon dans quelques études de l'I.N.S.E.E. et du C.E.R.E.Q . Et par l'effet des pesanteurs institutionnelles tout d'abord, des orientations de la politique d'action sociale en second lieu, elle servira de couverture à la pérennisation du mode d'intervention spécialisé et techniciste forgé durant la phase antérieure. Elle servira surtout de couverture à la subordination des politiques sociales aux rigueurs et contraintes budgétaires qu'impose le retour progressif et tendanciel à une économie libérale confrontée à la crise économique.

c)) Une dernière période, où il est postulé que l'ACTION SOCIALE constitue ou pourrait constituer un vecteur de changement , non seulement de par ses effets structurels qui peuvent apparaître comme "INDECIDABLES" (BAREL, 1982), mais aussi et surtout en raison des orientations qui lui sont données, à savoir:

- intervenir dans le champ économique, pour assurer par la mise au travail sur le marché parallèle de l'emploi, l'insertion et la sauvegarde des catégories de populations disqualifiées sur le marché officiel de l'emploi
- participer à l'effort de restructuration de l'appareil de production (53)

(52) Ainsi, "... l'action sociale devait peser de tout son poids et servir à la modernisation de la France pour qu'il n'y ait pas de vaincus de l'histoire." RUPP, Marie-Antoinette. Quarante années d'action sociale en France (1946-1986), un canevas pour les travailleurs sociaux. Toulouse, Ed.Privat, 1986, p.83.

(53) "Ainsi, le problème n'est pas tellement de développer des politiques spécialisées en faveur de l'enfance et de la famille, mais plutôt d'envisager l'action sociale dans sa participation au développement économique et social d'ensemble, en particulier en luttant contre toute forme d'anomie sociale . Elle doit notamment dégager des ressources en vue d'un renouveau économique et d'une restructuration sociale". MAUREL, Elisabeth, Politiques familiales et reproduction sociale in: Economie et Humanisme, 1978, n 234, pp. 41-49.

A l'instigation des décideurs politiques, l'action sociale est ainsi intervention de revivification du corps social ou de cette fraction du corps social, victime du processus de recomposition sociale, pour qu' à défaut de subsides et de solutions émanant de l' Etat-Providence, les collectivités, les groupes, les individus soient à même de développer les moyens de leur survie. Dans cette perspective, le ciblage sur les victimes de la crise ou sur les populations les plus exposées, en l'occurrence pour ce qui nous concerne, les jeunes renvoyés du marché officiel de l'emploi, apportera semble-t-il, l'un des effets les plus probants et à tout le moins les plus évidents des actions menées dans le domaine de l' économie sociale. Mais, quant aux modalités de leurs mises en oeuvre, en faisant appel aux réseaux sociaux jusqu'ici considérés comme informels et auxquels l'on attribue ou l'on re-découvre une quelconque valeur marchande, en recourant à la structuration des collectivités sociales locales et aux dynamismes dont elles sont potentiellement porteuses, ces actions ont surtout valeur d'exemplarité. L'objectif qui les guide ou du moins le message dont elles sont porteuses à l'adresse des victimes effectives ou des victimes potentielles de la crise est ici de recouvrer un dynamisme social et par devers lui, un dynamisme économique, en se dégageant de la tutelle d'un état protecteur d'une part, et d'autre part de contribuer à développer, collectivement au plan local, un autre rapport au changement social et économique (DONZELOT, 1984). C'est dans cette perspective (54) que la politique d'action sociale, mise en oeuvre durant cette dernière période, peut être considérée, ainsi que le propose Bruno JOBERT comme "l'outil du DUALISME" (55).

(54) Non pas seulement parce que le VII PLAN proposait une gestion différentielle de la force de travail, mais parce que, reprises dans le cadre d'une politique économique libérale renouvelée, les recommandations du VIII PLAN puis du IX PLAN invitent à distinguer entre actifs productifs et actifs improductifs, à dynamiser les uns en les faisant devenir plus compétitifs et à amortir, en recourant aux ressources sociales locales, les effets de la recomposition du système socio-économique.

(55) JOBERT, Bruno, op. cit. p. 163. Cf. aussi BAILLEAU, François, De l'économie sociale à... l'économie du social: les entreprises intermédiaires. Paris, C.N.R.S- I.R.E.S.C.O. contrat de connaissance: CNRS/CNPD, nov. 1986, 336 p. "La question est posée de savoir si par le développement de ces activités (économie sociale, entreprises intermédiaires...) on n'assiste pas à l'officialisation d'un deuxième marché de l'emploi, dévalorisé car n'offrant ni sécurité (temps de passage limité) ni un salaire complet. ... Officialisation, par les travailleurs sociaux d'un marché du travail à deux vitesses, expérimentation concrète de la dualisation de la société?" p.322

Il serait encore possible de distinguer une périodisation de l'histoire récente de la question sociale, en se fondant sur la manière dont est appréhendé son financement (56). Ce serait encore trois périodes qui pourraient être définies:

a) Une première période où la politique sociale s'alimente du surplus de l'expansion économique et des réinvestissements jugés nécessaires pour assurer la modernisation de l'appareil de production

b) Une seconde période, où le rôle de régulation de l'action sociale se trouve consacré. Elle accompagne la croissance en même temps qu'elle est soumise ou plus précisément que commence à se faire entendre la volonté de la soumettre à une rationalisation budgétaire plus stricte.

c) Une dernière période, où la rationalité de l'économie libérale faisant loi, celle-ci s'impose au dispositif d'action sociale. Le thème de la "maîtrise des dépenses sociales" est ainsi lié aux thèmes de "de l'efficacité", de la polyvalence, de la re-définition des orientations du travail social, autant de discours, tenus de longue date dans les rapports officiels des politiques sociales, mais qui, à la faveur du contexte socio-économique, tendent à devenir effectifs.

(56) Le volume des financements accordés aux politiques sociales en proportion du Produit National Brut traduit l'intérêt porté par l'état et dans une large mesure par les partenaires sociaux, à la gestion des tensions réelles ou potentielles que génèrent les mouvements économiques. La manière dont ils sont attribués, en fait le climat idéologique qui les accompagne - traduit par les rapports des commissions de travail, les déclarations ou les commentaires et les analyses des experts, constitue un second indicateur de la façon dont évoluent la formulation et le traitement de la "question sociale". Ici, donc durant ces vingt cinq dernières années, et sur un financement constant - sinon dans les derniers temps de la crise économique, l'action sociale occupera tout d'abord une position marginale au regard des préoccupations de l'état, puis connaîtra une phase de développement, de professionnalisation, de technicisation qui en fait un élément important du dispositif d'intervention étatique, mais dont la mission reste toujours confinée aux marges ou à l'extérieur du champ économique. Enfin, le développement de la crise économique et l'avènement de la gauche socialiste au pouvoir instaurent un paradoxe social qui ne trouvera de solution qu'avec l'alternance politique et le retour des partis de "droite". En effet, les orientations principales d'une économie néo-libérale, le développement du chômage, la recherche de productivité et les restructurations imposent de plus en plus fortement la nécessité de restreindre les charges de l'Etat comme celles des entreprises et en même temps de rentabiliser l'action sociale. Poussée par "sa base sociale" et conformément à sa tradition, l'action politique de la gauche, nouvellement élue, consistera tout d'abord à ".i.réguler: les effets des logiques économiques en cours" par le développement de l'Etat à KEYNESIEN et en son sein par un recours plus important à l'action sociale en second lieu, et parce qu' en situation de pénuries, se pose le problème du financement des mesures sociales, l'intervention sociale étatique devra être limitée. Elle sera compensée par une recherche d'efficacité accrue, la mobilisation des différents intervenants sociaux et de manière plus générale, la mobilisation des ressources, au plan local, sur les questions relatives à la gestion et à la régulation sociale des effets de la crise économiques. Sur cette question, cf. plus précisément MORVILLE, Pierre, Les nouvelles politiques sociales du patronat. Paris, Ed. La Découverte, vol.30, 1985, 124 p.

En fait, le résultat le plus probant de l'antinomie existant entre les orientations et les moyens de l'action politique de la gauche au pouvoir aura été de faire passer l'idée de la "fin de l'Etat Providence", de la renégociation du contrat social, réalisé dans l'immédiat après guerre, et en dernier lieu du recours à la socialité pour rétro-agir sur l'économique. Dans le cadre notamment du "Dispositif-jeunes" et du Plan d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, l'action sociale à qui est insufflée cette mission, constitue l'un des vecteurs - et peut être même l'un des vecteurs essentiels - de transmission de cette triple idée. Ainsi, avec la récession, l'action sociale rejoint le champ économique. Les métiers du travail social, eux, changent de fonctionnalité. Ils viennent se placer au service du "travail du social"

Ainsi, en fonction des préoccupations des auteurs et de leur grille de lecture, différentes périodisations ou différents types de périodisation peuvent être retenus. Mais par devers ce foisonnement, qui renvoie aux multiples facettes d'une réalité complexe, l'on retiendra toutefois une convergence de point de vue certaine. Le tableau ci-après, qui tente de récapituler le synoptique que nous avons brossé précédemment, en apporte l'illustration:

1960-1970	1970-1980	1980-1987
SPECIALISATION	MILIEU	INTEGRATION AU NIVEAU LOCAL
GROUPES CIBLES	ACTION GLOBALE	ACTION GLOBALE
REPRESSION	PREVENTION	INCITATION
INADAPTATIONS	PAUVRETE	CHÔMAGE
SUPPLEER A LA SOCIALITE	DEVELOPPER LE SOCIAL	REGENERER LA SOCIALITE
LE SOCIAL EN SUPPLEMENT DE L'ECONOMIQUE		ARTICULER L'ECONOMIQUE ET LE SOCIAL
INSERER/REINSERER	ADAPTABILITE AU CHANGEMENT	PROMOUVOIR LE CHANGEMENT

Sans doute, comme nous l'avions rappelé en début de cette présentation, serait-il vain de comparer les typologisations qui nous sont proposées. Chacune découle d'un principe de classement propre aux intérêts particuliers de leurs auteurs. Il serait encore plus vain de livrer une autre périodisation, qui nous serait personnelle et qui, en quelque sorte, combinerait les différents modes de classement. Telle n'est pas notre ambition ni l'objectif poursuivi. Nous constaterons seulement que malgré la multiplicité des critères ayant servi à l'élaboration de ces périodisations, celles-ci traduisent le climat idéologique d'une époque ou plus précisément, la manière dont à une époque déterminée, est abordé le traitement de la question sociale. De fait, tout relatifs qu'ils soient, ces critères présentent au moins le mérite d'avoir été explicités et discutés dans ce qui fait le "champ social". En ce sens, si chaque critère renvoie à

une dimension particulière de ce qui fait cette constellation de thématiques ou de référents dans laquelle s'insère la question sociale, leur articulation livre une approximation de l'environnement idéologico-politique qui oriente l'énoncé de la question sociale. Aussi, il semble possible de suivre les évolutions de cet environnement discursif, en tentant de dégager les points émergents, les transformations, c'est à dire les propositions qui apparaissent, celles qui disparaissent, et plus généralement, les tendances ou les lignes forces qui se dégagent de cette histoire.

2.1.2. Evolution de la constellation de thématiques: les tendances principales

A cet égard, nous aurons à formuler ici quatre remarques d'ensemble, qui resituent le traitement de la "question-jeunes" dans leur contexte:

a) Les discours relatifs à la question sociale visent des populations-cibles, mais ils s'adressent à l'ensemble du corps social

b) Les discours institutionnels relatifs à la question sociale traitent du changement, i.e des modalités de la régulation sociale.

c) Dans ces discours, le traitement de l'articulation récurrente de l'économique et du social est en rapport avec l'évolution de l'Etat Providence et le développement de la thèse de la société duale

d) Les discours sur l'urbain, puis le local, comme les discours sécuritaires s'inscrivent dans cette évolution générale.

Rappelons ici que l'opposition "spécialisation - action globale" semble structurer, fut-ce au moins pour partie, l'évolution, qui s'est réalisée au cours des 25 dernières années, du corps de doctrine relatif au traitement de la question sociale. Le point de clivage où s'effectue le retournement de tendance se situe aux alentours des années 1971, moment où se met en place la Commission des équipements intégrés, et 1973 avec la Commission Habitat et Vie sociale (57).

Assistantes sociales, éducateurs spécialisés, animateurs, chacune de ces catégories qui peuvent être regroupés sous l'appellation générique de "travailleurs sociaux" ont chacune leur histoire propre, leur tradition

(57) De fait, entre le IV PLAN et le VI PLAN, c'est-à-dire sur la période de 15 années qui courent de 1961 à 1976, s'est progressivement réalisée la professionnalisation du corps des intervenants sociaux. Processus, qui, au tournant des années 70 devait leur permettre d'obtenir, avec des nuances et des modulations selon les branches d'activité, la reconnaissance institutionnelle de leurs spécificités. Celle-ci se caractérisera d'une part par l'octroi de diplômes professionnels spécialisés, d'autre part par "la création en 1970 d'une Direction de l'Action Sociale au sein du Ministère de la Santé et, à l'intérieur de celle-ci, d'une sous-direction des professions sociales du Travail Social". Cf. ION, Jacques, TRICART, Jean-Paul, Les travailleurs sociaux, (1984), pp.23-38.

particulière, leur clientèle spécifique, et surtout une institution de tutelle qui leur est particulière. Mais durant les années 60 à 70, les objectifs politico-administratifs qui auront été dévolus à ces différents types d'intervenants sociaux, à savoir, le développement des politiques d'accompagnement de la famille avec la mise en place de nombreux services spécialisés (58) et l'emploi qui, aura été effectivement réalisé de ces nouveaux professionnels, participeront à l'érection de cloisonnements institutionnels, administratifs et corporatifs qui persistent encore aujourd'hui (59). Ce principe de sectorialisation et de division institutionnelle du travail social parviendra à son apogée avec le VI Plan, lorsque la Commission Action sociale définira dans le cadre des travaux du Plan cinq groupes cibles: les jeunes, les immigrés, les handicapés, les vieux, les femmes seules.

Mais c'est aussi à partir de ce même Plan, et après qu'ait été établi le constat de carence d'une action trop ciblée, trop spécialisée, trop centrée sur les institutions ou les administrations et prenant trop appui sur les équipements, qu'est avancée, au moins dans les discours, la notion d'action globale. Celle-ci revêtira deux acceptions distinctes et complémentaires: l'interinstitutionnalité, exprimée en termes de coordination ou de concertation et le développement social, qui aboutit le plus souvent à la prise en compte des dynamiques et des spécificités locales ou régionales (60). A partir du VI PLAN, cette invite à une action globale sera présente dans chacun des secteurs ayant trait au social.

Elle sera présente dans les politiques urbaines, déjà lorsque se pose la question du fonctionnement des équipements de prévention, "d'accroître les cercles de socialisation en milieu naturel en évitant de faire appel aux institutions officielles de façon à faciliter ou à permettre l'auto-régulation du milieu où s'effectue l'action de prévention" (Rapport: La prévention des inadaptations sociales, p.139). Il sera recommandé aussi, notamment par le Rapport BIANCO-LAMY (1978) de développer l'action éducative en milieu ouvert et de favoriser la concertation avec les familles et les jeunes concernés par les mesures de placement ou d'assistance et enfin de développer la concertation entre les différentes institutions, parties prenantes ou intervenantes dans ces actions. Le développement des "clubs de prévention",

(58) MAUREL, Elisabeth. Politiques familiales et reproduction sociale in: Economie et Humanisme, 1978, n 234, pp. 42

(59) Mais, l'élaboration d'une identité professionnelle dans un corps de métiers naissant, au statut incertain, au savoir-faire et à la technicité peu importante, par l'affirmation de micro-différences constitue également l'une des dimensions de ce processus. Cf. BEAUCHARD, Jean (ss. dir.), Identités collectives et travail social. Toulouse. Privat. 1979

(60) L'action sociale globale in: Revue Française de Service Social, 1972, n 95, pp. 4-12

l'incitation à opter pour des mesures d'A.E.M.O (Actions Educatives en Milieu Ouvert), plutôt que pour des mesures de placement constituent une illustration de la réorientation qui s'effectue, au tournant des années 70, dans les politiques de prévention. Et, dans le secteur dévolu aux Ministères des Affaires Sociales et/ou de la Solidarité, là encore le thème de l'action sociale globale sera largement diffusé. Il sera repris non seulement dans ce qui ressort de la lutte contre les "inadaptations" par l'ambition affirmée de réaliser une meilleure coordination des différents services, mais d'une manière plus générale - et notamment dans le domaine de la politique familiale - en prenant en considération l'environnement social des individus et les familles. L'ambition est ici qu' en agissant sur le milieu familial tel qu'il est, (l'action sociale) contribue à l'amélioration de la vie sociale. (LORY, 1975).

Les orientations du VI Plan ne seront mises en oeuvre que de manière partielle. Pour autant, à partir de cette date, à l'instigation des instances politico-administratives circule un discours qui propose dans le cadre de la " promotion du social" de rompre avec une démarche assistancielle basée sur des services spécialisés, et qui propose aussi, comme vecteur de prévention primaire, de recourir à la dynamique des quartiers pour réactiver les solidarités de voisinage, redonner une force et une épaisseur sociale aux réseaux d'interconnaissances, et par-dessus tout, de faire ressurgir le contrôle social informel dont les analystes, notamment ceux oeuvrant dans le domaine de la délinquance juvénile, avaient postulé qu'il avait été rendu inefficace par la "modernité", l'expansion économique et l'avènement de la société de consommation. De fait, il faudra attendre que soit engagé, au plan politique, le processus de décentralisation et - qu' au-delà de toutes les critiques portées sur la paralysie d'un système centralisateur et bureaucratique ou sur l'inefficacité des services sociaux - au plan économique et budgétaire, les rigueurs de la crise économique aient permis d'afficher (61) la nécessité de transformer les formes d'intervention de l'action sociale, pour que ces propositions soient reprises et opérationnalisées. Elles le seront, après 1981, avec la mise en place du "Dispositif Jeunes", les stages d'insertion, les opérations Eté-Chaud, les opérations de réhabilitation des quartiers défavorisés, etc., lors des travaux préparatoires du IX PLAN, en 1982 et encore dans la Lettre de Mme Nicole QUESTIAUX, alors Ministre de la Solidarité Nationale (DOMENACH, GATTI-MONTAIN, 1986).

Ainsi, au tournant des années 70, la thématique dispensée par les instances politico-administratives tend à réorienter clairement et explicitement l'action sociale. Non seulement, la problématique des groupes cibles est abandonnée, mais il apparaît de plus en plus clairement que

(61) Sur la base d'un large consensus, non dénué par ailleurs de quelques réticences, exprimées notamment par les travailleurs sociaux.

les "pauvres", les populations "à risques", les "handicapés", voire, lorsque cette terminologie héritée de la période précédente est encore utilisée, les "inadaptés", les "jeunes défavorisés" ou toute autre catégorie retenue par les administrations, en raison de sa fragilité structurelle et de son exposition aux risques d'exclusion sociale ne sont que pré-texte servant à alimenter les thèmes du développement social, de la régénération des solidarités primaires, du recours aux communautés de quartier et à l'initiative née de la sociabilité informelle. Thèmes et propositions à laquelle la crise économique redonnera une forte prégnance. Et en ce sens, la cible de ces actions ou plus précisément la cible de ces discours, ce ne sont pas tant ces "catégories" désignées par les administrations que le corps social dans son ensemble, appelé par leur intermédiaire à se mobiliser pour articuler dans le même temps "développement social" et "développement économique".

A cette thématique répondent, dans le champ scientifique, les analyses conduites en termes de "contrôle social". A partir de 1972, se multiplient en effet, les ouvrages, les articles ou les thèses qui procèdent à l'analyse critique de l'immixtion du pouvoir d'Etat dans l'ensemble de la vie sociale. Entre autres ouvrages auxquels s'est référé l'ensemble du "champ social", citons seulement:

- dans le domaine de la sociologie urbaine, l'ouvrage de M. CASTELS (1973), La question urbaine.

- et dans le domaine des politiques sociales, ceux de:

ION, MIEGE, ROUX (1974), Les appareils d'action culturelle
LASCOUMES (1977), Prévention et contrôle social
DONZELOT (1977), La police des familles
MEYER (1977), L'enfant et la raison d'Etat
VERDES LEROUX (1978), Le travail social

Nous concernant plus directement, deux thèmes majeurs ressortent de ces différents travaux: l'élargissement de la cible de l'action sociale, qui passe de l'enfant ou du jeune délinquant, à sa famille puis à son milieu, d'une part, la destructuration, la paupérisation, l'affaiblissement du SOCIAL par l'ETAT, d'autre part (MEYER, op.cit., p.61). Mais, en nous référant notamment au livre de Jeanine VERDES-LEROUX, il faudra insister encore sur un troisième thème, repris et discuté peu après dans les travaux d'E. MAUREL (1978) ou de F. BAILLEAU et de F. MISPEL POM (1978), quant au rôle, dévolu par l'Etat à l'action sociale, à savoir celui de gestionnaire des fractures de classe et de régulateur de l'ordre social.

Nous ne rentrerons pas ici dans le débat développé par ces auteurs. L'on retiendra seulement que par delà leurs différences, ils s'attachent non seulement à appréhender l'action sociale comme outil de la reproduction sociale, mais aussi à démontrer que la transformation des modes

d'intervention de l'action sociale que tend à favoriser le développement du thème de l'action globale correspond à un changement dans ses objectifs et dans ses visées (62).

Dans la perspective d'analyse ici développée, c'est donc le corps social dans son entier, qui, pour la période postérieure à 1970 apparaît être la cible réelle de l'action sociale. Instrument de reproduction sociale, l'action sociale - dont le traitement de la question jeunes - est d'abord et avant tout un instrument de régulation et d'intégration des fractures et clivages que génère progressivement le changement social et économique.

Mais avec les mêmes arguments, il semble possible d'affirmer aussi que, par devers les groupes cibles évoqués plus haut, les actions sectorielles, développées au cours de la période précédente, s'adressaient, d'abord aux fractions de la classe ouvrière susceptibles de jouer le jeu de l'expansion économique et de l'intégration aux "nouvelles classes moyennes" mais susceptibles en même temps de demeurer assujetties à certaines formes archaïques de la culture ouvrière. Ainsi, par delà les thèmes de l'INADAPTATION et du HANDICAP, pourrait-on soutenir que les politiques sociales naissantes tiennent également le discours de la modernité et de l'expansion économique, qui s'adresse non pas seulement aux pauvres ou aux exclus, mais à ceux qui pourraient tomber en cet état, faute d'avoir saisi la nouvelle donne sociale (63).

Dans le domaine de l'urbain, les politiques de rénovation et de resorption des habitats insalubres ou encore de réalisation d'un urbanisme volontaire et maîtrisé dans le cadre de l'opération "Villes Nouvelles" illustrent aussi, le fait que malgré son sectorialisme, son cloisonnement, une emprise croissante d'un carcan technocratique, l'intervention étatique vise en tout premier lieu à favoriser l'intégration de la classe ouvrière au mode de vie des classes moyennes et/ou de faciliter l'ajustement de ce que l'on aurait appelé alors l'aristocratie ouvrière, au changement socio-économique en second lieu, et enfin, dans le cadre d'une société de "progrès" qui est pensée comme devant connaître une expansion importante, rapide et continue, développer ses potentialités d'adaptabilité au changement.

(62) Ainsi. "Il s'agit non plus d'entretenir, comme le soulignent Verdès Leroux ou Lascoumes, la coupure soigneusement établie depuis le XIX siècle entre prolétariat et sous prolétariat, mais d'unifier la fraction la mieux intégrée de la classe ouvrière et les classes moyennes inférieures sur le modèle de la petite bourgeoisie. Il s'agit en fin de compte de transformer le système d'action sociale, jusque là système spécialisé de contrôle et de marquage social, en un appareil indifférencié et souple de régulation et de diffusion de normes." MAUREL, Elisabeth, Pratiques nouvelles et contrôle social dans l'action sociale, op. cit., p. 62

(63) Poursuivant l'idée développée par A.LION et P.MACLOUF (1982), le discours des politiques sociales durant cette période constitue ainsi une invite à "prendre en marche le train de la modernité".

En effet, deux lectures des politiques urbaines sont possibles, qui, sans être antinomiques, développent chacune des traits spécifiques de l'action gouvernementale durant cette période. Il est ainsi possible d'analyser l'aménagement de l'espace, et a fortiori l'existence de cités de transit, ou de quartiers insalubres, en référence aux principes d'un marxisme classique, en termes soit de gestion différentielle du procès de reproduction de la force de travail, soit sous un angle plus économique, en recourant à l'analyse des différents circuits du capital. Tel sera le postulat de départ d'un certain nombre de travaux dont ceux d' E. CASTELLS et F. GODARD, de J. LOJKINE ou de ceux menés par le Centre de Sociologie Urbaine. Ainsi, le rôle de l'Etat étant de favoriser l'attachement des travailleurs qualifiés au pouvoir du capital, par le biais de l'accession à la propriété (64), de nombreux ouvrages de sociologie urbaine publiés à cette époque montreront que la politique du logement social de la décennie 1960-1970 découle du besoin des entreprises de s'attacher une main d'oeuvre qualifiée, en la rendant dépendante d'un fort taux d'endettement nécessitant un fort taux d'efforts. En ce sens, la politique du logement social résulte tout à la fois d'une politique d'expansion économique et de gestion de la main d'oeuvre, dont on dirait aujourd'hui qu'elle est de type fordien. Elle est aussi, par conséquent une politique sociale en ce qu'elle vise à l'intégration aux classes moyennes de la fraction supérieure de la classe ouvrière dont la mobilisation des compétences s'avère nécessaire à la bonne marche des entreprises.

(64) "La main d'oeuvre ouvrière logée en H.L connaît donc massivement des conditions d'usage "ordinaires" ou médiocres du logement, d'autant plus médiocres qu'elle est moins qualifiée et moins bien rémunérée. En même temps, elle ne peut pratiquement disposer que de logements en location, le plafond de ressources d'une part, l'évolution des charges d'accession d'autre part tendant à les exclure du secteur HLM en accession. Si les employés sont proches des ouvriers sous ce double aspect des conditions de logements, les travailleurs plus qualifiés - techniciens et cadres moyens - logés en H.L dans des proportions importantes ... le sont dans des conditions meilleures et peuvent beaucoup plus souvent accéder à la propriété d'une H.L- La politique dans le secteur H.L est sous cet aspect cohérente avec la politique générale en matière de logement: favoriser l'accession à la propriété, mais la favoriser beaucoup plus pour les catégories de travailleurs dont le besoin pour les entreprises grandit et dont l'utilisation est souvent décisive".

MAGRI, Susanna, Logement et reproduction de l'exploitation. Les politiques étatiques du logement en France (1947-1972). Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1977, pp. 156-157

Comprise en référence à la politique économique, la politique du logement social est donc une opération d'intégration aux normes et modèles promus par une société en voie de modernisation. L'exclusion sociale, notamment celle des jeunes dans son versant spatial ou urbain, se déduit de cet objectif et de ce modèle d'action. Elle résulte d'un manque, d'une incapacité à jouer le jeu de l'intégration dans un système social gouverné par l'expansion économique. Durant cette période, l'exclusion est foncièrement ici **INADAPTATION** .

Le second type de lecture insistera sur l'aspect culturel et normatif de l'espace et dans le cadre des opérations de rénovation, de réhabilitation, de construction de logements, sur la fonction d'apprentissage et/ou d'inculcation des **modèles culturels** qu'il véhicule et a-fortiori sur la fonction d'exclusion et de marginalisation qu'il remplit à l'encontre des populations "incapables" de s'ajuster à ses prescriptions. L'exclusion des jeunes dans des collectivités sociales participe ainsi de ce processus d'ensemble. Sans doute, peut-on considérer que cette ligne de travaux a été inaugurée par Henri COING (1966, op.cit. in 1.3.3.2.) lors d'une étude sur les effets sociaux d'une opération de rénovation urbaine dans un quartier vétuste du XIII arrondissement de Paris (65).

S'y incrivent par exemple M. CHEVALLIER et A. CHAZALETTE (1973), J. MAGLIONE (1977) ou même J.P. TRICART et A. DE VILLANOVA (1977) qui écrivaient, dans un numéro spécial de la revue du C.O.R.D.E.S. consacrée à la "production des marginalités" que «la résorption de l'habitat insalubre devait être considérée comme une intervention, régulatrice et normative sur le mode de vie d'une population donnée.»

Dans les écrits du district urbain, par exemple dans les orientations générales ayant présidé à la réalisation des Villes Nouvelles, et enfin dans le discours des sociologues urbains, tel qu'on le retrouve dans les travaux du Centre d'Ethnologie Sociale et de Psychosociologie (66), cette fonction d'apprentissage de la modernité se trouve énoncée. De fait, dans ces opérations d'aménagement volontaire où l'Etat a tenté de se donner les moyens de maîtriser l'urbanisme, il s'agissait non seulement de construire un environnement satisfaisant aux exigences de "qualité de vie" qui pouvaient être ceux d'une France

(65) Rappelons ici les trois thèmes majeurs qui caractérisent ces approches, à savoir:

- la disparition, sous l'effet de la modernité représentée par le relogement des habitants d'un quartier ouvrier traditionnel, d'un **espace communautaire**; lieu d'intégration et de Recherches:contrôle social

- la mise en évidence du différentiel des trajectoires d'intégration ou de re-intégration des populations relogées, en fonction de leur capacité à s'ajuster aux normes mises en oeuvre par les habitants de leur nouvel espace de vie

- la fonction catalytique du logement et de la conception urbanistique quant à l'adoption des modes de vie adaptés à la société en gestation.

(66) CHOMBART de LAUWE Paul Henri, Des hommes et des villes, Paris, Ed. Payot, 1963, 267p.

prospère, mais aussi, d'échapper aux logiques ségrégatives, qui avaient présidé jusqu'ici à l'édification de nouvelles cités urbaines, en assurant dans les quartiers et espace d'habitats le brassage de populations aux modes de vie distincts.

A cette option, deux raisons sont données, qui concernent directement notre propos: répondre aux critiques avancées contre ce que pendant un temps l'on aura nommé "la Sarcellitte", à savoir la réalisation de grands ensembles ségrégatifs et sous-équipés, auxquels sont imputés par les sociologues comme par les journalistes le développement de la délinquance juvénile et/ou la montée des pathologies sociales (suicides, dépressions,). Mais surtout, hypothèse est faite que par le brassage social, le modèle culturel des classes moyennes serait approprié par la classe ouvrière, appropriation qui pourrait ainsi jouer le rôle de freinage dans les mécanismes attribués à la "délinquance endémique". En somme, tant dans cette opération "expérimentale" et, à plus d'un titre "exemplaire" des villes nouvelles, que dans son option de facilitation de l'accession à la propriété, avant d'être une politique de traitement différentiel de la reproduction de la force de travail, la politique urbaine est une politique d'intégration de la fraction de la classe ouvrière susceptible de "faire avec" la nouvelle donne socio-économique et de jouer le jeu de la modernité (67). C'est en ce sens qu'il est possible d'avancer, semble-t-il, qu'au plan de l'urbanisme et du logement, au plan des équipements comme au plan de l'action sociale, la politique sociale mise en oeuvre durant cette période malgré son cloisonnement administratif, sa recherche de technicité et son rattachement à un pouvoir largement technocratique, s'adresse à l'ensemble du corps social.

2.2. CONTINUITÉ et CHANGEMENT

Pourtant, il convient de moduler notre proposition initiale. Car, si comme nous l'avons retenu, le début des années 1970 peut être considéré comme un point d'inflexion dans les discours du Plan, il n'en demeure pas moins que ce changement d'orientation qui se caractérisera par l'abandon d'une thématique sectorielle et son remplacement par le thème de "l'action globale" s'inscrit dans la continuité. Est en question, sur le fond, la problématique du changement, lequel revêtira deux aspects différents: changement provoqué par l'expansion économique et une croissance qui semble devoir être durable, puis le changement induit d'une part, par le retour de l'Etat libéral, d'autre part par la récession. Mais dans les deux cas de figure, est en jeu la sensibilisation du corps social au changement socio-économique et le développement de ses potentialités d'adaptation (Rapport de la Commission Habitat et Vie Sociale, 1973).

(67) Cf. 1.3.3.2. Ce sera d'ailleurs l'une des critiques majeures adressées à l'Etat par les tenants de l'école marxiste de la sociologie urbaine.

Ainsi, les politiques sociales parlent toujours, du moins pour les décennies qui nous préoccupent présentement, de la même question. Ou plus précisément, leur manière de dire et de définir la question sociale renvoie toujours à la même problématique de l'ajustement du corps social, de ses modes de vie, de ses systèmes de référence aux évolutions et aux exigences économiques. Elles ont toujours à gérer cette fracture potentielle qui traverse le monde ouvrier et le clive en deux ensembles distincts, l'un intégré, et participant au jeu social et économique, le second marginalisé, soit qu'il soit assisté, soit qu'il soit stigmatisé et étant le plus souvent l'un et l'autre à la fois.

Reste cependant que ce raisonnement " sur le fond" qui, par devers les apparences, tend à faire ressortir la continuité qui transparait dans les discours des politiques sociales ne saurait permettre d'occulter les transformations majeures qui se sont opérées durant ces trois décennies et qui agiront sur les modalités d'intervention sur la question-jeunes.

Nous en relèverons deux, qui nous semblent particulièrement décisives:

- le passage d'une politique où il faut "REPARER" les effets néfastes de l'expansion économique à une politique de "PREVENTION".

- le changement de paradigme de l'action sociale, qui instituait un rapport bi-polaire entre le citoyen et l'état, l'individu et la société et qui tend à promouvoir ensuite un concept d'action tri-polaire insérant comme terme médiateur de cette relation, le social et/ou le local.

2.2.1. Réparer - Prévenir ou que faire de ces jeunes?

En effet, l'enjeu du IV Plan, comme nous l'avons rappelé, est de favoriser l'entrée de la France dans l'ère de la modernité. Sont mobilisés à cet effet, l'urbanisme, les équipements, les services. Pour autant, dans ce contexte de transformation profonde que connaît la société française, et alors même que ses organismes de tutelle appellent à s'adapter au changement, l'action sociale continue à opérer selon les modèles et schéma qu'elle s'est progressivement forgé dans le passé.

Le bilan critique qu'établira le VI PLAN sur les modes d'intervention de l'action sociale mettra en évidence son orientation essentiellement "thérapeutique" (68):

(68) "L'action sociale vise à guérir beaucoup plus qu'à prévenir et, a fortiori, à promouvoir".

- "En ce qui concerne l'enfance, mises à part les mesures sanitaires prises dans le cadre de la protection maternelle et infantile, toutes les réalisations visent à remédier à une situation pathologique, au mieux à en éviter l'aggravation... Seuls répondent à ce dernier objectif, au moins à la lettre les clubs de prévention ou les

Dans le domaine des politiques sociales de la jeunesse, l'action étatique restera contingentée, de la même manière à une fonction curative, plutôt que "véritablement" préventive (69). Mais, dans le cadre de ce Plan, les actions de prévention passent d'abord et avant tout par l'intermédiaire des équipements spécialisés, auxquels est dévolue la tâche de lutte contre le "désœuvrement de la jeunesse", cause première de la délinquance et de réaliser une prévention primaire. En fait, la politique de prévention est surtout une politique d'équipements. Elle se propose en second lieu, mais nous aurons à revenir sur ce trait au point suivant, d'agir sur l'environnement social, sur les collectivités où se font jour de manière saillante, les problèmes de délinquance. Ce faisant, et quand bien même se multiplient, au niveau national, dans les travaux du Plan, dans les colloques et les rencontres entre administrations et responsables politiques, les discours incantatoires sur la nécessité d'entreprendre une action préventive, la logique même d'attribution de ces équipements spécialisés à des organismes ou des associations eux-mêmes cloisonnés par leur tutelle administrative a pour résultat que chacun réinterprète ce thème de la prévention selon ses propres références (TETARD, 1986). En somme, parce qu'entre autres motifs, la politique de prévention proposée passe par une politique d'équipements qu'il faut gérer et faire fonctionner selon la logique, les principes, et les références des institutions qui en assurent la tutelle, celle-ci restera essentiellement lettre morte. La lutte contre la délinquance juvénile est et restera principalement une lutte contre l'inadaptation.

De fait, dans la période qui court du IV PLAN au VI PLAN, les causes de ce qui est défini alors comme INADAPTATION SOCIALE sont recherchées du côté des individus ou des populations qui constituent les cibles de

services sociaux de prévention dépendant de l'Aide Sociale à l'enfance. Mais il s'agit dans les deux cas de prévention tertiaire, c'est à dire de mesures destinées à éviter l'aggravation d'une situation déjà pathologique. La vraie prévention consiste en l'espèce à prendre les mesures destinées à éviter l'apparition d'une telle situation par une politique de l'habitat ou de la famille"

- "Les personnes âgées font l'objet d'une politique encore plus fortement marquée par les séquelles d'un système hospitalier et du régime de l'assistance...."

- "L'action à l'égard des handicapés est fondée sur l'existence de ces handicaps et non sur leur prévention".

- "D'une manière très générale, le financement de l'intervention thérapeutique est assuré, tandis que celui de l'action préventive ne l'est pas."

LORY, Bernard, La politique d'action sociale. Toulouse, Ed. Privat, 1975, p. 126

(69) Ainsi, comme le rapporte F.Tétard, à la faveur de la construction sociale du "problème de la jeunesse", construction qui s'opère sous le prétexte du phénomène des "blousons noirs" (évoqué dans la partie 1.4.) et de la "montée de la jeunesse", le IV PLAN aura tenté de promouvoir une politique de prévention ou plus précisément d'intégrer la dimension "préventive" dans le cadre des politiques mises en oeuvre. Se multiplient donc, les clubs de prévention, qui obtiennent en même temps la reconnaissance officielle de leur existence lorsqu'ils se constituent en fédération, lorsqu'est proposé un "statut des éducateurs" et lorsqu'enfin, à Savigny sur Orge, est ouverte la première école d'éducateurs de l'Education Surveillée (1963).

l'intervention étatique. Population victime, "ratée de la socialisation" ou population "déficiente", est en question dans leur comportement déviant leur rapport direct et immédiat aux normes imposées par la société.

Et c'est au moment où le thème de l'action globale est développé que la politique sociale commencera à intégrer véritablement dans ses orientations, sinon dans ses actions, la dimension préventive. En effet, c'est dès le VI PLAN que se met en place un nouveau modèle d'intervention étatique qui associe les trois thèmes, repris et développés très fortement lors du IX PLAN, de l'action globale, de l'action préventive et du développement social. L'objectif de "REPARATION" des ruptures sociales passe alors au second plan, après celui d'

"EVITER LES RUPTURES SOCIALES, objectif qui relève d'une politique sociale générale, d'une politique de la jeunesse, de l'éducation nationale...mais aussi d'une politique de l'urbanisme. Nous sommes là au niveau de la prévention générale primaire." (Prévention des inadaptations sociales, 1973, p.136)

Au tournant des années 70, lorsque par la promotion de l'action globale, l'Etat s'immisce dans la quotidienneté de la société civile, sont problématisés l'environnement social et la dynamique sociale locale, qui devient ou redevient le lieu de production de la délinquance et en même temps le lieu de son traitement et de sa régulation.

Quinze ans plus tard, cette thématique n'aura rien perdu de son actualité. Les rapports de B. SCHWARTZ (1981), de G. BONNEMAISON (1982) , de G. DUBEDOUT (1983) , de R.PESCE (1984), les travaux du IX PLAN, les recommandations de responsables administratifs en apportent l'illustration (70).

(70) Par exemple. "Il s'agit d'avoir une action globale importante sur les problèmes d'emploi, d'éducation, de formation professionnelle ainsi que l'animation culturelle et sportive" (Pesce, 1984)

Ce changement d'orientation, nous l'avions souligné en analysant les évolutions qui ont eu lieu dans l'action sociale correspond à une volonté de rationalisation budgétaire et de recherche d'efficacité des différents secteurs d'intervention sociale, en favorisant les collaborations inter-institutionnelles (BIANCO, LAMY, 1980). Il correspond aussi à un changement d'orientation plus fondamentale, en ce qu'il vise non plus à remédier et à suppléer par l'intervention de l'Etat, à l'appauvrissement de la socialité mais tout au contraire, au moins dans ses objectifs affichés, à promouvoir "l'autonomie des individus et des groupes". Les sociologues, avons nous rappelé précédemment y verront une tentative de main mise d'un Etat omnipotent sur l'ensemble de la sphère sociale. A ce stade, la promotion de ce nouveau modèle d'action sociale peut être analysée seulement comme une tentative effectuée pour accroître son efficacité en répondant, au plus près, aux besoins des populations locales. Toutefois, dans un contexte de crise économique, mais aussi de crise de légitimité du "travail social", le recours au local, à l'action globale, à la mobilisation des collectivités sociales pour "prévenir" les inadaptations pouvant germer en son sein apparaît comme le signe d'un désengagement de l'Etat et de la crise de l'Etat providence.

En somme, lorsque l'expansion économique est présente, il s'agit de réparer ses effets pervers par une action étatique accrue lorsque la récession s'installe alors que les charges sociales augmentent, il s'agit d'assurer le développement social, de recourir au potentiel de ressources sociales inexploitées ou délaissées, de trouver ou de re-trouver des amortisseurs sociaux à la crise économique. Il s'agit alors non de faire, mais de faire faire.

La question de la prévention de la délinquance procède de ce déplacement d'accent.

Ainsi, en 1964, en conclusion d'une étude réalisée sur les Clubs de Prévention, le quartier pouvait apparaître comme une variable explicative indépendante intervenant dans la genèse des inadaptations sociales en altérant le rapport du sujet "délinquant" ou "en danger moral" avec la société. A ce titre était-il recommandé de "tenir compte des éléments de l'organisation du quartier, tels que les groupements des familles asociales, les lieux et les types de loisirs préférés, les bandes qui au niveau des adolescents peuvent jouer un rôle déterminant" (71)

En 1973, le quartier devient la cible première de l'intervention de prévention. Alors que l'on impute la délinquance juvénile ou plus largement, l'inadaptation sociale des jeunes aux "ratés de la socialisation", les actions de prévention devront "faciliter ou permettre l'auto-régulation du milieu". La prévention est ainsi

(71) Clubs de prévention. Expériences de socio-pédagogie en milieux urbains. Centre de Formation et de Recherche de l'Education Surveillée. Paris, Ed. Cujas, 1964, p. 161.

traitement de l'inadaptation par le milieu social. Mais elle vise aussi et en même temps, " à transformer et à réorganiser les milieux dans lesquels se développent et s'accumulent des situations de ruptures sociales" (Prévention des inadaptations sociales, pp.139-140). Dans cette perspective, l' action n'est encore conçue que comme un moyen, un instrument conduit par des intervenants institutionnels extérieurs pour réaliser avec le maximum d'efficacité leur objectif de re-socialisation.

Tel n'est plus le cas à partir de 1982, lorsque les compétences des travailleurs sociaux tendent à se confondre avec celles détenues par chacun des partenaires sociaux locaux et qu'il est fait appel à la dynamique propre des collectivités sociales territoriales pour que d'elles-mêmes et par elles-mêmes, elles dégagent les ressources nécessaires à leur propre régulation. Ainsi, dans le traitement qui en est envisagé, dans l'analyse de ses causes, dans la définition de la question sociale de la jeunesse, délinquance et localité ont été, semble-t-il, associées en permanence. Pourtant, des recommandations à prendre en considération les dynamiques locales aux invitations à favoriser l'exercice des mécanismes de régulation, des mesures de traitement institutionnel spécialisé à une remise en question du professionnalisme des intervenants sociaux et à un recours aux possibilités du traitement local de la délinquance, se mesure l'évolution réalisée en quelque 25 années. Le terme en est explicitement et très précisément défini par Mme Questiaux:

"L'action sociale ne s'adresse pas seulement aux exclus de la société et aux déviants. Elle concerne aussi la vie quotidienne de larges fractions de population... Elle est un facteur de vie démocratique et de changementElle est un moyen de contrôle . Elle trouve sa justification en rendant aux individus et aux groupes leur autonomie... Il faut permettre aux individus concernés de devenir des acteurs de leurs conditions et de leur cadre de vie".
(Questiaux, 1982)

Dans cette perspective, l'action de prévention, globale et localisée est une action, non plus de réparation, mais de préparation et de sensibilisation au changement.

2.2.2. CHANGEMENT de paradigme: Du bi-pôle acteur/système au tri-pôle acteur/local/ système

Mais, et ce sera là notre seconde remarque, ce changement d'orientation dans les thématiques de l'action sociale s'accompagne aussi d'un changement de paradigme. Il se caractérise par le remplacement tendanciel d'une conception de la "déviante", de la "pauvreté", de "délinquance" qui met aux prises l'individu concerné avec la société à une conception où les termes de ce rapport sont médiatisés par le local, par la sociabilité, par les réseaux, par le SOCIAL que l'Etat tente de réinventer (DONZELOT, 1984).

Les modes d'intervention des travailleurs sociaux

traduisent cette évolution, qui passent "d'une relation thérapeutique d'individu à individu, à une gestion de groupe, de milieu, de quartier, placée sous l'angle de la prévention" (BAILLEAU, MISPELBOM, 1978). Elle s'accompagne aussi d'une transformation des modes de formation prévalent dans les écoles de service social (72). Après la médecine, la psychologie semble, en effet, céder la place à la sociologie comme référent principal de la formation.

Cette transformation découle aussi en ce que, à l'instigation des organismes de gestion de recherche (D.G.R.S.T., C.O.R.D.E.S., Service de recherche et de planification du Plan, Caisse Nationale des Allocations Familiales, Mission d'Etudes et de Recherches Urbaines) et à la demande des diverses commissions du Plan, se sont développées durant cette période les investigations sociologiques (73). Se multiplient donc, comme nous l'avons vu dans la partie 1.2., notamment à partir de l'enquête SCORE de la MIRE, les travaux ayant trait au "champ social" se multiplient aussi le nombre de chercheurs mobilisables sur l'étude de la "question sociale" (74)

Qu'elle concerne au premier chef la délinquance, les politiques sociales ou le développement urbain, la production sociologique du "champ social", institue ainsi le local comme instance de médiation du rapport individu ou acteur / système social.

(72) Le changement de cap impulsé par les orientations du Plan et les ministères ayant en charge les différents services d'action sociale constitue le point focal de cette évolution dans la mesure où les programmes de formation, la validation des diplômes dispensés et/ ou les équivalences auxquels ils donnent droit, et en dernière analyse la notoriété et la survie des écoles sont placés sous leur dépendance.

(73) LEFAUCHEUR, Nadine. L'enseignement de la sociologie dans les écoles d'éducateurs in: Lectures sociologiques du travail social. Paris. Les Editions ouvrières-C.R.V., 1985. p.86

(74) Trois effets résultent de ce développement:

- Les travailleurs sociaux invités à réviser leurs pratiques trouvent dans leurs discours sociologiques matière à légitimation.
- Paradoxalement, les thèses du contrôle social, qui dénoncent et critiquent le travail social en tant qu'il est un appareil de la domination de classe et le vecteur de la reproduction des rapports sociaux, tendent à réhabiliter le social, la quotidienneté, la sociabilité, le local, et plus largement le micro-sociologique en l'opposant à l'État
- "Enfin, dans les programmes de recherche l'accent est mis sur les "acteurs en situation", invitant à aller voir sur le terrain comment se dessinent et se régulent les fractures émergentes du social, comment se réalise la dynamique sociale". Cf. LEFAUCHEUR Nadine, BAILLEAU, Francis, PEYRE, Vincent, Lectures sociologiques du travail social in: Lectures sociologiques du travail social, op.cit., p.21

En ce sens, le recours à la monographie et aux méthodes qualitatives dans le travail d'investigation sociologique contribue autant à légitimer et renforcer ce changement d'orientation du travail social, qui prend alors en considération la réalité des micro-collectivités sociales, qu'il n'est induit par lui. Mais dans cette circularité des influences, c'est en définitive, le SOCIAL en TRAVAIL qui, contre toutes attentes, se trouve réhabilité.

La crise économique, dans ce processus, n'aura eu en fait qu'un effet de renforcement. Est en question, en effet, le rapport à l'Etat et la conception politique qui est faite de l'Etat. La critique d'un Etat de classe, la dénonciation du pouvoir de la technocratie, qui, tout en agissant selon les principes de la rationalité et de l'efficacité maximum, en vient à s'auto-paralyser lui-même, et parallèlement la re-découverte du local et de la société civile, auxquels l'on attribue les vertus de démocratie et de dynamisme, ont pour corollaire, dès avant que les effets de la crise ne se fassent durablement sentir et surtout avant que le corps social n'ait pris conscience, qu'il s'agissait d'une crise structurelle et non pas seulement conjonctuelle, de préparer un processus de désengagement de l'Etat.

L'action sociale dans son ensemble, et le traitement de la question-jeunes plus spécifiquement, se fondant sur le triptyque «local», «action globale» et «prévention», déployé tout à la fois par les politiques, les travailleurs sociaux et les sociologues a déjà pour objectif de promouvoir un nouveau mode de vie, de forger de nouvelles attitudes face à l'Etat, de faire émerger de nouvelles formes de citoyenneté. Le colloque organisé par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, en Décembre 1981 sur le thème " Jeunesse et Citoyenneté " participe ainsi à ce contexte.

Qu'il s'agisse de la reprise d'un discours dans un autre contexte socio-économique ou plus simplement de la convergence et de la rencontre de deux discours, en résulte l'émergence d'un paradigme qui articule ou tente d'articuler Etat-Société civile-Acteur social.

Sur ce dernier point, nous ferons brièvement deux remarques complémentaires.

- Ce paradigme est foncièrement politique en ce sens que c'est à partir de lui que tendanciellement est pensée aujourd'hui la dynamique de reproduction et de transformation sociale. Il est trans-politique dans le sens où il ne s'apparente guère à un quelconque parti ou à une quelconque famille de pensée. Développé en période de crise économique, de crise de recomposition sociale, crise de régulation et crise de l'Etat Providence, il profite d'un relatif consensus, les débats partisans tant dans le domaine de la gestion économique que dans le domaine de la politique sociale, ne portant en définitive que sur les

marges. Parmi elles, pour ce qui concerne une politique de "droite", une oscillation entre des mesures néo-libérales et des mesures néo-keynésiennes, pour ce qui concerne la gauche, le recours à un Etat keynésien comme régulateur économique et social qui se trouve confronté au difficile problème du financement des mesures adoptées (MORVILLE, 1985, p.27).

- En second lieu, et de façon complémentaire, l'émergence de ce paradigme répond, nécessité faisant loi, à la question lancinante et endémique de l'articulation, voire, de la réconciliation du Social et de l'Economique ou plus précisément d'une politique sociale et d'une politique économique. De fait, de manière implicite ou explicite, cette question traverse les différents Plans, comme les différentes mesures gouvernementales qui en découleront (75). Mais elle apparaîtra surtout à partir de la fin des années 70, dans les déclarations et les engagements ministériels, dans les travaux du IX Plan comme dans les réflexions des différents rapports de commissions établis après 1981. Car, à ce moment pour la première fois, la dimension économique est explicitement intégrée dans une approche "globale" de la question sociale, qui se trouve restructurée autour du problème du chômage et de la lutte contre le chômage. Cette démarche de réorientation se fonde sur le refus de se résigner devant la montée du chômage et le rétrécissement du marché de l'emploi officiel. Ainsi, R. BOULIN, alors Ministre du travail, instaurant en 1979 le programme français des emplois d'utilités collectives, déclarait:

"Nous ne pouvons pas du tout nous satisfaire, ni pour aujourd'hui, ni pour demain, d'une espèce de résignation devant le chômage (...). Seulement, il ne suffit pas de dire qu'in n'est pas résigné, il faut apporter des éléments de réponse en adaptant les créations d'emplois à un nouveau modèle de société. La création d'emplois d'intérêt collectif, la réduction de la durée du travail, le travail à temps partiel, une meilleure organisation des loisirs sont les premières réponses de caractère structurel que nous apportons au défi du chômage." (76)

(75) Elle est posée dès l'immédiat après-guerre, avec le 1er Plan, elle sera reposée avec le IV Plan, lorsqu'est confiée à la politique sociale la tâche d'impulser l'économie, "par la promotion des consommations collectives". Elle sera présente encore au cours de la décennie 70, lorsque l'objectif prioritaire sera d'assainir et de renforcer l'appareil de production, au prix même de faillites et de licenciements et qu'il sera confié à la politique sociale la tâche de "faciliter l'adaptation de la société française à cet objectif".

(76) BOULIN-DELORS : "Comment s'en sortir", Le Point, n 322, 20 novembre 1978, p. 75, cité par GAUDIN, Jocelyne, Initiatives locales et créations d'emplois. Rapport au Ministre de l'emploi. Paris. La Documentation Française, 1982, p. 14

Visant à exploiter des gisements de ressources, recélant des "potentialités d'embauches", qui avaient été jusqu'ici délaissés parce que traitée comme un surcoût et une charge n'apportant en définitive qu'un "supplément d'âme", tel les loisirs, les sports, la culture, l'information, la protection de la nature, l'éducation du consommateur, ...etc. la politique sociale définie par le ministère du travail durant cette période ne se caractérise donc pas tant par l'intégration de préoccupations de questions économiques dans l'action sociale que par l'intégration de l'action sociale dans une politique de l'emploi et de lutte contre le chômage.

2.2.3. Politique sociale globale - Action économique.

Ni le changement de gouvernement, en 1981, ni les différences qu'auraient pu faire entendre les autres ministères ne démentiront cette réorientation. L'action sociale globale devient à ce tournant de l'évolution de la définition de la question sociale, une action essentiellement économique.

Ainsi, publié en 1981, le "Rapport sur l'insertion professionnelle de jeunes" de B. SCHWARTZ, invite, dans le cadre d'une action globale qui vise à "agir sur la société dans son ensemble", à s'interroger "sur les emplois qui peuvent être créés, susceptibles de concerner les jeunes":

" Le secteur d'activités auquel nous nous référons concerne les besoins d'ordre qualitatif qui concourent à l'amélioration de la qualité de la vie, à l'aménagement du cadre de vie, à l'établissement de nouveaux rapports sociaux. Ce sont les domaines de l'environnement, de l'urbanisme, de l'action sociale et culturelle, des loisirs, de l'exploitation des ressources locales, des services aux personnes. Dans ces domaines, nous nous inscrivons dans la politique volontaire de création d'emplois et d'activités d'initiative locale pour laquelle vient d'être créé un comité, interministériel. Elle constituerait un moyen efficace de lutte contre le chômage des jeunes, répondrait aux aspirations de nombre d'entre eux à "vivre et travailler au pays" et préparerait l'avènement d'une société plus équilibrée. (p.70)

Concernant le Rapport PESCE (1984), l'énoncé des principes de la démarche adoptée reprend des termes similaires:

"La démarche de la Commission Nationale pour le Développement Social des Quartiers se propose de dépasser la notion traditionnelle du travail social, qui intervient trop souvent pour "réparer les dégâts". Agir sur les causes de la dégradation sociale c'est envisager d'intervenir en amont pour éviter que les familles ou les individus soient entraînés dans le cycle de l'assistance (placement des enfants, mise en tutelle, hospitalisation, etc...)

Cette volonté de changer le cours des choses en faisant des habitants de ces quartiers les acteurs du changement, en mettant l'accent sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, a été ressentie de façon diverse par les travailleurs sociaux. (Mais) dans l'esprit de la circulaire du 28 mai 1982 sur le travail social (circulaire QUESTIAUX) la politique proposée par la Commission Nationale se résume ainsi: » agir là où résident les causes de l' exclusion sociale. Il faut assurer un débouché économique à la population et un avenir aux jeunes de ces quartiers.4 (p.56)

Dans cette perspective ont été engagées trois formes d'action:

- analyses et diagnostics de la situation économique, au plan local

- développer des expériences favorisant l'emploi des jeunes, tels les chantiers-écoles, l'embauche des jeunes sur le chantier de réhabilitation, des expériences de création d'activités

- assurer la mise en place de dispositifs pour une intervention globale sur l'économie.

La politique mise en place pour faire face au développement de la délinquance et à la montée du sentiment d'insécurité, s'inscrit elle-même dans ce schéma de propositions. L'objectif de "réinsertion par le travail" et par un travail inscrit dans le circuit économique traditionnel, qui est défini par la Mission Promotion de l'Emploi a été repris et concrétisé par de nombreuses équipes d'éducateurs de l'Education Surveillée. Mais surtout, la politique de prévention envisagée par le Rapport Bonnemaïson, prévoyait comme peine de substitution pour des délits légers, la mise en place, sous la responsabilité des collectivités locales qui en feraient la demande, de Travaux d'Utilité Collective. Elle prévoyait de plus de:

"faire participer les demandeurs d'emploi à la prévention de la délinquance, ... d'une part pour encadrer le service d'intérêt général, d'autre part, pour participer aux activités d'animation." (BONNEMAISON, 1982, p.149)

Sans doute, ces citations de documents officiels n'ont-elles qu'une valeur illustrative d'une part, de la manière dont par le thème de l'action sociale globale, les politiques sociales se sont mises à l'heure du chômage, de la montée de la "nouvelle" pauvreté et du renforcement des processus d' exclusion socio-économique, d'autre part, de la manière dont elles s'insèrent et sont partie prenante de la politique de l'emploi. Elles suggèrent aussi, que par ces interventions articulant différents aspects de la vie sociale, l'Etat tend à promouvoir un "nouveau" modèle de comportement qui s'inscrit dans un "nouveau" modèle de société.

Mais, sans qu'il soit nécessaire de faire référence aux thèses du "troisième Secteur" développées dès 1978 par Jacques DELORS (77), et qui servent de principe de légitimation à une telle réorientation, dans la manière dont sont décrites et analysées les expériences et les tentatives menées à ce jour dans le domaine de la création d'entreprises, se lit le contenu de cette politique de changement, qui se veut économique et sociale à la fois.

En effet, la "politique de l'emploi" se trouve confrontée à un dilemme essentiel, auquel le IX PLAN a voulu apporter des éléments de réponse en proposant d'intégrer les préoccupations de type "social" au sein des réflexions et des orientations plus spécifiquement "économiques" (78):

(77) DELORS, Jacques, "Le troisième secteur : le terrain idéal de l'autogestion" in: "Vivre à Gauche", Le Nouvel Observateur/ Faire, n spécial novembre 1977, pp. 28-30

- DELORS, Jacques, GAUDIN, Jacqueline, Le troisième secteur en France, TRAVAIL et SOCIETE, pour la Commission des Communautés Européennes, Juillet 1978. Cité par J. GAUDIN, Initiatives locales et création d'emplois, op. cit.

(78) "La modernisation de l'appareil productif tout en améliorant sa compétitivité, est susceptible d'entraîner à court terme de graves tensions sur le marché du travail, d'accroître la pression sur les salariés (conditions de travail, exigences de mobilité de la main d'oeuvre), et de multiplier des "poches de chômage" difficile à résorber. A l'inverse en subordonnant les choix économiques aux impératifs de la situation de l'emploi, on risque d'entraver les progrès de l'économie française en la rendant moins compétitive et en retardant l'adaptation de l'industrie aux nouvelles conditions de la concurrence internationale et aux défis technologiques.

Posé en ces termes le dilemme néglige les risques graves d'exclusion du marché du travail que pourrait entraîner une politique industrielle qui ne prendrait pas pleinement en compte la dimension emploi... Les problèmes de gestion de la main d'oeuvre, au sens large du terme, ne sont pas des contraintes secondaires ... mais bien une des dimensions incontournables du développement de l'appareil productif.

- L'emploi ne peut constituer un simple solde par rapport à une stratégie économique qui ne prendrait en considération que la préservation des grands équilibres

- lutter contre le chômage ne correspond pas seulement à un objectif social. Outre les coûts qu'un chômage élevé fait peser sur la collectivité et donc sur le système économique lui-même, c'est la cohésion du système social qui est en cause et donc sa capacité à faire face aux bouleversements économiques, sociaux et culturels auxquels nous sommes confrontés

- la transformation des conditions de travail et des modes de gestion de main d'oeuvre n'est plus simplement un moyen d'atténuer les conséquences négatives pour les salariés d'un effort de productivité" cette transformation apparaît surtout comme une condition nécessaire au redéploiement de l'appareil productif". Rapport de la Commission Nationale de Planification. Préparation du IX Plan 1984-1988. Paris, La Documentation Française, 1983, pp.177-178

L'enjeu est donc ici très explicitement énoncé: rompre la dichotomie traditionnelle qui oppose le "social" et l' "économique", pour que le social ne soit plus seulement une charge mais un facteur de développement de l'économique, soit par le biais d'une politique d'action sociale globale, soit par le biais d'une "politique d'emploi globale" (Rapport de la Commission Nationale de Planification, 1983, p.37)

Dans ce cadre, trois orientations majeures pourraient être distinguées:

- Il s'agira , pour répondre aux objectifs prioritaires du Plan de "lutte pour l'emploi" de mobiliser l'ensemble des ressources "potentielles" existantes en matière de culture et de formation en les plaçant au service des impératifs de redéploiements économiques: développement de la culture technique, sensibilisation à la recherche et aux nouvelles technologies, émergence de nouvelles attitudes, voire, de nouveaux styles de vie impliquant des rapports différents " à la consommation, au travail, au temps libre" (ibid., p.16). L'objectif est donc assigné d'internaliser au sein de la sphère économique, la formation, la culture, les loisirs, et plus généralement les modes de vie.

- La seconde orientation que nous aurons retenue des travaux du IX PLAN vise à favoriser l'implication et la responsabilisation des acteurs sociaux dans le changement social et économique. Le processus de décentralisation, amorcé par la loi, répond à cette visée (ibid., pp.88-89). Acteurs sociaux institutionnalisés et acteurs sociaux individuels sont ainsi mobilisés dans cette opération de restructuration de la société, autour des questions économiques.

- La recherche d'un nouveau mode de développement fondé sur le principe d'une négociation sociale diversifiée, telle semble être la troisième orientation principale de ce PLAN. Contractualiser le rapport salarial, au niveau local, dans l'atelier comme dans les communes, pour une branche d'activité ou une catégorie de main d'oeuvre, telle est dans cette perspective, la condition nécessaire pour éviter "la déchirure de la société" (ibid., Tome 4, p.129) , préserver la cohésion sociale et par là assurer "le redéploiement de l'appareil productif".

Ici, la politique sociale globale ne sert plus seulement le redéploiement de l'appareil de production, elle sert aussi à inciter à la re-contractualisation du rapport social.

Du moins est-ce dans ce sens, que peuvent se lire les différentes mesures adoptées, au cours de ces dernières années pour insuffler dans le corps social, auprès des collectivités territoriales, comme auprès des associations culturelles, de loisirs ou de réinsertion des jeunes en difficultés, les idées ou les idéaux de "mobilisation", "imagination", "compétitivité", "responsabilisation", "autonomie et refus de l'assistanat", "régionalisation", et "qualité de la vie".

Tels sont en effet, les principaux référents qui ressortent de la description fournie par le Ministère de l'Emploi des différentes expériences menées dans le cadre du programme "Emplois d'Initiative Locale" (80) .

Le thème du développement local est donc intrinsèquement lié à cette première option. Faire revivre les régions en voie paupérisation, en actualisant ses potentialités cachées, s'articule au mot d'ordre "vivre et travailler au pays" qu'une économie centralisée n'avait pu entendre. Dans ce cadre, l'initiative privée et/ou l'imagination des "associations" de culture, de loisirs, de service ou de prévention, est ici appuyée par les pouvoirs communaux ou régionaux, qui outre les financements nécessaires au lancement de ces "nouvelles formes d'entreprises", leur confèrent surtout une manière de légitimation.

Enfin, si l'objectif reste conforme aux orientations générales des politiques sociales et économiques en promouvant la lutte contre le chômage, notamment celui des jeunes, certains parmi ceux qui se font les acteurs d'une telle entreprise se réfèrent aussi aux thèmes de la convivialité, du choix pour un mode de vie alternatif, de l'écologie ou de la "culture" pour justifier leurs engagements:

Non sans quelque réticence, les professionnels de la prévention participent à ce mouvement général de mobilisation, que l'Etat dans son nouveau rôle d'incitateur tend à insuffler. Est en question en effet, leur spécificité et leur identité professionnelle et plus largement, la dé-professionnalisation du travail social.

(80) L'analyse faite ici se rapporte à l'ouvrage "L'imagination au quotidien. Emplois d'Initiative Locale". Ministère de l'Emploi. Paris. La Documentation Française. 1983. 180 p.

Mais si la question des jeunes est d'abord et avant tout une question d'accès à l'emploi, le travail d'insertion ou de ré-insertion sur lequel se fonde le métier d'éducateur ne saurait, alors que le corps social se mobilise et est mobilisé pour la lutte contre le chômage, se cantonner dans le domaine traditionnel qui est le sien de la "relation" thérapeutique. L'expérience de Bâti-Scop, relatée dans "L'imagination au quotidien" semble résumer les principes essentiels de cette implication du travail de prévention à la frontière du monde "économique" (81).

Mais, et c'est là le point focal à partir duquel s'éclaire la logique de ces expériences qui tentent d'articuler le social et l'économique, de telles entreprises restent foncièrement précaires. Sous couvert de "qualité de la vie", de "qualité des conditions de travail", "d'égalitarisme" et de "démocratie d'entreprise", les salaires alloués parviennent à peine à dépasser le niveau du salaire minimum garanti, le temps de travail reste élevé et surtout, comme en témoignent les articles recensés, perdurent dans ces formes d'économie sociale, la précarité et l'instabilité.

L'implication des "nouveaux entrepreneurs" comme l'appui que leur confère leur environnement social - qu'ils voudraient pouvoir contribuer à développer et/ou à revivifier - sert alors à faire accepter leur précarisation à ceux qui se lancent dans de telles aventures, sans la formation et sans le savoir-faire requis.

Dans ce type de mesures, qui incarne de manière particulièrement nette la volonté politique des gouvernements successifs, mais aussi des planificateurs et des partenaires sociaux qui participent aux travaux des commissions du Plan, d'intégrer "l'action sociale globale" à une "politique d'emploi globale", on pourra donc déceler à la lecture de ces présentations, trois types d'enjeux pour les jeunes:

1) Un enjeu individuel tout d'abord, pour les "créateurs" d'entreprises, qui, dans ces expériences, ont à se positionner et à s'établir sur le marché officiel de l'emploi. Or, si quelques uns parmi eux détiennent une qualification de haut niveau, maîtrisent les technologies modernes et connaissent les règles de gestion nécessaires pour assurer la fiabilité des entreprises, la majorité au contraire s'engage dans cette voie, en étant déjà en

(81) "La formule société coopérative est à la fois souple et avantageuse... Elle nous permet surtout de bien établir la coupure entre une entreprise et les équipes d'action sociale. Dès le départ, nous ne voulions pas être un maillon de plus de l'action sociale. Nous sommes une société et devons respecter en cela les lois du marché aussi bien du point de vue des prix que de la qualité des prestations fournies. Nous embauchons des jeunes du quartier de 16 à 18 ans. ... L'entreprise doit être l'occasion d'acquérir un métier, une expérience. En fait, il s'agit de leur mettre le pied à l'étrier pour les insérer dans le monde du travail. Bâti-Scop n'est qu'une étape pour s'en sortir." (L'Imagination au quotidien, 1983, p. 85)

situation d'infériorité dans la compétition qui s'exerce à l'entrée du marché du travail officiel. Chômeurs, sous-qualifiés, ou employés dans des branches d'activité ne requérant pas de compétences techniques particulières, les jeunes sont donc amenés à jouer le jeu de la compétition économique en ne disposant ni des atouts requis pour assurer la fiabilité de leur entreprise, ni pour envisager une quelconque stratégie de réinsertion sur le marché officiel de l'emploi. En ce sens, l'économie sociale semble fonctionner comme une passerelle pour les mieux nantis, tandis qu'elle est un "cul de sac" pour les défavorisés qu'elle est censée inciter à s'insérer.

2) Un enjeu collectif ensuite, qui se caractérise par l'inscription de cette problématique d'intervention dans l'articulation d'une politique de "décentralisation", de responsabilisation et d'implication des collectivités locales et/ou régionales, et de "développement social local". Qu'ils soient acteurs institutionnels ou acteurs individuels, le soutien, voire l'engagement des partenaires sociaux locaux constitue l'une des conditions primordiales de telles entreprises. Partant, dans le succès ou l'échec de telles initiatives, c'est la dynamique de l'environnement social qui se trouve mise en question. Elle l'est aussi, dans la mesure où, dans les quartiers, les cités, les petites communes ou les régions où elles prennent naissance, ces entreprises se fondent sur l'exploitation des ressources locales qu'elles transforment en marché et qu'elles contribuent de ce fait à l'armer pour répondre aux menaces de marginalisation, de paupérisation voire d'exclusion sociale. En somme, considérées comme une forme de réponse aux risques de relégation collective, ces formes d'"action sociale globale" et de "politique globale de l'emploi" prennent appui sur le local et rétroagissent sur lui, mettant en jeu, face aux procès de fracture de la société, leur marginalisation ou leur intégration.

3) Un enjeu étatique, enfin, dans la mesure où est en question dans ces différentes mesures et recommandations, l'acceptation progressive par les créateurs d'entreprises concernées et/ou par les collectivités territoriales dont ils révèlent de leur stabilisation dans un mode de développement qui les situerait en marge de la société. En cela, la profusion de ces discours sur la recherche d'un nouveau mode de développement, constituerait, pour les plus menacés, pour les catégories de population les plus fragiles, un vecteur de socialisation à l'exclusion sociale.

En débordant le cadre initial de l'investigation pour nous situer dans la perspective de l'analyse de la circulation des discours sociaux, nous nous proposons de rechercher "ce qui fait sens" dans la question de l'articulation chômage-délinquance - environnement urbain. Au terme de ce travail, s'il n'est guère possible de conclure, il est toutefois envisageable de reprendre ou de poser quelques questionnements qui demanderaient à être explorés plus avant.

Le constat que nous avons établi d'une quasi absence de travaux relatifs à l'articulation chômage et délinquance demande à être expliqué. Au premier chef, le premier principe d'explication aurait à être recherché dans la structuration interne du milieu des chercheurs, dans son histoire institutionnelle, dans ses rapports de forces et de domination. A cet égard, par exemple, la prédominance des criminologues dans le champ de la recherche sur la délinquance ainsi que l'effet de dominance d'une école de pensée centrée sur la criminologie clinique d'une part, juridique d'autre part, pourrait expliquer que les sociologues ne s'investissent guère dans un tel domaine d'étude. D'une manière plus large, il importerait aussi de s'interroger sur le redéploiement des mises en garde théorico-épistémologiques et méthodologiques, notamment en ce qui concerne les sociologues, à propos d'un tel questionnement qui pourrait apparaître alors non seulement comme non pertinent au plan heuristique, mais aussi comme dangereux car susceptible de donner prise plus que tout autre recherche à une récupération idéologique et politique.

Mais pour autant, l'analyse de ce que produit ou ne produit pas le champ scientifique renvoie nécessairement à l'analyse de ses déterminants externes. Dans quelle mesure, les administrateurs de recherche, ceux qui sont en position d'intervenir dans la structuration du champ scientifique sont-ils en mesure de formaliser une telle question et de la proposer au travail des chercheurs? Dans quelle mesure la question des effets sociaux du chômage sur le développement de la délinquance existe-t-elle dans le débat politique? Dans le contexte français, tout laisse à penser que fondamentalement, elle renvoie à la question de la régulation sociale. Expression des recompositions économiques en cours, des enjeux et des risques auxquelles la société française est confrontée, cette thématique déborde largement le cadre d'analyse offert au départ; elle se décrypte à partir d'une constellation de thématiques dont les déplacements ou inflexions dans le temps, en fonction des référents contextuels, au-delà de la question-jeunes portent l'interrogation sur l'insécurité économique et sociale suscitée par une paupérisation de masse.

BIBLIOGRAPHIE.

La bibliographie que nous présentons ici ne concerne pas uniquement les jeunes. Elle rassemble des ouvrages et articles ayant trait aux problématiques qui sous-tendent l'articulation chômage - délinquance - environnement urbain. Y sont consignés, en outre, des travaux et documents relatifs aux politiques sociales. Pour une bibliographie concernant les travaux sur

- 1/ le chômage, insertion professionnelle des jeunes;
- 2/ les questions de déviance et de marginalité, délinquance;
- 3/ les jeunes et l'environnement urbain.

cf. LAGREE Jean-Charles, LEW FAI Paula (ss dir.), La Jeunesse en questions, Paris, La Documentation française, 1983, 178 p., ainsi que la bibliographie établie pour le rapport français in: LAGREE Jean-Charles, LEW FAI Paula, Les jeunes chômeurs.- Modes de vie, occupations et sources de revenus des jeunes chômeurs non touchés par les programmes d'emploi ou de formation, Paris, C.E.E., Etude n 84 196, 1985, 309 p.

I - DELINQUANCE.

I.A. Réflexions générales, théories.

1. La délinquance des jeunes en France
In: Notes Documentaires. La Documentation Française, (1973), 64 p.
2. Le contrôle social de la déviance
Actes du Colloque de Vaucresson: D.G.R.S.T., 1978, 282 p.
3. Transformation sociale et délinquance juvénile
STRASBOURG: Conseil de l'Europe, 1978, 158 p.
4. Criminologie en France
Paris: C.N.R.S - S.E.P.C, 1982, 136 p.
5. BAILLEAU, Francis,
Les mineurs délinquants: chiffres et interprétations
In: Le Groupe familial, (1987), pp.66-79
6. BEAUCHARD, Jean & al.,
Marginalité et déviance
In: Actions et Recherches Sociales, (1984), pp.7-110
7. CHAZAL, Jean,
L'enfance délinquante
Paris: P.U.F. (Que sais-je?), 1983, 125 p.
8. CHESNAIS, Jean-Claude,
Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours
Paris: R. Laffont, 1982, 497 p.

9. COHEN, R.K,
La déviance
Gembloux: Ed. Duculot, 1971, 239 p.
10. COMBAZ, Jeanne,
Les détenus de la peur
Paris: Le Centurion, 1982, 160 p.
11. COSTA-LASCOUX, Jacqueline,
La délinquance des jeunes en France 1825 - 1968.
Bibliographie
Paris: Ed. Cujas, T3 1974,
12. CUSSON, Maurice,
Le contrôle social du crime
Paris: P.U.F., 1983,
13. FAUGERON, Claude & al.,
Contribution à une approche systémique de la violence
In: L'Année Sociologique, 26 (1975), pp.525-543
14. FAUGERON, Claude & al.,
De la déviance et du contrôle social
Paris: D.G.R.S.T / S.E.P.C., 1976,
15. FAUGERON, Claude & al.,
Le renvoi du déviant. Des modes informels aux systèmes
institutionnels de contrôle de la déviance
Paris: Cordes, 1977, 214 p.
16. LEVADE, Michel,
La délinquance des jeunes en France 1825-1968
Paris: Ed. Cujas, 2T. 1972, 188p.+ 176p.
17. MALEWSKA-PEYRE, Hanna & al.,
Crise d'identité et déviance chez les jeunes immigrés
Paris: La Documentation Française, 1982, 399 p.
18. MALEWSKA-PEYRE, Hanna (ss.dir.),
Socialisation et déviance des jeunes immigrés
Vaucresson: CRIV, 1984, 468 p.
19. MICHARD, Henri,
Délinquance des jeunes et société "post-industrielle"
In: Bulletin de l'Union des Sociétés de patronage de
France, (1972), pp. 365-381
20. MICHARD, Henri,
La délinquance des jeunes en France
Paris: La Documentation Française, 1978, pp. 5-157
21. SELOSSE, Jacques,
Les recherches de Vaucresson
In: Annales de Vaucresson, (1977), pp. 147-169

22. SELOSSE, Jacques,
Regards sur les problématiques des recherches concernant la
délinquance juvénile
In: Connexions, (1981), pp. 11-30

23. ZAUBERMAN, Renée,
Renvoyants et renvoyés
In: Déviance et Société, VI (1982), pp. 23-52

I.B. Conditions socio-économiques.

24. Quelques aspects du problème de la marginalisation
professionnelle des jeunes
In: Problèmes Economiques, (1979),

25. AUBUSSON DE CAVARLAY, Bruno,
Condamnations et condamnés
In: Données Sociales: I.N.S.E.E., (1984), pp.528-533

26. COURTHEOUX, Jean-Paul,
Observations sur violence et mouvement économique
In: L'Année sociologique, 29 (1978), pp. 159-189

27. GODEFROY, Thierry; LAFFARGUE, Bertrand,
Crise économique et criminalité. Criminologie de la misère
ou misère de la criminologie?
In: Déviance et Société, 8 (1984), pp.73-100

28. MERCIER, Pierre-Alain,
Les inégalités en France
Paris: CREDOC, Division Prospective Sociale, 1974, 392 p.

29. MOSSE, Eliane,
Les riches et les pauvres
Paris: Seuil, 1983, 243 p.

30. PEYRE, Vincent et al.,
Délinquance juvénile et développement économique
Paris: Mouton, 1975, 317 p.

I.C. Urbanisation.

31. La commune et les marginaux
In: Correspondance Municipale, (1975),

32. Cadre de vie et urbanisme
In: Revue de l'Association Française pour la Sauvegarde de
l'Enfance et de l'Adolescence, (1980), 387 p.

33. Urbanisme et délinquance. Actes du XIème Congrès
Français de Criminologie
Rouen, 1970,

34. La criminalité en milieu urbain à industrialisation
rapide. Congrès français de criminologie.
Bordeaux: Faculté de Droit, 1971, 245 p.

35. Logique des institutions, modes de vie et production de marginalités
Paris: CORDES, La Documentation Française, 1977, 140 p.
36. Les jeunes en Villes Nouvelles. Actions concertées pour une meilleure insertion sociale
Paris: Secrétariat Général du G.C.V.N., 1982, s. p.
37. ALTHABE, Gérard,
Eléments pour une analyse des relations interpersonnelles dans l'espace commun d'immeubles H.L.M. (Bellevue-Nantes)
Colloque: Aspects de la vie quotidienne. Rapport ronéo., 1978, 8 p.
38. AUTES, Michel; DUPREZ, Dominique; LAMARCHE,
Genèse des inadaptations sociales liées aux restructurations urbaines
Paris: C.T.N.E.R.H.I., 1983,
39. BACHET, Daniel,
Violence, espace, et habitat
In: Espaces et Sociétés, (1982), pp. 79-87
40. CAUQUELIN, Anne,
Les déviants dans la ville
In: Projet, (1974), pp.658-670
41. CHAMBOREDON, Jean-Claude,
La délinquance juvénile. Essai de construction d'objet
In: Revue Française de Sociologie, 12 (1971), pp.335-377
42. CHAMBOREDON, Jean-Claude; LEMAIRE, Madeleine,
Proximité spatiale et distance sociale
In: Revue Française de Sociologie, 11 (1970), pp.3-33
43. CHAZALETTE, Andrée; CHEVALLIER, Michel,
Etude sur l'habitat comme lieu et facteur d'acculturation pour les familles et groupes à faibles revenus
Lyon: D.G.R.S.T/ G.S.U., 1973, 272 p.
44. CHEVALLIER, Michel & al.,
Une cité de transit: marginalité, marginalisation et démarginalisation
Lyon: G.S.U., 1973, pp.440-523
45. CHEVALLIER, Michel; VOISIN, Bruno,
Premier diagnostic de l'animation organisée aux Minguettes
Lyon: G.S.U., 1979, 87 p.
46. CHEVALLIER, Michel; VOISIN, Bruno,
Prédossier des Minguettes à Vénissieux
Lyon: G.S.U., 1980, 223 p.
47. COLOMBO, Eduardo & al.,
Délinquance juvénile, changement sociale et rénovation urbaine
Paris: Copédith, 1974, 83 p.

48. COMBAZ, Jeanne,
La Villeneuve de Grenoble, c'est Chicago!
In: Les Temps Modernes, 33 (1975), pp.242-266
49. DAVIDOVITCH DUPARC, L. ; & al.,
La déviance et la délinquance en milieu urbain
Paris: C.N.R.S., 1974, 195 p.
50. DAVIDOVITCH, André (ss. dir.),
La déviance et la délinquance en milieu urbain
Paris: C.N.R.S.-C.E.S., Documents de recherche, 1983,
195 p. + annexes
51. DUBET, François,
Conduites marginales des jeunes et classes sociales
In: Revue Française de Sociologie, 28 1987, pp. 265-286
52. DUBET, François,
La Galère: Jeunes en survie
Paris: Fayard, 1987,
53. DUPREZ, Dominique,
Les revendications à vivre autrement. Déclassements,
marginalités et nouveaux rapports à l'espace
Lille: CLERSE, 1985, 143 p.
54. FAUGERON, Claude,
Réponses à la déviance et groupes sociaux
Paris: S.E.P.C., 1980, 148 p.
55. FAUGERON, Claude & al.,
Violence et culture urbaine
Paris: SERES, 1973, 65 p. + annexes
56. GAZEAU, Jean - François,
Logement social...régulation sociale: des lieux
désenjoleurs aux lieux engeôleurs
In: Travail Social, Actions et Recherches Sociales,
(1982),
57. GRANIER, Mireille; SABBAN, Martine,
Recherches sur l'incidence de la création du complexe
industriel de Fos sur la criminalité
Université de Droit, d' Economie et des Sciences d'Aix-
Marseille. DEA de Criminologie., 1977-78, 146 p.
58. LAGREE, Jean-Charles,
Réalités communales et processus de marginalisation
juvénile
In: Revue de l'Association Française pour la sauvegarde de
l'enfance et de l'adolescence, (1982), pp. 59-81
59. LAGREE, Jean-Charles; LEW-FAI, Paula,
La Galère. Marginalisations juvéniles et collectivités
locales
Paris: Ed. C.N.R.S., 1985, 281 p.

60. LAGREE, Jean-Charles; LEW-FAI, Paula,
Pairs et repères. Contribution à l'étude des processus de
marginalisation des jeunes
Actes des Vèmes Journées Internationales d'Etudes Comparées
de la Délinquance Juvénile: Vaucresson, 1, 1986, pp. 47-61
61. LEROUX, Jean-Marie,
Qui fait les jeunes dévoyés?
In: Tribune de l'enfance, (1973), pp. 51-53
62. MAGLIONE, Jean,
La ségrégation: le traitement institutionnel et spatial des
exclus, la ville de l'autre. Thèse de doctorat de 3ème
cycle
Grenoble: Université des Sciences Sociales, 1977, 173 p. +
annexes
63. MORAND, Gisèle; TACHON, Michel,
Les jeunes dans l'agglomération viennoise: Chasse, Pont-
évêque, Vienne
Lyon, Economie et Humanisme: A.V.D.A.S.E., 1983, 82 p.
64. PAGNANO, Jean-Jacques,
Environnement et délinquance
In: Promovere, (1975), pp. 69-72
65. POUGET, Bruno du,
Adolescents de banlieue. Recherche ethnologique sur les
groupes spontanés dans la banlieue de Lyon
Lyon: Ed. Fédérop, 1976, 320 p.
66. ROBERT, Philippe,
Les bandes d'adolescents
Paris: Ed. Ouvrières, 1966, 383 p.
67. ROGER, Michel,
Urbanisation et délinquance
In: Sauvegarde de l'Enfance: A.F.S.E.A., (1980), pp. 143-
255
68. TRICART, J.P.; VILLANOVA, A.de,
Insalubrité, marginalité, contrôle social
In: Recherches Economiques et Sociales.: Paris: La
Documentation française, (1977), pp. 13-23
69. VANT, André (ss. dir.),
Marginalité sociale, marginalité spatiale
Paris: C.N.R.S., 1986, 265 p.
70. VEDELAGO, F,
Délinquance et environnement social
Périgueux: Centre départemental d'information, prévention
et étude de l'inadaptation sociale, 1983, 120 p.

71. ZAGNOLI, Nello,
Délinquance juvénile, changement social et innovation
urbaine
In: Recherches Economiques et Sociales: CORDES, (1977),
pp. 107-141

II - VIOLENCE, SENTIMENT D'INSECURITE.

72. La violence en actes
In: Informations Sociales, (1984), 11 p.

73. ACKERMANN, Werner; DULONG, Renaud; JEUDY Pierre-Henri,
Imaginaires de l'insécurité
Paris: Librairie des Méridiens, 1983, 122 p.

74. BAILLOT, Louis & al.,
Vivre dans la peur
Paris: Ed. Sociales, 1982, 193 p.

75. CIBOIS, Philippe,
Belle-Ile: débat de presse sur un été chaud. Etude par la
méthode synoptique
In: Déviance et Société, IX (1985), pp. 313-332

76. DULONG, Renaud,
Sens et non-sens de l'auto-défense
In: Déviance et Société, 5 (1981), pp.111-222

77. DULONG, Renaud,
Les régions, l'état et la société locale
Paris: P.U.F., 1978,

78. KEGELS, M.L.,
La "peur du crime"
In: Déviance et Société, VI (1982), pp. 209-220

79. LAGRANGE, Hugues,
Opinion publique et violence
In: Revue Française de Sociologie, XXV (1984), pp. 636-657

80. LAGRANGE, Hugues,
Perceptions de la violence et sentiment d'insécurité.
Enquête sur un échantillon représentatif de la population
grenobloise.
Grenoble, Université des Sciences Sociales de Grenoble:
Institut d'Etudes Politiques, 1983, 247 p.

81. LEAUTE, Jacques,
Urbanisation, habitat, violence et insécurité
Paris: Institut de Criminologie, 1977, 95 p.

82. SOUBIRAN, Francine; ROBERT, Christian-Nils,
Ces signes qui font la délinquance.
In: Déviance et Société, VII (1983), pp. 299-316

83. VERNEUIL, Danielle,
Fonctions et processus du système pénal: ce qu'on en dit
dans le public
In: Déviance et Société, V (1981), pp. 223-245

84. WEINBERGER, Jean-Claude et al.,
Société et perception des comportements déviants incriminés
Paris: S.E.P.C., 1977, 128 p. + Annexes

III - SOCIOLOGIE URBAINE.

85. Les cités de transit SONACOTRA. Rue Le Roy des Barres
et Avenue Galliéni à Saint Denis. Rapport ronéo
Paris: SONACOTRA, 1977, 33 p.

86. BOULLIER, Dominique,
Les jeunes " du bas des tours". Approches des modes de vie
des adolescents sur 2 flots de la ZUP SUD de Rennes.
Rennes: LARES, 1982, 212 p.

87. CASTELS, Manuel,
La question urbaine
Paris: Maspéro, 1973, 455 p.

88. FERRAND, Alexis,
La pratique spatiale des groupes de jeunes. Ségrégation et
appropriation symbolique
Nanterre: Université de Paris X. Thèse de doctorat de 3
Cycle, (1975), 178 p.

89. PINCON-CHARLOT, Monique; RENDU, Paul,
Les inégalités sociales dans l'accès de la jeunesse aux
équipements collectifs en région parisienne
Paris: C.N.R.S., 1980, 141 p.

90. RAYMOND, Henri,
Espace urbain et équipements socio-culturels
Paris: Institut de Sociologie Urbaine, 1973, 148 p.

91. SABRAN, Jacques,
Non aux villes tentaculaires. Etude sociologique de jeunes
citadins
Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble, 1973, 454 p.

IV - POLITIQUES SOCIALES.

IV.A. Documents.

92. La Prévention des Inadaptations Sociales
Paris: La Documentation Française, 1973, 286 p.

93. Orientations sur le travail social
Paris: Ministère de la Solidarité Nationale, 1982, 25 p.

94. BELORGEY, Jean-Michel,
La politique sociale
Paris: Ed. Seghers, 1976,
95. BIANCO, Jean Louis; LAMY, Pierre,
L'aide à l'enfance demain. Contribution à une politique de
réduction des inégalités.
Paris: Ministère de la Santé/la Solidarité, 1980, 218 p.
96. BONNEMAISON, Gilbert,
Face à la délinquance: prévention, répression, solidarité
Paris: La Documentation Française, 1982, 212 p.
97. BONNEMAISON, Gilbert,
La sécurité en libertés
Paris: Ed. Syros, 1987, 155 p.
98. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Les villes. 1: l'urbanisation
Paris: A.Colin (coll. Plan et Prospectives), 1970, 225 p.
99. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Les villes. 2: La société urbaine
Paris: A.Colin (coll. Plan et prospectives), 1970, 153 p.
100. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Les transformations du mode de vie. Mobilité et coûts de
l'adaptation. Temps et espaces de loisirs. Problèmes du
troisième âge.
Paris: A.Colin (coll. Plan et Prospectives), 1970, 229 p.
101. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Rapport des Commissions du 6ème Plan. 1971-1975.
Recherche I.
Paris: La Documentation Française, 1971, 136 p.
102. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Rapports des Commissions du 6ème Plan:1971-1975.
Recherche II.
Paris: La Documentation Française, 1971, 336 p.
103. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Rapport d'activités 1983
Paris: La Documentation Française, 1984, pp. 119-135
104. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Les politiques sociales transversales: une méthodologie
d'évaluation de leurs effets locaux
Paris: La Documentation Française, 1985, 178 p.
105. COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN,
Rapport d'activités 1984
Paris: La Documentation Française, 1985, pp. 9-10
106. DUBEDOUT, Hubert,
Ensemble, refaire la ville. Rapport au Premier Ministre
Paris: La Documentation Française, 1983, 122 p.

107. Fondation pour la Recherche Sociale (FORS),
La pauvreté et la lutte contre la pauvreté
Paris: 1980, 339 p.
108. GAUDIN, Jocelyne,
Initiatives locales et création d'emplois
Paris: La Documentation Française, 1982, 123 p.
109. GROUPE 85,
Réflexions pour 1985
Paris: La Documentation Française, 1970, 155 p.
110. HURSTEL, Jean,
Jeunes au bistrot, cultures sur macadam
Paris: Ed. Ten-Syros, 1984, 129 p.
111. LAMBERT, Michel,
La décentralisation de l'action sociale et la protection
judiciaire de la jeunesse
In: ANDESI, (1984), pp. 67-74
112. LENOIR, René,
Les exclus. Un Français sur 10
Paris: Seuil, 1974, 173 p.
113. MARANGE, James; LEBON, André,
L'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société
française. Rapport au Ministre du Travail
Paris: La Documentation Française, 1982, 270 p.
114. MINISTERE DE L'EMPLOI,
L'imagination au quotidien. Emplois d'initiative locale
Paris: La Documentation Française, 1983, 177 p.
115. O.C.D.E.,
L'Etat protecteur en crise. Rapport de la Conférence sur les
politiques sociales dans les années 80. 20-23 octobre 1980
Paris: O.C.D.E., 1981, 320 p.
116. OHEIX, Gabriel,
Contre la précarité et la pauvreté. 60 propositions.
Rapport au Premier Ministre
Paris: doc. ronéo., 1981, 141 p.
117. PESCE, Rodolphe,
Développement social des quartiers. Bilan et perspectives
1981-1984. Rapport au Premier Ministre
Paris: La Documentation Française, 1984, 120 p.
118. PEYREFITTE, Alain,
Réponses à la violence
Paris: La Documentation Française, 1977, 732 p.
119. RIGOUT, Marcel,
L'autre chance. Un métier pour réussir.
Paris: Ed. sociales., 1983, 188 p.

120. Rapport TEN,
Propositions pour les Conseils Communaux de prévention de
la délinquance: perspectives d'actions et moyens
méthodologiques
Paris, La Documentation Française, 1985.

121. SCHWARTZ, Bertrand,
L'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Rapport
au Premier Ministre
Paris: La Documentation Française, 1981, 146 p.

122. STOLERU, Michel,
Vaincre la pauvreté dans les pays riches
Paris: Ed. Flammarion, 1974, 314 p.

IV.B. Analyses.

123. Le rapport Guichard sur le développement des
responsabilités locales
In: Correspondance Municipale, (1977),

124. Les contradictions du travail social
In: Economie et Humanisme, no 234, (1977), 112 p.

125. Vivre ensemble dans la cité. Assises du 28 octobre
1981
Paris: UNFOHLM, 1981, 7 fasc

126. Les opérations "été-jeunes". Analyse longitudinale
d'une politique publique.
Paris: Publications du C.T.N.R.H.I., M.I.R.E., 1986,
195 p.

127. BACHMANN, Christian; Simonin, Jacky,
Changer au quotidien. Une introduction au travail social.
Tome 1 - Les politiques et le acteurs. Tome 2 - Les
méthodes et le terrain
Paris: Ed. Etudes Vivantes et Sociales, 1981, t1-139p.,
t2-160p.

128. BAILLEAU, Francis,
Bilan social des structures d'insertion par l'économie
Paris: Fondation de France, 1986, 240 p.

129. BAILLEAU, François,
Contrôle social...Travail social...
In: Travailleurs Sociaux. La Marge, (1984), pp.39-63

130. BAILLEAU, François,
De l'économie sociale à ... l'économie du social. Les
entreprises intermédiaires
Paris: C.N.R.S.-I.R.E.S.C.O., 1986, 336 p.

131. BAILLEAU, François (ss. dir),
Pratique de recherche en sociologie criminelle
Paris: C.N.R.S.- C.E.S., 1982, 131 p.

132. BAILLEAU, François; LEFAUCHEUR, Nadine; PEYRE Vincent,
Lectures sociologiques du travail social
Paris: C.R.I.V.- Editions ouvrières, 1985, 217 p.
133. BAILLEAU, François; MISPELBLUM, Frédéric,
Théorie et politique du travail social. A propos du livre
de Jeannine VERDES-LEROUX: "Le travail social"
In: Marginalités, Supplément, (1978), 24 p.
134. BAILLEAU, François; TRICART, Jean-Paul,
Des politiques d'action sociale aux politiques sociales
locales
Paris: La Documentation Française (à paraître), 1988,
21 p.
135. BAREL, Michel; MOTTE Jean-Philippe,
Le travail des 16/18 ans: "bricolage social" ou économie
parallèle
In: Revue Internationale d'Action Communautaire, 8 (1982),
pp.146-150
136. BAREL, Yves,
Les enjeux du travail social
In: Actions et Recherches Sociales, (1982), pp.23-41
137. BEAUCHARD, Jean,
L'action sociale: de l'intégration à la réduction des
exclusions. Les nouveaux rôles du travail social
In: Actions et Recherches Sociales, 15 (1984), pp. 59-80
138. BECHILLON, C. de,
L'évolution du service social dans la dynamique de
l'histoire. Un temps fort du 39ème congrès de l'ANAS
In: Revue Française de Service Social, (1984), pp. 1-17
139. BOURDIN, Alain; PUIG, Nuria,
Travail social et nouvelles dynamiques locales
In: Espaces et Sociétés, (1982), pp.57-71
140. BOYER, Robert,
La flexibilité du travail en Europe
Paris: Ed. La Découverte, 1986, 330 p.
141. BOYER, Robert; MISTRAL, Jacques,
Entre l'Etat et le marché, Conjuguer l'économique et le
social
In: Esprit, (1984), pp.109-128
142. CASTEL, Robert,
La gestion des risques
Paris: Ed. Minuit, 1981, 227 p.
143. CHAUVIERE, Michel,
La recherche sociale gagne du terrain
In: Informations Sociales, (1983), pp. 10-17

144. CHEVREUSE (Collectif),
Pratiques inventives du travail social
Paris: Editions Ouvrières, 1979,
145. CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE,
Segmentation de l'emploi ou division du salariat?
Paris:: La Découverte (Nouvelle Série), 1981, 245 p.
146. DOMENACH, Claude; GATTI-MONTAIN, Jacqueline,
Communes et sécurité
Paris: Ed. Ouvrières, 1986, 231 p.
147. DONZELOT, Jacques,
La police des familles
Paris: Ed. de Minuit, 1977, 221 p.
148. DONZELOT, Jacques,
L'invention du social
Paris: Ed. Fayard, 1984, 263 p.
149. DUBET, François; JAZOULI, Adil; LAPEYRONNIE,
L'état et les jeunes
Paris: Editions Ouvrières, 1985, 204 p.
150. DUPREZ, Dominique; LAMARCHE, C.,
Redéfinition des politiques locales face à la délinquance
et à l'insécurité
In: Ancres, (1986), pp.36-46
151. DUPREZ, Dominique; DUPE, Michèle; HESS, Rémy,
La gestion de la délinquance, représentations de la
jeunesse et politiques sociales
Paris, Lille: C.N.R.S., C.N.P.D., C.L.E.R.S.E, 1986,
285 p.
152. DUPUIS, Xavier & al.,
Recherche sur les politiques sociales de la post-
adolescence
Paris: Université Paris IX, Travail et Société, 1983,
264 p.
153. DUTRENIT, Jean Marc,
Sociologie et compréhension du travail social
Toulouse: Privat, 1980, 296 p.
154. FIZE, Michel,
Les entrants en prison
In: DONNEES SOCIALES: I.N.S.E.E., (1984), pp.526-527
155. FIZE, Michel,
Qui sont-ils? Essai de définition de la population des
entrants en prison.
Paris: Min. de la Justice, Travaux et Documents, 1981,
156. HOMINAL, Jeanne; ION, Jacques,
Le sociologue urbain, le travailleur social et le local
In: Espaces et Sociétés, (1982), pp. 39-47

157. IMBERT, Maurice,
Travail social de communauté; dynamique associative et
appareils institutionnels. Le travail local et le social
In: Espaces et Sociétés, (1982), pp. 31-41
158. ION, Jacques; TRICART, Jean-Paul,
Les travailleurs sociaux
Paris: Ed. La Découverte, 1984, 124 p.
159. ION, Jacques & al.,
Les équipements socio-culturels et la ville
Saint-Etienne: CRESAL, 1972, 212 p.
160. JOBERT, Bruno,
Le social en plan
Lyon: Editions Ouvrières, 1981, 255 p.
161. LAROQUE, M.,
Politiques sociales dans la France contemporaine, le social
face à la crise
Paris: Sciences et techniques humaines, 1984, 311 p.
162. LASCOUMES, Pierre,
Le travail social idéalisé, contesté, situé. Analyse
bibliographique des parutions récentes
In: Déviance et Société, I (1977), pp. 341-361
163. LASCOUMES, Pierre,
Prévention et contrôle social
Genève: Médecine et Hygiène, 1977, 262 p.
164. LEOMANT, Christian,
Pratique judiciaire et rapports sociaux. Signification
sociale de la pratique de la justice des mineurs
Paris: Thèse pour le doctorat de 3 cycle, 1977, 194 p. +
annexes
165. LEVY, Henri,
Les "flags". Une justice ou une police?
Paris: S.E.P.C., 1982, 264 p.
166. LION, Antoine; MACLOUF, Pierre,
L'insécurité sociale. Paupérisation et solidarité
Paris: Editions Ouvrières, 1982, 191 p.
167. LIPIETZ, Alain,
Crise de l'Etat-Providence
In: Les Temps Modernes, (1983), pp. 890-935
168. MARCUS, M,
Un outil pour la politique criminelle: les conseils
communaux de prévention
In: Revue Science criminelle Droit pénal comparé, (1984),
pp.47-54

169. MARTIN, Gérard,
L'Evaluation des politiques sociales: processus impossible?
In: Economie et Humanisme, (1978), pp. 26-40
170. MAUREL, Elisabeth,
Pratiques nouvelles et contrôle social dans l'action
sociale
In: Economie et Humanisme, (1978), pp. 58-65
171. MAUREL, Elisabeth,
Politiques familiales et reproduction sociale
In: Economie et Humanisme, (1978), pp. 41-49
172. MEYER, Philippe,
L'enfant et la raison d'Etat
Paris: Seuil, 1977, 185 p.
173. PAUCHET, Catherine,
Les prisons de l'insécurité
Paris: Editions Ouvrières, 1982,
174. PEQUINOT, B,
A propos de la question de l'idéologie. In: FRACASSI, A. &
al. (dir.) La Pauvreté, une approche plurielle.
Paris: Ed. ESF, 1985, pp. 131-139
175. PEYRE, Vincent; PINEAU, Joseph,
Politique de prévention et acteurs de la protection
judiciaire de la jeunesse (1983-1986)
Vaucresson: C.R.I.V., 1987, 185 p.
176. RASSAT, Michèle-Laure,
Pour une politique anti-criminelle du bon sens
Paris: La Table ronde, 1983, 205 p.
177. RENUARD, Jean-Marie,
Déviance juvénile: de la gestion de l'inadaptation à
l'organisation de l'exclusion
In: Déviance et Société, VI (1982), pp. 167-184
178. ROBERT, Philippe,
Le contrôle social et ses histoires
Conférence au Congrès de l'Association Nationale des
Assistants de Service Social, 1980, 37 p.
179. ROBERT, Philippe,
Opinion publique et politique criminelle
in: L'Année Sociologique, 35 1985, pp. 206
180. ROSA, Jean-Jacques; AFTALON, Florin,
L'économique retrouvé. Vieilles critiques et nouvelles
analyses.
Paris: Ed. Economica, 1977,
181. ROSANVALLON, Pierre,
La crise de l'Etat Providence
Paris: Ed. du Seuil, 1984, 137 p. + annexes

182. RUPP, Marie-Antoinette,
Quarante années d'Action Sociale en France (1946-1986). Un
canevas pour les travailleurs sociaux
Toulouse: Ed. Privat, 1986, 166 p.

183. SCHALLER, F.; SCHALLER, J.J.,
Marginalité et société dans le travail social. Etude des
représentations dans la littérature française
In: Déviance et Société, IX (1985), pp. 233-253

184. SZABO, Denis,
La prévention: concepts et stratégies
In: Revue de Science criminelle Droit pénal comparé, 22
(1984), pp. 151-172

185. TACHON, Michel,
L'action sociale, un bricolage politique
In: Revue française du Service social, (1983), pp. 75-86

186. TETARD, Françoise,
Le phénomène <<Blouson Noir>>, comme rupture dns les
représentations sociales de la jeunesse
: Communication au Colloque Le Creusot, 1985, 20 p.

187. TETARD, Françoise,
"Sauver notre jeunesse", ou la "prévention" dans ses
rapports avec les politiques de la jeunesse en France de
1945 à 1965
In: Les Annales de Vaucresson, 1 (1986), pp. 163-178

188. VERDES-LEROUX, Jeannine,
Le travail social
Paris: Editions de Minuit, 1978, 273 p.

V - QUESTIONS DE METHODE.

189. BOUSQUET, Monique; CHIROL, Yves,
Géographie de la délinquance juvénile
Vaucresson: C.F.R.E.S., 1977,

190. BRAND, J; HAUSSLING, J.M.,
Les sciences sociales face aux pratiques sociales
In: Sauvegarde de l'Enfance, 39 (1984),

191. BRODEUR, J.P.,
La criminologie marxiste: controverses récentes
In: Déviance Sociale, 8 (1984), pp.43-70

192. CHAUVIERE, Michel (ss. dir.),
Annuaire de la recherche sur le social, 1987
Paris, Caen: C.N.R.S., M.I.R.E., G.R.A.S.S., 1987, 235 p.

193. COMMAILLE, Jacques,
Problèmes de jeunesse et régulations sociales.
Introduction aux Ve Journées internationales de
Criminologie de Vaucresson.
Vaucresson: C.R.I.V., 1 1985, pp. 25-37
194. DUTRENIT, Jean Marc,
Technologie sociale et comptabilité sociétale
In: Sauvegarde de l'Enfance, 39 (1984),
195. FRAISSE, Roger,
Les sciences sociales et l'Etat
In: Esprit, (1982),
196. GAZEAU, Jean-François,
Délinquance dans le Val de Marne. Etude d'une population.
Essai d'interprétation écologique
In: Annales de Vaucresson, (1973), pp. 73-192
197. JENNY, Jacques,
Les discours sociaux sur la "jeunesse" dans les années 60
In: La jeunesse en questions.: Paris: La Documentation
Française, (1983), pp. 19-44
198. MARTIN, Claude; SOULET, Marc-Henri,
La science au service du travail social
In: Actions et Recherches Sociales, 15 (1984),
199. PINATEL, Jean,
La criminologie d'aujourd'hui
In: Déviance et Société, I (1977), pp. 87-93
200. POLLACK, Michael,
La planification des Sciences Sociales
In: Actes de la Recherche en Sciences Sociales, (1976),
pp. 105-121
201. ROBERT, Philippe,
Les statistiques criminelles et la recherche
In: Déviance et Société, I (1977), pp. 3-27
202. ROBERT, Philippe; KELLENS, Georges,
Nouvelles perspectives en sociologie de la déviance
In: Revue Française de Sociologie, XIV (1973), pp.371-395
203. SOULET, Marc-Henri,
L'institutionnalisation de la recherche sociale
Caen: C.R.T.S., Université de Caen, 1983, 255 p.
204. TOURNIER, Pierre,
Contribution à la connaissance des personnes incarcérées en
France (1968-1980)
Paris: Thèse de 3e cycle. Université Paris I, 1981,

205. ZAUBERMAN, Renée,
Grandes enquêtes en recherche pénale et difficultés de
réalisation
In: Déviance et société, 6 (1982), pp. 281-309

VI - DOSSIERS DE PRESSE.

206. Dossier de Presse. No 1
Vaucresson: C.F.R.E.S., 1981, 258 p.

207. La prévention de la délinquance juvénile à travers la
presse du 26 janvier au 20 mars 1982
Paris: Ministère de la Justice, 1982, s. p.

208. Dossier de Presse. No 3
Vaucresson: C.F.R.E.S., 1983, 193 p.

209. Dossier de Presse: insertion professionnelle des
jeunes: une nouvelle politique
Vaucresson: C.R.I.V., 1986, 120 p.

YOUTH UNEMPLOYMENT, DELINQUENCY AND THE INNER CITY
UNITED KINGDOM

Frank COFFIELD

UNIVERSITY OF DURHAM.

Youth Unemployment, Delinquency and the Inner City 1970-1987:

The British Report

INTRODUCTION

I began this work with a heavy heart, although I recognised its importance from the first moment I was invited to participate. My hesitations were partly caused by my low expectations about the state of the literature (more specifically, that I would find endless speculation about the links between the three concepts of youth unemployment, juvenile delinquency and urban areas but little, if any, sophisticated theory). Much of the writing on the suggested connections between unemployment and crime turn out on examination to be little more than jargonised versions of such old proverbs as: "The Devil makes work for idle hands". The fact that millions of decent, law-abiding citizens who happen to be unemployed are deeply offended by any suggestion of an inevitable and invariable link between joblessness and crime should warn the politician, administrator and social scientist against drawing any facile conclusions.

I was also hesitant because of the increasing specialization among social scientists whereby one tends to become an expert in either juvenile delinquency or youth unemployment but rarely in both. The subdivision of young people's lives into separate "problem areas" such as unemployment or crime may be one of the unfortunate outcomes of a "positivist" scientific methodology which aims to study one topic at a time without contamination from other variables. This report will try to circumvent such difficulties by including findings from both quantitative and qualitative studies, especially ethnographic work which attempts a rounded, coherent account of young people's lives. Too often in the social science

literature young adults find their lives presented in disembodied, fragmented and statistical chunks and it is difficult to imagine behind the numbers energetic and vigorous young individuals, the complexity of whose lives cannot be captured by crude subdivisions into administrative or legal categories such as "unemployment" or "juvenile delinquency". The very act, however, of posing the question of the interconnections between the three main themes may have the valuable effect of bringing to public attention how over-specialised and limited in outlook much research in the social sciences has become in the last twenty years. That finding alone deserves to become a recommendation to policy makers and administrators about the funding of studies with too narrow a focus. The gap between the concerns of social scientists on one hand and of administrators and legislators on the other hand will also be cruelly exposed by this study.

It is also important to recognise from the outset that such a report, if it had been written in the 1960s at a time of full employment and rising prosperity, would have concerned itself with marginal groups of exotic and unrepresentative youngsters in, for example, juvenile gangs or drug-using sub-cultures. Since the mid 1970s the situation has changed dramatically in all Western Countries but none more so than in Great Britain and the subject of this report are millions of ordinary, middle-of-the-road working class young adults. For once, the much over used word "crisis" is appropriate as the following statistics from the EEC make clear:

"One in four of the European Community's 48 million 15 to 25 year olds are unemployed - a rate three times greater than for adults over 25." (Times Educational Supplement, 1985)

In my words, more than twelve million young adults in EEC countries are facing a crisis of exclusion - exclusion from responsible participation in society. They are being excluded from participating in the economic, social and political life of their communities. The traditional means available to working class adolescents of becoming adults have broken down. Even the much praised Dual System of German vocational education has become uncoupled from employment and urgently needs to be rethought, if not replaced. The economic crisis through which Europe has been passing for over the last ten years has been, to a large extent, visited on one generation and one section of young people; their suffering and poverty are in turn creating problems for working class families, and the future prospects for young women are particularly grim.

After the nuclear debate, the greatest social issue facing Western countries in the next twenty years will, in my opinion, be the lack of jobs for young people, especially 18 to 25 year olds in those countries and regions where deindustrialisation has gone furthest. A new spectre is haunting Europe - the spectre of jobless growth - ein neues Gespenst geht in Europa um - das Gespenst der "ökonomischen Entwicklung ohne Jobs.

Over the same period (1970-1987), more and more children have been taken into care in Britain, the net of social control has continued to widen with the result that many more young people have become involved in criminal proceedings, community service orders increased to over 30,000 in the first ten years of their existence, and the prison population has grown to such an extent that not even a substantial new prison building programme can cope. The present Conservative Government is currently finalising plans to release thousands of minor offenders in an effort to reduce

the chronic overcrowding in British prisons, which is in turn causing increased violence within prisons. The same administration which has resolutely set its face against job creation of any kind for the unemployed, increased police strength by 15,000 in the period 1979-1986. In sum, the system of social control in all its forms (for example, both custodial and non-custodial sentences) has greatly expanded despite all the official rhetoric and the recommendations of social scientists about moving in the opposite direction.

To turn briefly to the third theme, ever since the general election in June 1987 when the Conservative Government was swept back to power with a majority of over 100 seats, the problems of the inner city have moved centre of the political stage in Britain, with the Prime Minister herself in charge of the initiative to breathe life back into the crumbling Victorian cities of the North. Such a move was, of course, a political response to the failure of the Tories to gain any Parliamentary seats in either Liverpool, Manchester, Newcastle or Glasgow. Behind these political manoeuvrings lies the notion of the inner city "as a metaphor or paradigm, a model of society itself... Today, invariably, it stands for disorder, chaos and breakdown." (Cohen, 1985, p. 205)

It is interesting to speculate on why these three themes - of unemployment, crime and the inner city - were chosen for study by the EEC and why at this particular time. In my own view, it is the concept of the urban setting which holds all three topics together: it is the inner city which is seen by politicians and administrators as the setting for such social problems as youth unemployment, violence, theft, prostitution, drug addiction, etc.

Considerable evidence can be amassed (e.g. Brown and Harris 1978 and Rutter and Madge 1976) to support the proposition that the inner city (and, even more so, the metropolis) acts as a sink which collects all the social inadequates of a region, from which the "native" skilled working class flee as though from a medieval plague to the suburbs and beyond. Who would nowadays fund a study of youth unemployment, delinquency and rural settings, no matter how useful and deserving of attention such a study would be? In the words of David Donnison, violence has played its part in setting the political agenda which we as authors are now responding to in these national reports: "a riot makes a bigger impact on Government thinking than any amount of earnest and accurate research". (Observer, 20 September, 1987). This is certainly accurate as far as Britain is concerned as the political reactions to the riots in Brixton, London and Handsworth, Birmingham have made clear. The impact of British football fans rioting in the Heysel Stadium in Brussels in 1985 was felt immediately by Belgian politicians and the brutality of their behaviour sent shock waves through many countries in Europe.

The first point of substance, then, in this report is that the three givens in this study - youth unemployment, delinquency and the inner city - are all at the top of the agendas of politicians and administrators in EEC countries and the context within which the debate is conducted on the three topics is constantly being shaped and reshaped by political interests. Victorian fears of a violent and unemployed underclass in our inner cities have reemerged.

What I shall attempt in the following pages is a summary in plain English of "the state of the art" on the interconnections

between juvenile delinquency, youth unemployment and urban settings. The next section will contain national definitions of administrative and legal categories in these three areas and will give an outline of national trends in youth unemployment and in juvenile delinquency for the period 1970-1987. The following chapter will then examine what theoretical insights can be gleaned from the relevant literature in Britain and in the United States; problems will be clarified, gaps in thinking or in the empirical data will be identified and the state of current knowledge summarised. If, as I suspected before beginning serious work on these themes, the literature proves to be fragmentary and non-cumulative, perhaps the most that can be offered is tentative hypotheses and alternative ways forward. The publication, however, of Steven Box's Recession, Crime and Punishment in the late summer of 1987 was very timely and his integration of various sociological positions "into a plausible and parsimonious theory" will be heavily drawn upon. Chapter Four will discuss the implications of the foregoing for social policy and social research in a practical and down-to-earth manner. Finally, a few conclusions on the whole exercise will be drawn. In all of the above chapters, the text will make clear the type of discourse which is being analysed: political or administrative; scientific (qualitative or quantitative); or common-sensical (journalistic or televisual).

Before, however, turning to a more detailed discussion of any of the three main topics, I am reminded of the telling phrase of Christopher Jencks (1973), in his book on Inequality: "What really matters, you can't count and what you can count, doesn't matter."

Chapter 2: NATIONAL DEFINITIONS AND NATIONAL TRENDS

Before introducing any statistical data on national trends in either youth unemployment or juvenile delinquency, it seems appropriate (in an exercise which hopes to draw international comparisons, concentrating on differences and similarities) to begin with definitions of the terms being used and the choices open to young people in order to ensure that like is being compared with like.

In England and Wales (the Scottish educational and legal systems are interestingly different and some illustrative examples will be given later where apposite), 16 year olds have the following four options:

1. To stay in Full-time Education either at school or in a Further Education (FE) College. Faced with the collapse of their job market, increasing numbers of young people have been deciding to stay on at school or in an FE College in an attempt to improve their qualifications and so, hopefully, their chances of obtaining employment. This change in behaviour should not, in my opinion, be interpreted as a tribute to the pulling power of the educational system, but is more likely to be a reflection of the lack of choice open to young people in the labour market. Teachers, however, in regions like the North East of England which have had traditionally low staying-on rates at school (after the minimum school leaving age) now prefer to argue differently as their sixth forms fill up with a new type of student. In this connection the unexpected findings of David Raffe (1986) in Edinburgh help to shed some light. He examined the influence of rising unemployment rates on levels of truancy among Scottish school pupils in their final year of formal schooling. His data challenges arguments which

allege that unemployment has the inevitable effect of both demotivating and demoralising school pupils; his evidence seems to suggest that rising unemployment on the whole increases the motivation of pupils because they realise that the competition for jobs has never been so fierce and so unemployment acts as an instrument of social control in schools as well as in the labour market. Again, this view contradicts the current complaint of many British teachers in comprehensive schools that they have lost simultaneously both the carrot (as a result of hard experience pupils no longer believe that exam passes are the passport to a "real" job) and the stick (corporal punishment has finally been legally abolished in England and Wales this year). Tony Watts (1983, p. 34) captured the essence of these changes when he wrote that "the main effect of unemployment has been, paradoxically, to tighten the bonds between education and employment".

For children from the poorest families the virtual absence of Educational Maintenance Allowances (EMA) to encourage them to stay on at school means that they are likely to make other choices such as:

2. Full-time Employment, with or without part-time day release for further education. The collapse of the job market for young people in Britain came very suddenly in the mid 1970s as can be seen from the following figures. Up to 1974/75 circa 80% of all school leavers aged 16 in the North East of England found full-time employment, but only about 10% of them were involved in any form of further training or education. Twelve years later the Careers Officer for County Durham (1987, p.7) is writing: "... for the first time in memory less than 10% of school-leavers found work. The decline in opportunities hit girls in particular

with only 7% finding work".

It is important to stress the international character of this transformation of the juvenile labour market. No particular, national Government can be held solely responsible for a crisis with so many contributory causes most of which are not under any one Government's direct control. My argument is that the present British administration (along with most other commentators) seriously misjudged the permanent and structural nature of the crisis and continues to ignore the depth of the suffering which it is causing. Although there is no agreed explanation, the following factors are clearly implicated in the disappearance of so many jobs:

- a) the world recession, sparked off by the quadrupling of oil prices
- b) technical advances which have destroyed some traditional teenage jobs
- c) a marked decline in jobs in the manufacturing sector in Britain and especially in the North East which has lost 30% of its base since 1979
- d) the loss of unskilled jobs to the Far East as multi-nationals seek to maximise profits
- e) the increase in the demand for jobs from the extra numbers of young people
- f) the allegedly high cost to employers of the wages paid to young workers in Britain
- g) and official policy, which has invested money in training rather than in job creation

Struggling to stay out of debt, most British firms behaved in their time-honoured fashion: they cut apprenticeships and

closed down training programmes for their workers. In a report (Coopers and Lybrand, 1985, p.8) on the perceived value of training to British companies, it was concluded that "... the vast majority, despite initial claims to the contrary, were not very interested and had an attitude which bordered on complacency. In a few companies training played virtually no role in their corporate strategy". It was partly the ever increasing youth unemployment figures and partly the historic failure of British firms (with some honourable exceptions) to train their own young workers which led to the creation of the third option ...

3. The Youth Training Scheme (YTS, which was formerly called the Youth Opportunity Programme, YOP). When it began in 1983, YTS was a one year scheme, but it now lasts for two years with a minimum of 13 weeks "off the job" training. YTS has been politically controversial ever since its inception but there are, in my opinion, at least two overriding arguments in its favour. First and foremost, few commentators would deny that young people nowadays need not only a good, general education but also a sound, up-to-date vocational training. The problem is that the present British Government, in common with many foreign Governments, have responded to the crisis by concentrating only on training. What young French, Germans, Britons and Belgians need is not just training, but an interactive trio of education, training and employment - and the least of these is training. Secondly, the YTS has brought massive resources (£1,000 million per year) and public attention to a group of young people whom the educational world had hitherto largely ignored.

On the other hand, the main criticism advanced by young people themselves is that YTS leads too many of them back to the unemployment

queue. The claims made for YTS by the Manpower Services Commission (MSC) are either naive self-confidence or misleading propaganda. For instance, the MSC's Youth Task Group Report argues that YTS "is about providing a permanent bridge between school and work". In two areas in the North East of England (County Durham and Cleveland) the percentage of YTS "graduates" who became unemployed in 1986 was 42% and 38%. The national figure is admitted by the MSC to be around 30%. Ruth Jonathan's (1987) penetrating analysis of the "core skills" of YTS adds a second, powerful critique: namely that the rhetorical claim that YTS is "a programme of education and training" cannot be supported when the contents of the "core skills" are evaluated.

In the words of young adults themselves, the options open to them tend to narrow down to "shit jobs, govvy (government i.e. MSC) schemes, and, the dole" (see Coffield, Borrill and Marshall, 1986).

4. Unemployment Kelvin (1984, p.419) has pointed out that the very language used in Britain to discuss unemployment (or "the dole" as it is known colloquially) stigmatizes people. Such terms as "dole", "assistance" or "relief" are "all redolent with images of charity to the inadequate". Most commentators were surprised by two factors: the speed at which youth unemployment developed in the mid 1970s and its long-term character, which is an entirely new phenomenon. Long-term unemployment is defined as being out of employment (and actively seeking employment) for more than 52 weeks. In 1978, for example, there were 55,800 young people under 25 who were long-term unemployed; by 1986 that figure had grown to 356,000.

The plight of young adults struggling to gain a foot-hold in the labour market is nothing new: Tawney (1934), for example,

movingly described "the systematic exploitation of cheap juvenile labour" from the turn of the century to the 1930s. But the aura of the prosperous 1960s was still a force to be reckoned with in 1970, the commitment to full employment was still a plank in the platform of every political party in Britain, and, as Steven Box reminds us (1987, p.1) in a chapter entitled "The Lost World of the Sixties", "only a handful of Britons were unemployed (328,000 or 1.4 per cent of the workforce)".

The 1960s was the period when books with titles like Adolescent Needs and the Transition from School to Work (Maizels, 1970) could be written. Even deeper into the 1970s, Paul Willis's best-seller Learning to Labour (1977) carried the sub-title How Working Class Kids get Working Class Jobs. Two points are worthy of notice: first in Birmingham, from 1972-1975 when the fieldwork was carried out, working class kids still got jobs: the rate of increase in youth unemployment in the Midlands was the highest in Britain once it got going. Second, although Willis used the word "kids", he studied boys only: the question of whether (and how) working class girls got jobs or not was nowhere addressed. The concentration on boys in the literature of both youth unemployment and juvenile delinquency has only recently begun to be corrected in the work of McRobbie (1978), Griffin (1985) and Cockburn (1987).

Cockburn in her very recent book entitled Two-Track Training: Sex Inequalities and the YTS produces detailed evidence from an empirical study to show that YTS is reinforcing rather than shattering the widespread tendency "for young women to conform to feminine job stereotypes while young men follow their own sex-typed path" (p.197). In addition to sex stereotyping within YTS, evidence is also mounting (McKie, forthcoming) that the various schemes within YTS are seen by both Careers Officers and young

people to be ranked in a steep hierarchy (from the most technically sophisticated using micro-computers to the most menial of tasks, like stacking supermarket shelves) and that young people are clearly differentiated and labelled according to which scheme they are assigned to. Their job prospects are obviously immediately affected as well.

It is perhaps time to insert some statistical bones into the flesh of the commentary so far. Table One, taken from the Statistical Bulletin of the Department of Education and Science (DES), gives the "Educational and Economic (sic) Activities" of 16 and 17-18 year olds for the ten year period from 1974 to 1984. Two issues need to be emphasized. First, YOP/YTS within a matter of six years was dealing with 25% of the nation's sixteen year olds and over half a million young people per year. Second, the bottom half of the table clearly demonstrates the knock-on effects on older age groups of concentrating attention on sixteen year olds: the unemployment rate for 17 and 18 year olds rose from 3% in 1974 to 19% in 1984. By ensuring that the vast majority of 16 year olds are involved in either education or training, Governments in Britain and in Europe are simply redistributing the problem to a later age group, but (and this is the neat, political point) to an age group who are a far less emotive topic than fresh-faced school-leavers who have been unable to find paid employment.

The steep rise in the unemployment rate in each of three age groups (under 18; 18 and 19; and 20-24) is clearly demonstrated in Table Two which is drawn from the Youthaid Bulletin for May/June, 1987. What is perhaps even more important are the huge regional differences which tend to be lost within the national figures.

Table One

Educational and Economic Activities — Jan 1974 to Jan 1984

16 Year Olds Percentage In:	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Full-time education											
School	27	27	28	29	28	28	28	30	32	32	31
Further education	9	11	13	13	13	13	13	14	16	17	14
All	35	38	40	42	41	42	42	44	47	48	45
In employment (outside YTS)											
With part-time day study	17	16	12	10	12	12	12	10	7	7	6
Other	44	41	39	38	37	35	35	24	19	11	11
All	61	57	50	47	48	47	46	33	25	19	18
YTS/YOP	—	—	—	—	—	5	6	10	14	19	25
Unemployed	3	4	9	10	10	6	6	12	12	14	13
17 - 18 Year Olds Percentage In:	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Full-time education											
School	10	9	9	10	10	10	10	10	11	11	11
Further education	11	11	12	11	12	12	11	11	13	14	14
All	20	20	21	22	22	21	21	22	23	25	24
In employment (outside YTS)											
With part-time day study	15	15	16	15	14	14	14	13	12	11	10
Other	62	62	56	56	56	55	56	49	44	41	44
All	<u>77</u>	77	71	70	70	69	70	62	56	52	54
YTS/YOP	—	—	—	—	—	1	2	3	4	5	3
Unemployed	3	3	7	8	8	8	8	13	17	18	19

(Source: DES Statistical Bulletin 5/85)

Table Two
Unemployment Rates by Age — January — UK

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Under 18	12.5	19.8	23.6	25.7	23.9	23.1	21.8
18-19	10.8	17.8	22.5	24.3	26.2	25.1	22.9
20-24	9.0	14.8	18.0	17.3	17.5	18.0	18.1

Table Three, extracted from the Employment Gazette, the official publication of the Department of Employment, for May, 1987 shows that the ratio of unemployed school leavers to each job vacancy in London was 1.8 : 1, but in Scotland it was 73.6 : 1 in September 1986. By March, 1987 the ratio had narrowed somewhat from 1.1 : 1 for London to 57.3 : 1 for Scotland but I don't expect even a politician to take comfort from such a marginal improvement. (In parenthesis, it is worth remarking that the 16+ Action Plan developed in Scotland is a co-ordinated system of vocational education, widely thought to be significantly in advance of the rest of the country. But all the modularization of courses, and all the consortia arrangements between schools and FE Colleges do not create any jobs - at least not for 16 year olds.)

The extent of the problem is fully brought home if the details of a particular locality within a region are given. In Table Three the North of England has a ratio of unemployed school leavers to vacancies of 41.0 : 1 in September, 1986 and 18.0 : 1 in March, 1987 - very poor figures but not the worst. Within the Northern region lies the county of Cleveland with the second worst unemployment rate among adults in mainland Britain of 20.7% in April, 1987 - only Merseyside was worse with 21.0%. I quote from the Principal Careers Officer's Report for September, 1987:

"On Thursday, 27 August, 1987, there were 4,796 young people registered as unemployed at the Authority's Careers Offices... In addition to those registered as unemployed on 27th August 1987, there were 7,234 young people taking part in YFS. On Thursday, 27 August 1987 there were 17 'real job' vacancies notified at Careers Offices."

These figures represent a ratio of unemployed school leavers to vacancies of 282.1 : 1. (To anticipate questions about the Employment Gazette giving for the North a figure of 5,400 unemployed school leavers for March, 1987 and the Principal Careers Officer of

TABLE THREE

UNEMPLOYED SCHOOL-LEAVERS AND VACANCIES AT CAREERS OFFICES

Region	September 86			December 86			March 87		
	Unemp.	Vacs.	Ratio	Unemp.	Vacs.	Ratio	Unemp.	Vacs.	Ratio
London	9,000	4,900	1.8:1	7,100	4,500	1.5:1	5,300	4,600	1.1:1
S. East	10,300	4,100	2.5:1	6,200	2,900	2.1:1	4,400	3,200	1.3:1
E. Anglia	2,700	500	5.4:1	1,600	300	5.3:1	1,100	300	3.6:1
S. West	5,900	800	7.3:1	3,700	700	5.2:1	2,700	900	3.0:1
W. Mids	16,200	1,700	9.5:1	10,400	1,100	9.4:1	8,100	800	10.1:1
E. Mids	8,100	700	11.5:1	5,200	500	10.4:1	4,000	700	5.7:1
Yorks. & Humberside	19,900	700	28.4:1	11,900	500	23.8:1	8,900	800	11.1:1
N. West	20,400	1,000	20.4:1	13,000	700	19.0:1	9,800	800	12.2:1
North	12,300	300	41.0:1	7,200	300	24.0:1	5,400	300	18.0:1
Wales	9,700	200	48.5:1	5,200	300	17.3:1	3,800	300	12.6:1
Scotland	22,100	300	73.6:1	15,200	300	50.6:1	17,200	300	57.3:1
UK	140,700	15,900	8.8:1	89,000	12,500	7.1:1	72,300	13,900	5.2:1

Notes:

1. The Ratio columns show the ratio of unemployed school leavers to each vacancy.
2. The Northern Ireland figures are not consistent with the other data and are not shown separately but are in UK total.
3. Unemployed school-leavers are people aged 16-18 who have not had a job since leaving education and who claim supplementary benefit as unemployed.
4. Vacancies are those registered at Careers Offices as particularly suitable for young people. They do not reflect all the job opportunities in an area.

Source: Employment Gazette — May 1987

Cleveland, which is only one of 5 counties in the North, quoting a figure of 4,796 for August, 1987, the answer is the very large number of young people who every year leave school in the Spring Term.)

In all the official statistics given above, no mention has been made of those who, for a variety of reasons, refuse to register as unemployed. During the last General Election campaign in the United Kingdom, the total figure for the unemployed became a contentious issue with the Conservative Government claiming that the official figure of just over three million (and falling) was an accurate estimate, while the Labour Opposition argued that the true figure was likely to be between four and five million (and rising). The Opposition also drew attention to the fact that the methods of calculating the number of unemployed had been changed nineteen times since 1979 and only one of these changes tended to increase the number of those officially counted as unemployed. What is agreed, at least among social scientists, is that in this connection ethnic differences are likely to be significant. Roberts et al. (1982, p.6), on the basis of over 550 interviews with 16 to 20 year olds in high unemployment areas in Liverpool, London, Manchester and Wolverhampton, found that:

"levels of unemployment among our black respondents ran approximately 40% ahead of the whites, and this was despite the blacks having left school with superior qualifications and higher aspirations".

They also concluded that black youth tend to be less acquiescent than white, and are more likely to retreat from officialdom into their own sub-cultures associated with Rastafarianism and "hustling". National statistics show that in 1985 unemployment amongst black people was double that for whites; the unemployment rate for those under 25 years of age was 21% for whites, 41% for Asians and 43%

for Afro-Caribbeans (Labour Force Survey, 1985).

Before concluding this section on youth unemployment, it may be worth including some detail on the rates of social security which are currently available in the United Kingdom. Young people who are unemployed and who have never worked are entitled to claim Supplementary Benefit and, from Table Four, it is clear that those who refuse a YTS or leave their scheme early have their weekly benefit reduced by £7-50. Table Four also gives some indication of the complexity of the social security system; and the discretion over the day to day administration of the scheme which has been given to local social security officers has become a constant source of friction with claimants.

Behind all the details given above lie some national trends which are central to this report. What the United Kingdom has been experiencing since the mid 1970s is a major discontinuity in industry and commerce, which has also affected all Western countries. In Hannah Arendt's phrase "the world of work is running out of work". More specifically, it has not been the United Kingdom as a whole which has suffered this transformation, but rather particular communities and, within them, specific groups such as young people, and especially young women and blacks. The structural forces at work creating the huge inequalities outlined earlier are those of class, race, gender and region. One consequence which is already apparent is that the status of young people has been altered markedly and perhaps irrevocably. It seems that one particular section of the community, namely working class young people aged between 18 and 25, are no longer needed by modern industrial societies and, frankly, no-one knows what to do with them.

According to Dan Finn (1987), we are probably witnessing the

TABLE FOUR

Benefits Upgrading		
New Social Security rates came into effect on April 6 1987.		
Supplementary Benefit	Old Rate	New Rate
Single non-householder 16-17	18.40	18.75
Reduced rate for refusing YTS or early leaving	11.05	11.25
Single non-householder 18-59	23.85	24.35
Rent addition 25-59	3.90	4.05
Single householder 16-59	29.80	30.40
Couple 16-59	48.40	49.35
Board and Lodging		
personal expenses	9.80	10.00
meals allowance — breakfast	1.10	1.10
lunch	1.55	1.55
dinner	1.55	1.55
max. accommodation allowance — hostels	70.00	70.00
Other Benefits		
Unemployment Benefit — single	30.80	31.45
couple	49.80	50.85
Child Benefit — each child	7.10	7.25
One Parent Benefit	4.60	4.70
YTS Allowance — first year	27.30	28.50
second year	35.00	35.00
Housing Benefit		
needs allowance — single	48.10	48.90
couple	70.85	72.15
child	14.60	14.75
deduction for working non-dependent — 16/17 rates	1.10	1.15
18+ rates	2.60	2.70
16/17 rent	2.80	2.90
18+ rent	7.80	8.05
earnings disregard — claimant	17.30	17.30
partner	5.00	5.00

emergence of a new status between youth and adulthood and not just another prolongation of the period of adolescence. Psychological and biological findings (e.g. Tanner, 1978) point to the earlier physical and emotional maturity of young people, and yet official decisions are increasing the period of dependence on parents until the age of 25; witness the proposal to pay all single people under 25 a reduced weekly benefit rate on the grounds of age alone (Reform of Social Security, 1985). YTS has, moreover, become the main alternative to either employment or unemployment for those who have ceased full-time education: as such they have become not "employees" but "trainees", they no longer receive a "wage" but an "allowance", and their chances of earning sufficient to establish an independent home of their own are becoming steadily more remote. What will the consequences be for young people (and for society), if they continue to be stuck at home, growing older but hardly more in control of their lives than when they were in primary school?

Paul Willis (1986, p.157) has written better on this aspect than anyone and I make no apology for quoting from him at some length:

"Properly to understand unemployment we need to start by understanding what is missing - the wage. The wage is not simply an amount of money ... it operates as the crucial pivot for several other processes, social and cultural transitions quite unlike itself. Most importantly, perhaps, the wage is still the golden key (mortgage, rent, bills) to a personal household separate from parents and separate from work, from production ... The separate home is still a universal working class objective and the promise, at least, of its warmth and safety more than offsets the risk and coldness of work. Waged work is still the key to its opposite. No wage is no keys to the future."

These are the main issues which European Governments should be addressing and any discussion of juvenile delinquency needs to be placed in the context of long-term poverty and long-term

exclusion from society for millions of young adults in EEC countries. One of the conclusions from the ethnographic study of fifty, ordinary, working class young people in the North East of England (see Coffield, Borrill and Marshall, 1986) makes an appropriate introduction to the section on juvenile delinquency. After studying their offences and their attitudes to crime, criminals and punishment for two and a half years, we concluded that none of them wanted to subvert the social order or break the rules of society or even bend them at times to their own advantage: their persistent request was to be allowed to join society - a conclusion reached by Mungham in 1975.

Our prolonged contact with young adults living in three different areas convinced us that delinquency and crime were, for them, epiphenomena or secondary symptoms of deeper economic and social problems. Delinquency, however, remains central to the concerns of many psychologists, sociologists and the moral entrepreneurs of society, but it was a taken-for-granted part of life by the young adults we met. Delinquency and crime are problems to us, but did not appear to be so to them, even if they had been victims of crime (e.g. by having their motor bike stolen or vandalized).

The views of older residents of the areas we studied, particularly of the retired, are likely to have been quite different, as the British Crime Survey (BCS, 1983) has shown by collecting information about the victims of crime from a representative sample of 11,000 people in England and Wales. As Table Five makes clear, those who felt least safe walking alone in their own area after dark were "women, the elderly and those in inner cities, with a striking 60% of elderly women in inner cities feeling very

TABLE FIVE

Fears for personal safety by age, sex and area: percent feeling "very unsafe"

	<i>Inner cities</i>	<i>Other large city areas</i>	<i>Other areas</i>
Men			
16-30	3	1	1
31-60	11	3	1
61+	27	12	6
Women			
16-30	28	18	11
31-60	38	21	13
61+	60	41	29

Question: "How safe do you feel walking alone in this area after dark?"
Weighted data; unweighted n = 10,905

unsafe" (Hough and Mayhew, 1983, p.23). But the survey also found that the chances of being assaulted were no higher in the inner city than they were in the country, and that the elderly and the defenceless were not the typical victims of violent crime in England and Wales. The sort of person most often assaulted tended to be a young man under 30 years of age, who was either single, widowed or divorced, who spent several evenings out drinking heavily every week, and who was also involved in assaulting others.

These remarks are not in any way meant to deny the social significance of the sixfold increase in recorded crime in Britain since the war, but intended to insert a sense of proportion into the sensational reporting of "soaring" or "alarming" crime rates by certain sections of the press. The BCS (1983) pointed out that since the time of Jeremy Bentham in 1778 criminal statistics have been used as a kind of "political barometer", from which we can take readings on the moral health of the nation. But before quoting any official statistics on juvenile delinquency the customary note of caution must be struck. The so-called "crime wave" affecting most Western developed countries may in part be explained by a number of factors which, taken together, tend to inflate the figures. These factors would include:

- a) the greater number of police, mentioned earlier
- b) the decreasing tolerance by the public of all types of offence, but especially of violence to the person
- c) technological advances which provide the police with computers and victims with, for example, telephones (even in cars), cameras, etc.
- d) changes in the administrative definitions of what constitutes crime.

Pearson (1983, p.217, quoted by Box, 1987) gives a good example of that fourth category by discussing a change in the way cases of vandalism were recorded:

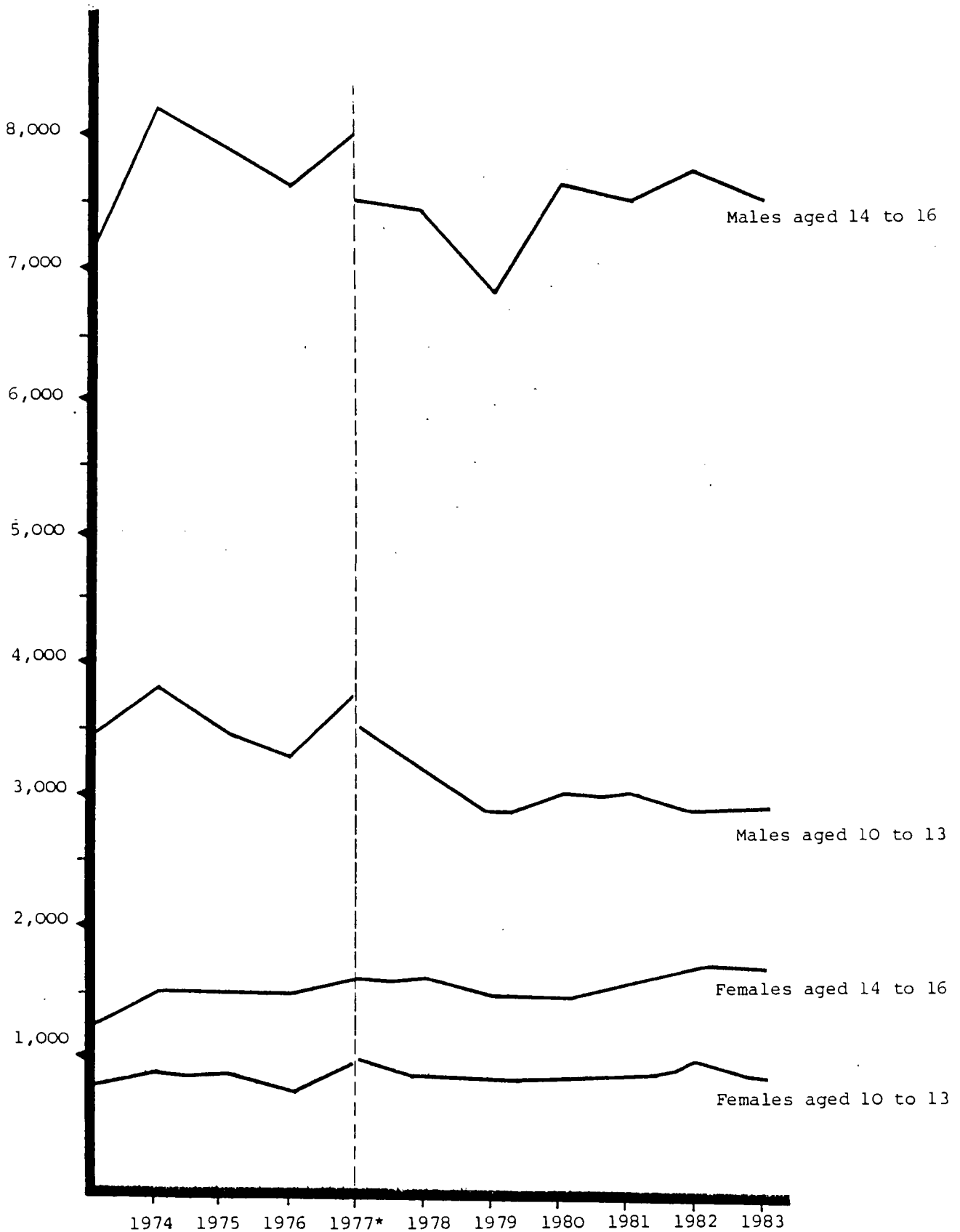
"Until 1977 a distinction had been made between 'major' and 'minor' damage, whereby only those cases which resulted in damage above an arbitrarily agreed sum of £20 (itself vulnerable to the ravages of inflation) were entered in the official statistics. From 1977 this distinction was abandoned, and all criminal damage incidents were recorded as 'known crimes'. In a single year, this simple administrative change produced the statistical illusion that vandalism had more than doubled, adding at a single stroke a sixth of a million indictable offences to the criminal record."

In England and Wales juvenile delinquents are persons, between the ages of 10 (the minimum age of criminal responsibility) and 16, who have been found guilty of (or cautioned for) a criminal offence. Between the ages of 16 and 18, they are in law called young persons and they can legally commit crimes only after they have reached the age of majority at 18. Scotland in 1969 abolished Juvenile Courts and introduced instead a system of Children's Panels, where the main concern is the welfare of the child and his or her family rather than the niceties of judicial proceedings. If a child pleads "not guilty" then the case is heard before a Sheriff (Judge), but the Kilbrandon Report (1968) argued that, as the vast majority of children tend to plead guilty, the future of the child should be the central focus of the Children's Panels and not the criminal law.

Table Six, extracted from Criminal Statistics in England and Wales (1984), gives the figures for juvenile delinquents per 100,000 of that population. It can be seen that rates of offending have either levelled off or declined slightly over the ten year period from 1973 to 1983 and that boys aged 14 to 16 have by far the highest rate of offending of any age group. Since 1973 the peak age of offending has been 15 years for males and 14 for females.

-225-
TABLE SIX

Juveniles found guilty of, or cautioned for, indictable offences per
100,000 population in sex and age groups



* 1973 to 1976 not adjusted for Criminal Law Act 1977 nor for the change in the counting of proceedings.

The main points about juvenile delinquency can be summarized quickly and I am indebted to NACRO (1985) for their publications. First, most juvenile delinquency in Britain appears to be minor and transient, with very large proportions of young boys committing offences for which only a small percentage are ever charged. As they grow older, most delinquents cease to offend for reasons which are still largely uncertain. Second, in 1983, 66% of all juveniles who were cautioned or sentenced committed either theft or handled stolen goods. Taken together, all offences involving violence, sex and robbery (theft accompanied by force or threat of force) amounted to only 3.6% of all juvenile delinquency. Third, as was seen from Table Six, the rates of offending have either levelled off or declined since 1980 for all age groups except girls aged 14 to 16 and similar statistics are reported for the USA (Box, 1987). Fourth, custody for males aged 14 to 16 has increased from 8% of those sentenced in 1973 to 12% in 1983, and the number of "secure places" (for very serious cases) has risen from 80 in the mid 1960s to 424 in 1983: the capital cost of providing one "secure place" was estimated in 1982 to be around £26,000.

It is not possible to conclude this chapter with a section on definitions and trends from 1970 to 1987 in relation to the "inner city" or "urban areas", which is a much more amorphous concept than either juvenile unemployment or juvenile delinquency. Instead, I shall quote from Lord Scarman's inquiry into the Brixton disorders (a legal euphemism for a riot) of April 1981 which brings all three of our main themes together. Lord Scarman described the "disorders" thus (1981, p.1):

"During the week-end of 10-12 April (Friday, Saturday and Sunday) the British people watched with horror and incredulity an instant audio-visual presentation on

their television sets of scenes of violence and disorder in their capital city, the like of which had not previously been seen in this century in Britain. In the centre of Brixton, a few hundred young people - most, but not all of them, black - attacked the police on the streets with stones, bricks, iron bars and petrol bombs, demonstrating to millions of their fellow citizens the fragile basis of the Queen's peace. The petrol bomb was now used for the first time on the streets of Britain (the idea, no doubt, copied from the disturbances in Northern Ireland). These young people, by their criminal behaviour - for such, whatever their grievances or frustrations, it was - brought about a temporary collapse of law and order in the centre of an inner suburb of London.

The disturbances were at their worst on Saturday evening. For some hours the police could do no more than contain them. When the police, heavily reinforced, eventually restored order in the afflicted area, the toll of human injury and property damage was such that one observer described the scene as comparable with the aftermath of an air-raid. Fortunately no one was killed: but on that Saturday evening 279 policemen were injured, 45 members of the public are known to have been injured (the number is almost certainly greater), a large number of police and other vehicles were damaged or destroyed (some by fire), and 28 buildings were damaged or destroyed by fire. Further, the commitment of all available police to the task of quelling the riot and dispersing the rioters provided the opportunity, which many seized, of widespread looting in the shopping centre of Brixton."

The Scarman Report will again be referred to in the Chapter on "Implications for Social Policy", but for the present let his comments on the inner city suffice:

"The failure of the many attempts over the last three decades to tackle the problem of inner city decline successfully is striking. The proportion of national resources devoted to resolving the problem is clearly an important consideration: but it is noticeable that large sums have been spent to little apparent effect."

The wide-ranging recommendations of the Scarman Report were not acted upon by the Government of the day, and when further rioting broke out in later years in Handsworth, Birmingham, in Toxteth, Liverpool and in the Broadwater Estate in London, the Government resisted opposition pleas for official inquiries of the Scarman kind.

Chapter 3: REVIEW OF THE RESEARCH LITERATURE

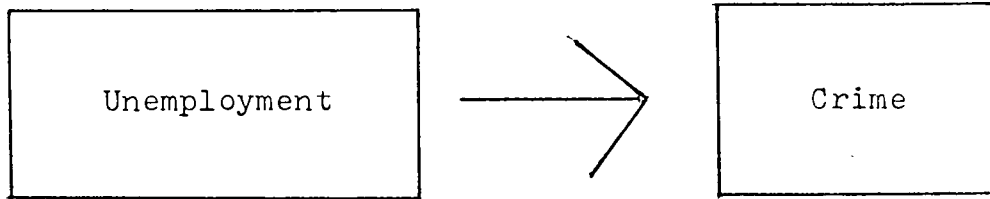
A. Introductory Comments

Before discussing what can be learned from the social sciences, it may be useful to begin with a brief account of the common sense view of the interconnections between the three main themes and then to contrast this account with whatever insights are to be gleaned from the research literature. The reader will be left to choose the explanation which carries most weight.

The Munich taxi-man who drove me to one of the meetings of the research team was surprised that social scientists needed to discuss such issues as the connections between youth unemployment and juvenile delinquency. In his opinion, unemployed young people do not exist in West Germany - only the work-shy; he also believed there was a simple solution to both so-called problems - "ein Tritt in Arsch!". Taxi-drivers, whether from Munich or Manchester, are not renowned for the sophistication of their thinking on social problems. The point, however, now becomes: can the social sciences deliver anything of more value to politicians and administrators? Whether the Munich taximan's views prevail or not, it must be admitted that his views are a lesson in brevity to social scientists and the implications of his remarks for social policy are crystal clear.

The common sense view, as expressed by the popular press in Great Britain, can be summarized as follows: the crime wave, which is alleged to have reached "alarming proportions" by the mid 1980s, has in the main been caused by young males on the rampage in downtown areas and severe penalties need to be given out to re-establish control of the streets. The link

between unemployment and crime in such reports is either implied or explicitly stated as though the two were bound together in a simple, mechanistic system:



The suggestion, however, that all of those currently jobless in Great Britain and elsewhere will, without fail, commit criminal offences can be quickly seen to be both highly implausible and deeply insulting to those involved. To give but one contradictory fact, there is no such group as "the unemployed"; every month the publication of the total figure of unemployed people disguises the fact that many thousands constantly move on and off the unemployment registers, and the majority of those who come off will have been unemployed for only a few months. The more emotive terms such as "scrap heap" which are used by the popular press are more appropriately applied to the long-term unemployed.

In 1981, The Times ran a series of articles on young people and, on the final day, one of the leader columns summed up the situation as follows:

The nub of the problem is that there are almost no jobs at all for the academically unqualified and those best suited for manual work. The lesson seems to be that if Britain does not do something drastic about this very soon, in months rather than years, it will be saddled with an unemployed, unemployable Lumpenproletariat capable only of causing social problems. The legion of the lost could easily become a cohort of the damned. (6 October, 1981, p.6)

The connection between joblessness and social problem status is made quite explicit: "... an unemployed, unemployable Lumpenproletariat capable only of causing social problems". But one does not need to be a reader of The Times to think that some connection is likely to exist between unemployment and crime, especially long-term unemployment. Is it not a fair summary of the common sense view to say that most people expect crime to increase at times of rising and continued unemployment and intensifying and widespread poverty? Would it not, however, be preferable for government policy to be guided neither by summaries of the common sense view (whether fair or otherwise), nor by leading articles (even in the most prestigious of papers), but by conclusions drawn from empirical research into the issues?

What, then, has the research literature to offer? Before the publication in 1987 of Steven Box's book Recession, Crime and Punishment, the answer would have been: very little of a co-ordinated nature. A preliminary survey of the relevant literature in Britain and the USA revealed that, in the two countries little empirical work of a sound nature and less theory of any kind had been completed on the interconnections between unemployment, crime and the inner city. Rutter and Giller (1983, p.106), for example, review the evidence, claiming that crime rates remained fairly stable during the Great Depression of the 1930s, and end by concluding:

Research ... has produced rather contradictory and inconclusive findings, and it is apparent that the most marked recent rise in delinquency in the UK (mid -50s to mid -60s) preceded the major rise in unemployment. (Emphasis as in original)

A tentative conclusion was then drawn to the effect that there

existed in English no coherent and cumulative body of knowledge on the links between the three main themes, although clearly each issue had spawned its own sizeable literature. There were, without doubt, a number of articles whose titles suggested that they dealt with two of the themes (and, more rarely, with all three). But closer examination showed that, taken together, this constantly growing body of articles amounted to little more than a rag-bag of theoretical hints, contradictory assertions, and either flawed or limited empirical studies from which few social policy implications could be drawn. In sum, no-one prior to Box seems to have looked at the whole field with a view to imposing some theoretical order or coherence upon it.

In more detail, the articles with the relevant-sounding titles either tackled a small part (e.g. the most easily quantifiable) of the whole problem, or they had serious methodological weaknesses, or they discussed possible interactions in the vaguest of terms unrelated to their own empirical findings, or they were trapped by the limitations of the style of research adopted.

A good example of the last type is Farrington et al (1986) whose very well-respected Cambridge Study in Delinquent Development will be used to show the advantages and disadvantages of correlational studies. The article in question sets out to investigate the relationships between:

- a) unemployment and crime
- and b) school leaving and crime

The Cambridge study is a most meticulous, prospective longitudinal survey of 411 London boys who were followed up from the age of 8 onwards. The official crime rate of these young males

was examined between their fourteenth birthday and the age of eighteen and the conclusions reached were that:

crime rates were higher during periods of unemployment than during periods of employment. This was particularly true for offences involving material gain, at the lower ages (15-16), for the most delinquent-prone youths, and for youths with lower status jobs. However, there was little difference between crime rates before leaving school and just afterwards in full-time employment. (p.335)

Let us examine one of these conclusions more closely:

... unemployment was associated with a higher rate of committing crimes for material gain, but was not associated with a higher rate of committing other kinds of crimes. This suggests that one link in the chain between unemployment and crime may be financial need. (p.351)

This rather obvious remark is an important reminder of one of the main drawbacks associated with such large-scale correlational projects as the Cambridge Study. Despite commendable scientific rigour and the most complex and up-to-date statistical models, it is difficult (and some would say, impossible) in such work to get beyond the vague and unhelpful conclusion that one variable (unemployment) is in some unspecified ways entangled with another variable (crime). But what politicians, administrators and social scientists need is some understanding of the dynamics of the interaction, and of the causal chain which links the two variables together.

It is worthwhile exploring the Cambridge Study a little further as it will also help to clarify the important dictum in the social sciences that "correlation does not imply causation", an injunction which will be of significance in this report. The central point is that, even if a high correlation (or strong relationship) has been consistently found between unemployment and crime, this is no basis for claiming that

unemployment causes crime, because some other factor or combination of factors (e.g. poverty, envy, discrimination) may be responsible for the relationship. Although this dictum is generally accepted and frequently quoted particularly in correlational studies, the concluding discussion of some research findings tends to proceed as though a simple causal link had been in fact established, but no such charge could be levelled at Farrington et al (1986).

The Cambridge Study is a splendid example of traditional criminological research which tends to be predominantly psychological in orientation, with the clear aim of establishing that delinquents really are different from non-delinquents. The earlier publications based on this work examined, for instance, 151 factors for their association with delinquency, and of these 151, five were judged to be of special importance:

- (i) low family income
- (ii) large family size
- (iii) parental criminality
- (iv) low intelligence
- (v) poor parental behaviour

Even though these five factors were the most statistically significant, it does not mean that they are the essential causes of delinquency. No simple direct causal link was established; the research merely confirmed a relationship, an association. And no amount of sophisticated statistical operations can take the debate any further, as West himself admitted: "It seems difficult to get beyond the observation that certain adversities are linked with delinquency, and that an accumulation of these adversities makes a delinquent

outcome more probable". (1973, p.191) It should also be said that this research marked the high point of psychological research into delinquency in Great Britain. The excessive concentration on fixed psychological characteristics creates very serious problems for interpretation and the implications for practical intervention are minimal.

One of West's five factors, parental criminality, suggests, for example, that there may be a continuity between one generation and the next. But there are a number of different mechanisms each of which could explain the link: an hereditary predisposition to crime; a transmission of criminal tendencies through direct example and anti-authority attitudes, but of a more subtle nature than the rather unlikely model of Pagin's kitchen; the exercise of poor parental supervision; laxness in enforcing social rules; bad parent-child relationships seriously disturbing any social learning by the boy; and finally, as the influence of parental criminality appears to be important at adolescence but not before, it may be that the standards of a highly delinquent neighbourhood are having their effect on the boy's behaviour just as they did on his father's a generation earlier. It is also possible to explain this apparent intergenerational continuity without any reference to internal family dynamics at all. The police may pay far more attention and be far less lenient to the children of parents whom they know to be criminal; and so a link is forged between two generations in much the same way social workers become involved with children from 'problem families'. Subsequent analysis by Farrington, Gundry and West (1975) provided evidence of such a link, whereby selective prosecution by the

police of boys from families where other members have a criminal record was shown to be one important factor in the 'Familial transmission of criminality'. Rutter and Madge (1976, p.171) summed up this whole debate neatly: "... the mechanisms underlying these continuities remain ill-understood and it should be emphasized that even when both parents are criminal about half the sons do not become delinquent". (Emphasis as in original)

This extensive explanation has been given in order to give some indication of the complexities of the issues involved, to emphasize the limitations of even the most sophisticated and expensive longitudinal research, and so to alert any reader who may have unrealistic expectations of what the social sciences can deliver in such an exercise.

The organisational principle behind this chapter is taken from the marriage feast at Cena where the best wine was kept until later. Before turning, therefore, to an examination of Steven Box's attempt at theoretical integration, one other article will be analysed in order to make a general point of some significance: namely, the lack of match which is often found between the research findings and the implications for social policy suggested by the author. The article in question is David Just's (1985) study: "Delinquent Youth and Employment: the Mandate for Specialized Academic and Vocational Training". This award-winning essay has been selected precisely because it contains so much of value and is no easy target for criticism: the slide from structural problems to individualized intervention programmes is almost imperceptible.

David Just begins by making an historical point from which we Europeans could learn much when it comes to discussing policy options:

High youth unemployment has persisted in the American economy for the past three decades... Unemployment rates of teenagers averaged 11.4 per cent in the 1950s, 14.3 per cent in the 1960s and 16.9 per cent during the seventies. (p.11)

But by September 1983 the most startling figures referred to racial differences: by that time 20.2% of white, male teenagers were unemployed compared with 48.5% of non white teenage males. Just argues that racial discrimination needs to be added to the ever widening racial differences, "as some employers may have illegally used race as a proxy for criminal behaviour" (p.13). His review of the relevant American literature also leads him to the conclusion that "... juvenile delinquency is no longer confined to lower class, center-city minority youth" (p.16) and that "delinquent behavior patterns have expanded during the past 15 years from a major urban phenomenon to a serious rural problem as well" (p.14). This important finding is, however, forgotten at the end of the article when suggestions for social action are made.

Just's study examined the responses of a nationally representative sample of 12,686 young people between the ages of 15 and 17 in January, 1979. Delinquency was measured by asking the sample to report on their own crimes (in the trade, "self-reported delinquent behaviour"), and the responses were put into five categories: from no delinquent acts, through Q1 (between 1 and 3 offences) to Q4 (between 14 and 60). Interestingly, Just has nothing to say about the two most common offences ("consumed alcohol", reported by 61%

and "smoked marijuana", reported by 47%), or about the least common crime ("stole goods worth more than 50 dollars", reported by only 5%). The first two are "crimes without victims" and perhaps some changes in American drinking laws are what is called for. The low percentage of serious property offences is difficult to square with Just's talk of "alarming statistics".

Table 3.1 presents the rather unusual relationship which Just found between delinquency and the "labor market experience" of these young people: as the rate of employment increases, so too does the number of self-reported delinquent acts. Just seems to be embarrassingly aware that his findings are contrary to most of the research he had earlier reviewed, but he concludes strongly that "youth offenders generally differ from other youth only in terms of their offender status: with few exceptions they will work as well as other youth" (p.15).

When he turns, however, to the implications of his own work for social policy, he does not appear to have appreciated the significance of this remark, namely that it is those in paid employment, and not the unemployed who commit most crimes. He begins by dismissing the huge structural inequalities with which he has been dealing as an "unproductive, yet common, way" of responding to his data, and concentrates instead on what he calls in the sub-title of his paper, "the mandate for specialized academic and vocational training". In his own words,

Those of us in vocational education have perhaps the clearest mandate: through specific intervention strategies and innovative teaching techniques we can

TABLE 3.1

Labor Force Status by Quartiles of Delinquency Index and Sex of Civilian 15- to 17-Year-Olds During 1980							
Status		Total	Delinquency Index				Q4
			No Reported Acts	Q1	Q2	Q3	
<i>Sample Size (N)</i>							
	Male	1897	253	392	322	455	457
	Female	1869	428	497	351	352	241
	Total	3766	681	889	673	807	716
<i>In the Labor Force</i>							
	Male	1083	131	198	171	279	304
	Female	926	176	199	187	205	159
	Total	2009	307	397	358	484	463
<i>Labor Force Participation Rate (In the Labor Force ÷ N x 100)</i>							
	Male	57.09%	51.78%	50.51%	53.11%	61.32%	64.00%
	Female	49.55%	41.12%	40.04%	53.28%	58.24%	65.98%
	Mean	53.32%	46.45%	45.28%	53.20%	59.78%	64.99%
<i>Employed*</i>							
	Male	688	84	123	114	187	180
	Female	589	118	112	124	135	100
	Total	1277	202	235	238	322	280
<i>Employment/Sample Ratio (Employed ÷ N)</i>							
	Male	.36	.33	.31	.35	.41	.38
	Female	.32	.28	.23	.35	.38	.42
	Mean	.34	.31	.27	.35	.40	.40
<i>Unemployed*</i>							
	Male	395	47	75	57	92	124
	Female	337	58	87	63	70	59
	Total	732	105	162	120	162	183
<i>Unemployed Rate (Unemployed ÷ In the Labor Force) x 100</i>							
	Male	36.47%	35.88%	37.88%	33.33%	32.97%	40.79%
	Female	36.39%	32.95%	43.72%	33.70%	34.15%	37.11%
	Mean	36.43%	34.42%	40.80%	33.52%	33.56%	38.95%
<i>Out of the Labor Force*</i>							
	Male	814	122	194	151	176	171
	Female	943	252	298	164	147	82
	Total	1757	374	492	315	323	253

Source: See Table 1

*Anyone working at least one hour a week for pay, or at least 15 hours per week in a family business without pay is employed.

*Anyone without a job and actively seeking work is unemployed.

*Anyone without a job and not looking for one is out of the labor force.

make a difference in the path a troubled child selects. (Emphasis as in original, p.16)

Notice that the debate has been moved from discussing, for example, massive racial differences and the stigmatisation by employers of young offenders to the educational approaches needed to help an individual child. The problems are now all neatly confined to a particular child who is "troubled". The fact that David Just is an Assistant Professor of Vocational Education, writing in The Journal for Vocational and Special Needs in Education, is not irrelevant to the argument. Nor should the revelation of his professional background be considered an ad hominem attack. When the issue under discussion is the possible connections between unemployment and delinquency, it is difficult to avoid questions of value of both a political and moral kind; and that applies to the present author as well as to David Just or any other participant in the debate. My preferred means of coping with this difficulty is to make clear my own views on the central issues and so alert the reader to any possible bias, conscious or unconscious, which may have crept into the text. What is, in my opinion, less acceptable is to take the stance of the "neutral social scientist" who claims to be reporting his or her findings on highly controversial issues in a completely impartial fashion. The description above of Just's work should help to dispel any such simple notion; the sacred trust, however, to be as objective as humanly possible remains in force.

After the hors d'oeuvres, the main course. The debt which the present author owes to Steven Box will become increasingly

clear and perhaps this report could be reduced to one sentence of specific advice to the reader: buy and read a copy of Box's Recession, Crime and Punishment. It can only be hoped that there is still room for the honest hack who can summarize the theoretical advances of others in language as free from jargon as possible. Box's intention is clear from the start: every major sociological theory will be examined to see what it has to say about the link between crime and unemployment:

Although no one of these (theories) is totally satisfactory, it is possible to integrate them into a plausible and parsimonious theory which makes sense of a relationship between recession and crime. (p.36)

Before examining each theory in turn, Box rightly criticises the existing literature for concentrating on such property offences of the kind mainly committed by the powerless such as robbery, burglary and theft, but at the same time neglecting both violent crimes such as murder, rape and wife-battering and "corporate crimes" of the kind committed by the powerful such as insider dealing on the stock exchange, embezzlement and computer fraud. In a telling phrase, he writes:

the working class have not secured a monopoly on criminal activity. Crime is endemic throughout the class structure. (p.32)

The Home Office's yearly publication Criminal Statistics, however, ignores the crimes of the powerful even when it has been shown that such offences are every bit as damaging to people, property and the democratic system; they may even be much more damaging than the crimes of the powerless. Box, therefore, sets himself the task of producing two theoretical syntheses, the first to explain the connections between

unemployment and the conventional crimes of the powerless, and the second to capture the links between a recession and the unconventional crimes of the powerful.

B. Unemployment and the crimes of the powerless

In all, Box examines three main sociological schools of thought for their relevance to this first endeavour: strain theory, control theory, and social reaction and conflict theory. The first of these, strain theory, claims that there are two major motivations behind crime - thwarted ambition and relative deprivation. Ambition may end up being thwarted when the legitimate opportunities to become successful are blocked off or narrowed down. Merton's (1957) pioneering work in this field argued that there were a number of possible reactions to such feelings: people may retreat into drugs or drink, they may question or seek to subvert the political order which allows glaring contradictions between the generally approved goals of society and the means of achieving them, or they may decide to obtain the material goods connected with success but do so illegitimately, through crime. So not everyone will feel compelled to commit offences but only the minority who feel very intensely about their failure. This adds an important subjective element to any link between increasing unemployment and crime in that the experience of being unemployed is likely to vary markedly depending on, for instance, the length of period the individual has been without paid employment.

Box usefully adds that gender, race and age are also likely to be factors which influence the actions of individuals:

For the young, however, not yet brutalised by the harsh realities of economic and domestic life, resistance,

protest, and active indignation will come much easier, and with it, a preparedness to commit crimes ... any relationship between recession and 'conventional' crime would only be expected to appear in particular populations: younger males more than older ones; economically independent rather than dependent women; racial minorities, particularly those with Afro-Caribbean backgrounds; working class rather than middle class. These relationships would be expected to be more pronounced in inner-city areas. (p.40)

Another strand in the argument is that it is increasingly difficult to solve the problem of "anomie" by lowering one's expectations and withdrawing from the competition when programmes like Dallas or The Colbys present a standard of living which may have the effect of reinforcing the feelings of poverty and frustration among millions of viewers.

It may be reasonably contended, however, that watching such extravagant life-styles on T.V. is the sheerest escapism and that what matters more to ordinary people is the relative success or failure of their neighbours and friends. This brings us neatly to the second main reason, according to strain theory, which motivates people to commit crime: a feeling of being relatively deprived, i.e. deprived in relation to those groups with which people normally compare themselves. The theory of relative deprivation was first systematically developed by Runciman in 1966 and was then applied specifically to criminology by Stack in 1984, in the following way: what propels people who feel a sense of social injustice into crime is whether they believe the inequalities from which they suffer can and will be markedly reduced or not.

However, if individuals and groups feel they are marginalised from the political process and trade-union movement, as do many of the young

unemployed and ethnic minorities, then the relative deprivation they experience will inevitably be transformed into deviant behaviour.

(Box, pp.41-2, emphasis as in the original)

Box is certainly right to claim that the young unemployed are turned off from, and bored by, conventional politics as conducted by their elders (see Coffield et al., 1986, p.190 for a discussion), but the use of the adverb "inevitably" in his final clause goes too far. The social sciences are about tendencies and potentialities rather than certainties.

Control theory has been very much in vogue in the United States since the publication of Hirschi's Causes of Delinquency in 1969. The theory draws attention to three central issues which are re-interpreted by Box as follows: those without strong emotional ties to others (low in attachment), who have become cynical or alienated (low in commitment), and who do not accept the rules of society (with the wrong beliefs) are said to be those more likely to offend. Box produces evidence to support the contention that unemployment may be undermining family life through increased tensions, but the supposition that pupils become rebellious or bored at school because of unemployment is not substantiated by the usual references to the literature. As we have already seen in Chapter 2 (p.7), David Raffe's research suggests the exact opposite, namely, that rising unemployment on the whole tends to increase the motivation of pupils because they realise that the competition for jobs has never been so fierce. It remains possible, however, that a minority who consider that they have no chance of winning when the competition gets so tough become more alienated and more prone to crime than ever.

The third theory examined for relevance by Box is that of societal reaction and conflict, which is associated with the work of Howard Becker (1963). Two arguments from within societal reaction or labelling theory are picked out as being of particular significance. Firstly, there are "particular groups who more than others are selected for criminalisation" (p.46). Instead of parroting Box's evidence for this statement, I would here prefer to cite the conclusions of the law Lord, Scarman, about the allegations by young blacks that the Metropolitan Police in Brixton are "the oppressive arm of a racist state". After considering all the evidence, his judgment was that:

Such plausibility as this attack has achieved is due, sadly, to the ill-considered, immature and racially prejudiced actions of some officers in their dealings on the streets with young black people. Racial prejudice does manifest itself occasionally in the behaviour of a few officers on the streets. It may be only too easy for some officers, faced with what they must see as the inexorable rising tide of street crime, to lapse into an unthinking assumption that all young black people are potential criminals. (Home Office, Scarman Report, 1981, p.64)

Scarman goes on to argue that, in addition to manifestations of racial prejudice, many people in Brixton from the older as well as the younger generation believe that "the police routinely abuse their powers and mistreat alleged offenders. The belief here is as important as the fact" (Ibid., p.65). Schostak (1983, p.143), while reviewing racial conflict in Liverpool in 1919 and in Nottingham in 1958, quotes a black teacher who is active in the black community in Brixton, London:

Amongst black people in Britain, there is a strong feeling of-um-of oppression. There is a feeling

that we been put down. Whether or not it's imagined or true or what, the feeling does exist and especially among young people there is a feeling they want to get back at somebody or something and so it's very easy then for things like the riots to trigger off. We, we all hear stories about our friends or relations getting pulled by the police and getting treated very badly by the police.

It is now but a short step to Box's second argument from social reaction theory to the effect that those who are processed through the criminal justice system from arrest to imprisonment are likely to feel an increased sense of injustice when they discover that the stigma of "convict" increases their problems of finding a job on their release. Crow's (1982, p.5) review of the research evidence for the unemployment - crime link comes to the following conclusion:

Once a pattern of conviction and lack of work starts to be established it seems to be very hard to break and they tend to reinforce one another. Conviction makes it harder to get a job and recidivism is strongly associated with lack of employment.

One final prediction, made from the three theoretical positions examined above, is central to the concerns of this report. The majority of those who suffer from thwarted ambition or relative deprivation and whose sense of failure and injustice is acute; most of those whose family relationships have been seriously disturbed by unemployment and whose commitment to society has been significantly lowered; and the majority of those who complain of police harassment and racial prejudice are all likely to have one final factor in common: they live in inner-city areas. In Box's own words:

These areas, deserted by industrialists and manufacturers who find capital accumulation easier elsewhere, scarred by a thousand cuts in public services and amenities where alternative jobs and

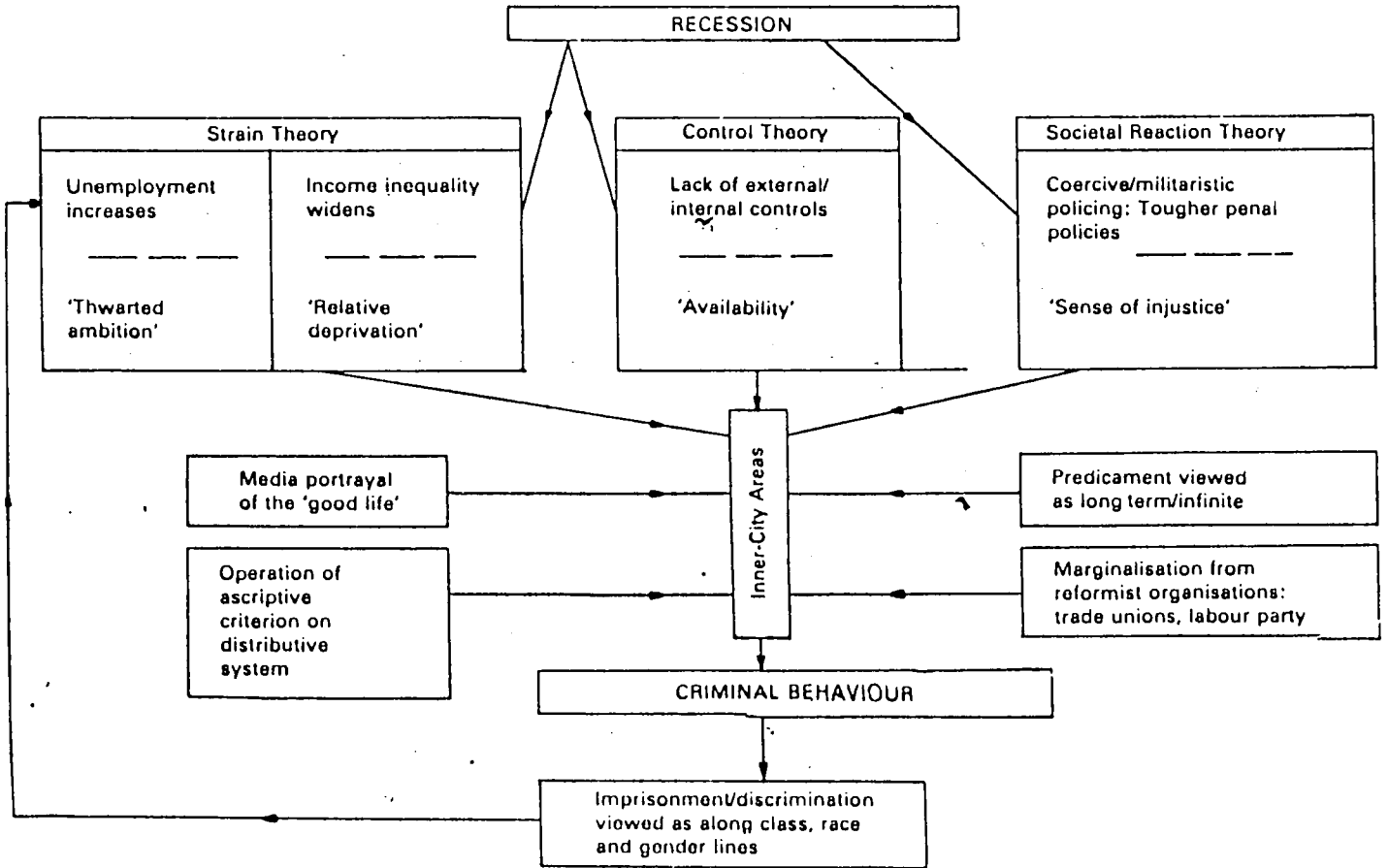
entertainment could have been provided, blemished by crumbling, insanitary, overcrowded houses and high-rise flats jerry-built in the flush of post-war shortsightedness, and polluted by the sickly smell of failure, are where the relationship between recession and crime should be most marked. It is in these areas, deserted by the professional middle class and skilled working class who find suburbs more amenable, and by governments who believe in public expenditure restraint, that the cutting edge of recession is sharpest.
(p.48)

After such a long walk through the arid theoretical desert, suddenly an oasis comes into view. The different strands of the argument are now gathered together by Box in the diagram presented here in Table 3.2. Possible objections to this sophisticated attempt at theory integration are then dealt with and especially the criticism that three theories have been omitted - opportunity theory, deterrence theory and cultural transmission theory. A brief word will be said about each.

Opportunity theory, in its simplest form, argues that the opportunities to commit crimes can and should be unobtrusively and relatively cheaply reduced by environmental manipulation. As such, it is not so much a theory as a policy recommendation. The favourite example given by a leading British exponent of this line of thought, Ron Clarke (1977), is the compulsory introduction of locks on the steering wheels of all vehicles which dramatically reduced the incidence of "taking and driving away". Box contends that the failure to understand the offender simply results in the crime being displaced on to less well protected targets which usually means the property of the poor; and Clarke (1977) admits that the fitting of steering column locks to new cars in Great Britain since 1971 has resulted in older cars becoming increasingly

TABLE 3.2

Causal links between recession and crime



at risk of theft:

Opportunity theory is therefore doomed to sterility because essentially it recommends sticking one's finger in the crack appearing in a giant dam. Only by understanding the pressures behind these cracks can there be a chance of preventing a disastrous flood. And only in this way can the 'displacement of crime' onto those least able to cope with it be avoided. (Box, p.51)

Deterrence theory, which places the emphasis on increasing the chances of being caught and the severity of sentence, is also given short shrift by Box. The inadequacy is said to be the neglect of subjective factors,

such as the perceived chances of not getting caught or not being severely punished even if caught ... even if the imprisonment rate of convicted burglars increased from 30 to 40 per cent, it is unlikely that many potential burglars would be familiar with this fact, or even if they were, they would not necessarily think it altered their chances. (Ibid, pp.51-52, emphasis as in original)

Box's dismissal of cultural transmission theory is uncharacteristically unconvincing. Reicher and Emler (1986, p.15) rightly argue that, while moral panics about riots are sporadic, the fear of adolescent delinquency is constant:

The constant panic over adolescent behaviour, over their conduct, their demeanour, their tastes and their styles, reflects a permanent concern with the reproduction of society and the fear that it may break down.

French theorists like Bourdieu and Passeron (1970) have sought to explain how a class society reproduces itself from generation to generation and how it legitimates the processes. In an over-simplified form, they argue that real capital has been replaced as the main social arbiter of success in modern societies by 'cultural capital', by which term they mean the ability to manipulate language and numbers symbolically. The children of elite groups in society do particularly well at

conventional educational tests which are shot through with 'cultural capital', and so are able to reproduce the class position and privileges of their parents. Those with the wrong culture (e.g. working class culture) are invited to believe that their failure at the same educational tests legitimates their position at the bottom of the class structure.

Jean Charles Lagrée's point is that such a theory of social reproduction works reasonably well in a period of economic expansion like the 1960s: the more movement there appears to be in society, the more it stays essentially the same (with some individuals moving up and down the ladder but the classes staying in the same place). Will such a theory, however, work in a period of mass unemployment when, it is argued, particular sections of the working class are not incorporated into society as they formerly were through paid employment? Should the term for the present circumstances not be 'social transformation' rather than social reproduction? Training programmes for the young and the adult unemployed are creating major divisions within the working class e.g. between those in work and the long-term unemployed; and what is slowly dawning on hundreds of thousands of young people in Britain is that they are unable to reach or sustain the standard of living achieved by their parents, never mind surpass it.

This critique could be extended to Box's treatment of Merton's anomie theory which was discussed earlier. It could be argued that the development of strain theory occurred in the United States in the late 1950s and 1960s when the basic factors to be explained were that the structural opportunities to

succeed legitimately were limited. In the late 1980s the same theoretical models from the States are being used to explain a very different situation in Europe - the structure of opportunities for young people has not just become more limited, it has collapsed. In Britain, for example, even as late as 1974 61% of 16 year olds were in employment; in 1984 only 19% had jobs (see Table 1.1, p.14 of this report) and that figure has continued to decline. Such thinking would also suggest that both the offender and the types of delinquency being committed may well be different; for instance, ordinary young working class adults in long-term unemployment, eking out an existence on minimal handouts from the state, may feel themselves reduced to committing offences to keep body and soul together and so steal food, drink, coal, and clothes. Such an outcome would be rather different in subjective meaning and in social significance from joy-riding in cars or malicious, negativistic damage to property (of the kind described by Cohen, 1955), which were committed by relatively well heeled young people in their free time from work. As Pearson (1983) points out, the delinquencies of the Teddy Boys in the 1950s or the Mods and Rockers of the early 1960s was thought at the time to be "inexcusable", because these youths were considered to be the heirs of affluence and not the victims of mass unemployment. When both the type of offender and the kinds of delinquency being committed have apparently altered, the wholesale importation of American theories based on very different economic conditions may be quite inappropriate. But no such charge could be levelled at Box who has struggled to translate the relevant sections of various sociological theories into the

very different context of recession.

C. Unemployment and the crimes of the powerful

The first attempt at theoretical integration has been described in considerable detail partly because of its intrinsic worth and partly to give the reader a fair picture of Box's methods of working and thinking. This time the treatment will be much briefer as the process is very similar. Two types of crime are examined (corporate crime such as price-fixing, tax evasion, fraud, pollution etc... and "police crime" such as brutality, strike-breaking and perjury), and two types of theory (strain theory and conflict theory).

Strain theory predicts that in an atmosphere of intense international competition where profits are being seriously squeezed and where whole industries are "taken out" by foreign imports, governments are likely to respond by relaxing trading conditions for employers. That has certainly happened in the United States and Britain, and at an increasing pace since Box finished writing. For example, he mentions the recent reforms of the 26 Wage Councils, responsible for protecting the interests of 2.75 million low-paid workers, which reduced the staff of these Councils by a quarter in 1985. The involvement of the Wages Councils in securing minimum wages for young people in different trades has since been removed. Box argues that multinational companies will "dump some of their products, plants and practices, illegal in industrialized countries, onto undeveloped and under-developed countries" (p.55); they will also bring pressure to bear on laws and enforcement agencies in Western countries,

so that behaviour previously banned will now be permitted. Only in that section of industry where these two options are not so readily available will the temptation to cut corners and operate illegal practices be pronounced. Small and middle-sized national companies are therefore expected to be the locus of crimes in a recession. (p.61)

In addition, conflict theory predicts more state coercion in a period of serious recession. Pearson's (1983) historical survey of the respectable fears which all British Governments for over a hundred years have had of the "hooligan", that archetypal representative of the dangerous classes, showed that their anxieties increased or decreased as the economy slumped or boomed. "As unemployment rises, so the surplus labour force becomes a body viewed more suspiciously by the governing elite, not because it actually does become disruptive and rebellious, but because it might" (Box, 1987, p.62).

As mentioned in the Introduction (p.4), police strength has been increased, new Acts of Parliament have been passed extending police powers, a massive prison building programme has been initiated, and, as I write, prison officers in Wandsworth Prison, London enter their eleventh week on strike over the refusal to admit new prisoners because of serious overcrowding. Box carries the argument further by claiming that these greater powers taken by the State will be used to move against the crimes of the powerless rather than against those of the powerful; certainly, the present Government has decided, despite massive financial scandals recently, that the City of London and the Stock Exchange should continue to be self-regulating.

Finally, he turns to answering the question: "Why the

police themselves would want or have a motive to commit more crimes?" (p.63). (Perhaps Box should have phrased the question differently: why do some members of the police choose to act criminally? Do they do so under conditions of their own choosing? The understanding which Box is anxious to extend to the ordinary offender is apparently not to be applied to the police.) One of the reasons for more "police crimes" is the intense pressure from the public to be seen to be coping with the "crime wave". Witness the following section of a speech made by a Labour Member of Parliament for the constituency of Jarrow in the North East of England in a debate on crime in the House of Commons in December, 1986:

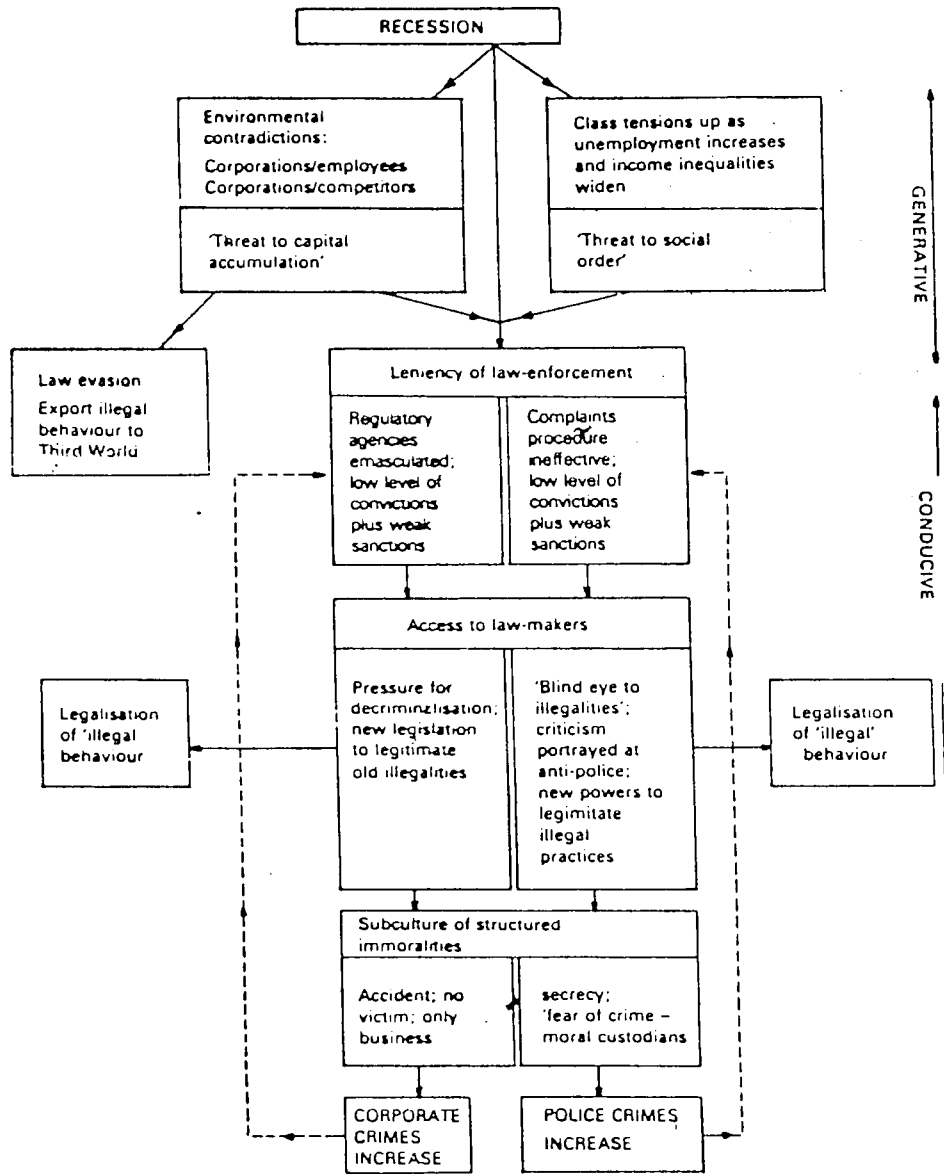
By the end of this hour and a half debate, 24 people will have been victims of violent crime, 114 will have suffered criminal damage, 180 will have been burgled, 384 will have suffered theft and 744 will have been the victims of some kind of offence ... What people want is to see more policemen on the beat, on the estates and in the shopping centres where most offences occur, and not manning the picket lines or in police cars by the roadside. (Times, 17.12.86)

If that is the strength of feeling from a member of the Opposition party, the pressure placed on the police by a Government thrice elected on a "law and order" ticket can be imagined. The Scarman Report on the Brixton Disorders also underlines the serious deterioration in the relationships between the police and certain sections of the ethnic communities in Britain. Once the police are seen as an "army of occupation", when one of their number has had his head hacked off by rioters as happened in the Broadwater Estate in 1986, and when two German policemen are shot dead during a demonstration against the extension of a runway at Frankfurt

airport in November, 1987, then certain sections of the police, and especially those who see themselves as being in the front line, are likely to respond in ways which may not always be strictly legal but which increase their self-protection and their macho image of themselves as being in control.

As before, these separate theoretical arguments are integrated and presented diagrammatically, as here in Table 3.3.

TABLE 3.3



D. What empirical evidence is there for the integrated theory?

Having developed a number of hypotheses from the theoretical literature, Box turns to the crucial question of assessing the empirical evidence for them. He does so by organising all the relevant research studies in Britain and North America from 1950 onwards into three categories:

(i) time-series e.g. studying unemployment and crime over a period, say, 1970-1985

(ii) cross-sectional e.g. a 'still picture' of unemployment and crime is taken in, say, London at one particular time to assess their relationship

and (iii) longitudinal e.g. a 'cohort' of 411 boys is followed up from the age of 7 to the age of 24 as in the Cambridge Study of Delinquent Development (Farrington et al, 1986).

It is not possible here to include the intricacies and limitations of each study consulted. Instead, an indication will be given of the weaknesses of each research method, and an attempt will be made to give a flavour of the argument and the general conclusions.

(i) Time-series studies

Of the 18 relevant research reports, 13 were found to report a positive relationship between unemployment and crime and 5 could find no such association. This outcome is not so clear cut as it may at first appear because of deficiencies in the data, methodological weaknesses, and disputes between researchers. For example, Weicher (1971) criticises Fleisher's (1963) study for concentrating on the two variables unemployment and crime to the exclusion of others such as level of education

and type of neighbourhood. Once these two factors were included in the analysis the relationship between crime and unemployment was no longer statistically significant. This raises the general problem of a subjective element in even the most objective, statistical studies, namely, what intervening variables should be selected for study (see Orsagh, 1979)?

Furthermore, aggregate data, which compares unemployment rates and recorded crime in different areas at the same time, or in the same area at different times, are notoriously difficult to interpret. There are also problems with the different time scales involved and disputes over how to operationalise the terms (crime and unemployment) to be measured, and finally some reports fall into the "ecological fallacy", whereby untenable conclusions about individuals are sometimes drawn from studies about groups.

How to sum up such a confused picture? Box offers the following:

On balance, and considering the weaknesses in the research, existing time-series studies provide some support for the idea that unemployment and crime, particularly for younger males, are causally linked. (pp.77-78, emphasis as in original)

(ii) Cross-sectional studies

Of the 32 studies located, 19 support the relationship between unemployment and crime and 13 do not. Box is keen to remove from the argument those reports which used "contact with the police", "convictions" or "arrest data" as their measurement of crime on the grounds that "these are more properly viewed as measures of organisational behaviour - they tell us more about the police and courts than about offenders" (p.91). If this is done, the score is changed from 19 v 13 to

15 v 10 in favour of a positive relationship. Confusion is further confounded by reference to studies which examined the connection between income inequality and crime by means of the "Gini coefficient". Of the 16 studies of this kind, 11 confirm a causal relationship but 5 do not.

When summing up, Box claims that the cross-sectional data also support the hypothesis that unemployment and crime are positively related, but it is obvious that the research literature is far from unanimous, and even those who report a relationship dispute the strength of the correlation. The distinct lack of clarity and agreement is again caused by researchers using different definitions of crime (the main variations being: contact with the police, arrests, convictions, self-reporting delinquency or reports from studies of victims), and of unemployment (various researchers use: total number employed or total number unemployed, the male unemployment rate, or the unemployment rate for different age groups 16-18, 16-25 etc.) The work of Phillips (1981) and Phillips et al. (1972, 1981) is a case in point. These are economists who have developed a sophisticated model to test the hypothesis that links crime rates and economic opportunities and who argue that participation rates in the labour market may be a better measure of economic opportunity than simply unemployment rates. But they accept arrest rates without a murmur. Other researchers choose different types of crime to study (e.g. homicide, rape, burglary, theft, or auto theft) and some concentrate on cities of various sizes, while others include suburbs and rural areas as well. It is tempting at this point to repeat the tentative conclusion made in the introduction to this chapter that there exists in

English no coherent and cumulative body of knowledge on the links between unemployment and crime.

(iii) Longitudinal Studies

When Box was writing, the results of only one longitudinal study were available: that of Thornberry and Christenson (1984). Since then Farrington et al. (1986) have reported their results from the Cambridge Study of Delinquent Development. Both studies report a positive relationship, but there are difficulties with both studies. (The title of Cottfredson's (1985) report 'Youth Unemployment, Crime and Schooling: A Longitudinal Study of a National Sample' sounds as if it should be included but it turns out to be a study of the effects of working on delinquent behaviour.)

Box begins by quoting the important conclusion of Thornberry and Christenson (1984, p.405), who examined a 10% sample of the famous Philadelphia study of boys born in 1945 and followed up into manhood since then:

The fit of the model is much better for the less socially advantaged groups - delinquents, blacks and subjects from blue-collar backgrounds - than it is for more advantaged groups - non-delinquents, whites and subjects from white collar backgrounds.

So far, so good because such a finding is in line with the hypotheses enunciated by Box, but now the problems begin to appear. Although a positive relationship was found between unemployment and arrests, no such association could be detected by Thornberry and Christianson between job instability and self-reported serious offences. This is a major stumbling block for Box who maintains throughout that self-reported tests are a more valid measure of criminal behaviour than arrests.

Farrington et al. (1986, p.351), however, come galloping to the rescue with their finding of a clear, positive relationship between unemployment and crime which supports the hypotheses derived from control theory:

... the relation with crime was greatest for those who were the most predisposed towards offending. Unemployment, therefore, did not seem to cause basically law-abiding youths to commit crimes.

As has been argued at the beginning of this chapter, the most that can be expected from even the best examples of longitudinal and correlational research, is intriguing hints as to what the all important links in the causal chain may be - a point conceded by Farrington et al. themselves (1986, p.351). There are further difficulties which could be identified - the sample is rather small, the period when the boys were between 14 and 18 years of age was 1967 to 1971 when employment in London was still easy to come by, and, last but not least, the only two longitudinal studies relevant to the central issues of this report are both concerned with boys.

Considering the research Box himself has conducted into the increasing crime rates of females (Box and Hale, 1984), young women are surprisingly absent from the argument at this point. Cashmore (1984, pp.99-100) has well summarized the work of Anne Campbell into shoplifting and Angela McRobbie into girls' relations to male subcultures:

The point these writers make is that females are even more susceptible to the pressures of the market and the forces of consumerism than their male counterparts and may be more inclined towards crime, especially petty theft, in the type of severe economic circumstances brought about by unemployment... They steal not because of any implicit thrill they get out of the act, but because they live in a culture in which possessions are highly valued and

are used as a measurement of personal worth. In an age of consumerism, you are what you have.

Box is now left with one final task to perform - to assess the research completed on the crimes of the powerful and unemployment. It does not take him long and the sound is soon heard of the bottom of the barrel being scraped. For instance, only one study can be traced which is relevant to corporate crime - the work of Clinard and Yeager (1981, p.129), who found that "firms in depressed industries as well as relatively poorly performing firms in all industries tend to violate the law to greater degrees". This pioneering study does have, however, the virtue of showing for the first time that "a firm's or industry's economic climate does influence its propensity to violate regulations" (Box, 1987, p.100), but, having said that, there are no further studies to assess in either Britain or America. Box is reduced to making inferences from: the number of enforcement notices issued by the British Health and Safety Commission; the number of fatal accidents and injuries at work; the percentage of companies found by the Wages Council to be paying their employees less than the legal minimum wage; the number of frauds exposed by compulsory liquidation orders; and bankruptcy offences.

When he turns to assess the evidence that "police crime" has increased during the recession, he begins to skate on even thinner ice. Violent confrontations with trade unionists as during the Miners' Strike in 1984 are labelled "police riots" and police brutality is gauged by the increasing number of public complaints made against the police for either assault or harrassment. Box calls the evidence "scant" (p.105), but it is

virtually non-existent and open to as many objections as the research described earlier on the crimes of the powerless. The reasons for the virtual absence of work in these areas are listed - scarce funding, ideological bias and access to privileged information - and so Box is finally forced to admit that no firm conclusions can be drawn from such a paucity of evidence.

What should be made of all these contradictory noises? Is there a central tendency to hold on to? Box freely admits the inconsistencies and the weaknesses in the literature, but still feels confident enough to conclude as follows:

...on balance the weight of existing research supports there being a weak but none the less significant causal relationship. However, properly targeted research on young males, particularly those from disadvantaged ethnic groups, which considers both the meaning and the duration of unemployment as well as measuring crime through self-reported techniques, and relating this to those periods after being made unemployed, is the only way of settling the issue. That research has yet to be done. (p.97, emphasis as in original)

What began as a simple question - what are the links between youth unemployment, delinquency and the inner city? - has led to a trip through a theoretical desert and on to a veritable, empirical minefield, where researchers snipe at each other from behind well-entrenched methodological positions. The journey has left the present author with four immediate reactions. First, one of agreeing with Robert Louis Stevenson that "to travel hopefully is a better thing than to arrive and the true success is to labour". (The Protestant Work Ethic is still alive and kicking in Scotland - it's only the work that is missing.) The second has led me to question what social return is to be had from so much dispersed and

disjointed labour. The answer to that question, which will be attempted in the final chapter, may be more satisfying than appears at present to exhausted travellers. Thirdly, any reader who has come this far is to be congratulated for crossing successfully to the other side of both desert and minefield.

Finally, there is a need to acknowledge again the fact that Box has organised a road through both dangerous terrains. Before the publication of his book, the previous versions of this chapter bore a closer resemblance to a maze than to a map. To show the extent of the debt owed to him, one of his summarising tables on time-series and cross-sectional data is enclosed as Table 3.4. Having said that, two niggling doubts remain. Firstly, I suspect that the central theme which runs through the book ("Criminal activity can be altered by paying attention to the social and economic conditions which contribute to it" p.97) was not the conclusion reached after conducting the survey but the politically committed starting point which furnished the motivation for writing the book. It is necessary to add immediately that in his handling of the evidence, much of which is in obscure American or British journals not easily accessible to the general reader, Box has, whenever I have checked, acted with scrupulous fairness to the original texts. Secondly, in my opinion, his political stance is never more in evidence than in his treatment of the police and it seems to encourage him to make bricks without straw. On the other hand, the political slant to his thinking is so obvious that the reader is forearmed.

TABLE 3.4

Time-series and cross-sectional studies on unemployment and crime

<i>Positive relationship</i>	<i>Time-series</i>	<i>Cross-sectional</i>
Yes	Box and Hale, 1985 Brenner, 1978 Cook and Zarkin, 1985 Ehrlich, 1975 Fleisher, 1963 Glaser and Rice, 1959 Land and Felson, 1976 Leveson, 1976 Phillips <i>et al.</i> , 1972 Phillips, 1981 Singell, 1967 Votey, 1979 Wolpin, 1978	Allison, 1972 Bechdolt, 1975 Block, 1979 Booth <i>et al.</i> , 1977 Brown <i>et al.</i> , 1972 Carroll and Jackson, 1983 Chapman, 1976 Cohen and Land, 1984 Danziger, 1976 DeFronzo, 1983 Hakim, 1982 (reanalysis of Carr-Hill and Stern, 1979) Hemley and McPheters, 1974 Hoch, 1974 Kvalseth, 1977 Pyle, 1982 Sampson <i>et al.</i> , 1981 Schmid, 1960 Sjoquist, 1973 Zedlewski, 1983
No	Danziger and Wheeler, 1975 Danser and Laub, 1981 Fox, 1978 Orsagh, 1981 Vandaele, 1978	Avio and Clark, 1976 Bartel, 1979 Danziger and Wheeler, 1975 Forst, 1976 Gylys, 1970 Pogue, 1975 Schuessler and Slatin, 1964 Singell, 1967 Spector, 1975 Stevens and Willis, 1979 Swimmer, 1974 Wadycki and Balkin, 1979 Williams and Drake, 1980

Chapter 3: ALTERNATIVE QUESTIONS, TENTATIVE CONCLUSIONS, AND
SOME IMPLICATIONS FOR SOCIAL POLICY

Research findings can sharpen the areas of disagreement, make the issues more uncertain, complex and technical; and as a result the contribution of social science to policy seems more remote... Social science does contribute to policy and practice, but the link is neither consensual, graceful nor self-evident. (Rein, 1976, p.12)

Instead of responding to a simple question ("What are the links between youth unemployment, delinquency and the inner city?") with a simple answer, social scientists typically either discover the complexities lying behind what appears to be a simple question, or they develop what they would consider to be better questions to ask, or they hedge their conclusions around, if they reach any at all, with so many qualifications that they are of little practical value to administrators. This report will make use of all three of these techniques in assessing the relevance for policy of the review conducted in the previous pages and the present author is happy to acknowledge the improvements made in his own thinking by the other researchers at meetings held in Brussels, Paris and Munich.

Martin Rein's examination of the relationship between, on the one hand, theory building and empirical research in the social sciences, and, on the other, the development of social policy contains many insights including the following:

"Problem setting is as important as problem-solving because the frames which organize thoughts shape the conclusions we reach" (1976, p.14). That line of argument led the present author to speculate on what may have been the concerns of politicians and administrators which lay behind the posing of the central

question ("What are the links between youth unemployment, delinquency and the inner city?"). This question will hereafter be referred to as "the central question".

The speculation took the form of putting myself in the unenviable position of a European bureaucrat with responsibilities for one or more of the three areas under discussion. What are the new tasks and what are the new fears which led to the central question being posed in that particular form and at this particular time? The main structural change over the last ten years has been for Western Governments to build in very high levels of unemployment into their normal financial plans. As recently as the early 1970s senior politicians in Britain like Sir Alec Douglas Home and Edward Heath argued publicly that, if the unemployment figures were to rise above one million, social cohesion would break down and there would be rioting in the streets. The surprise for social scientists, administrators and politicians has been that this widely held view of the 1970s has proved to be wide of the mark. Commentators have watched the official figure for unemployment in the United Kingdom go over two, and then three million, and the Government of the day has been twice re-elected. There were riots in the streets but they were sporadic and quickly dealt with. And yet the fears of politicians, which may be deep-seated and not at all new, persist.

Three problems stem from this analysis. The first is concerned with that generation of young people who have, to a large extent, borne the brunt of the economic recession; the second refers to the growing divisions between those regions with a major stake in the future and the depressed industrial regions of the Midlands and the North; and the third issue is the

split between those in jobs and the unemployed.

The secular victims of the recession, as those young people could be called who have moved erratically into long-term unemployment from 1975 onwards, present officials with formidable problems. As mentioned in the Introduction, the figure for those under 25 years of age who have been unemployed for over a year has hovered around 350,000 for the last few years - that is more than the figure for all unemployed persons (328,000) in Britain in 1965. It is important to emphasize that the figure of 350,000 does not contain all those young people who are unemployed but only those in long-term unemployment which is the new phenomenon for young people. By the year 2000 these young people will be in their mid to late thirties - are they expected to look back on fifteen years of unemployment and forward to another twenty or more years on the dole? In other words, the question to ask is: it may be possible to sustain very high levels of unemployment for a short period while the electors still believe that the economy is in a temporary lull, but will it be possible to sustain such high levels when it becomes increasingly clear that the economy has undergone structural change and that even a recovery will not bring certain types of job back?

Employers faced with the choice of taking on fresh-faced, eager young 18 year olds straight from an improved two-year ITE or twenty-five year olds who have been unemployed for three or four years will not agonise too long over their decision. The implicit notion, however, that those who have been unemployed for a number of years inevitably lose the discipline of work and

therefore become unemployable needs to be challenged. If it were true, how did we ever win the Second World War when so many of the troops and industrial workers came straight from years on the dole? If the notion is correct, how do so many married women return successfully to work after child-birth and child rearing? There may be need for a short period of re-adjustment but that is a problem of another order.

The official response would appear to be: "We may have to warehouse one complete generation and pay them social security from the age of 18 to 60 or 65. We shall offer them from time to time some diversions like the Community Programme or the Job Training Scheme to keep their job skills and motivation alive, but we realise that most will return to the dole. Measures for the young unemployed help to massage the unemployment figures, keep them out of the job market and off the streets, allow Ministers to refer to concrete expressions of their concern, but we know they are better described as ageing vats. As a society, we may have to carry these young people until they become pensioners as they may never find a job. But such an outcome must not be repeated. We must concentrate on the curriculum and the attitudes of those still at school to increase the employability of those who will be needed and to lower the expectations of the rest about ever finding a job. Education for leisure will be introduced for the latter group."

The second issue concerns the deep-seated regional differences which make up the structure of opportunities within which all young people in a particular area have to live out their

lives. Just as Connell et al. (1982, p.180) have argued that "the situation of a working-class schoolboy is always different from the situation of a working-class schoolgirl", so the job prospects for either the working-class young woman or man vary markedly from one part of the country to another. Whether MSC forecasts or overviews of the publications of the Institute of Manpower Studies at Sussex University are consulted, the fundamental messages are the same: further job losses are predicted in manufacturing, construction and the public services (see Rajan, 1987). Any growth in the private sector or in new technologies is likely to take place in the South and will be of little benefit to the older industrial regions of the Midlands and the North.

Thirdly, what of the divisions in society which this massive shake-up in industry is causing? The most obvious are those between those with jobs and the unemployed and these differences are as marked within the North East as elsewhere. In addition, the concentration of the media, politicians and researchers tends to be on the young who have always been such an emotive topic. As a consequence, the difficulties experienced by other groups tend to be eclipsed, especially the stifling of opportunities for women of all ages. If they are able to find a job, it tends to be part-time, temporary, low-paid and repetitive. The emphasis in the public debate on unemployment has meant that other issues such as job insecurity, low pay, sexual harassment at work, the restrictions on promotion and the minimal openings for young women to train for, and find jobs in, the new technologies have all been put on the back burner.

The concerns, then, which appear to lie behind the asking of the central question could be expressed as follows:

1. How much unemployment can society stand? Or, in other words, at what level of unemployment will the social fabric be torn apart?

2. If unemployment remains at the current unprecedentedly high levels, are rising rates of juvenile delinquency and crime an inevitable consequence which society will just have to grin and bear?

Are there specific groups e.g. young males, especially blacks, living in inner city areas, who will need to be watched closely? Will an increase in the forces of social control be sufficient to prevent rioting in the streets? Or, more crudely still, is it sufficient to increase the thickness of the lid we intend to place on top of the dustbins which are the best description of our inner city ghettos?

One of the values of Pearson's (1983) study of the hooligan, to which reference has been made repeatedly in this report, is that his persuasive, historical argument makes clear that a preoccupation with juvenile delinquency and crime is usually associated with more general social tensions. Recurrent moral panics by the "respectable" classes are best interpreted as the surface manifestations of deeper anxieties about how passive the working classes are likely to remain at any given period. Reicher and Emler (1986, pp.15-16) are right to stress the historical origins of these fears:

... up until the eighteenth century, master and labourer tended to live together, in the same house. When the one knew all about the other, control was simple and direct. Yet as the factories were built and the urban population swelled, so the middle classes

moved to the suburbs, leaving working-class districts in the inner city. Thus the rich merchant could go through the year without ever seeing how his workforce lived. Control over the worker was no longer direct but was exercised through the new police force... Given their total lack of information about working class life, it is hardly surprising that middle-class observers should fail to understand how the realities of their existence should construct and constrain working people's actions. Nor is it surprising that they should fail to comprehend the meanings that these actions might carry. Instead, the middle classes could only see apparently sudden and meaningless outbursts which must reflect something about the individuals involved.

Those filmgoers who saw Bertolucci's epic "1900" will remember that Italian peasants were still being locked into their quarters overnight (just as the animals were) right up to the start of the First World War.

To this historical perspective should be added a psychological disposition which affects us all, namely, the unreflective resistance to any change which disturbs those models of the world which we develop from early childhood onwards in order to explain and predict events. Rein (1976, pp.250-1) pushes the argument further:

Man is after all, interested not only in controlling, manipulating and predicting the consequences for his environment so that it falls in with his purposes, but also in creating and maintaining a sense of order, continuity and meaning in life. Our concern for order, both in nature and in human affairs, derives from a fundamental inability to tolerate too much confusion and disarray. Structure and meaning are essential to our existence. Therefore, when objective facts threaten the orderly framework which assigns meaning to events, we tend to repudiate the facts rather than abandon the framework. In fact the quest for order and meaning may be more compelling than the search for truth, which can threaten the order we have created.

The orderly framework of the reader will now be put to the test by suggesting alternative questions to the central one posed, which could be characterized as the recurrent, historical

anxiety about the social control of the "dangerous" classes. To confine this report to answering this question would be to make the diagnostic mistake of dealing with symptoms rather than the underlying disease, although many doctors (and politicians) have made a good living (and careers) from restricting their activities to the former strategy.

To begin with, it may be preferable to ask: how is society to cope with those regions which, and those sections of the community who, are either being excluded or marginalised by the economic transformations which are affecting all industrialised, Western countries? Such a question would direct attention not just to young people but to working class women and to immigrants/ethnic minorities. Such a question puts at the centre of any analysis of current problems not the crime rates but the contract between capital and labour which is being renegotiated in favour of the employer in a desperate attempt to cope with the economic shift in power between countries like the United States and the United Kingdom, on one hand, and Japan and Korea, on the other. In Box's language (1987, p.67) what is taking place is "nothing less than the South-Koreanisation of the British labour force". The political disturbances in that country hit the world's headlines as Box's book was being published.

The reformulated question also talks of "regions" and "sections of the community" rather than individuals in order to respond to the research which shows that there is no easily definable group, separate from the rest of the population, who can be called "the unemployed" or "the problem group". Of course, it is always easier (and politically more acceptable at

present) to stigmatise individuals by claiming that they have particular characteristics or that they have suffered from child-rearing practices which render them unemployable than to face up to the economic transformations which are sending such shock waves through the labour markets. It is also politically more convenient to translate the economic crisis into an educational one and blame the schools, teachers and universities for the failure of industry to create sufficient jobs. To talk only of juvenile delinquency and youth unemployment is to trivialize this economic reconstruction of which the recent falls on international stock markets are but another symptom.

Rather, research needs to be conducted into the effects of the crisis on various "at risk" groups to see how they are coping with the changed circumstances. Examples will be given solely from youth research, where, it is alleged by Roberts (forthcoming), that the following new career patterns are being created in addition to the traditional transitions to adulthood which a minority still make:

- a) protracted transitions into adulthood via Government schemes and via spells in and out of employment which eventually lead to a "real" job
- b) careers where young people are trapped into a succession of schemes and low paid, "shit" jobs which lead nowhere
- c) movements into limbo where young people slowly become part of the hard-core, long-term unemployed
- d) careers in alternative economics such as self-employment, co-operatives and community projects
- e) careers in the black economy where "fiddle jobs" or "work on the side" or "hustling" form a significant part of the budget of

those involved. The growth of the black economy is obviously a collective response (rather than an individual one), because it only works if large sections of a community become involved. Moreover, a black economy only survives if it assumes such proportions that minor officials begin to turn a blind eye, allowing formal society to adjust to new patterns of economic exchange.

f) Various combinations of the above career patterns which are likely to be "ideal" types rather than options which exclude the others.

The bare bones of the list above, on which empirical research could place some solid flesh, emphasize the dynamic and fluid responses which young people are making to the crisis, whereas the central question, suggests a rather static and narrow concern about crime and unemployment. The list also implicitly makes the point that the usual terms in which this debate is conducted (the exclusion of the young v their integration into society) are too extreme. There may be some instances of extreme self-segregation being attempted by some Muslim groups or Rastafarian youngsters who neither register as unemployed nor wish to take from or give to conventional society, but the much larger groups of working class young people in the black economy, or in co-operatives or in clubs for the long-term unemployed are integrated into society, but into rather different and inferior places and statuses than formerly.

Similarly, to present the policy options as a straight choice between re-integrating the young into responsible, social participation or increasing the forces of social control is to

over-simplify the issue. All Western countries need a broader spectrum of policies to be implemented at various levels and it is not helpful to face them with only the extremes of the continuum. For a start, there are old people and poor people living in down-town areas who need to be protected from property crimes and crimes against the person, irrespective of the links between unemployment and crime. And it is to these policy options which this report now turns - at last.

A self-denying ordinance will be imposed on these final pages whereby only those implications for social policy will be included which stem from the review conducted for this report and not the author's views on the general reforms of the educational or judicial systems, of industrial training or, for that matter, the Common Agricultural Policy. In addition, instead of a lengthy discussion of each proposal, readers will be referred to the relevant section of the literature.

It seems sensible to begin with the five suggestions made by Box (1987, p.199ff.). If, as he claims, a weak but none the less significant causal relationship has been established between unemployment and crime, then the following shopping list makes sense:

1. Reduce the level of employment, particularly long term unemployment.
2. Reduce the current grotesque levels of inequalities in income.
3. Commitment, particularly in school, can be substantially increased by making educational curricula "relevant" and by dropping the invidious "successful/unsuccessful" labels currently attached to those destined for jobs and those about to join the dole queue.
4. Imprison far fewer offenders and pursue a genuine policy of rehabilitation within the prison for those

fewer offenders whose crimes justify imprisonment.

5. Find ways to detect, prosecute, convict and imprison more corporate offenders and offenders from the professions than are currently caught up in the criminal justice system.

It is fascinating to see how sociologists can review the same empirical data and yet come up with such contrasting suggestions for social policy. Daniel Glaser (1979, p.74ff.), in a fine review of the economic and sociocultural variables affecting rates of youth unemployment, delinquency and crime in the USA, analyses much of the same material as Box, albeit some eight years earlier, but his shopping list is radically different:

1. The social separation of youths from adults is producing young people who diverge from their parents in tastes and values more than any earlier generation; this can be reduced only by increased collaboration of juveniles with adults in common interests and activities.

2. Schools are making greater differences between different types of pupil and those who cannot win the respect of their peers through academic work search for it in alternative types of activities, including delinquency. Those with criminal records offend less if they drop out of school and acquire legitimate roles in the adult world such as marriage and employment.

3. The futile criminalization of some types of drug use, particularly alcohol and marijuana should be stopped. The shift from prohibition to regulation should be accelerated in order to reduce the numbers of drug and property crimes by young people.

The feature common to both lists is the emphasis on the role of the school and yet neither Box nor Glaser devotes more than a few words to education when they are analysing the problems or sifting the evidence. When it comes to remedies, however, school teachers are put into the front-line to battle against all the inequalities of society.

My own list is rather longer than the two which have been summarized above and it varies from the general to the specific:

1. Youth unemployment is best viewed not as an economic necessity but as a political option. Just as the contract between capital and labour is being rewritten, so too should the contract between society and the young be redrawn (see Coffield et al., 1986, p.203ff. for further details). Briefly, what all young people need, whether they are French, German, Belgian or British, is a good, general education followed by up-to-date, vocational training and employment. To concentrate on training is not only a waste of public money but also an immoral trick played on the young who are led to expect a job and then returned to the dole queue, even more demoralised than before. If such a policy means job creation, then so be it. There is plenty of decent, creative work to be done in society and the £20,000 million which Britain is currently spending on unemployment benefit (Cinfield and Fraser, 1985) would be better spent involving the young in such work.

2. At a time when whole communities are thrown back on their own resources by, for example, the shut-down of the main source of employment as was the steelworks at Consett in North East England, it makes good sense to do everything possible to support the family. Yet a series of economic measures have been passed through Parliament whose effect is more likely to undermine the family by imposing even greater financial burdens upon it. A few examples are all that can be given here. In April, 1983 housing benefit of £3.10 weekly was abolished for 16 and 17 year old claimants living with their parents; a year later the same benefit was abolished for 18 to 20 year olds, and in July,

1986 for 21 to 24 year olds. In all, 626,000 young people were affected and £90 million were saved. The fear among working class parents is not so much that their young people will have to scrape and scrimp without employment but that they will become used to being without a job.

Middle class parents now realise, from the cuts made in the student grant system, how much it costs them to prepare their children for the middle class job market; similarly, the allowance paid to trainees on YTS has been set so low that working class families need to support them, if they can, throughout the two years of training.

3. There are certain groups in society who are being pushed further and further out to the margins and whose problems require positive discrimination. Two such groups in Britain are young women and the children of ethnic minorities and, as Cynthia Cockburn (1987, p.201) writes, "positive action for women, doubly positive for black women, is called for". If we are to draw on the American experience where youth unemployment has affected certain sections of the population since the 1950s, the phrase used by researchers to capture the outcome is "the feminisation of poverty".

Cynthia Cockburn's suggestions include the following:

- a) YTS should aim not just for equality of opportunity between the sexes but for similarity of achievement, by which is meant that young women should leave YTS with the same kind of qualifications and with similar jobs as young men.
- b) It is not only women who need to adapt but men, both adult and young, who should attend "male awareness training" sessions.

to change their attitudes and their behaviour.

c) Young men every bit as much as young women need support to enable them to combine a career with a full family life.

d) YTS "could use the very thing for which it is often criticised - its closeness to employers - to challenge their practices and influence them to change patterns of recruitment, relations at work and in particular, the gendering of jobs". (Ibid, p.203).

e) Regional and local sex-equality officers should be appointed by the MOC to complement the Regional Race Relations Officers in the Department of Employment.

f) Single-sex technical training should be provided for women as they need "women's space", especially in the new technologies.

g) Effective measures against racial discrimination. The reader is directed to the Swann Report (1985) for further details.

4. Cockburn's fourth point above ties in neatly with the need to ask more of British employers. For over ten years the educational system has been picked over by industrialists and its faults have been ruthlessly exposed by them. It is high time that a new partnership between industry and education was forged, a partnership between equals, which allows both sides to voice their criticisms for the general good of all. The contrast between Britain, on the one hand, and France, Germany and Belgium, on the other, is at its most acute in relation to industrial training. In Germany there is a strong tradition of training, backed by legislation, with nationally monitored and recognised qualifications, where only "approved" employers can sign training contracts with school-leavers. In France, legislation stipulates that each company must undertake a

minimum expenditure on training, together with statutory rights to training leave for individuals. The Coopers and Lybrand report (1985, p.28), produced for the MSC on attitudes to training by employers, recommends that Britain introduce the French training tax which "requires that if 1.1 per cent of total payroll has not been spent on employee training by qualified trainers, then the difference is payable to the treasury as tax". In addition, the responsibility of Wage Councils to protect the interests of the most poorly paid by negotiating, for instance, minimum wages should be restored.

5. A strong regional dimension needs to be built into every aspect of Government policy, and the spirit of community needs to be rekindled in our inner cities, but how? David Donnison (1981, p.153) has argued for a network of "community resource centres" in each constituency, where it is recognised that the most important resource are the people themselves; for example "redundant managers and craftsmen perhaps, with the skills to set up new enterprises, and a bit of capital in redundancy payments". These ideas have not remained at the level of exhortation or academic theorising but are currently being implemented by Donnison in his work with the East End of Glasgow renewal project. It is within this much wider context that education has a role to play - by providing greater provision for the under fives, Community Schools that live up to the name, and Tertiary Colleges, local Universities and Polytechnics which are involved in tackling the social problems of the area they are supposed to serve.

6. Young adults should be involved in the formation of policy for young adults and they should be given the freedom to

develop alternatives. It is over this issue that the rhetoric of official bodies such as the United Nations (with its International Youth Year in 1985 and the theme of participation) is furthest from their practice. Ask any young person in Britain on a YTS scheme or any Azubi (apprentice) in Germany what they most want at the end of their training, and the answer is the same: a job.

At the end of his book on social science and public policy (1976, p.266), Martin Rein makes this intriguing proposition:

The giving of advice and the design of social programmes is like the telling of relevant stories. Such stories resemble proverbs and metaphors, for they seek to match reality to archetypical patterns of events by drawing analogies. That is to say, they provide an interpretation of a complex pattern of events with normative implications for action, and not with a universal law. Nor is the correspondence expected to be much more than a warning and a direction.

What has been attempted in this final Chapter is the construction of alternative questions and the outline of an alternative story in order to explain what has been happening and is likely to go on happening to young people in Britain. The outline of the story will now have to undergo the following tests by the reader. Is the outline and its interpretation of events reasonable and plausible? Does the outline ring true? Does any other story better account for the basic facts which are unlikely to be disputed? Does the outline hold together? Can it be improved at certain points? Are there any crucial omissions? The present author is aware that this Chapter and the final list of policy recommendations have together moved the argument some distance from the central question concerning the links between youth unemployment,

delinquency and the inner city, but to have done otherwise would have been tantamount to writing a nursery tale for children and not the outline of a story for adults.

BIBLIOGRAPHY

Box, S.; Hale, C.
Liberation/emancipation, economic marginalisation, or less chivalry
In: Criminology 22 (1984), pp. 473-497

Box, Steven
Recession, Crime and Punishment
Houndmills, Basingstoke: MacMillan Education 1987, 244p.

Brenner, H.
Time-series analysis: effects of the economy on criminal behaviour
and the administration of criminal justice
In: UN Social Defence Research: Economic Crises and Crime
Rome: UN Publication No. 15, 1976

Brown, G.W.; Harris, T.
Social Origins of Depression
London: Tavistock 1978, 424p.

Carroll, L.; Jackson, P.I.
Inequality, opportunity and crime rates in central cities
In: Criminology, 21 (1983), pp. 178-194

Cashmore, Ellis E.
No Future: Youth and Society
London: Heinemann 1984, 105p.

Cockburn, Cynthia
Two-Track Training: Sex Inequalities and the YTS
Houndsmill, Basingstoke: MacMillan Education 1987, 227p.

Coffield, Frank; Borrill, Carol; and Marshall, Sarah
Growing Up at the Margins: Young Adults in the North East
Milton Keynes: Open University Press 1986, 248p.

Cohen, Stanley
Visions of Social Control
Cambridge: Polity Press 1985, 325p.

Coopers and Lybrand Associates
A Challenge to Complacency: Changing attitudes to training
Moorfoot, Sheffield: Manpower Services Commission 1985, 31p.

County Careers Officer
Annual Report for 1986
Durham: Durham County Council 1987, 34p.

Crow, Iain
The Unemployment/Crime Link
In: Unemployment Unit Bulletin, 1 (1982) 4, pp. 4-5

Crow, Iain
Unemployment, Crime and Offenders: a Bibliography
London: NACRO 1986, 10p.

Crow, Iain; Simon, Frances
Unemployment and Magistrates' Courts
London: National Association for the Care and Resettlement of
Offenders (NACRO) 1987, 52p.

Danser, Kenneth R.; Laub, John H.
Juvenile Criminal Behaviour and its Relation to Economic Conditions:
Monograph Four of Analysis of National Crime Victimization Survey
Data to Study Serious Delinquent Behaviour
Albany, New York: Criminal Justice Research Center 1981, 128p.

Donnison, David
The New Tory Frontier
London: The Observer, 20 September 1987

Farrington, David P.; Gallacher, Bernard; Morley, Linda; St. Ledger,
Raymond, J.; West, Donald J.
Unemployment, School Leaving and Crime
In: British Journal of Criminology, 26 (1986) 4, pp. 335-356

Finn, Dan
Training Without Jobs: New Deals and Broken Promises
Houndmills, Basingstoke: MacMillan Education 1987, 242p.

Fisher, C.J.; Mawby, R.I.
Juvenile delinquency and police discretion in an inner city area
In: British Journal of Criminology, 22 (1982), pp. 63-75

Fleisher, B.M.
The effect of unemployment on juvenile delinquency
In: Journal of Political Economy, 71 (1963), pp. 543-555

Freeman, R.B.
Crime and Unemployment
In: Wilson, J.Q. (Ed.) Crime and Public Policy
San Francisco: Institute of Contemporary Studies, 1983

Glaser, Daniel
Economic and Sociocultural Variables Affecting Rates of Youth
Unemployment, Delinquency and Crime
In: Youth and Society, 11 (1979) 1, pp. 53-82

Gottfredson, Denise C.
Youth Employment, Crime and Schooling: A Longitudinal Study of a
National Sample
In: Developmental Psychology, 21 (1985) 3, pp. 419-432

Griffin, Chris
Typical Girls? Young Women from School to the Job Market
London: Routledge and Kegan Paul 1985, 230p.

Hakim, C.
The social consequences of high unemployment
In: Journal of Social Policy, 11 (1982), pp. 433-467

Harrison, P.
Inside the Inner City
Harmondsworth: Penguin 1983

Home Office
The Brixton Disorders 10-12 April 1981
Report of an Inquiry by the Rt. Hon. The Lord Scarman, C.B.E.
London: HMSO Cmd 8427, 1981, 168p.

Home Office
Criminal Statistics 1984
London: HMSO, 1985

Hough, Mike; Mayhew, Pat
The British Crime Survey
London: HMSO, Home Office Research Study No. 76, 1983, 62p.

Hurst, Ray
Report of the Principal Careers Officer
Cleveland: Cleveland County Council September 1987, 6p.

Jencks, Christopher et al.
Inequality: A Reassessment of the Effect of Family and Schooling
in America
London: Allen Lane 1973, 399p.

Jonathan, Ruth
The Youth Training Scheme and core skills: an educational analysis
In: Holt, Maurice (Ed.): Skills and Vocationalism: The Easy Answer
Milton Keynes: Open University Press 1987, 179p.

Just, David A.
Delinquent Youth and Employment: The Mandate for Specialized
Academic and Vocational Training
In: Journal for Vocational Special Needs in Education, 7 (1985),
pp. 11-16

Kelvin, Peter
The historical dimensions of social psychology: the case of
unemployment
In: Tajfel, H. (Ed.): The Social Dimension
Cambridge: Cambridge University Press 1984, pp. 405-424

Laub, J.H.
Trends in serious juvenile crime
In: Criminal Justice and Behaviour, 10 (1983), pp. 485-506

Maizels, Joan
Adolescents Needs and the Transition from School to Work
London: Athlone Press 1970

McKie, A.
Y.T.S.: an empirical investigation of programmes in North East
England
Durham: Unpublished M.A. Thesis 1987

McRobbie, A.
Working Class Girls and the Culture of Femininity
In: Women's Study Group: Women Take Issue
London: Hutchinson 1978

Mungham, G.: Pearson G. (Eds.)
Working Class Youth Culture
London: Routledge & Kegan Paul 1976

NACRO
Juvenile Crime Briefing
London: National Association for the Care and Resettlement of
Offenders (NACRO) 1985, 21p.

- Orsagh, T.
Empirical Criminology
In: Journal of Research into Crime and Delinquency, 16 (1979),
pp. 294-306
- Orsagh, T.
Unemployment and Crime: An Objection to Professor Brenner's View
In: Journal of Criminal Law and Criminology, 71 (1980), pp. 181-183
- Orsagh, T.
A criminogenic model of the criminal justice system
In: Fox, J.A. (Ed.): Models in Quantitative Criminology
New York: Academic Press 1981
- Pearson, Geoffrey
Hooligan: A History of Respectable Fears
London: MacMillan 1983, 283p.
- Phillips, Llad; Votey, Harold L.; Maxwell, Darold
Crime, Youth and the Labour Market
In: Journal of Political Economy, 80 (1972), pp. 491-504
- Phillips, L.; Votey, H.L. (Eds.)
The Economics of Crime Control
Beverly Hills: Sage 1981
- Phillips, L.
Some aspects of the social pathological behavioural effects of
unemployment among young people
In: Rottenberg, S. (Ed.): Economics of Minimum Wages
Iowa: American Enterprise Institute 1981, pp. 174-190
- Raffe, David
Unemployment and School Motivation: the case of truancy
In: Educational Review, 38 (1986) 1, pp. 11-19
- Reicher, Stephen; Emler, Nicholas
Managing reputations in adolescence: the pursuit of delinquent
and non-delinquent identities
In: Beloff, Halla (Ed.): Getting into Life
London: Methuen 1986, pp. 13-42
- Roberts, Kenneth; Duggan, Jill; Noble, Maria
Out of School Youth in High Unemployment Areas: an Empirical
Investigation
In: British Journal of Guidance and Counselling, 10 (1982) 1, pp. 1-11
- Punciman, W.G.
Relative Deprivation and Social Justice
London: Routledge and Kegan Paul 1966
- Rutter, Michael; Madge, Nicola
Cycles of Disadvantage: a review of research
London: Heinemann 1976
- Rutter, Michael; Giller, Henri
Juvenile Delinquency: Trends and Perspectives
Harmondsworth: Penguin 1983, 293p.

Shostak, John F.

Race, Riots and Unemployment

In: Fiddy, Robert (Ed.): In Place of Work: Policy and Provision for the Young Unemployed

Lewes: Falmer Press 1983, pp. 131-146

Singell, L.D.

Examination of the empirical relationships between unemployment and juvenile delinquency

In: American Journal of Economics and Sociology, 26 (1967), pp. 377-386

Tanner, J.M.

Education and Physical Growth

London: Hodder and Stoughton 1978, 206p.

Tawney, R.H.

The School-Leaving Age and Juvenile Unemployment

London: Workers' Educational Association 1934, 46p.

Thornberry, T.P.; Christenson, R.L.

Unemployment and Criminal Involvement

In: American Sociological Review, 49 (1984), pp. 398-411

Thornberry, T.P.; Moore, M.; Christenson, R.L.

The effect of dropping out of high school on subsequent criminal behavior.

In: Criminology, 23 (1985), pp. 3-18

Vocational Foundation

Our Turn To Listen: A White Paper on Unemployment, Education and Crime, based on extensive interviews with New York City Teenage Dropouts

New York: Vocational Foundation Incorporated 1978, 42p.

Watts, A.G.

Education, Unemployment and the Future of Work

Milton Keynes: Open University Press 1983, 218p.

Weicher, J.C.

Effect of income and delinquency

In: American Economic Review, 60 (1971), pp. 249-256

Willis, Paul

Learning to Labour: how working class kids get working class jobs

Farnborough: Saxon House 1977, 204p.

Willis, Paul

Unemployment: the final inequality

In: British Journal of Sociology of Education, 7 (1986) 2, pp. 155-169

Wolpin, K.I.

An economic analysis of crime and punishment in England and Wales, 1894-1967

In: Journal of Political Economy, 86 (1978), pp. 815-840

**CHOMAGE DES JEUNES, DELINQUANCE JUVENILE,
ENVIRONNEMENT URBAIN**

BELGIQUE

Adinda VANHEERSWYNGHELS

C.E.P.E.C.

INTRODUCTION

Dans le cadre de cette étude, nous avons pour mission de faire un état des recherches menées en Belgique sur la problématique "Jeunes chômeurs - délinquance - environnement urbain" et d'indiquer de quelles manières s'établissent des liens et des relais entre la production scientifique et les décideurs pour la mise en oeuvre de mesures sociales relatives à ce questionnement.

Dès l'abord, l'objet de ce travail a suscité des interrogations sur sa pertinence intrinsèque. En d'autres termes, il s'agissait de déterminer si la formulation proposée était judicieuse ou si, au contraire, elle ne réduisait pas excessivement l'angle d'approche en ignorant par exemple toute l'ambiguïté et la construction sociale des concepts utilisés. Par ailleurs, il convenait aussi de vérifier si ce questionnement précis existait dans les travaux de recherche ou si ce type d'association n'apparaissait pas plus précisément dans un discours plus diffus suscité et/ou amplifié par certains milieux politiques ou médiatiques. S'y sont ajoutés le constat d'absence de recherches qui intègrent cette triple approche et la difficulté d'avancer des hypothèses pour l'expliquer.

Il s'est avéré en effet qu'aucune étude ne traitait explicitement ces trois dimensions de manière simultanée avec comme objectif de rejeter ou d'établir des liens de causalité entre ces termes. Dès lors, il ne pouvait plus être question de faire quelque bilan que ce soit sur l'état de la réflexion dans ce domaine.

Ce constat cependant, comment l'interpréter ? A ce stade, nous ne pouvons qu'avancer certaines hypothèses : absence de demande sociale pour ces questions; désintérêt ou méfiance de la communauté scientifique pour ce type d'études; difficultés méthodologiques pour les mener à bien (par exemple : définition de la délinquance juvénile, du concept de chômage, existence, fiabilité et signification des données statistiques..., mais aussi modèles d'interprétation, grilles de lecture et d'analyse...); formulation trop spécifique, limitée et étroite de la problématique?

Et pourtant, il serait faux d'avancer que ces questions ne sont pas traitées en Belgique. Elles ne le sont pas en fait sous la forme trop pointue énoncée ici. Dès lors, nous nous écarterons de l'énoncé initial et en fonction des travaux que nous avons identifiés, nous examinerons de quelles manières ces sujets sont abordés.

En parallèle, nous nous attacherons à évoquer d'autres discours, véhiculés par les milieux politiques et certains médias dans la mesure où, précisément, ils associent de manière tout à fait explicite certains groupes de population en milieu urbain, à la violence, à la délinquance, à l'insécurité. Ces rumeurs simplistes mais souvent parées d'un vernis pseudo-scientifique remplissent une fonction politique bien évidente. Ils connaissent une ampleur parfois notable et selon l'adage bien connu "qu'il n'y a pas de fumée sans feu", sèment le doute en supposant un fond de vérité à ce type d'allégation.

Pour ce qui a trait aux liens existants entre recherche scientifique et décisions politiques, il est clair qu'ils existeront ou n'existeront pas selon le cas, qu'ils évolueront selon le contexte social et politique et seront tributaires de la complexité institutionnelle du pays. Les exemples ponctuels que nous en donnerons ne concerneront que l'un ou l'autre aspect de ce rapport avec la problématique de départ.

1. Les démarches d'investigation.

L'information sur les recherches réalisées en Belgique à propos des jeunes, en général, n'est pas centralisée.

Dès lors, lorsqu'il importe de rendre compte de l'état des travaux à propos des thèmes tels que : chômage des jeunes, délinquance juvénile et environnement urbain, il convient préalablement de tenter d'identifier la plus grande part des études qui portent sur ces sujets (qu'ils soient considérés seuls ou simultanément). Dans cette perspective, nous avons interrogé des chercheurs qui avaient déjà traité de ces questions (1) et de proche en proche, nous avons essayé, par leur intermédiaire, de repérer d'autres équipes qui s'en sont également préoccupées.

Nous ne sommes certes pas en mesure d'offrir un panorama exhaustif des travaux réalisés en Belgique et cela d'autant plus que nous nous sommes, pour l'essentiel, limité à la production en langue française, mais nous pensons toutefois qu'il est possible, sur la base du matériel rassemblé, de soulever quelques questions qui nous paraissent centrales.

(1) Dans un premier temps, nous nous sommes basés sur les informations que nous avons collectées lors d'un précédent rapport rédigé en 1985 dans le cadre du Colloque "Les jeunes et les autres". Nous avons par ce biais rassemblé une part importante des travaux qui sont mentionnés dans le présent rapport. Nous avons par ailleurs pris connaissance d'autres études réalisées en Belgique à l'occasion des recherches que nous avons nous-mêmes menées et qui se rapportent plus globalement à la situation des jeunes sur le marché du travail (Voir à ce propos, ALALUF, M.; et VANHEERSWYNGHEL, A. (1986); VANHEERSWYNGHEL, A. (1986); dans la mesure où elles concernent notre propos, nous y ferons également référence dans ce texte.

Précisons enfin que nous avons recensé à la fois les travaux de chercheurs et certains textes plus "politiques", mais nous n'avons généralement pas pris en compte d'autres écrits tels que les mémoires d'étudiants, certains rapports sur des expériences de terrain, certains articles de vulgarisation. Ce choix, nous l'avons fait non pas pour des motifs liés au statut ou à la qualité de ces documents, mais bien parce que le travail d'investigation des textes eût été encore plus fastidieux.

2. Résultats obtenus.

Comme signalé dans l'introduction, nous n'avons identifié aucune recherche, qui, de manière explicite et préalablement établie, traite des trois thèmes avancés.

Par contre, si l'on considère les thèmes deux à deux, la moisson s'enrichit quelque peu, à condition toutefois de nuancer ou d'élargir parfois nettement les termes de chômage, de délinquance ou d'environnement urbain. En fait, l'on trouve des travaux qui associent ville et délinquance, chômage et délinquance mais rien à propos de l'environnement urbain et du chômage.

Et ce sont donc bien les travaux qui privilégient nettement l'une des trois approches qui sont les plus fréquents.

Cependant, nous ne pouvions nous attacher à faire le survol des recherches à propos de la délinquance juvénile, de celles relevant de la question urbaine ou traitant du marché du travail; la tâche eût été immense, irréalisable dans les délais qui nous furent octroyés et aurait totalement débordé l'objet de ce rapport.

Nous avons toutefois mentionné une part de ces productions dans la mesure où elles aident à mieux situer les questions du chômage des jeunes, de la ville, de la délinquance juvénile telles qu'elles se présentent concrètement et telles qu'elles sont traitées en Belgique.

2.1. La question urbaine

Si la recherche urbaine a connu un engouement certain dans les années '60 et '70, on ne peut comparer ni son développement, ni son influence sur le monde scientifique à ce qu'ils ont été dans d'autres pays.

La question urbaine a pourtant été au centre de bien des engagements et des luttes sur le terrain. La multiplication des comités de quartier (créés à l'initiative des habitants) et les combats incessants qu'ils ont menés pour défendre une certaine idée de la qualité de la vie dans la ville en attestent. Et d'aucuns ont cru voir dans ces luttes urbaines les nouveaux pôles d'une forme de résistance et de mobilisation sociales.

Par ailleurs, dans le même mouvement, des praticiens, des chercheurs, des utilisateurs de la ville, se sont regroupés au sein d'associations telle que l'A.R.A.U. (Atelier de Recherche et d'Action Urbaine) pour fusionner réflexion et action.

Il faut toutefois constater que depuis quelques années, l'enthousiasme et le militantisme pour cette cause se sont fortement émoussés.

Actuellement, si ces groupements existent encore, ils peuvent difficilement dégager du temps et de l'énergie pour se consacrer à un travail de théorisation sur la base de leurs pratiques. En guise d'illustration de cette évolution, on relèvera que l'A.R.A.U. organise depuis plusieurs années une "école urbaine". Il s'agit en fait de journées - soirées de réflexion sur l'action urbaine. Aux séances passionnées des années '70, où se discutaient des questions allant de la lutte sociale à la réhabilitation des quartiers, en passant par l'immigration ou la valorisation - contestée - de l'âge d'or de l'artisanat, ont succédé de nos jours des séances plus académiques, traditionnelles où des penseurs (étrangers et célèbres) viennent exposer leurs vues à un public passif et peu concerné.

En matière de recherche scientifique, il existe bien sûr une sollicitation émanant des pouvoirs publics. Comme dans les autres secteurs de la recherche sociale, la demande est discontinue et fragmentée. Dans certains cas, toutefois, et, surtout, dans les domaines de la construction, de la rénovation,..., si proches d'enjeux financiers importants, l'on constate que le recours aux scientifiques se fait parfois plus pour cautionner des décisions déjà prises qu'en vue de mettre en lumière les pratiques et les enjeux réels en présence.

Actuellement, les questions "urbaines" qui sont le plus souvent abordées, dénoncées, traitées (selon les acteurs sociaux qui les posent) concerneront :

a) la réhabilitation d'un habitat naturellement vieilli et/ou plus ou moins délibérément dégradé sous l'effet, notamment, de certaines formes prises par la spéculation foncière;

b) la revitalisation de certains quartiers ou de certains centres urbains qui ont été voués et ce, notamment, dans les années fastes du développement économique à des fonctions très (trop) spécialisées : quartiers "administratifs" à dominance très nette de bureaux par exemple;

c) la régénérescence du tissu urbain notamment dans les régions de vieille industrialisation suite à la fermeture de nombreuses entreprises minières ou industrielles. Celles-ci étaient fortement enclavées dans le tissu urbain, qui s'était bien souvent développé à partir d'elles (voir la construction des cités ouvrières

ou des coronas...). L'habitat y est à la fois vieilli et la "désertification" frappante;

d) la politique de transports urbains publics (voire inter-urbains) dont le bon fonctionnement ou l'effondrement permettront ou mettront en péril le (re)développement multi-fonction des quartiers ou mèneront à la paralysie complète de certains centres et voies d'accès par l'intensification de la circulation motorisée individuelle;

e) la concentration de populations socialement moins favorisées et composées majoritairement de certaines catégories d'immigrés dans ce que les uns appelleront des quartiers d'accueil, les autres, avec généralement une connotation plus négative, des ghettos.

Schématiquement et globalement, pour ce qui concerne la période actuelle, l'on peut dire aussi qu'il ne se pose pas de gros problèmes de pénurie de logement (ce qui ne préjuge en rien de la qualité de l'habitat, ni des possibilités d'accès à celui-ci), que mis à part la situation toute particulière de Louvain-La-Neuve, il n'y a pas eu de création de villes nouvelles. Certaines "cités dortoirs" existent mais il s'agit en fait plutôt d'extension de certains quartiers existants ou du développement des périphéries (mêmes éloignées) des plus grandes villes, ou à l'inverse de l'intensification, pour une part de la population, résidente dans certains quartiers, petites villes ou zones rurales, des mouvements de navettes quotidiennes vers un lieu de travail éloigné. C'est donc généralement à partir d'un tissu diversifié préexistant qu'elles ont émergé plus ou moins rapidement.

La Belgique est championne du monde de l'urbanisation dans la mesure où une large majorité de sa population (plus de 85 %) vit en zone urbaine. Cette apparente homogénéité ne doit certes pas masquer et faire ignorer une réalité bien plus hétérogène.

Sans nier l'existence et la spécificité des zones rurales et urbaines, il va de soi que face à une réalité urbaine aussi dense et omniprésente, les termes mêmes dans lesquels sont posées les questions relatives à la "ville" en seront affectés.

Parmi les points évoqués ci-dessus, il est évident que tous ne sont pas traités par les mêmes acteurs ni dans les mêmes termes.

Tous font cependant l'objet d'enjeux importants : réhabilitation lourde ou légère des quartiers ? Pour ceux qui y vivent ou pour d'autres catégories de population au pouvoir d'achat plus élevé ? Développement des bureaux, services, hôtels, bâtiments officiels dans certains quartiers spécifiques ou volonté de mixité des fonctions ? Encouragement des transports en commun ou priorité aux véhicules privés ? Liberté pour chacun de s'installer où il veut ou limitation de certains groupes d'étrangers dans des communes ?

Tous font donc l'objet de prises de décisions politiques mais tous ne font pas l'objet de recherches.

Parmi ces sujets, les débats à propos des quartiers d'accueil/ghettos dans lesquels on retrouve des concentrations importantes de familles immigrées recèlent souvent des interprétations qui touchent aux théories de la ségrégation spatiale et nous les examinerons plus en détail.

2.1.1. Ville et habitants

Dans l'ensemble de la production scientifique, les études qui portent plus précisément sur le logement sont relativement fréquentes et, parmi elles, celles qui traitent du logement des immigrés (Campanelli, 1981; Noël, 1983; Tricot, 1979; Douvalis, 1983).

Il s'agit d'analyse des conditions de logement au sens large : localisation et caractéristiques du bâti, loyers, taille des habitations, accès au logement social, accès à la propriété, recours aux primes de rénovation, d'assainissement...; mais aussi d'approches plus globales des déplacements de populations plus aisées vers les périphéries urbaines ou les zones vertes et d'arrivées des catégories moins favorisées dans les quartiers plus anciens à l'habitat plus "serré" (voir à ce propos : Delcourt, 1977; Panciera, Pievoets-Quivy, 1976,...); des effets sur la vie quotidienne dans la ville de la destruction physique de certains quartiers en vue de les transformer en cités administratives et de la spéculation foncière qui s'en est suivie dans les zones avoisinantes; du reflux vers les quartiers à forte concentration de populations d'immigration récente d'autres travailleurs immigrés, qui résidaient, précédemment, dans des régions plus éloignées, suite à leur mise au chômage. Une approche de type socio-économique est à l'oeuvre dans une grande part de ces travaux (voir notamment: Martens, 1980; Stroobants, 1983; Alaluf, 1981; Panciera, 1982;...) qui, comme on le relèvera aussi pour les recherches à propos de la délinquance juvénile et, partiellement pour celles qui traitent du chômage, recourent souvent à l'exploitation de données secondaires plutôt qu'au recueil d'observations directes sur le terrain. Il s'agit là moins probablement d'une volonté délibérée des chercheurs que de contraintes financières et de délais pour mener à bien les travaux. Rares sont, aujourd'hui, les opportunités de consacrer un temps suffisant à la collecte de données empiriques. Ceci explique que leur accumulation soit peu importante (certaines recherches qui prévoient une telle démarche doivent par ailleurs être bouclées en 3 ou 6 mois !).

A ce propos, les travaux sur l'immigration menés en Belgique auraient évolué d'une manière opposée à celle constatée dans les autres pays européens. On serait passé d'une sociologie du migrant pris comme sujet (assimilation, démographie, santé,...) où les

considérations d'ordre culturaliste et psychologique priment, à une sociologie de l'immigration posée comme fait économique et social (emploi, main-d'oeuvre de réserve, seconde génération, politique d'immigration...) où dominant l'analyse structurelle des composantes économiques et politiques du phénomène migratoire tel qu'il s'est développé dans ce pays (voir à ce propos: Campioli, 1975).

Ceci n'enlève rien au fait que de nos jours, la tendance dominante dans la recherche sociale vise à privilégier les approches individuelle, culturelle, psychologique. Il n'est pas du tout dans "l'air du temps" de proposer des analyses socio-économiques et globales des faits sociaux.

2.1.2. Ville et violence

La question de la violence de la ville (et non de la manifestation de la violence en ville) est traitée dans une approche de Jean REMY et Liliane VOYE, Ville et Violence (1981). Cet ouvrage est un travail de théorisation sur la ville. Il aborde les dimensions historiques, symboliques, culturelles, économiques de l'émergence et du développement du fait urbain.

Par contre, pour ce qui a trait aux observations plus directement axées sur des manifestations de violence, de criminalité constatées en milieu urbain, l'essentiel des travaux se situe dans le champ criminologique.

Malgré tout, il faut constater qu'un discours à propos de l'insécurité dans certains quartiers urbains s'est répandu dans la population. Il a donné lieu à des prises de décisions politiques qui nous paraissent importantes à épinglez dans la mesure où, de manière tout à fait évidente, elles associent :

- des groupes de population bien précis, en l'occurrence certaines populations immigrées d'origine turque ou maghrébine (il ne s'agit donc pas exclusivement de chômeurs);
- la concentration de ces groupes dans certains quartiers ou communes ou plutôt leur importance relative par rapport à la population autochtone. Cette appréciation est tout à fait en relation avec la notion de seuil de tolérance;
- le risque social qui en découle. Ici, cela devient plus flou. Il s'agit à la fois de la montée de "la violence"; de la dégradation de l'environnement, de l'appauvrissement des communes lié, entre autres, à une surconsommation de l'aide sociale, à de moindres rentrées fiscales...;
- une solution qui consiste à autoriser les administrations communales à refuser l'inscription sur les registres de la population de certains étrangers, dans l'optique de limiter leur part relative dans la population globale et à inciter à une redistribution spatiale de ces mêmes étrangers.

Cette décision de permettre la non inscription a été prise par le Ministre de la Justice (2), non pas à la suite d'incidents particulièrement significatifs dans certains quartiers à forte concentration d'immigrés d'origine maghrébine ou turque, mais suite aux pratiques illégales de certains bourgmestres qui avaient recours à de tels agissements.

La solution choisie a été présentée comme un garde-fou pour empêcher l'arbitraire des bourgmestres (ils doivent en effet dorénavant être "autorisés à refuser" certains étrangers) tout en donnant raison, finalement, aux tenants de la thèse qu'un nombre trop (?) élevé d'immigrés pose problème et est la cause de maux divers.

Ce n'est pas dans la production scientifique autochtone qu'une argumentation étayée a été puisée pour justifier une telle décision. La "rumeur" et la notion de seuil de tolérance étaient suffisamment répandues par ailleurs pour que quiconque s'y réfère. En outre, les décisions dans le domaine social et politique n'exigent pas toujours (sauf peut-être quand les intérêts économiques en jeu sont importants) une légitimité scientifique, mais bien une apparente ou une véritable efficacité.

Par ailleurs, si les références et l'utilisation qui sont faites de la notion de seuil de tolérance sont généralement et unanimement condamnées par le monde scientifique, des divergences de taille surgissent si l'on examine de plus près les raisons de cette condamnation.

Et c'est donc bien dans le cadre d'une décision politique précise que l'opportunité nous a été donnée de voir associer environnement urbain, violence et certains groupes bien circonscrits de la population dans des liens de causalité évidents.

Une différence notoire subsiste néanmoins par rapport à notre objet d'investigation dans la mesure où ceux qui sont désignés comme potentiellement violents ou délinquants ne sont pas de jeunes chômeurs mais bien "les immigrés" (entendez ici les marocains et les turcs) dont une part est active (ceux qui dans la rumeur "usurpent" l'emploi des autochtones), l'autre privée d'emploi (ceux qui dans la rumeur "abusent" de la sécurité sociale).

Il ne s'agit pas uniquement des jeunes (pourquoi limiter à ceux-ci le rôle de bouc-émissaire ?), mais il est par ailleurs évident que lorsque "l'on" pense à l'image-type du délinquant, celle du "jeune - homme - immigré - d'origine maghrébine" paraît d'évidence s'imposer.

(2) Cette possibilité est prévue dans la loi relative à la condition des étrangers et instituant le code de la nationalité belge votée en 1984.

2.1.3. L'analyse des questions sociales.

L'association (jeunes) immigrés - ville - violence est présente de manière claire dans certains discours de politiciens et elle connaît un regain de notoriété évident en période électorale, surtout lorsque se profilent les élections communales.

A l'occasion d'une recherche sur le logement des immigrés et dans un article qui lui a succédé, Marcelle Stroobants (1983, 1984) a clairement montré comment se construit un tel discours.

Que ce soit dans une brochure diffusée en 1981 lors des législatives par un candidat du Parti Social Chrétien au Sénat, " Les immigrés en Belgique ... Toute la vérité " ou dans un tract électoral datant des élections communales en 1982, distribué par un mandataire du Front de Défense des Francophones et précédemment membre du Parti Socialiste (ce qui témoigne du succès d'un tel thème dans un large éventail de la classe politique), on se trouve confronté à ce que l'auteur qualifie de "pièces mémorables dans les annales de la xénophobie". La brochure étant, quant à elle, "un recueil très complet des mythes construits autour de l'immigration".

Ces deux documents font très explicitement référence aux thèmes de la ségrégation spatiale, du seuil de tolérance, et des inévitables conséquences qui en découlent. Mais la brochure, sous une couverture de "scientificité", use d'autres procédés qui consistent à quantifier l'inquantifiable, ou à emprunter au modèle biologique, à recourir à des métaphores immunologiques, à faire référence à l'idéologie éthologiste de l'agressivité territoriale naturelle.

En ce qui concerne la manière dont on traite, soi-disant, des conditions de vie "objectives" des immigrés, Marcelle STROOBANTS (1984) relève "deux biais systématiquement utilisés dans la propagation de ces mythes : l'abus de la comparaison (comparer des incomparables) et la mystification par les chiffres (mesurer ce qui n'est pas mesurable ou autre chose que ce que l'on prétend mesurer)"

Mais dans ses conclusions, l'auteur soulève, selon nous, des questions fondamentales ayant trait aux méthodes de recherche en sciences sociales et qui sont tout à fait adaptées à l'objet du présent rapport. En effet, au travers de l'historique de la notion de seuil de tolérance dont l'inanité scientifique est démontrée, elle a également découvert "la part de responsabilité des

sciences sociales dans l'usage d'une notion qu'elles refusent, au demeurant : comment des enquêtes démographiques ont contribué à populariser un préjugé, comment l'écologie humaine a pu fournir une 'grille de lecture' implicite, comment la sociologie appliquée a pu suggérer des mesures de contrôle social.

Dans les débats internes (entre scientifiques) menés actuellement, l'ambiguïté demeure, qu'il s'agisse de tentatives ponctuelles pour restaurer la logique du seuil de tolérance, ou, plus généralement, de naturaliser ou d'abstraire un phénomène social en renvoyant aux sciences naturelles ou exactes la charge de l'explication sociologique, à la manière du 'réductionnisme' (Stroobants, 1984).

Ce recours à des modèles explicatifs empruntés à d'autres sciences, de préférence dites "exactes" est effectivement trop souvent opéré par des chercheurs en sciences sociales. Cette tendance se retrouve dans bien des études criminologiques mais également dans nombre d'autres travaux traitant du chômage, par exemple.

2.2. La délinquance juvénile

Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner, les recherches à propos de la délinquance juvénile sont nombreuses et à une certaine époque (Vanheerswynghels, 1986, 1987), elles ont connu une relative continuité.

Dans l'approche de cette problématique, l'on peut schématiquement isoler trois axes :

- l'étude du passage à l'acte;
- l'étude de la réaction sociale;
- une appréhension qui se veut plus globale et qui prend en compte simultanément certains éléments de l'environnement "sociétal" de l'individu, le fonctionnement des institutions, en vue d'évaluer comment certaines conjonctions d'événements mènent à la délinquance.

2.2.1. Le passage à l'acte

L'ensemble des travaux que l'on peut rattacher à cette orientation se donnait des objectifs multiples (voir à ce propos, Tisseyre, 1979).

Dans une perspective de prévention, de détection et de traitement de la "délinquance" et de la "pré-délinquance", il s'agissait de déterminer quels étaient les groupes ou individus à risque, donc de mettre en évidence un certain nombre de variables explicatives de la délinquance observée. Partant, il était fondé d'élaborer le "portrait-type" du (futur - potentiel) délinquant.

Parmi l'ensemble des variables envisagées, on retiendra, entre autres :

- le sexe;
- le statut social;
- la dissociation du couple parental;
- le travail de la mère;
- la taille de la famille;
- la nationalité;

Nous ne nous étendrons pas ici sur les contenus des divers travaux faits dans cette perspective, ni sur ceux qui, en réaction, en ont dénoncé la démarche.

Aucune relation de causalité n'a jamais pu être établie entre une ou plusieurs de ces caractéristiques et un comportement délinquant, à fortiori, elle n'a pu être mesurée ni dans l'absolu, ni dans des études particulières (Junger-Tas, 1976; Tisseyre, 1979).

Le fait d'attribuer la cause de la délinquance à certaines caractéristiques individuelles préexistantes renvoie en quelque sorte un tel comportement à une "tendance" vers laquelle certaines personnes seraient "tout naturellement" entraînées.

Une telle démarche n'est pas acceptable dès que l'on adopte une perspective sociologique, c'est-à-dire que les faits sont examinés dans un contexte socio-économique déterminé et définis en fonction de celui-ci.

On notera aussi que, parmi les caractéristiques ainsi considérées, la variable chômage stricto-sensu n'apparaît pas en tant que telle. C'est plus globalement au statut social ou à la catégorie socio-économique qu'il est fait référence.

Enfin, il est clair qu'une telle démarche ne tient pas compte de la difficulté première qui consiste à définir ce qu'est la délinquance ni surtout comment on en établit l'existence et de quelle manière on la mesure.

Le recours aux données statistiques pour établir une recrudescence ou une diminution de la délinquance, des actes criminels ou de violence est en effet relativement hasardeux.

D'une part, se pose la question de déterminer à quelles statistiques on se réfère : chiffres fournis par la police ou la gendarmerie sur le nombre d'interpellations effectuées en fonction de l'acte commis ? Statistiques des cas transférés au parquet, au juge de la jeunesse ? Nombre de personnes qui font l'objet de mesures judiciaires ? (Statistiques et protection de la jeunesse, 1976-1977)

Par exemple, en matière de statistiques de police, il n'existe pas, en Belgique, de règles imposées pour le relevé des faits. Il est dès lors totalement exclu de comparer entre elles ces diverses données. Il n'existe pas non plus de publications officielles et détaillées de statistiques émanant du Ministère de la Justice et des Parquets.

Mais plus fondamentalement, ces chiffres ne fournissent-ils pas, en tout premier lieu, des indices sur le fonctionnement des institutions de police ou judiciaires, ou sur la sensibilité sociale à certains actes non autorisés (3) et non des indications sur l'évolution ou l'intensité des taux de délinquance (Gailly, 1978; Koykis, Vandenberg, 1986).

2.2.2. La réaction sociale

Partant de l'idée que le jeune délinquant est un individu qui :

- a outrepassé une norme;
- a été découvert;
- a été signalé à la police et dont le dossier a été transmis au parquet
- qu'il a été ensuite, parmi d'autres, transmis au juge de la jeunesse;
- que ce dernier a estimé utile de le faire comparaître et a pris à son égard une mesure,

des chercheurs se sont orientés vers une criminologie de la réaction sociale. Leur objectif consistait à montrer le rôle prépondérant joué par les divers intervenants sociaux (la famille, le public, la police, les juges, les éducateurs, les enseignants,...) dans la détermination du caractère déviant d'un comportement et dans la désignation sélective de certains jeunes en tant que délinquants (voir à ce propos : Bouverne-De bie et al., 1981; Gailly, 1978; Potvin, Tisseyre, 1978; Somerhausen, 1976; Van Geel et al., 1981).

Cette approche a été critiquée par certains car aboutissant parfois à ne trouver la cause de la délinquance que dans le seul fonctionnement des "filtres sociaux". Ce qui était envisagé, c'était la tolérance plus ou moins grande selon les époques et selon les milieux vis-à-vis de certaines transgressions, la dénonciation sélective de certains délits en fonction des caractéristiques des individus concernés (public, entourage et auteur des faits) et des actes posés, le cheminement différencié des jeunes au travers des institutions (police, tribunaux, institutions de placement pour mineurs d'âge).

(3) A cet égard, il est évident que les réactions du public vis-à-vis de délits (même fort graves) économiques ou vis-à-vis de comportements agressifs ou de crimes sont nettement différenciées.

De même, les mesures judiciaires de prévention de la délinquance ou les lois sur la protection de la jeunesse ont été au centre de bien des intérêts (prévention, rôle social des tribunaux de la jeunesse, actions en milieu ouvert, comités de protection de la jeunesse...) (Van Geel et al., 1981; Somerhausen, 1976; Potvin, Tisseyre, 1978; Gailly, 1978).

2.2.3. Une approche plus globale

Ni l'approche en terme de passage à l'acte, ni l'étude de la réaction sociale n'ont semblé à certains satisfaisantes pour appréhender la question de la délinquance juvénile.

Dans ses travaux sur la délinquance grave et persistante, la vulnérabilité sociétale et les institutions sociales, l'équipe du Professeur WALGRAVE tente une nouvelle voie d'investigation.

Les travaux que ces chercheurs ont menés et mènent encore nous semblent intéressants à considérer plus en détail car d'une part, ils offrent l'illustration de ce que peut livrer cette manière d'appréhender la délinquance, d'autre part, ils concernent des jeunes en marge du marché de l'emploi.

De manière très claire, dans une de leurs communications N. Vettenburg et L. Walgrave (1983) énoncent d'ailleurs "dans la presse, on considère la délinquance parmi les sources de soucis les plus importantes du chômage des jeunes et les autorités politiques font souvent cette même liaison. Les autorités judiciaires font allusion au chômage pour expliquer ce qu'ils appellent l'augmentation du vandalisme, de l'agression dans les grandes villes, des vols de magasins, etc. Bref, il semble que la délinquance soit reconnue comme une conséquence évidente du chômage".

On notera combien les discours sociaux s'adaptent aux divers contextes dans lesquels ils s'élaborent et comment la perception des chercheurs est éveillée par les pratiques sociales reliées à leur discipline. Dans le chapitre consacré aux questions urbaines, nous avons avancé que délinquance et insécurité étaient attribuées bien souvent à certains groupes d'immigrés.

Lorsque nous aborderons la question du chômage et du fonctionnement du marché de l'emploi, nous verrons que ce sont surtout les modes de vie, les attitudes face au travail, les origines du chômage qui alimentent certaines allégations.

Quant aux chercheurs en criminologie, plus volontiers confrontés aux milieux judiciaires, ils semblent confirmer qu'on y associe chômage et délinquance. Or, par définition, ces milieux sont confrontés à des "délinquants", c'est donc bien à un renversement des termes que l'on assiste car si les jeunes délinquants en cause sont peut-être souvent chômeurs, peut-on en déduire que les jeunes chômeurs seront délinquants?

Dès lors, Walgrave et ses collègues estiment que pour étudier le lien éventuel entre chômage et délinquance, il importe de :

" 1. Approcher ce problème d'une façon nuancée et en tenant compte de la complexité culturelle et subjective de deux phénomènes:

2. S'orienter sur les mécanismes sociaux et subjectifs qui pourraient contribuer à la relation étudiée afin de pouvoir indiquer des possibilités de l'éviter;

3. Problématiser aussi la réaction sociale envers le chômage et la délinquance parce qu'elle pourrait jouer un rôle essentiel dans les points 1. et 2." (Vettenburg, Walgrave, 1983).

Renonçant aux approches statistiques ou à l'analyse des dossiers de police et judiciaires, ces chercheurs pensent que c'est par des enquêtes de terrain et un contact direct avec les jeunes qu'il faut tenter d'aborder ces questions.

Cet aspect de leur démarche est à relever dans la mesure où il semble peu répandu dans la tradition de la recherche en criminologie.

A partir des résultats enregistrés, s'élabore ainsi "une théorie dynamique pour comprendre pourquoi les jeunes des couches défavorisées risquent de commettre plus de délits, des délits plus graves et d'en continuer après l'adolescence" (Walgrave, Vettenburg, 1985).

Bien que se livrant à une approche de type étiologique, WALGRAVE et VETTENBURG vont tenter "d'échapper aux critiques émises envers la criminologie étiologique traditionnelle en tenant compte de deux propos essentiels de la tendance critique de la criminologie actuelle, c'est-à-dire :

- la définition, le contrôle et le traitement de la délinquance juvénile ne se produisent pas sur un terrain neutre, mais dans un contexte social d'inégalité de pouvoir et de déséquilibre dans les relations sociales. A plusieurs reprises, il a été montré que les définitions et les opérationnalisations des concepts tels que "l'enfant en danger" et "délinquance juvénile" sont imprégnés de l'idéologie bourgeoise, que la sélectivité policière et judiciaire fonctionne au détriment des classes inférieures, etc.;

- la réaction sociale informelle et formelle envers des situations et des comportements non-conformes peut résulter en un renforcement et une persistance de ce non-conformisme. C'est en fait le message principal des approches de l'étiquetage dont les premières formulations étaient peut-être trop simplistes, mais dont les approfondissements interactionnistes trouvent des soutiens empiriques;

- Pour intégrer ces deux propos dans notre approche étiologique, nous ferons appel au concept de vulnérabilité sociétale. Cette notion fait référence à la position sociale structurelle des vulnérables, mais aussi aux interactions vulnérantes. Ainsi, nous allons essayer de démontrer l'interdépendance des différents niveaux théoriques".

Si pour les auteurs la relation entre vulnérabilité sur le marché de l'emploi et délinquance n'est pas établie par contre, l'échec scolaire semble quant à lui jouer un rôle prépondérant dans un processus qu'ils résument comme suit :

"Nous avons distingué deux types de délinquance juvénile : un type moins grave et transitoire, lié à l'âge d'adolescent, un type plus grave et persistant constaté surtout parmi les jeunes situés à l'extrémité inférieure des classes sociales.

Nous avons voulu comprendre ce deuxième type par l'élaboration d'une théorie qui se voulait intégrative des différents niveaux macro, méso et microsociologiques et psychologiques.

La notion centrale était celle de la vulnérabilité sociétale : elle voit la relation entre les jeunes et les institutions sociétales en dynamique et dans une interaction de significations culturelles; elle reconnaît les bases structurelles de cette dynamique, mais elle essaie de rendre ces structures vivantes; elle cherche la liaison avec les niveaux micro-sociologiques et psychologiques, mais elle interprète ces données dans un cadre plus large.

Au fur et à mesure que la vulnérabilité sociétale est plus grande, l'organisation sociale est moins adéquate, ce qui augmente le risque de manquer les offres positives et de subir surtout les contrôles et les sanctions négatives de la part des institutions sociales.

Au fur et à mesure que ce risque s'actualise, et qu'il devient une évidence acquise chez certains groupes sociaux, la distance que prend leur variante culturelle de la variante culturelle dominante s'élargit.

Cette distance définit la vulnérabilité des enfants devant l'école. Ce n'est que dans la mesure où les expériences scolaires sont mauvaises, en effet, que les jeunes risquent de manquer les liens envers la société et de s'installer progressivement dans une identité négative. A ce moment-là, ils risquent de tomber dans un groupe de camarades où la tolérance pour la délinquance est élevée. La qualité des expériences scolaires définit également, en grande partie, la vulnérabilité devant le marché de l'emploi et devant l'enregistrement policier et judiciaire.

Mais à chaque tournant de ce processus, il faut poser la question en termes de gradation et de risques. La spirale dégradante peut être interrompue par la rencontre d'un enseignant ou d'un éducateur adéquat, par l'engagement dans un emploi stable, ou par une relation affective constructive. Le vulnérable est en danger, ce qui ne veut pas dire qu'il sera fatalement touché" (Vettenburg, Walgrave, 1983).

Il appert donc que les thèmes développés par ces chercheurs sont fort voisins de ceux que nous avons à considérer. Seule la référence à l'urbain fait défaut.

S'il faut souligner à nouveau l'intérêt qu'ils manifestent pour le recueil de données empiriques et le fait qu'ils perçoivent bien la réalité sociale comme un phénomène complexe et dynamique, il nous semble que la démarche adoptée ne soit pas à la mesure de ces constats.

En effet, s'ils refutent l'existence d'un lien de causalité entre chômage et délinquance, c'est pour le reporter sur la qualité de l'expérience scolaire vécue par l'individu. En d'autres termes, ils repoussent le problème, toujours à la recherche de la source (même si celle-ci n'est pas unique) première qui prédispose à la délinquance. Certes, pour eux, si les conditions "défavorables" sont réunies, cela ne signifie pas qu'inévitablement les individus "prédisposés" deviendront délinquants. Certaines rencontres, circonstances.. peuvent l'empêcher.

Mais plus fondamentalement, même s'ils intègrent la dimension sociétale dans leur analyse, ils ne mènent pas une démarche d'analyse sociale. Leur recours à l'étiologie (même revue et corrigée), à la psychologie et la place laissée au "hasard" en attestent.

Or, il est évident que la délinquance (juvénile) et le chômage sont des constructions sociales et aussi longtemps qu'elles ne seront pas examinées comme telles, il est à parier que ce même travers sera à chaque fois rencontré.

2.2.4. Jeunes et délinquance

Si Walgrave et Vettenburg confirment que l'association délinquance - chômage est à l'oeuvre dans certains discours, nous y ajouterons une fois de plus que l'association jeunes immigrés et délinquance est aussi fort présente comme décrit plus haut (Yerkovic, 1980; Vandrooghenbroeck, 1986).

Mais il faut relever aussi que le sujet ne semble pas pour autant faire recette auprès des commanditaires publics. Ainsi, le Groupe de Recherche sur les Migrations de l'Université Catholique de Louvain a, depuis plusieurs années, un projet de recherche au sujet, notamment, des jeunes immigrés dont les dossiers ont été transmis aux Parquets.

Cette investigation s'inscrit dans une problématique plus vaste à propos de la marginalisation de jeunes issus de l'immigration qui s'insère elle-même dans la suite logique des travaux de cette équipe.

Or, ce n'est que tout récemment que, finalement, le Ministre de la Communauté Française ayant jugé le sujet intéressant, a décidé d'en financer la réalisation et le travail est en cours d'exécution.

Cette "anecdote" illustre bien le fait que les thèmes dits brûlants ne sont pas nécessairement ceux qui sont prioritairement financés. Est-ce parce qu'ils sont moins aigus qu'on ne le dit ou que certaines "rumeurs" doivent pouvoir se développer sans contradictions trop fortes. La question reste posée.

Par ailleurs, il existe bien évidemment, plusieurs formes de délinquance et si l'on examine celles qui sont - dans les textes - associées aux jeunes, on y relève les termes de : fugue des adolescents - drogue - suicide - vol - violence - vandalisme - secte - parareligieux, ... en l'occurrence des transgressions dont les caractères de gravité sont fort différenciés.

A ce propos, il n'est pas inutile de mentionner que certaines actes de délinquance sont plus particulièrement associés non pas aux jeunes inactifs mais bien à ceux qui sont encore dans les filières scolaires.

Les questions relatives à la prise de drogue, aux fugues, au vandalisme, à certaines formes de violence vis-à-vis des enseignants ou des congénères sont de plus en plus posées au niveau des institutions scolaires et font aussi l'objet de recherches et de colloques.

2.2.5. Ville et délinquance

Nous l'avons mentionné précédemment, vue sous l'angle de la recherche criminologique, l'association de ces deux termes paraît plus fréquente.

Toutefois, les travaux recensés (Bruggeman, 1985; Dewallef, 1986; Janssens, 1982; Lahaye et al., 1982; Schrevens, 1981) portent généralement sur l'analyse de statistiques ou des types de délinquances constatées en milieu urbain, et non sur la relation à établir entre ce tissu particulier et une propension à la transgression des normes.

2.3. Marché du Travail - Chômage

Les problèmes d'emploi, de chômage, d'insertion et de transition professionnelles concernent les jeunes de façon préoccupante.

Toutefois, en position relative, leur situation sur le marché du travail est globalement moins défavorable que celles des adultes privés d'emploi. En d'autres termes, il apparaît que la vulnérabilité des jeunes se concrétise plutôt par une instabilité de l'emploi alors que celle des plus âgés prend la forme de l'enlèvement dans le chômage. Ces tendances globales ne doivent toutefois pas cacher le fait que la croissance du nombre de chômeurs de longue durée chez les jeunes et chez les adultes est considérable.

Avant d'examiner les travaux qui abordent ces diverses questions relatives au chômage des jeunes, il semble indispensable de préciser quelles sont les principales caractéristiques de la législation du chômage en Belgique.

Toute personne qui perd involontairement son emploi et qui peut justifier d'une certaine durée de travail (qui varie de 150 à 600 jours selon l'âge) a droit au bénéfice des indemnités de chômage.

Tout jeune qui termine ses études et qui s'inscrit comme demandeur d'emploi percevra (s'il est toujours sans emploi et après une période qui varie de 75 à 300 jours selon l'âge) des indemnités appelées "allocations d'attente".

Le bénéfice des indemnités est illimité. Le montant des allocations perçues (qui représente au maximum un pourcentage d'un salaire de référence plafonné) varie dans le temps (il sera dans certains cas réduit une première fois après 12 mois, ensuite au plus tôt 6 mois plus tard une deuxième fois) et selon la qualité (chef de ménage, isolé ou cohabitant) du bénéficiaire.

L'on peut toutefois être suspendu ou perdre définitivement le droit aux allocations de chômage, notamment si l'on commet des infractions à la législation (travail au noir, indisponibilité sur le marché du travail, refus d'un emploi ou d'une formation professionnelle,...) ou pour cause de chômage anormalement prolongé.

Enfin, pour ce qui a trait aux jeunes, signalons que tous n'ont pas accès aux allocations d'attente, même s'ils remplissent les conditions requises. Certains étrangers (les ressortissants marocains par exemple) sont dans ce cas et ce, parce qu'il n'existe pas en la matière un accord de réciprocité entre la Belgique et le pays d'origine.

Généralement, les études qui traitent du chômage portent sur les chômeurs complets indemnisés. C'est donc bien à cette catégorie administrative qu'elles renvoient et non à la notion plus vaste d'actif privé d'emploi.

Dans l'ensemble, il est frappant de noter combien les thèmes de l'insertion et de la transition professionnelle sont peu abordés. Or, depuis la crise, ces questions ont acquis une importance considérable et devraient constituer une préoccupation prioritaire en matière de recherche.

La situation actuelle a pour effet d'allonger et de complexifier encore les phases de transition entre l'école et le travail. Simultanément, la distance entre école et travail est accentuée par le manque de débouchés professionnels. Dès lors, la crise de l'emploi, c'est aussi celle de l'école et toute réflexion sur l'adéquation entre la formation et l'emploi ou sur l'alternance sont à réinscrire dans le champ de la transition professionnelle (Alaluf, Vanheerswynghels, 1986).

En outre, la transition professionnelle ne se limite plus à la seule insertion en début de carrière. Elle concerne en fait toutes les catégories de la population, au terme de la scolarité mais aussi à chaque perte d'emploi ou suite à l'abandon temporaire de la vie professionnelle. Il ne s'agit donc plus seulement d'une préoccupation qui concerne essentiellement et uniquement les jeunes.

C'est bien dans cet esprit que, pendant quelques années, la Communauté Française a financé des travaux sur l'insertion qui ne portaient pas uniquement sur des groupes de jeunes.

A titre d'illustration, cette expérience d'articulation entre études et réalisations concrètes nous paraît intéressante à signaler. Ce type de démarche n'est cependant pas très répandu.

Pendant quelques années, la Communauté Française, en fonction de priorités qu'elle s'était données, a essayé de financer de manière soutenue certaines initiatives.

La procédure suivie a été la suivante. Dans un premier temps, des projets de recherche privilégiant l'observation participante et la concrétisation d'initiatives expérimentales furent subventionnés.

Après cette phase d'investigation et sur la base des résultats livrés par ces travaux, des réalisations concrètes et plus durables ont été mises en place et elles ont, dans le but d'assurer leur fonctionnement, bénéficié de subsides permanents.

Ces conventions ont été accordées à diverses associations qui s'occupaient d'insertion professionnelle, d'alphabétisation, de la reconversion de jeunes agriculteurs, de la formation de jeunes en rupture scolaire ou de ceux qui sont soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, de groupes d'immigrés...

L'intérêt de ces démarches, au-delà de la réussite et de la pérennité de ces initiatives, résidait à la fois dans le fait que des préoccupations d'ordre culturel étaient resituées dans un cadre plus large, que les liens ont été établis entre diverses sphères de l'activité social : emploi, formation, mode de vie... et bien sûr que les retombées des études menées ont été tangibles et immédiates.

2.3.1. Le chômage des jeunes

Si l'on examine plus en détail les travaux qui traitent du chômage en général et de celui des jeunes plus précisément, il faut tout d'abord se remémorer que ceux-ci concernent pour l'essentiel des chômeurs complets indemnisés comme évoqué plus haut.

Il s'agit donc d'études qui portent sur des groupes de population importants qui, bien que privés momentanément ou plus durablement d'emploi, ne sont pas parmi les catégories les plus marginalisées de la population.

En effet, l'on peut affirmer que, d'une certaine manière, le fait d'émarger au chômage complet indemnisé constitue en quelque sorte un premier échelon d'accès au dispositif de la transition professionnelle.

Les recherches effectuées porteront tout d'abord sur des aspects statistiques de l'évolution du chômage (De Mulder, 1980; Leroy, Godano, 1986; O.N.Em., 1986) ou sur l'analyse de sa dynamique, de sa mobilité, de sa sélectivité (Lux, 1980 - 1980/81, 1982; Tollet, 1981; Desmarez et al., 1985).

L'importance de ces travaux est à relever. Ils sont pour l'essentiel menés en dehors des organismes officiels chargés de la diffusion des données statistiques, ils tentent donc de pallier les carences d'informations relatives au marché de l'emploi bien connues en Belgique. Ils contribuent donc à mieux cerner les dynamiques à l'oeuvre dans le fonctionnement du marché du travail, base indispensable à sa compréhension.

Dans leur prolongement et bien que débordant du cadre strict du chômage, les études à propos des mécanismes de répartition par types de diplôme de la population active occupée contribuent également à améliorer cette perception (Alaluf, 1974; Alaluf, De Schutter, 1981; Breuse, Ossandon, 1984; Meunier, 1985; Ossandon, Canieau, 1977, 1980; Stroobants, 1981; Vandeville, Lux, 1977, 1978).

Pour ce qui concerne les approches plus qualitatives du chômage des jeunes; les préoccupations vont de la vie quotidienne ou du vécu des jeunes chômeurs (Alaluf et al, 1983; Challe, 1977; Chômage de longue durée, 1986) à la mise en évidence des origines éventuelles du chômage (Desmarez, 1984; Leroy, Godano, 1986; Litt, 1980; Tollet, 1981; Verly, 1986; Desmarez et al, 1985) en passant par les effets d'ordre psychologique ou sociaux de l'inactivité

éventuellement prolongée (Challe, 1977; Charlier, Marquet, 1986; Chômage de longue durée, 1986; Alaluf et al, 1983; Annales Cardijn, 1986; Sauvaget, 1984) et par les responsabilités ou interpellations de certains groupes sociaux (Vie Ouvrière, 1984).

L'attitude des jeunes, actifs ou chômeurs, face à la valeur travail ou aux institutions, est également un sujet de préoccupations répandu (Burniat et al, 1984; Georges et al., 1981; Molitor et al., recherche en cours; Reszohazy, 1984; Ruquoy et al., 1986).

Tous ces travaux se distinguent toutefois nettement si l'on examine de plus près la démarche qu'ils adoptent.

Dans l'ensemble, les études relatives aux attitudes et comportements des jeunes face au travail n'intègrent que de manière très limitée les références au système de production et au fonctionnement du marché du travail. Autrement dit, les observations portent sur les comportements sans qu'ils ne soient systématiquement reliés à la situation d'emploi concrète des personnes concernées. Dès lors, le risque d'arriver à des interprétations individuelles dans l'explication des origines du chômage ou d'intégrer des considérations d'ordre psychologique dans celles-ci est souvent présent.

Cette propension est moins à l'oeuvre dans les approches que nous avons classées abusivement dans la catégorie "quantitative" dans la mesure où les faits sont analysés comme phénomènes collectifs et où la sélectivité du marché du travail, vue comme rapport social est mise en avant.

Il faut noter que le thème de la délinquance n'émerge pas dans ces travaux. S'il existe un discours - comme évoqué par Walgrave et Vettenburg - alliant insécurité, délinquance et chômage, on ne le retrouve pas à l'oeuvre ici.

Par ailleurs, si l'on s'intéresse aux "discours" qui circulent à propos des chômeurs et des jeunes sans emploi; c'est plutôt sur les manques de motivation au travail que l'on insiste; ou sur la perte de certaines valeurs du monde adulte. On parle aussi beaucoup des carences de la formation des jeunes qui expliquerait leur écartement de l'emploi.

Le risque d'explosion sociale que certains associent à la marginalisation des jeunes et des moins jeunes est certes soulevé par des praticiens ou des chercheurs. Si l'on suppose qu'il peut exister, il faut bien constater

qu'il ne semble pas pour autant sensibiliser les décideurs. Certaines mesures d'exclusion du chômage, du système scolaire, de l'emploi voire de l'aide sociale se prennent régulièrement alors qu'elles ne font qu'accumuler les facteurs de marginalisation. Et à l'inverse, bien des initiatives prises pour contrecarrer ces processus ne bénéficient ni d'une stabilité financière, ni d'un encadrement en personnel stable.

Le nombre, les caractéristiques de ces personnes marginalisées sont d'ailleurs très mal connus. Et si l'on traite de nos jours de nouveaux pauvres ou que l'on se lance à corps perdu dans des opérations de solidarité ou dans la mise sur pied de restos du coeur, peu d'informations systématiques sont livrées à propos des groupes d'individus concernés.

Cependant, en examinant l'ensemble des dispositifs relevant de la transition professionnelle créés au cours des dernières années, on note dans l'exposé des motifs que tout au contraire, ceux-ci se veulent un remède à la marginalisation, à l'enlèvement dans l'inactivité, à l'exclusion professionnelle.

Pourtant, les résultats observables de l'application de ces mesures ne semblent pas réellement aller dans cette voie. En effet, au sein de la transition professionnelle s'opère une sélectivité qui vient, en quelque sorte, renforcer celle qui est à l'oeuvre sur le marché de travail.

Il est vrai que, de manière explicite, certains font référence à une génération de travailleurs sacrifiés (les adultes ?) ou de jeunes, tellement peu formés et insérés que toute initiative vis-à-vis d'eux est perdue à l'avance (voir à ce propos : Hansenne, 1986).

2.3.2. La transition professionnelle

Les diverses mesures qui participent à cet ensemble recouvrent des modalités différentes et des champs d'intervention spécifiques.

Les mesures concernent :

- le statut des personnes - accès à l'assurance chômage;
- des actions touchant les personnes à (ré)insérer : placement, prolongation de la scolarité, formation...;
- des initiatives de mise au travail sous des statuts particuliers;
- des obligations contractuelles d'embauche en compensation de la modération salariale;
- des incitants à l'embauche (exonération de charges patronales,...);
- des incitations à la création individuelle d'emploi : prêt subordonné aux chômeurs;
- des modifications légales qui affectent la durée du travail (temps partiel, intérim, pré-retraite, contrats à durée déterminée, interruption de la carrière professionnelle...).

Toutes ces mesures visent donc bien à organiser une certaine redistribution du travail et à assurer une certaine mobilité parmi les actifs privés d'emploi, mais certaines d'entre elles - comme la prolongation de la scolarité obligatoire à temps partiel jusqu'à 18 ans - visent de manière précise ce groupe de jeunes qui, de manière jugée précoce (de nos jours) avait tendance à se présenter sur le marché de l'emploi et qui connaîtrait des difficultés d'insertion.

Mais, comme nous l'avons signalé plus haut, peu de travaux de réflexion sur le sens même de ce dispositif, ni sur les critères pour l'évaluer, sont financés.

Ce constat est à resituer dans un effort insuffisant de recherche sociale général; mais aussi, comme déjà évoqué plus haut pour ce qui a trait à la délinquance, à une propension à ne pas approfondir des thèmes dont "on" dit qu'ils sont préoccupants. On laisse donc le champ libre à l'élaboration de discours qui restent à tant d'égards tronqués et sans fondement puisqu'ils ne seront presque jamais confrontés aux résultats de travaux qui pourraient fournir une lecture de la réalité sociale plus nuancée, plus complexe.

Si l'évaluation de la portée des mesures évoquées ci-dessus est chose rare, elle s'avère difficile pour celui qui l'entreprend car les statistiques précises qui les concernent font cruellement défaut. Mais, plus fondamentalement, le débat n'a jamais été mené sur les critères à l'aune desquels se jugeraient ces initiatives.

Si par exemple c'est le relèvement du niveau de formation initiale des jeunes qui est recherché, on peut estimer que ce rôle n'incombe pas aux mécanismes de la transition mais à l'enseignement initial. Dans cette optique, toutes les formules relevant de la scolarité obligatoire mériteraient d'y être intégrées. Les actions formatives des dispositifs d'insertion devraient, quant à elles, s'adresser aux actifs inoccupés et recouvrir des contenus et des modalités adaptées aux situations particulières qui sont les leurs : recyclages, réorientations, remise à niveau...

Par contre, si c'est par rapport à un objectif d'insertion professionnelle que l'on pose l'évaluation, celle-ci doit cependant être bien resituée dans le système économique qui est le nôtre.

En effet, on ne peut faire supporter par les dispositifs de transition la lourde responsabilité de combler les déficits d'emplois, c'est là l'affaire du monde économique et des pouvoirs publics. Si des emplois sont créés suite au développement et aux évolutions de certains de ces initiatives, le résultat est appréciable mais il sera toujours limité en nombre et il ne peut servir d'étalon pour mesurer l'efficacité des autres actions menées.

L'objectif de (ré)insertion peut aussi être conçu dans une optique différente et plus large visant à ramener dans une dynamique sociale et professionnelle le plus grand nombre possible de personnes qui courent le risque d'en être définitivement exclues.

Car, en effet, si n'importe quelle mesure d'insertion est, à titre individuel, souvent positive pour celui ou celle qui en bénéficie, il n'en reste pas moins, comme dit plus haut, que, dans l'ensemble, on y voit à l'oeuvre une sélectivité qui ne fait que confirmer la marginalisation de certains groupes de travailleurs.

L'intérêt pour certains aspects de la transition professionnelle est présent dans divers travaux mentionnés ici: - Accès à la formation professionnelle de certaines catégories de travailleurs comme les immigrés (Bastenier et al., 1982; Messiaen, 1982; Rea, 1985) ou évaluation des initiatives particulières de formation à l'intention de publics défavorisés et infra scolarisés (Verniers, 1982; Defis, 1984; Demunter, Verniers, 1984) ou à l'inverse, accessibles à ceux qui possèdent déjà un bagage scolaire certain (Beaussart, 1986; Delcourt, 1984);

- Description et évaluations de certaines initiatives ponctuelles telles que les cellules de formation-reconversion, la campagne d'alphabétisation de masse dans la Communauté française, l'expérience de la FUNOC à Charleroi, de R.T.A. à Namur, de DEFIS à Bruxelles, de l'initiative des Ateliers Régionaux de la Région Wallonne (Olivier, 1983; Leduc, 1983; Georis, 1983; Lacrois, 1983; Messiaen, 1987);

- Approche plus globale de l'ensemble du dispositif et tentative d'estimations quantitatives de leur portée (Alaluf, Vanheerswynghels, 1986; Vanheerswynghels, 1986).

2.3.3. L'alternance

Dans le cadre notamment de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et face à la multiplication de l'offre de formation visant à favoriser l'insertion professionnelle, nombre de travaux concernent les diverses modalités de mise en oeuvre de ces initiatives qui sont assimilées hâtivement et à tort à une formation en alternance.

La crise s'est en effet traduite par un déficit important de l'emploi et de modifications des conditions dans lesquelles il s'exerce et par un accroissement spectaculaire du chômage. Cette situation a provoqué l'émergence de mesures et d'initiatives qui touchent à la formation et dont la mise en oeuvre relève d'acteurs sociaux divers.

Ce développement de l'offre de formation est à resituer dans un contexte où :

- la privation d'emploi a été et est encore bien souvent présentée comme la résultante d'une formation inadéquate ou déficiente. Dès lors, toute action visant à l'insertion ou la réinsertion d'actifs inoccupés a toujours comporté un volet plus ou moins important de formation. Dans la majorité des cas, et même lorsque ces initiatives émanent d'organismes relevant de la sphère de l'Education Permanente, la formation dispensée vise une finalité professionnelle et ce, d'une manière très explicite.

C'est dans la même tendance que nous situerons la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Elle concerne en fait les jeunes qui auraient quitté l'enseignement initial sans un bagage de formation jugé suffisant, alors que ses modalités de mise en oeuvre comportent un volet de stage en entreprise dont nous pourrions faire l'hypothèse qu'il pourrait constituer l'élément prépondérant d'une éventuelle insertion professionnelle. L'allongement de la durée de l'obligation scolaire est intervenue alors que les statistiques tendent à montrer que les taux d'activité des moins de 20 ans étaient en diminution sensible (voir à ce propos : Leroy, Godano, 1986) et ce, essentiellement à cause d'une hausse "spontanée" de la scolarisation de ce groupe d'âge. Dès

lors, même si l'extension de l'obligation scolaire a parfois été présentée comme une volonté de retarder la prise de l'emploi des jeunes de moins de 18 ans, son effet statistique est relativement limité.

On remarque que pour une part importante, des organisations d'Education Permanente investissent le champ de la formation professionnelle et que pour ce qui concerne la prolongation de la scolarité, celle-ci s'appuie largement sur des activités de stage à réaliser dans les entreprises.

- Les formations professionnelles réalisées depuis plusieurs années par l'Office National de l'emploi (O.N.Em.) qui avaient pour but d'ajuster les offres et les demandes de travail ont toujours été évaluées, au plan de leur qualité et de leur efficacité, par leur capacité à "placer" les stagiaires. Dès lors, il était normal que les candidats à de telles formations soient de plus en plus nombreux et que l'O.N.Em. - dont ni les objectifs de formation, ni les moyens mis à sa disposition n'ont été fondamentalement adaptés à l'évolution du chômage - ait réagi notamment en intensifiant ses critères de sélection, en limitant, dans certains cas, l'accès aux F.P. aux seuls chômeurs complets indemnisés ou aux travailleurs occupés en entreprise.

C'est un des facteurs (mais certainement pas le seul) qui explique que de plus en plus d'actifs privés d'emploi, éventuellement soucieux de se former, mais surtout désireux de (re)trouver du travail se sont trouvés exclus et des circuits de placement et des circuits de formation "officiels", "classiques", "traditionnels", on peut les appeler comme on le veut. C'est également une des raisons qui expliquent que des structures situées hors des lieux d'enseignement et/ou de formation aient choisi - ou se sont vues quasi contraintes - de s'orienter vers des initiatives de formation/(ré)insertion professionnelle.

- La croissance du chômage d'une part et les effets de la sélectivité des entreprises vis-à-vis des demandeurs d'emploi d'autre part qui se traduisent pour les uns par l'instabilité de l'emploi et la précarisation des statuts, pour les autres par l'enlèvement dans le chômage ou par l'exclusion du bénéfice des allocations de chômage ont provoqué la mise en place d'initiatives diverses qui sont à rattacher aux dispositifs de la transition professionnelle. Elles concernent aussi bien les jeunes que les adultes.

L'organisation de ces dispositifs repose soit directement soit par le biais de subventionnements, sur les pouvoirs publics. Le caractère indifférencié de certaines de ces mesures qui les mène à reproduire les traits sélectifs du marché du travail, a suscité l'émergence d'initiatives "privées" (qui, d'une manière ou d'une autre relèvent toujours d'aides ou de financement publics, leur caractéristique principale étant souvent d'être elles-mêmes très précaires) de formation/réinsertion dont le but avoué - atteint ou non - est de s'adresser à ceux qui sont les plus marginalisés sur le marché de l'emploi.

- L'objectif essentiel et prioritaire de la majorité de ces structures de transition est la (re)mise au travail d'un nombre le plus élevé possible de demandeurs d'emploi.

Il s'ensuit que, face à une demande de (ré)insertion professionnelle soutenue et pour répondre également à des situations d'exclusions en cascade, les dispositifs de formation relevant de la transition professionnelle sont amenés à se multiplier.

- Enfin, on rappellera que tout cet ensemble se met, tant bien que mal, en place sur fond de modifications institutionnelles qui impliquent des transferts et/ou des partages de compétences entre pouvoirs national, communautaire, régional.

L'historique de la pratique pédagogique de l'alternance - dite nouvelle - est abordée par Pjetri (1987), alors que le fonctionnement des Centres d'Enseignement à horaire réduit a été évalué, dans son propre réseau, à la demande de l'Enseignement Catholique (Le Grain, 1985;). Ces pratiques dites d'alternance sont également resituées dans un contexte où l'on constate que, notamment, la capacité et la volonté d'accueil des jeunes dans des entreprises est relativement limitée, que les employeurs ne désirent pas assumer une co-responsabilité dans la formation initiale des élèves et où les structures mêmes, dans et hors de l'enseignement, qui doivent accueillir ces jeunes sont elles-mêmes confrontées à des conditions de fonctionnement fortement précaires.

De même, l'absence de toute certification à l'issue du passage dans ce type de structure et des ambiguïtés certaines à propos du statut des jeunes qui les fréquentent ont été maintes fois évoquées. Ne prouvent-elles pas une fois encore que certaines formes de relégation ou d'exclusion relèvent d'un fonctionnement social complexe ? Plus "adéquat" qu'il ne paraît à première vue ? (Voir à ce propos : Le Grain, 1985; Alaluf, Vanheerswyngheles, 1986).

2.3.4. Des processus de marginalisation

Dans les parties qui précèdent, nous avons évoqué comment les mécanismes de sélectivité à l'oeuvre sur le marché du travail et dans le champ de la transition professionnelle engendraient des processus de marginalisation de certains groupes.

Ceux-ci, au travers des études recensées, sont souvent identifiés soit à des populations d'immigrées et/ou à des jeunes en général.

La mise en évidence du rôle économique joué par la main-d'oeuvre d'origine étrangère a été analysée par plusieurs auteurs (Martens, 1976, 1982; Panciera, 1981;...), mais les mécanismes de marginalisation dont peuvent être victimes ces travailleurs ou leurs enfants sont également mis en lumière (Bastenier, 1982; De Schutter, 1980; Rea, 1985).

Plus largement cependant, des écrits dénoncent l'exclusion scolaire et professionnelle (G.A.C.P.C., 1982; Litt, 1980; Verly, 1986) qui touchent certaines catégories de la population.

D'autres, tout en posant également un diagnostic en ce sens, font les bilans d'initiatives existantes visant à enrayer ces mécanismes. Il s'agit dès lors de l'ensemble des expériences menées tant au sein de structures telles que les C.E.H.R. mais surtout toutes celles qui sont apparues dans les mouvements associatifs et dans les organismes relevant de la sphère de l'Education Permanente.

Nombreuses sont celles qui associent dans leurs démarches les organisations syndicales représentatives des travailleurs, d'autres tentent d'intégrer dans ce type d'expérience des employeurs ou des représentants du monde patronal (voir à ce propos : Demunter, Verniers, 1984; Defis, 1984; L'Atelier Marollien, l'Apaji, Le Centre des Etangs Noirs, 1986; Salinas, Depuydt, 1987).

Rappelons toutefois que la plupart de ces expériences se développent dans un contexte de précarité et d'instabilité évident.

Or, il est indéniable que la situation de ces individus - jeunes ou non - exclus de l'école et de l'emploi est et reste tout à fait préoccupante et les réponses institutionnelles à ce problème restent ponctuelles ou limitées (à cause parfois de la fragmentation des compétences du Ministre de Tutelle).

CONCLUSIONS

Nous avons donc tenté de répondre à la mission proposée en analysant les travaux sur les thèmes "Jeunes chômeurs, délinquance et milieu urbain" et nous l'avons maintes fois répété tout au long de ces pages, ces questions ne sont pas simultanément traitées dans le champ scientifique mais elles sont par contre présentes dans certaines rumeurs ou discours, qui prennent en l'occurrence à chaque fois des formes assez particulières.

Pour diverses raisons que nous avons également mentionnées, ces problématiques, même prises une à une, sont difficiles et délicates à traiter. Dès l'abord, des considérations d'ordre méthodologique surgissent et la définition même des concepts va s'avérer déterminante pour l'analyse.

Selon que les questions du chômage et de la délinquance par exemple vont être considérées comme des manifestations que l'on peut examiner hors contexte qui seront dès lors circonscrites en tant que telles; ou que l'on va les aborder comme étant affectées par le contexte économique et social dans lequel elles se constituent, les orientations des travaux seront divergentes.

En schématisant, dans la première option, il sera loisible de chercher à identifier les traits, les caractéristiques, les dispositions, les tendances ... qui mènent ou peuvent prédisposer au chômage ou à la délinquance et, l'accent portera sur des considérations individuelles, ipsychologiques, culturelles, de même le recours à des schémas explicatifs empruntés à d'autres sciences sera plus volontiers opéré tout en accentuant l'écart avec la démarche sociologique.

La deuxième option laisse, quant à elle, place à une analyse sociale des faits et oblige à considérer comment des catégories de population se retrouvent dans des situations de chômage ou commettent des actes qualifiés de délinquants. Cette démarche met en lumière l'enchevêtrement de la dynamique sociale et n'apporte certes pas des réponses univoques à des situations complexes.

Concrètement, si l'on examine la position des jeunes dans l'emploi, on constate que l'offre de travail à leur égard s'est rétrécie, mais que simultanément leurs taux d'activité ont diminué. Leur chômage résulte donc bien des pertes d'opportunités de travail et non d'une poussée démographique, de l'accroissement des flux de sortie des

diplômés ou de quelques autres prédispositions liées à leur classe d'âge. Les jeunes ne refusent pas l'emploi mais sont utilisés comme une main-d'oeuvre de mobilité et certains d'entre eux connaissent une grande instabilité professionnelle. Cette description globale ne peut ignorer cependant les risques d'enlèvement dans le chômage qu'une part grandissante d'entre eux connaît.

Des études plus qualitatives ont aussi montré combien l'aspiration à un emploi stable et classique était réelle pour eux.

La situation particulière des jeunes sur le marché du travail, elle est d'ailleurs moins neuve qu'on ne l'avance parfois, résulte bien du fonctionnement et de la sélectivité qui s'exerce vis-à-vis d'eux sur le marché de l'emploi.

D'autre part, les traits caractéristiques de ces jeunes chômeurs ne se distinguent pas nettement de ceux de leurs congénères au travail.

Il est dès lors, dans une approche globale, possible de montrer selon quels types de mécanismes se réalise la gestion de la main-d'oeuvre juvénile. Car, en dehors de leurs passages dans l'emploi, on voit aussi que certains restent ou sont maintenus dans le système scolaire, d'autres bénéficient de l'application des mesures de transition professionnelle, d'autres encore se retrouveront dans les structures d'accueil plus informelles ou nulle part. Mais l'ensemble de ces dispositifs est lui-même fluctuant. Il va s'adapter au gré des modifications du système productif et des rapports de force des groupes sociaux en présence.

Il s'agit donc bien de faits qui relèvent de rapports sociaux. D'ailleurs, le fait que bien des "discours" menés sur les jeunes aient également, mot pour mot parfois, été portés sur les femmes devraient inciter à plus de prudence dans les interprétations.

Ces discours, précisément, ont pour effet de stigmatiser la situation de chômage vécue par ces jeunes. Ils les culpabilisent car ils sont "mal" formés ou quand ils sont "bien" formés car ils ont choisi la mauvaise orientation scolaire, celle qui, malheureusement, ne peut mener qu'au chômage. (Ce thème a d'ailleurs fait l'objet d'une récente campagne publicitaire, financée par le Ministre compétent pour l'Education Nationale dans la Communauté Française à la radio et à la télévision. Il s'agissait de séquences destinées aux filles qui leur expliquaient que pour accéder à l'emploi, elles devaient, à l'avenir, choisir de meilleures orientations professionnelles, plus "masculines" en l'occurrence).

Ils leur reprochent d'être peu désireux de travailler, de refuser certains emplois, de se complaire dans l'inactivité. Ils présentent aussi les jeunes comme aspirant à une grande mobilité, à des changements fréquents d'emplois qui ne seraient que des opportunités pour renforcer leur expérience et leur compétence professionnelle.

Ces allégations, finalement, rendent les jeunes coupables d'une situation que, majoritairement, ils subissent. Elles attribuent précisément au comportement et aux caractéristiques individuels, l'origine d'une situation d'emploi précaire et tout naturellement elles impliquent qu'une issue favorable à cette situation vécue par tous ne surviendra que grâce à la somme des efforts individuels de chacun et non par le biais d'initiatives volontaires globales.

Simultanément, on cantonne les jeunes dans la fonction économique qui leur est dévolue et on excuse a priori l'éventuel manque d'efficacité et le caractère disparate des mesures de promotion de l'emploi tout en éludant le rôle joué par les entreprises dans la mise en oeuvre de la gestion de la main-d'oeuvre et de la politique de l'emploi.

La rumeur persistante à propos des immigrés, source d'insécurité et de délinquance (assimilés aux "barbares" qui ont provoqué la chute de Rome, ainsi que l'a déclaré récemment l'actuel Ministre de l'Intérieur) est également révélatrice de la fonction bien précise qui est assignée à la main-d'oeuvre immigrée.

En effet, alors que l'immigration est officiellement arrêtée depuis 1974, que l'(absence) de politique en la matière en Belgique a encouragé (pour des considérations d'ordre démographique mais aussi morales) une immigration de peuplement en favorisant le regroupement familial, que les immigrés dans leur grande majorité se sont stabilisés ici et que la troisième génération est déjà présente, l'on constate que les discours sur l'insécurité qu'ils provoquent connaissent une vigueur non entamée.

C'est qu'à côté de sa fonction démographique, l'immigration remplit surtout et d'abord une fonction économique générale et structurelle de main-d'oeuvre de réserve.

Or, le profil sociologique de la population immigrée et surtout celui de la deuxième génération s'est modifié et la concurrence potentielle entre ceux-ci et les autochtones s'est exacerbée. Ces jeunes ne sont plus aussi différents des Belges mais surtout ils ne désirent plus occuper les mêmes emplois que leurs parents.

Dès lors, l'accentuation de la crise qui frappe tous les niveaux de la population a révélé la fonction idéologique de l'immigration utilisée comme instrument de diversion au service de la logique du bouc émissaire.

C'est donc bien par un détour qui insiste fortement sur des différences culturelles, religieuses, des pratiques et comportements trop éloignés qui tous mettent en péril notre société dans son intégrité même, que ces discours renvoient fondamentalement les immigrés à leur fonction première, la seule qu'ils puissent exercer : être une main-d'oeuvre de réserve.

Il serait possible de tenter le même exercice sur l'association chômage et délinquance révélée par des chercheurs en criminologie.

Il nous paraît donc important, face à de telles assertions, de ne pas les traiter termes à termes mais bien de montrer qu'elles soulèvent des questions qui renvoient à d'autres problématiques, qu'elles intègrent une analyse fallacieuse qui ne prend pas en compte les faits concrets tels qu'ils se manifestent, qu'elles ont une fonction politique et idéologique. Une telle démarche n'est pas seulement valable pour contrer les rumeurs; elle a également sa place dans le travail de recherche.

BIBLIOGRAPHIE (BELGIQUE)

A) Milieu urbain - Logement

1. Alaluf, Mateo
Ségrégation urbaine et seuil d'intolérance
In: Tribune Immigrée, (avril-mai-juin 1981)1, pp. 3-6
2. Bruggeman, W.
Géographie criminelle
In: Revue de la Gendarmerie, (1985)99/1, pp. 31-36
3. Campanelli, Vittorio
Conditions de logement des travailleurs non belges à
Bruxelles -
Description, analyse, propositions - Agglomération de
Bruxelles
Bruxelles: Colloque "Bruxelles et ses non Belges",
28 et 29 mars 1981, pp. 57-67
4. Delcourt, J.
Le logement des travailleurs migrants, un cas
d'imprévoyance sociale
Bruxelles: C.E.E. 1977
5. Dewallef, Y.
Bruxelles, Ville dangereuse ?
In: R.D.P., (février-mars 1986)2-3, pp. 245-254
6. Douvalis, Maria
Le logement des immigrants
Bruxelles: C.E.P.E.C., avril 1983, rédigé à la demande du
Ministère de la Communauté Française, 82 pp.
7. Janssen, Christiane
Criminalité urbaine
In: R.D.P., 10e Congrès International de Défense Sociale,
Thessalonique, 28 septembre 1981-2 octobre 1981, (mars 1982)
2, pp. 225-236
8. Lahalle, Annina.
La délinquance des mineurs étrangers à Schaerbeek
(Belgique)
Bruxelles: Vaucresson 1981, 253 pp.
9. Lahaye, Nicole; Lempereur, Nicole; Janssen, Chritine
La ville et la criminalité
In: R.D.P., (mars 1982) 3, pp. 201-224
10. Les jeunes et leur environnement urbain
Bruxelles: Sondage INUSOP 1985, effectué à la demande de la
Fondation Roi Baudouin

11. L'Enfant dans la Ville - Actes du Congrès International, Bruxelles, 3-4-5 octobre 1979 Bruxelles: Ligue bruxelloise francophone pour la Santé Mentale, 1979, 368 pp. + annexes

12. Martens, Albert
Marché du logement. Rapports des pouvoirs, transmission de ceux-ci et associations de locataires, Bruxelles, Institut National du Logement, Journée d'Etude, 17 décembre 1980

13. Noël, Françoise
Le logement des immigrés à Bruxelles.
Quelques réflexions à partir d'un constat
Bruxelles: Institut de Sociologie, Université de Bruxelles, rapport interne.

14. Noël, F.
Le logement des immigrés à Bruxelles
In: Annales de l'Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, (1983), pp. 178-199

15. Panciera, Sylvana
Travailleurs immigrés et ségrégation urbaine. Comment faire de cette marginalité un moment vers une nouvelle morale collective
In: Demain, les Villes ? Essai de réflexion prospective, Fondation Roi-Baudouin, Bruxelles, 1982, p. 326

16. Panciera, Sylvana; Pievoets-Quivy, M.
Les travailleurs immigrés dans l'agglomération bruxelloise, éléments de réflexion pour l'aménagement urbain
Bruxelles: Institut des Sciences du Travail (U.C.L.), Agglomération de Bruxelles 1976

17. Remy, Jean; Voyé, Liliane
Ville, Ordre et Violence. Formes spatiales et transaction sociale
Paris: P.U.F. 1981, Coll. Espace et Liberté, 238 pp.

18. Schrevens, Raymond
La criminalité dans les grands centres
In: Revue Science Criminelle et de Droit pénal, (janvier-mars 1981) 1, pp. 43-56

19. Service Provincial d'Immigration et d'Accueil - Liège
Le logement des immigrés
In: SPIA - Documents, (juin 1981) 4, 31 pp.

20. Stroobants, Marcelle
Le logement des immigrés.
Réflexion sur les fondements de la ségrégation spatiale
Bruxelles: Comité pour l'Etude des Problèmes de l'Emploi et du Chômage (CEPEC) avril 1983, Rédigé à la demande du Ministère de la Communauté Française, 68 pp. offset.

21. Stroobants, Marcelle
Actualité du biologisme dans l'interprétation des faits sociaux. La notion de seuil de tolérance
In: Critique Régionale - Cahiers de Sociologie et d'Economie Régionale, (1984) 10-11, Bruxelles, pp. 22-69

22. Tricot, Anne
Les immigrés et la question du logement à Bruxelles
Bruxelles: Institut Emile Vandervelde 1979

B) Délinquance juvénile

23. Bouverne-De Bie, M.; Silon, L.; Sprechaert, F.
Prévention de la marginalisation chez les jeunes
Bruxelles: Programmation de la Politique Scientifique 1981, sous la direction du Prof. G. De Bock, séminaire en Laboratorium voor Jeugdwezijn en Volwassenenvorming, Rijksuniversiteit Gent, Programme national de recherches en Sciences Sociales

24. Brouwet, L.
A propos de la délinquance des mineurs d'âge
In: Stigma, (janvier 1986), pp. 2-3

25. De Schene, M.A.
La délinquance juvénile en Belgique de 1971 à 1978
Bruxelles: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 1978

26. Fonction sociale du tribunal de la jeunesse
Bruxelles: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 1979

27. Gailly, B.
Le processus de marginalisation : les institutions pour mineurs d'âge en situation problématique
Bruxelles: Programmation de la Politique Scientifique 1978, sous la direction du Prof. G. Debuyst, Unité de Recherche en Criminologie, Université Catholique de Louvain, Programme National de Recherches en Sciences Sociales, Groupe Marginalisation

28. Impe, Marc; Lefebvre, Alex
La fugue des adolescents : d'une approche déterministe à une approche phénoménologique et systémique
Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles 1981, 144p.

29. Jacqmin, Gaston
L'école, la rue, la délinquance
In: MRAX - Information, (octobre 1982) 28, pp. 29-30

30. Jeunesse et Société. Etats de crise chez les jeunes : drogue, fugue, suicide
Bruxelles: Colloque en collaboration avec S.O.S. Jeunes et le Centre National d'Aide à la Jeunesse 1976

31. Jeunesse et Société. Comportements délictueux et déviants chez les jeunes : vol, violence, vandalisme, secte, parareligieux - Colloque
In: Prospective Jeunesse, Colloque en collaboration avec SOS Jeunes, Bruxelles, (1976) numéro spécial

32. Junger-Tas, J.
Verborgen Jeugdelinkwentie en Gerechterlijke Selectie
Bruxelles: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 1976

33. Koykis, F.; Vandenberg, Y.
1400 jeunes en prison dans leur intérêt
In: Droits de l'Homme, Chronique de la Ligue des Droits de l'Homme, (novembre 1986) 17, pp. 36-37

34. Le travail des jeunes : intégration ou déviance ?
Bruxelles: Colloque organisé par le Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile, 9-10 mars 1978

35. Lucchini, S.
De la perte de sens à la réappropriation de soi
Casi 1985

36. Nieuwe Ontwikkelingen van deviant jeugdgedrag.
Colloque
Hasselt: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 25-26 mars 1976

37. Politique de la Jeunesse et Prévention
Bruxelles: Centre de recherches sur la prévention et la guidance des adolescents en milieu ouvert 1977, étude réalisée à la demande du Ministère de la Culture Française

38. Potvin, J.P.; Tisseyre, Ch.
La police vue par les jeunes
Bruxelles: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 1978

39. Repenser la protection de la jeunesse 1965-1979
Bruxelles: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 1979

40. Somerhausen, C.
Les comités de protection de la Jeunesse. Approche sociologique d'une institution nouvelle
Bruxelles: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 1976

41. Special Immigration
In: Promovere (décembre 1983-mars 1984) 36-37

42. Statistiques et Protection de la Jeunesse
Bruxelles: Centre d'Etude de la Délinquance Juvénile 1976-77

43. Tisseyre, Charles
Prédélinquants, délinquants, de qui s'agit-il ?
In: L'Enfant dans la Ville. Congrès International, Bruxelles, 3- 4-5 octobre 1979, Ligue bruxelloise francophone pour la Santé Mentale, pp. 289-309

44. Van Geel, H.; Van Nuland, H.
Liberté d'action comme point de départ. Une typologie des institutions pour mineurs d'âge en situation problématique
Bruxelles: Programmation de la Politique Scientifique 1981, sous la direction des Professeurs E.J. Leemans et F. Lammertyn, Sociologisch onderzoek Instituut, Katholieke Universiteit Leuven.
Programme National de Recherches en Sciences Sociales

45. Vandrooghenbroeck, F.
Contrôles d'identité : question de flair ?
In: Interculture, (novembre 1986), p. 8

46. Vettenburg, Nicole
Deux poids, deux mesures. Chômage ne signifie pas forcément délinquance
In: Projets et perspectives, (août-septembre 1985) 5

47. Vettenburg, N.; Walgrave, L.; et Van Kerckvoorde, J.
Jeugdwerkloosheid, delinquentie en maatschappelijke kwetsbaarheid
(Chômage des jeunes, délinquance et vulnérabilité sociétale)
Antwerpen-Arnhem: Kluwer-Gouda Quint 1984

48. Vettenburg, N.; et Walgrave, L.
Des jeunes en marge du marché de l'emploi et au centre de l'attention judiciaire
Wien: Document présenté au IXe Congrès International de Criminologie, sept. 1983, 34 + 2 pp

49. Walgrave, Lode; Vettenburg, Nicole
Délinquance grave, vulnérabilité sociétale et les institutions sociales
Vaucresson: Cinquièmes Journées Internationales d'études comparées de la délinquance juvénile, 21 mai - 24 mai 1985, Onderzoeksgroep Jeugdcriminologie (Groupe de recherches en criminologie de la jeunesse), Section de Droit Pénal et de Criminologie, K.U.L.

50. Walgrave, Lode.
Considérations sur la réorientation de la psychologie dans la criminologie
In: Déviance et Société, (1980) 4, pp. 305-330

51. Walgrave, Lode.
Le rôle de l'école dans la prévention de la délinquance juvénile
In: La prévention de la délinquance juvénile, 14ème Conférence de Recherches criminologiques, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1981, pp. 40-72

52. Yerkovic, J.
Criminalité : l'ère du soupçon
In: La Revue Nouvelle, (septembre 1980) 9, pp. 164-171

C) Marché du travail, insertion et transition professionnelles

53. Alaluf, Mateo

La prévision d'emploi par niveau et par type de formation et une nouvelle approche de la qualification

In: Revue de l'Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, (1974) 2, pp. 353-363

54. Alaluf, Mateo

Le temps du Labeur : Formation, Emploi et Qualification en sociologie du travail

Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles 1986

55. Alaluf, Mateo; De Schutter, René

Diplômés de l'enseignement technique et activités professionnelles : agro-alimentaire, fabrications métalliques, transports

Bruxelles: Institut de Sociologie 1981, Rapport de recherche

56. Alaluf, Mateo; Desmarez, Pierre; Domb, Isaac

Life patterns of poorly educated young unemployed people in the Charleroi Region

In: Growing up without work - Studies and Documents, Vangorcum- Assen, European Center for Work and Society 1983, pp. 57-96

57. Alaluf, Mateo; Vanheerswynghels, Adinda

Adéquation - Enseignement - Marché de l'Emploi

Bruxelles: Fondation Roi Baudouin 1986, Rapport préparatoire

58. L'alternance; de la théorie à la pratique.

Le Grain, 1986.

59. Bastenier, Albert

Les jeunes migrants : vers un nouveau sous-prolétariat ?

In: La Revue Nouvelle, (décembre 1982) 12, pp. 485-490

60. Bastenier, A.; Dassetto, F.; Fonk, A.

Situation de la formation professionnelle des jeunes immigrés en Belgique

Louvain-La-Neuve: GREM, Université Catholique de Louvain 1982, ronéo

61. Beaussart, P.

L'expérience des centres de perfectionnement et d'emploi pour travailleurs qualifiés (CPE). Quelques premières conclusions

In: Fabr metál, (mars 1986) 31

62. Breuse, E.; Ossandon, M.

La sélection avant et pendant les études

Mons: Université de l'Etat à Mons 1984

63. Burniat, A.; Dister, G.; Etienne, L.
Les jeunes face à la vie professionnelle et aux organisations
Liège: Institut de Sociologie et de Sciences Sociales Appliquées de l'Université de Liège 1984, Recherche effectuée à la demande du Ministre de la Région Wallonne Chargé de l'Emploi

64. Challe, J.P.
Le chômage des jeunes - Description d'une situation sociale
Bruxelles: Conseil de la Jeunesse Catholique 1977

65. Charlier, J.E.; Marquet, J.
Le chômage des jeunes et ses effets
Louvain-La-Neuve: Institut des Sciences du Travail, Université Catholique de Louvain, (oct.86) Dossier n 8

66. Chômage de longue durée
Louvain-La-Neuve: Groupe de Sociologie Wallonne, Université Catholique de Louvain 1986, Rapport de recherche au Ministre de l'Emploi et du Travail

67. Chômage des jeunes. Aperçu de l'évolution de 1970 à 1984
Bruxelles: ONEM, Direction statistiques, études, information - Service Etudes 1986

68. Le chômage des jeunes. Défi aux chrétiens
Bruxelles: Vie Ouvrière 1984

69. Conférence des Jeunes pour l'Emploi - Colloque
Louvain-La-Neuve: Colloque du Conseil de la Jeunesse d'Expression Française, 31.03.1983 et 1-2.04.1983

70. De Mulder, F.
Le chômage des Jeunes - Ombres et Lumières
Bruxelles: Office National de l'Emploi (ONEM), Direction des Etudes et des Statistiques 1980

71. De Schutter, René
Crise et immigration : vers une société d'apartheid ?
In: La Revue Nouvelle, (septembre 1980) 9, pp. 147-150

72. Delcourt, J.
Formation professionnelle et création de nouvelles formes d'activités
Berlin: CEDEFOP 1984

73. Delcourt, J.
L'emploi des jeunes peut-il être promu en dehors d'une politique globale de l'Emploi
Louvain-La-Neuve: Institut des Sciences du Travail, Université Catholique de Louvain, (oct. 1986) Dossier n 8

74. Demunter, P.; Verniers, C.
L'action collective de formation : une pratique éducative en milieu ouvert
In: Contradictions, Coll. Le district socio-éducatif et culturel, Bruxelles, (1984) 4
75. Desmarez, Pierre
Précarisation de l'emploi et duplicité du projet dual - Les jeunes dans la société : perspectives d'action communautaire
In: COMM, 4(1984) 21, pp. 102-113
76. Desmarez, Pierre; Stroobants, Marcelle; Vanheerswynghels, Adinda
La mobilité dans le chômage en Belgique. Contribution à une approche dynamique des processus de marginalisation sur le marché du travail
In: Espace-Populations-Sociétés, (1985) II, pp. 339-347
77. Estimations de la population active belge au 30 juin des années 1970-1984
Bruxelles: Ministère de l'Emploi et du Travail, Nouvelle série, NACE
78. Evaluation des Centres d'Enseignement à horaire réduit (C.E.H.R.) -
Bruxelles: Le Grain, Rapport de synthèse, réalisé à la demande de la Fédération Nationale de l'Enseignement Technique Catholique, 1985.
79. Expérimentation en matière de formation et d'insertion socio-professionnelle de publics peu scolarisés.
Bruxelles: DEFIS (Association pour le Développement, l'Emploi, la Formation et l'Insertion Sociale) 1984, Recherche menée à la demande de l'Exécutif de la Communauté Française
80. La formation en alternance des jeunes, Colloque
Louvain: Institut des Sciences du Travail, Université Catholique de Louvain, mai 1983.
81. GACPCI
Les marginaux du marché de l'emploi
Namur: Office National de l'Emploi (ONEM), Centre Subrégional de Namur 1982.
82. Georges, R.; Ledoux, Y.; Lisein-Norman, M.
Les jeunes et le travail : attitudes et préférences
Bruxelles: Programmation de la Politique Scientifique 1981, sous la direction des Prof. M. Bolle de Bal et N. Delruelle-Vosswinkel, Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles. Programme National de recherches en Sciences Sociales

83. Georis, P.
La formation pour travailleurs sans emploi dans la région de Namur - L'expérience du R.T.A.
In: Critique Régionale, Centre de Sociologie et d'Economie Régionales, Université Libre de Bruxelles, (1983) 9, pp. 95-113.
84. Lacroix, B.
La FUNOC à Charleroi : une action collective de formation
In: Critique Régionale, Centre de Sociologie et d'Economie Régionales, Université Libre de Bruxelles, (1983) 9, pp. 114-134.
85. Leduc, A.
L'analphabétisme à Bruxelles : le concept de campagne de masse comme moyen pédagogique
In: Critique Régionale, Centre de Sociologie et d'Economie Régionales, Université Libre de Bruxelles, (1983) 9, pp. 51-61.
86. Leroy, R.
Quelles stratégies d'emploi face à la crise ?
In: Recherches économiques de Louvain, (mars 1981) 1, pp. 95-110
87. Leroy, R.; Godano, A.
L'emploi des jeunes dans la crise. Données de base
In: Bulletin de l'IRES, (mars 1986) 107
88. Litt, J.L.
Origine sociale et scolarité. Les processus générateurs d'inégalités scolaires - Analyse longitudinale d'une cohorte d'élèves de la Province de Luxembourg
Louvain-La-Neuve: Institut des Sciences Politiques et Sociales, Université Catholique de Louvain 1980
89. Lux, B.
Une approche dynamique du chômage : les flux mensuels de sortie et leurs estimations pour la Belgique
In: Population et Famille, (1980-1981) 49, pp. 1-22
90. Lux, B.
Les facteurs déterminant la durée individuelle du chômage
In: Cahiers économiques de Bruxelles, (1982) 94, pp. 235-252
91. L'Atelier Marollien; L'APAJI; Le Centre des Etangs Noirs
Marge à suivre
Bruxelles: Fondation Roi Baudouin 1986
92. L'emploi - le chômage et les jeunes dans la crise
In: Annales Cardijn, (1986) 2

93. Martens, Albert
Historique de l'immigration en Belgique de 1945 à 1981.
Evolution des nationalités et statuts économiques
Leuven: Département de Sociologie, Katholieke Universiteit
Leuven, 1982, ronéotypé
94. Martens, Albert
Les immigrés. Flux et reflux d'une main-d'oeuvre
d'appoint. La politique belge de l'immigration de 1945 à
1970
Louvain-La-Neuve: Edition Vie Ouvrière, Presses
Universitaires de Louvain 1976
95. Messiaen, Annick
Adéquation, non adéquation des formations professionnelles
à la population migrante
In: Critique Régionale, (1982) 7
96. Messiaen, A.
Un premier bilan des Ateliers Régionaux
In: Critique Régionale, Centre de Sociologie et d'Economie
Régionales, Université Libre de Bruxelles, (1987) 15, pp.
61-68.
97. Meunier, B.
Analyse du rapport entre formation universitaire et emploi
Bruxelles: Services de Programmation de la Politique
Scientifique 1985
98. Molitor, M.; et al.
Mécanismes de construction de l'identité des jeunes au
travail, Université Catholique de Louvain, Recherche en
cours
99. Noël, J.
Entre le chômage des jeunes et le choix du type de
formation scolaire. Le problème de l'emploi
Bruxelles: Région Bruxelloise 1983
100. Olivier, M.
Premières expériences de cellules de formation-reconversion
In: Critique Régionale, Centre de Sociologie et d'Economie
Régionales, Université Libre de Bruxelles, (1983) 9, pp.
38-50.
101. Oosterbosch, J.; Tilman, F.
Problématique du chômage à travers le traitement juridique
de trois groupes sociaux. Femmes, jeunes et étrangers
Bruxelles: Programmation de la Politique Scientifique,
Programme National de Recherches en Sciences Sociales,
Groupe de Droit et les structures sociales 1981, sous la
direction du Prof. M. Jamaille, Services du Premier
Ministre

102. Ossandon, M.; Canieau, J.L.
Les jeunes diplômés et le marché de l'emploi. Application
à la région du Centre et du Borinage
In: Cahiers du CRIPES, Université de Mons 1977
103. Ossandon, M.; Canieau, J.L.
La sélection des diplômés universitaires par le marché de
l'emploi
In: Cahiers du CRIPES, Université de Mons 1980
104. Panciera, Sylvana
Immigrés et problèmes socio-économiques - Agglomération de
Bruxelles - Colloque
Bruxelles: Colloque "Bruxelles et ses non Belges", 28 et 29
mars 1981, pp. 29-41
105. Plan 1971-1975
In: Population et Emploi, Bureau du Plan, mai 1971
106. Pjetri, J.
L'alternance - Esquisse historique d'une pratique
pédagogique
In: Critique Régionale, Centre de Sociologie et d'Economie
Régionales, Université Libre de Bruxelles, (1987) 15, pp.
69-110.
107. Rea, A.
Un an de formation et d'orientation professionnelle,
l'expérience du CASI-UO 1985
108. Rezsöházy, R.
Le travail des jeunes : sens, valeurs et attentes
In: Le chômage des jeunes - Défi aux chrétiens, Bruxelles,
Vie Ouvrière 1984, Université Catholique de Louvain.
109. Ruquoy, D.; Hiernaux, J.P.; et la Jeunesse Ouvrière
Chrétienne
Travail : ras le bol ? Jouissance ? Le travail vu par des
jeunes travailleurs et chômeurs
Bruxelles: Vie Ouvrière 1986
110. Salinas, Gabriel; Depuydt Dominique
Les entreprises d'initiation socio-professionnelle pour
jeunes marginalisés
In: Critique Régionale, (juin 1987) 15, pp. 5-28
111. Sauvaget, M.
Y a-t-il une psychologie du chômeur ? Et, dans le
prolongement de cette question, y a-t-il une pathologie
propre au chômage ?
In: Revue d'Action Sociale, (sept-oct 1984) 5, pp. 11-22
112. Stroobants, Marcelle
Formation, compétences et activités professionnelles dans
le domaine des bio-technologies
Bruxelles: C.E.P.E.C., 1981.

113. Tollet, Robert
La crise et la sélectivité du marché de l'Emploi
In: Bilan et avenir des politiques sociales, Bruxelles,
Bureau du Plan, (1981), pp. 397-429

114. La transition professionnelle
Bruxelles: Critique Régionale - Cahiers de Sociologie et
d'Economie Régionales, Editions de l'Université de
Bruxelles, (1983) 9.

115. Vandeville, B.; Lux, B.
Etude sur le chômage et l'emploi des jeunes dans la zone de
Mouscron - Tournai
Mons: Université de l'Etat à Mons 1978, ONEm

116. Vandeville, V.; Lux, B.
Etude sur le chômage et l'emploi des jeunes dans la zone de
Mons - La Louvière - Soignies
Mons: Université de l'Etat à Mons, Faculté Warocqué des
Sciences Economiques et Sociales, Centre de Recherche
Oedipe 1977

117. Vanheerswynghels, Adinda
Systèmes de formation, structures économiques et modalités
de l'insertion professionnelle des jeunes
Bruxelles: Institut de Sociologie, Université Libre de
Bruxelles 1986, Recherche effectuée à la demande de la
Communauté Française

118. Verly, J.
Concertation sociale et emploi des jeunes
Louvain-La-Neuve: Institut des Sciences du Travail,
Université Catholique de Louvain 1986

119. Verniers, C.
Une expérience de formation sociale et culturelle à l'école
professionnelle
In: Contradictions, Coll. Le district socio-éducatif et
culturel,
Bruxelles, 1982

D) Ouvrages généraux

120. Attitude des jeunes envers le régime parlementaire.
Bruxelles: Institut Interuniversitaire de Sondage d'Opinion
Publique 1980, Sondage effectué à la demande de la Chambre
des Députés de Belgique

121. Autonomie et conditionnement chez l'enfant et
l'adolescent
Bruxelles: Gubbels éd., Editions Labor 1986

122. Bastenier, Albert
Immigrés et cadre de vie - Agglomération de Bruxelles -
Colloque
Bruxelles: Colloque "Bruxelles et ses non Belges", 28 et 29
mars 1981, pp. 43-55
123. Bouillin-Dartevelle, R.
La génération éclatée. Loisirs et communication des
adolescents
Bruxelles: Institut de Sociologie, Université Libre de
Bruxelles,
Centre d'Etude des Techniques de Diffusion Collective,
Thèse de doctorat.
124. 120 questions adressées à des jeunes de 17 à 23 ans
Bruxelles: Institut Interuniversitaire de Sondage d'Opinion
Publique 1980, Sondage effectué à la demande de l'INUSOP,
la Radio Télévision Belge d'Expression Française
125. Claes, M.
L'expérience adolescente
Bruxelles: Pierre Mardaga 1983
126. Delruelle-Vosswinkel, Nicole
Evolution du phénomène jeunesse au cours des vingt
dernières années
In: Les jeunes dans la société : perspectives d'Action
Communautaire, COMM, 21(1984) 4, pp. 12-36
127. Humblet, C.; Diament, M.
Statut social des adolescents
Bruxelles: Centre d'Etude de la Santé en collaboration avec
l'Ecole de Santé Publique, Laboratoire d'Epidémiologie et
de Médecine Sociale 1982, Recherche effectuée pour le
Ministère de la Communauté française
128. Janne, H.
De la rigidité à la flexibilité : travail, formation,
relations sociales
Strasbourg: Conseil de l'Europe 1986
129. Jeunesse, famille et société, Congrès de la Ligue des
Familles
In: Cahiers J.E.B., Ed. Ministère de la Culture Française -
Direction générale de la Jeunesse et des Loisirs 1982
130. Le Monde de la Jeunesse
Bruxelles: CRISP (Centre de Recherche et d'Information
Socio- Politique), (novembre 1986) dossier n 22.
131. Lefebvre, A./ Salengros, F.
Image de soi et marginalité à l'adolescence.
In: Revue de Psychologie Appliquée, (1983) 4.

132. Les adolescents migrants en crise d'intégration scolaire et sociale, témoignages et expériences à propos de l'interculturalisme

In: Cahiers J.E.B., Ministère de la Culture Française, Direction de la Jeunesse et des Loisirs 1981

133. Maroy, Ch.

Les jeunes de 1964, 1968 et 1980 : trois générations vues par les sondages

In: Courrier Hebdomadaire du CRISP (Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique), Bruxelles, (26 mars 1982) pp. 956-957

134. Panciera, S.

Ségrégation ethnique ou cohabitation interculturelle, peut-on choisir ?

In: Agenda Culturel, (octobre 1984) 31, pp. 2-11.

135. Reszohazy, R.

Les jeunes : un profil social, politique et religieux

Louvain-La-Neuve: Université Catholique de Louvain, Institut des Sciences Politiques et Sociales, Service du Diagnostic Social 1983

136. Reszohazy, R.

Les jeunes, leurs parents et leurs professeurs. Valeurs et comportements. Continuité et conflit.

Louvain-La-Neuve: Université Catholique de Louvain, Institut des Sciences Politiques et Sociales, Service du Diagnostic Social, 1980.

E) Textes politiques

137. Emploi et politique de la jeunesse : études et problèmes

In: Cahiers J.E.B., (juillet 1984) 3, pp. 67-86

138. Emploi et politique de la jeunesse : propositions pour une politique de la jeunesse

In: Cahiers J.E.B., (juillet 1984) 3, pp. 87-93

139. Hansenne, M.

Rapport au Gouvernement sur l'Emploi des Jeunes
Bruxelles: mars 1986

140. Le livre blanc de la protection de la jeunesse

Bruxelles: Editions Infor-Jeunes 1979, 3e édition, Conseil de la Jeunesse d'Expression Française

F) Ouvrages bibliographiques

141. Campioli, G.

De la sociologie des immigrés à la sociologie de l'immigration

In: L'Année Sociologique, 26(1975) , pp. 43-56

142. Selasse, J.

Délinquance et délinquants. Quelques points de repères concernant les recherches actuelles dans le champ de la délinquance juvénile

In: Annales Internationales de Criminologie, 15(1976) 2

143. Vanheerswynghels, A.

Les principales recherches concernant les jeunes - 1975-1985

Bruxelles: Centre de Sociologie et d'Economie Régionales, Université Libre de Bruxelles, septembre 1985, 33 pp.

144. Vanheerswynghels, A.

Les jeunes face à l'emploi - Séminaire

Nice-Marseille : Organisé par le Germ-Cercom, 24-25-26 septembre 1987.

CONCLUSION

EN CONCLUSION...

....D'une investigation ayant démarré sur la base d'une entrée apparemment simple, qui au-delà de la portée politique de l'enjeu auquel renvoie une telle problématique se fonde néanmoins sur le sens commun, - ce qui a été souligné dans les quatre contributions - prétendre à une ébauche de synthèse oblige nécessairement à dépasser le cadre du seul inventaire et par conséquent, à prendre le risque de privilégier le général par rapport à l'objet spécifique censé être étudié.

En introduction à ce travail, nous avons fait état des multiples reformulations auxquelles nous avons dû procéder et des différents modes de lecture possibles de la manière dont des sociétés traitent de la question de l'articulation des trois termes retenus. Ces différentes entrées dont les quatre contributions viennent d'exposer des éléments de réflexion et d'analyse susceptibles de l'alimenter accroissent ce risque. La réunion de synthèse préparée par les participants, à l'aboutissement de ce travail a certes montré la fécondité d'une telle approche mais également l'inconfort qu'elle sous-tend quant à la formulation d'une conclusion qui serait de l'ordre d'un discours commun confirmant ou infirmant le bien-fondé de la problématique ici en question, son degré de pertinence et ses éventuelles retombées sur le corps social. L'attention, nous le rappelions en introduction, s'est portée tout au long du déroulement de la recherche sur leur repérage à partir de leur inscription au sein d'une multiplicité de discours sociaux dont la production est étroitement liée à d'autres enjeux sociaux. Aussi, les observations qui suivent, s'insèrent-elles davantage dans un ensemble de réflexions qui, certes, prennent appui sur les contributions nationales mais les resituent dans un champ de questionnements plus large.

1. De quelques remarques sur les divergences et convergences nationales.

1.1. Des traitements différenciés.

1.1.1 Les modes de réponses.

Au fil de l'investigation, nous avons ainsi été amenés à gérer le constat de différence, particulièrement marquée entre deux groupes de pays: d'une part, la RFA et la Grande Bretagne qui disposent d'une littérature scientifique relativement abondante, se rapportant directement et explicitement au sujet proposé, et d'autre part, la Belgique et la France qui, au contraire n'ont que

peu de recherches ayant trait à un thème aussi spécifié mais abordent cette thématique dans le cadre d'une problématique plus large qui touche à la régulation de la transformation sociale et/ou à l'intégration des populations étrangères et au devenir poly-ethnique de la société. Parce que tel n'était pas son objet, ce rapport ne saurait prétendre en aucune manière en rendre compte. Aussi, n'aurons nous ici que des hypothèses ou des interrogations à formuler.

A s'interroger sur les facteurs qui pourraient expliquer une telle différence dans la manière de traiter la question sociale, il faudrait ainsi prendre en considération deux dimensions du phénomène: d'une part, l'existence ou la non existence de ce type de préoccupations parmi ceux qui sont habilités et en position pour les inscrire au rang des questions à examiner, d'autre part, la capacité, la propension, l'intérêt du champ scientifique à y répondre.

En somme, il conviendrait de s'interroger à la fois sur la demande et sur l'offre.

Ainsi, en France, pour ne prendre que cet exemple, la non-existence de travaux menés en ce domaine, est-elle imputable au fait que les politiques et a-fortiori les administrateurs de recherche soient peu enclins à poser une telle question, qu'ils la considèrent comme peu pertinente et sans intérêt, ou qu'ils estiment disposer de suffisamment de travaux sur la "délinquance juvénile" pour nourrir leur réflexion, ou encore, dans une option plus pragmatique, parce qu'ils estiment pouvoir s'en passer? (1)

Mais à rebours, ne peut-on considérer que l'offre existe, fût-ce au moins potentiellement, mais que le champ scientifique se désintéresse d'un tel domaine d'investigation, soit que les chercheurs le jugeraient par trop marqué politiquement, soit qu'ils l'estimeraient peu pertinent, au plan scientifique ou heuristique, soit, encore, parce que la division institutionnelle du travail scientifique interdit dans nombre de situations de posséder à la fois les instruments appropriés à l'analyse du chômage, i.e. de la sphère de l'emploi, d'une part et de la délinquance juvénile d'autre part?

(1) Rappelons pour la France les observations de G. Bonnemaison, La Sécurité en liberté, Paris, Syros, 1987:

» (En 1982), en faisant appel aux maires des grandes villes le gouvernement demandait conseil à ceux qui sont au premier chef, interpellés par le sentiment d'insécurité de leurs administrés. Ils ne cherchèrent donc pas à dissenter sans fin sur les causes de la délinquance, à en analyser toutes les finesses. Le comité Peyrefitte sur la violence s'y était ensablé, mais praticiens de la diversité des situations, les mains avancèrent des propositions concrètes, applicables immédiatement ou à moyen terme, susceptibles de réduire, localement, la délinquance et le sentiment d'insécurité. Pourquoi privilégier les praticiens sur les savants? Parce que le rapport Peyrefitte, remarquable par son envergure, au terme d'une consultation d'experts sans précédent en Europe, n'avait pas débouché sur des propositions de politique.

A l'inverse tout semble indiquer que dans les pays anglo-saxons, existe explicitement une offre d'études et de recherches, en un domaine aussi particulier que celui-ci. Tout semble indiquer également que le champ scientifique est invité ou qu'il a la propension à reprendre en l'état les questions formulées par les instances politico-administratives et/ou par le corps social.

Mais en tout état de cause, au point nodal d'une telle différence entre les pays se situe:

- l'existence ou la non-existence d'une question sociale, qui peut s'exprimer en ces termes mêmes;
- la place, l'autonomie, le rôle assigné au champ scientifique dans chacune des formations sociales considérées.(2)
- enfin, sur la base de la même observation qui n'amène à formuler que des hypothèses, il importerait de rendre compte de la structuration différentielle du milieu scientifique dans chacun des pays, ses exigences et règles de professionnalité, ses modes de régulation interne, ses capacités à négocier, composer et répondre aux sollicitations des pouvoirs externes.

C'est dans cette perspective et dans cette perspective seule, qu'il pourrait alors être rendue compte de cette différence dans la production de discours se fondant explicitement sur l'articulation chômage-délinquance et dans leurs modes de circulation.

1.1.2. Individualisation de la transgression.

Seconde observation, mais celle-ci semble n'être qu'un corrélat de la première, prédominant en République Fédérale d'Allemagne, comme en Grande Bretagne les approches formalisées à partir de théories ou de modèles ayant cours aux Etats Unis et qui tendent à individualiser la question de la transgression des normes et des règles sociales. En Belgique comme en France, les travaux de criminologie ont été et restent marqués par cette même tendance. Ont prévalu ainsi, comme ailleurs, les "enquêtes de statistiques sociales", l'école de l'"anthropologie criminelle", "la psychologie sociale de G.TARDE", courants de pensée, qui, selon l'expression de P.Lascoumes, a progressivement constitué "l'homme-délinquant" en objet de connaissance (3). Trois caractéristiques majeures réunissent ces différentes écoles:

(2) Ici, l'on soulignera l'importance, sans doute décisive, de l'existence en France d'une institution telle que le C.N.R.S. (Centre National de la Recherche Scientifique) qui garantit aux chercheurs en Sciences Humaines et Sociales une relative indépendance pour mener à bien les travaux qu'ils estiment opportuns et pertinents. A la suite, mais sans doute de manière plus modulée selon les situations locales, les enseignants chercheurs relevant des universités bénéficient des mêmes garanties.

(3) Cf. Collectif Actes et LASCOUMES Pierre, La criminologie: savoir et ordre in: Délinquances et ordre. Paris, François Maspero, 1978, pp. 11-99

- ➤ Leur point de départ et d'arrivée restait toujours le criminel en tant qu'individualité dont les comportements perçus comme anormaux étaient à décoder &;
- en second lieu, l'oubli des déterminations sociales;
- enfin, pour certains auteurs, par exemple G.TARDE, pour quelques courants minoritaires, tels la "sociologie criminelle", la prise en compte des "conditions d'existence sociale" et de la misère comme facteurs facilitant la commission d'actes répréhensibles.

Faut-il rappeler que de telles orientations de travail sont encore présentes dans des travaux qui abordent l'étude de la délinquance sous l'angle du "passage à l'acte", des "ratés de la socialisation", voire, dans certaines approches de type interactionniste et, d'une manière plus générale, dans les recherches qui,

" se cantonnent dans un éclairage des actes délinquants par un faisceau plus ou moins complexe des facteurs explicatifs empruntés soit à l'histoire personnelle des individus, soit à leur milieu d'origine, soit aux deux à la fois."(4)

Et s'il est un point commun largement partagé par les quatre pays qui ont contribué à cette recherche, c'est sans doute cette tendance, certes inégale en volume et en intensité, à renvoyer à l'individu la cause de son inadaptation et à occulter le jeu des mécanismes, logiques ou déterminants sociétaux qui le produisent comme délinquant.

Cependant, depuis le milieu des années 70, en sociologie plus qu'en criminologie, la France et la Belgique ont connu un assez profond revirement de tendances avec les analyses de la réaction sociale et du contrôle social. Ce changement d'orientation se caractérise par un intérêt croissant pour les études des institutions, appareils, et organismes étatiques ou para-étatiques qui, selon les auteurs, participent au contrôle, à la répression, à la resorption, à la gestion, à la régulation des phénomènes d'inadaptation sociale et/ou d'illégalisme.

Mais, - et là encore, nous emprunterons à P.Lascoumes et à la revue ACTES - la limite d'une telle polarisation sur les processus de désignation de la délinquance est sans aucun doute d'éviter les problèmes d'analyse des pratiques, des modes de vie de délinquance, de se détourner de "l'analyse des différentes modalités de violation des normes sociales dans un système de domination de classe."
(5)

(4) Idem. p.49

(5) Idem. p.83

En somme, une partie des travaux de recherche, focalisée sur l'acteur ou plus précisément, sur l'individu est oublieuse du jeu des institutions et des structures sociales qui produisent la délinquance, alors qu'une autre partie des travaux se consacre au dévoilement des mécanismes de reproduction sociale par le jeu des institutions de contrôle et de régulation sociale en délaissant l'examen des pratiques de transgression des normes.

1.2. En filigrane, les mêmes menaces:

Cette différence de traitement étant relevée, la problématique en question ici n'est-elle pas toutefois qu'un aspect d'une interrogation plus large sur les effets sociaux de la crise économique? N'est-on pas confronté à la question de la régulation sociale, dans les deux sens que lui donne Habermas (6):

- le premier renvoyant à l'intégration du système exercée par les interventions de type institutionnel;
- le second à la capacité des acteurs à mettre en oeuvre les mécanismes de régulation sociale informelle et à assurer leur intégration dans le système social.

En effet, dans les différents pays qui ont participé à la recherche, l'on observera un processus similaire d'intégration des répercussions économiques de la crise en matière de chômage massif, de resserrement du marché du travail, d'abandon ou plus précisément, de révision progressive des conceptions, qui se sont forgées durant l'ère de la croissance économique, d'un salariat stable et protégé, d'une recomposition de l'ordre social touchant tout à la fois à l'espace des classes sociales, la transformation du rapport salarial, la re-négociation du contrat social que caractérisait l'instauration de l'Etat Providence.

De fait, l'assimilation de ces différents éléments dans la conscience collective a pour corollaire une remise en question tendancielle des conceptions et représentations qui étaient attachées à la crise quant à sa durabilité et sa nature structurelle tant dans le domaine économique et monétaire que dans le domaine social. Ce changement de perspective se traduit dans les discours socio-politiques:

(6) HABERMAS, Jürgen. Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé. Paris, Payot, 1978, pp. 16-17

- dans la mesure où, l'éventualité d'un retour au plein emploi étant rejetée par tous les experts, la priorité accordée à la lutte contre le chômage laisse la place au mot d'ordre "faire avec", aménager le chômage, gérer l'exclusion des chômeurs de longue durée, favoriser par des mesures appropriées le retrait d'activité des femmes, des plus de 50 ou 55 ans,....

- dans la mesure où la précarisation du salariat n'est plus une crainte pour l'avenir, mais une réalité pour le présent, il s'agit non plus de lutter contre la précarité, mais de favoriser, à des fins de compétitivité, la flexibilité de la main d'oeuvre (7) et par ailleurs d'assurer la gestion des modes de segmentation du marché du travail. (8)

- dans la mesure où le marché du travail stable tend à devenir de plus en plus sélectif, que le marché du travail précaire lui-même, tend de plus en plus à se restreindre, il s'agit alors de redonner une forme de reconnaissance sociale, une forme d'officialité aux "emplois dissimulés", au "travail au noir", aux activités de production souterraine, à "l'économie invisible", qui représentent déjà, dans les pays les plus industrialisés, 2 à 4% de la masse totale des heures de travail et pourraient, selon les experts de l'O.C.D.E., en représenter bientôt le double. (9)

Dès lors qu'on les resitue dans une telle perspective et en dépit des divergences évoquées précédemment, les problématiques auxquelles renvoient les travaux articulant les questions du chômage et de la délinquance, ne sont sans doute pas très éloignées les unes des autres.

En effet, en Belgique comme en France, il s'agira en définitive de travaux portant sur les effets de la recession et leur régulation par les institutions et organismes étatiques. Passe au second plan, dans ce cas, la question des effets du chômage et de la précarité sur les trajectoires des jeunes et leur mode de vie.

L'Allemagne et la Grande Bretagne disposent quant à eux d'un volume relativement abondant de travaux traitant explicitement et précisément de ce point. Mais, les problématiques mises en oeuvre dans les investigations ne sont guère renouvelées. Le chômage est ainsi intégré dans le modèle de l'anomie, la pénurie de ressources financières revivifie le schéma mertonien, désormais classique, du dysfonctionnement entre les fins et les moyens, ou encore

(7) Cf. par ex. Flexibilité et marché du travail. Rapport d'un groupe d'experts de haut niveau au Secrétaire Général. Paris, O.C.D.E., 1986, 25p.

"...Le rapport précise très justement qu'une flexibilité accrue du marché du travail n'est pas la panacée mais qu'elle constitue néanmoins un moyen d'atténuer de manière notable les difficultés économiques et sociales actuelles". p.3

(8) Cf. Flexibilité et marché du travail. Le débat aujourd'hui. Paris, O.C.D.E., 1986, notamment le chapitre III, La flexibilité du travail dans l'entreprise, pp. 100-142

(9) Flexibilité et marché du travail, op. cit., pp. 146-147

la massification tendancielle de l'exclusion sociale vient réactiver les problématiques de l'Ecole de Chicago.... Mais sans reprendre ici les exposés critiques qui sont contenus dans les pages de ce rapport, soulignons que dans ces différentes approches, tout se passe comme si l'analyse des faits sociaux échappait à la crise économique - quelle que soit la conception que les auteurs pourraient s'en donner - celle-ci intervenant seulement de la manière la plus usitée comme une variable socio-économique et parfois même comme un arrière-plan sur lequel se déroulerait le jeu social.

En ce sens, les investigations concernant la délinquance juvénile ne dérogent pas au constat général qui peut être établi d'une articulation lacunaire entre les approches économiques et les approches sociologiques, d'une non-problématisation de la dimension sociale des phénomènes et logiques économiques.

En outre, de nombreux travaux ont été consacrés à l'étude des mécanismes et de la fonctionnalité du chômage et du chômage des jeunes, quelle que soit l'appellation qui leur est donnée:

- chômage d'insertion;
- chômage de sélection;
- chômage d'exclusion.

Mais, hormis quelques rares travaux - dont le classique " Les chômeurs de Marienthal" (10) - se maintient une méconnaissance des effets du chômage, sur les individus, sur les groupes, voire, sur l'organisation sociale. Si dans ces cas, la diversité des réactions au chômage est appréhendée en référence aux caractéristiques sociales des individus et aux modalités du rapport qu'ils entretiennent avec le chômage, les cadres d'analyse permettant d'articuler chômage et mode de vie continuent de faire défaut.(11)

Dès lors, l'on constatera que les cadres théoriques élaborés ou même les réflexions qui invitent à prendre en considération l'analyse des pratiques et des modes de vie dans l'analyse du fonctionnement économique, restent très largement lettre morte.

»...Les analyses conduites au long de cet ouvrage montrent, à notre sens, la complexité des phénomènes en cause, qui assurent l'invariance par le changement. Car il s'agit, en réalité, non pas de phénomènes strictement économiques qui seraient isolables du champ social (et modélisables), mais de processus sociaux qui mettent au jour une pluralité de causes (d'où le rejet des thèses monistes) et expriment les conflits qui traversent le champ. (12)

(10) LAZARSFELD, Pierre & al., Les chômeurs de de Marienthal. Paris, Ed. de Minuit, 1981. 134 p.

(11) Ce constat que nous avons déjà eu l'occasion de relever dans un travail antérieur sur les jeunes chômeurs de longue durée se confirme ici par une exploration plus systématique de la production dans ce domaine.

(12) ROSIER, Bernard, Les théories des crises économiques. Paris, Ed. La Découverte, 1987. p.119

Cette interrogation sur les effets sociaux de la crise économique constitue ainsi une sollicitation pour les chercheurs à approfondir la problématique du changement social, alors même que depuis plusieurs années, en France avec Pierre Bourdieu, ou dans les pays Anglo-saxons, avec notamment, A. Giddens, prédominait le modèle de la reproduction. En ce sens, ne peut-on considérer que les chercheurs en sciences humaines se trouvent pris à contre-pied par les recompositions rapides du contexte social, dans la mesure où ils ne possèdent pas suffisamment d'outils pour les penser. Car par devers le thème du changement, se profile la question de la "temporalité", sociale ou individuelle dont on peut avancer qu'aujourd'hui, les instruments pour l'appréhender sont encore à l'état d'ébauche. (13)

Enfin, et il ne s'agira là que d'un complément ou d'une conséquence du point précédent, constatons que les données précises et fiables qui permettraient d'apprécier la portée des micro-tendances que l'on observe actuellement dans les enquêtes sociologiques, sont fort peu nombreuses, soit qu'elles n'existent pas, et il conviendrait alors de les produire, soit qu'elles soient en sommeil dans les archives des instituts de statistiques, et il faudrait alors les réactiver. Mais puisqu'il s'agit de se pencher sur la temporalité afin de déterminer dans quelle mesure et dans quel sens, les faits sociaux et/ou les faits de structure se modifient, il semble nécessaire pour se prononcer de disposer de points de repères, sur de longues périodes et à tout le moins pour des périodes de temps antérieures à 1970, qui permettent de mesurer la teneur des évolutions en cours et d'évaluer la portée de la crise économique sur les pratiques, les modes de vie et d'une manière plus large sur l'organisation sociale.

A défaut de telles investigations qui éclaireraient la multi-dimensionalité et la complexité des phénomènes sous-tendus par la présente étude, restent des questions et une certaine perplexité quant à l'appréciation des processus sociaux en cours. Ainsi les thèses avancées sont-elles fréquemment contradictoires. (14)

(13) cf. KESSLER Denis; MASSON André. Cycles de vie et générations. Paris. Ed. Economica, 1985. 324 p.

(14) Comme l'indique la liste non exhaustive de thèses ou d'hypothèses divergentes, la question des effets sociaux de la crise reste en suspens:

- allongement du temps de la jeunesse ou recomposition de cette phase du cycle de vie liée à une recomposition de la sphère familiale?
- dissolution progressive des formes actuelles de vie en couple ou réactivation de modèles antérieurs réajustés à un contexte de récession et de fermeture de l'horizon temporel?
- montée des individualismes ou montée en charge des corps intermédiaires institutionnels et organisés, tels que les syndicats, les corporations, les

Dans cette perspective, le mode de positionnement des jeunes dans les différents domaines d'activités où ils sont confrontés, de par leur extrême labilité est tout à la fois agi et recomposé par les mouvements de restructuration socio-économique, en même temps qu'il participe au processus de recomposition, voire, de segmentation de la société. En somme, l'enjeu sociétal que représente cette "classe d'âge" peut être clairement énoncé: c'est principalement sous couvert du procès de renouvellement des générations et de leur repositionnement selon leur appartenance de classe, de sexe et d'ethnie, que s'opère la transformation du marché du travail, i.e du salariat, et partant de l'ordre social.

2. De la dangerosité des jeunes à la dangerosité du prolétariat: Vieilles chimères, nouveaux enjeux. Ou de quelques prolongements possibles en matière de réflexion et de recherche.

Parce qu'il est question d'apprécier ici l'une des dimensions de la recomposition sociale à l'oeuvre dans les sociétés industrialisées, une telle entreprise devrait nécessairement s'orienter vers un approfondissement et un "dévoilement" des logiques de production des catégories sociales intervenant dans ce domaine. En effet, d'entrée de jeu se pose, pour les quatre contributions, la question de la NORME qui est au principe de la construction des catégories sociales dès lors qu'il est question de jeunes, de personnes privées d'emploi, de jeunes stigmatisés ou surtout de jeunes enfrenant les lois et codes sociaux. Dans le cadre d'une investigation sociologique, visant à rendre compte de la dynamique de production/reproduction/changement social, il importerait de cerner de manière systématique les divers mécanismes et processus par lesquels se construisent ces différentes catégories et mettre à jour les enjeux qu'ils recouvrent. Elle suppose ainsi une visée archéologique qui, pour reprendre les termes de Michel FOUCAULT, servirait un double objectif:

corporatismes, ou informels, tels les collectivités sociales, les réseaux, les groupes et micro-groupes?

- développement des stratégies individuelles ou développement des solidarités familiales, locales ou autres, fonctionnant comme amortisseurs sociaux à la crise?

- anomie ou régulation informelle, comme supplétif à la crise de l'Etat?

- exclusion temporaire des jeunes, durant une phase moratoire, ou développement d'une précarisation définitive?

- > segmentation de l'emploi ou segmentation du salariat? Société duale ou société segmentée?

- fracture de la classe ouvrière ou mouvement de décomposition-recomposition de cette classe

- à montrer comment se sont formées (les catégories), comment elles se sont modifiées et déplacées, quelles contraintes elles ont effectivement exercé....
- à comment se sont-elles formées, au travers, en dépit ou avec l'appui de ces systèmes de contraintes, quelle a été la norme spécifique de chacune, et quelles ont été leurs conditions d'apparition, de croissance, de variation...4 (15)

Sans doute, ce travail à caractère historique est-il déjà engagé. Ainsi, en est-il de l'analyse socio-historique des catégories de "chômage" et de "salarariat". Par ailleurs, les prolégomènes d'un tel examen ont été avancés à propos des catégories de délinquance et d'exclusion ou à propos des catégories de "jeunesse" et de "classe d'âge". (16) (17) Il reste, car le travail ne semble guère avoir été avancé, à opérationnaliser ces attendus théorico-épistémologiques dans des investigations concrètes qui viseraient à rendre compte des conditions de production de ces diverses catégories sociales. Il resterait surtout à rendre compte de l'historicité de leurs rapports, de la manière dont a pu évoluer et se transformer l'agencement des catégories du chômage, de la pauvreté, de la délinquance, de la jeunesse. Cette proposition vise donc à problématiser l'analyse du mode de production du système normatif à l'oeuvre dans tout processus de désignation ou de classement en se situant dans une perspective diachronique, seule à même de nous permettre d'apprécier les évolutions en cours.

Ainsi, pour ne prendre comme point de départ que le "chômage", seul registre sur lequel nous possédons quelques informations tangibles, si cette catégorie s'est progressivement constituée avec le développement du salariat, puis, sous les auspices de l'Etat Providence, avec l'intégration du salariat en un ensemble sans doute stratifié, mais statutairement monolithique, le processus présentement à l'oeuvre de la segmentation de la main d'oeuvre pourrait être au principe d'un processus de déconstruction-reconstruction du statut du chômage, remettant en cause les définitions sociales du travail et du non-travail. Le "flou ou le brouillage des catégories", expressions que l'on rencontre parfois dans les rapports de recherche, renvoie à un tel processus. L'apport de l'histoire permettrait d'éclairer quelque peu ce qu'un regard synchronique, privé de la dimension temporelle, ne perçoit que dans la confusion.

(15) FOUCAULT, Michel. L'ordre du discours. Leçon inaugurale au collège de France. Paris, NRF-Gallimard, 1971, p.62

(16) Cf. entre autres auteurs: FOUCAULT, Michel. Surveiller et Punir. Naissance de la prison. Paris, NRF-Gallimard, 1978, 318 p.

- MEYER, Philippe. L'enfant et la raison d'Etat, op. cit.

- DONZELOT, La police des familles, op. cit.

(17) Cf. par exemple: Colloque Les Jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes. Vaucresson, CRIV, 1986, 249 p.

De fait, ne s'agit-il pas sur un versant, d'un processus de redéfinition, jamais stabilisé, de la normalité du travail qu'accompagne et que sous-tend la recomposition du salariat, et sur l'autre versant, de la reconstruction de la normalité d'un état de hors-travail? De la même manière, n'est-on pas en présence également d'un processus de déplacement de la normalité attachée aux catégories de délinquance, de pauvreté, d'exclusion, ou d'inadaptation? Oubliée ou tout au moins passée sous silence pendant un temps, la dangerosité des prolétaires ou des "sous"-prolétaires avait cédé la place à une représentation individualisante des différentes formes d'inadaptation sociale. Celle-ci semble ressurgir sous la forme de stéréotypes qui désignent le "jeune", le "précaire" ou l'"instable", "l'immigré" comme cause d'une éventuelle insécurité. En cela, l'ère de l'expansion économique aurait individualisé les phénomènes de déviance, l'ère de la récession et de la précarité tendrait au contraire à les enfermer dans des catégories. A tout le moins, les politiques sociales actuelles invitent à formuler un telle hypothèse de travail. Il resterait, en **désectorialisant les approches** à procéder à des investigations qui, se situant dans une perspective diachronique, en examineraient la pertinence et, le cas échéant, la portée.

Mais s'il convient de problématiser l'analyse des modes de catégorisation sociale sous l'angle de la temporalité, il convient aussi de la problématiser en prenant en considération les dynamiques locales, de terroirs ou de régions. Plus précisément, l'analyse de l'évolution des modes de production et d'articulation des catégories sociales de la jeunesse, du chômage, de la délinquance s'ancre dans l'épaisseur sociologique des collectivités sociales et territoriales, historiquement constituées. Sur la base des traditions de métiers et/ou de région, en fonction de l'histoire "locale" des formes du rapport salarial, dans les "ruses" et "inventions" que les individus les plus démunis produisent pour assurer leur survie et/ou contourner les rapports de domination, en fonction aussi des possibilités, perspectives ou risques auxquelles sont confrontées les collectivités, les manières de définir et de pratiquer le chômage ou le travail, en fait les rapports à la norme actuelle de l'activité productive revêtent des spécificités dont l'analyse serait à développer. Le caractère collectif et massif du chômage, de la paupérisation, de la relégation constitue sans doute l'élément le plus discriminant pour s'engager dans une telle analyse. Mais s'il s'agit de comprendre comment une collectivité travaille ses normes de référence et les recompose pour s'ajuster aux changements structurels, seront mobilisés aussi dans l'investigation les caractères traditionnels ou non du travail à domicile, la prégnance dans l'économie régionale de petites entreprises et de l'artisanat, les habitudes de mobilité ou de stabilité, l'attachement à un métier ou à un emploi, la valorisation du collectif ou de l'individuel. Or soulignons ici, avant de conclure ce point, que des études à caractère national

ou international, ayant pour objectif d'analyser le processus différentiel de production et de recomposition des normes sociales fondamentales du travail et du non travail et de leurs articulations avec les modes d'intégration ou non-intégration des individus, ne sauraient faire l'impasse, sur la dimension localisée du processus.

Cette dernière remarque appelle plusieurs considérations que nous voudrions développer succinctement:

- En tout premier lieu, soulignons le caractère dynamique que revêt l'exclusion ou l'intégration sociale, qui oblige à les analyser non comme des "états" ou des "situations", plus ou moins durablement établis mais en tant que processus. De fait, l'accroissement important du chômage et notamment, du chômage de longue durée, le développement des emplois précaires ou a-typiques, la montée des pauvres et de la "nouvelle pauvreté" engagent à examiner les facteurs qui provoquent progressivement l'exclusion sociale. Ils engagent aussi à analyser la manière dont ces différents facteurs entrent en combinaison dans les trajectoires et les histoires de vie des personnes qui sont "déclassées", tendanciellement "exclues", ou qui sont progressivement confrontées à l'une ou l'autre forme de pauvreté. Mais le développement même du processus de la restructuration socio-économique engage à dépasser ce seul niveau d'une analyse individuelle des phénomènes d'exclusion sociale, pour se situer à l'échelle des collectivités sociales ou territoriales qui sont, en tant qu'entités sociales, menacées de déstabilisation et sous l'effet de la crise, voient le tissu social se déstructurer progressivement.

Pour autant, individus et collectivités ne sont pas seulement et de manière univoque soumis à ce qui pourrait apparaître comme une "loi d'airain" des logiques d'exclusion sociale. Interviennent des phénomènes de résistance, des ajustements stratégiques, des réponses de contournement ou d'évitement. L'analyse de ces réponses reste à faire, qui viserait à rendre compte des modalités différenciées par lesquelles les acteurs sociaux, individuellement ou en jouant de la dynamique des groupes dans lesquels ils sont impliqués, tentent de "s'en sortir" ou de s'accommoder stratégiquement à leur situation. Il resterait aussi et parallèlement, à examiner par quels processus se ré-ajuste et se recompose la structuration des collectivités sociales, comment se re-forme sur des bases nouvelles, le tissu social des villes, des quartiers ou des villages fortement affectés par la crise. En cela, l'analyse des processus par lesquels une collectivité menacée se reconstruit une identité et s'assure de son intégration dans une formation sociale, constitue une contribution obligée pour l'élucidation des effets sociétaux de la montée du chômage, pour rendre compte de la manière dont se rejouent les processus d'intégration et d'exclusion sociale en situation de restructuration socio-économique. Constituant les deux faces d'une même

problématique, à l'analyse du processus d'exclusion devrait ainsi correspondre l'analyse des formes de résistance et de réponse que génèrent les acteurs sociaux, tant au plan individuel qu'au plan collectif.

- Par devers ce thème, est en question en filigrane - et ce point a été maintes fois souligné - le problème de la régulation sociale dont l'enjeu dans un processus de changement au caractère destructurant est celui de la pérennisation de l'ordre social, de la reproduction du cadre organisationnel des rapports sociaux. En ce sens, il ne concerne pas uniquement les jeunes mais toutes les catégories structurellement fragilisées.

En d'autres termes, deux éléments sont ici à prendre en considération:

a) Tout d'abord les modes et les effets des interventions étatiques et institutionnelles sur le changement social et économique.

Dans cette perspective, la "délinquance" des jeunes ne saurait être considérée autrement que comme un cas de figure tout à fait spécifique et particulier de la transformation des modes de gestion de la déviance et de l'exclusion. Or, si les crises économiques assurent sur une large échelle la production massive de la marginalisation, par quels procédés, selon quelles modalités et surtout en vertu de quels objectifs, l'Etat contribue-t-il à leur gestion? Les interrogations sur la genèse structurelle de la mise à l'écart des populations non compétitives et sur l'évolution de ce processus de production s'accompagne d'un questionnement sur les stratégies étatiques et les modes de pérennisation de la cohésion sociale. Ainsi, il y a seulement 25 ans, en période de plein emploi, les experts européens fixaient à 500.000 voire parfois à 1.000.000 de chômeurs la limite ultime du nombre de personnes privées d'emploi qu'une société industrielle moderne pouvait supporter. La question aujourd'hui ne serait donc pas tant de déterminer une nouvelle limite du supportable que de chercher à comprendre comment s'effectue la ré-intégration dans le corps social de deux ou trois millions de personnes renvoyées à la marge du marché officiel de l'emploi. Parallèlement, il s'agit aussi de saisir les mécanismes par lesquels se maintient la cohésion sociale alors que les objectifs de l'action étatique ne sont plus tant de remédier aux effets négatifs des restructurations socio-économiques que d'aménager la situation et la condition sociale des personnes ou des collectivités qui en sont les premières victimes.

"Dans une période de chômage, le problème n'est plus d'assurer aux groupes les plus fragiles le maintien en activité dans un milieu normal mais d'assurer la survie la plus douce possible à tous ceux qui ne trouvent pas de place dans la production. La politique sociale devient l'outil de la gestion du dualisme croissant engendré par les rapports de production". (18)

(18) JOBERT. Bruno. Le social en plan. op. cit., p.163

La question se pose identiquement pour ce qui relève de la délinquance dans les sociétés et pour les états qui passent imperceptiblement du mot d'ordre de lutte contre l'insécurité à celui de gestion et de traitement d'espaces insécures. (19)

Ainsi, l'analyse du procès de la régulation sociale renvoie à l'analyse de la gestion de ce paradoxe sociétal, d'une société amenée à assurer la réintégration dans le corps social des exclus qu'elle produit de plus en plus massivement. Sous cet angle, les politiques éducatives, l'étude des politiques répressives, des politiques de prévention, les politiques de ré-insertion ou de ré-adaptation, les politiques de gestion des formes de la transition professionnelle sont sans doute les premiers objets à prendre en considération.

b) Pour autant, parce que les transformations économiques tendent à remettre en cause les modes de régulation étatiques qui prévalaient durant la parenthèse historique des "trente glorieuses", l'analyse ne saurait se limiter à la seule dimension des politiques ou des formes institutionnelles mises en oeuvre par les pouvoirs décisionnels. Précisément, parce que sous le double effet de la segmentation économique et de la segmentation tendancielle du salariat, les modes de régulation sociale se transforment, entrent comme l'une des composantes majeures de l'analyse, l'inscription, l'ancrage, et à rebours le décalage, des interventions administrativo-politiques avec la sphère de la société civile. Cristallisé dans les règles, lois, décisions consignées dans la jurisprudence ou dans la mémoire d'une formation sociale, le modèle de développement de l'expansion économique et de l'Etat-Providence cède la place à un nouveau modèle de développement, correspondant à la segmentation du salariat et à la récession (20). Ce dernier est encore en gestation, alors que l'ancien tombe progressivement en désuétude. Comment dans cette phase de transition, se maintient, tout en se transformant, l'ordre social?

(19) Cf. en France, par exemple: DOMENACH, Claude, GATTI-MONTAIN, Jacqueline, *Commune et sécurité*, op. cit., p. 166

"On ne peut espérer résoudre complètement un problème social, réinsérer totalement et tout de suite les jeunes marginaux et délinquants. (cf. Préparation au IX PLAN, Séminaire, prévention, délinquance, marginalité). La conséquence de cette remarque est qu'il faut apprendre à vivre avec le moindre mal possible... Il faut donc dégager des moyens pour aider les personnes qui vivent proches des marginaux difficiles, à les supporter".

(20) ROSANVALLON, Pierre, *La crise de l'Etat Providence*, Paris, Editions du Seuil, (Coll. Points Politique), 1984:

"La crise économique tend à bouleverser les cadres essentiels de notre rationalité économique. Mais ce n'est pas le ralentissement de la croissance en lui-même qui fait problème, c'est le rapport de la société à son propre devenir. Il y a en ce sens, crise des représentations de l'avenir... Il est frappant de constater que le doute sur l'Etat-Providence est lié à une sorte de panne sur l'imagination sociale. ...C'est l'avenir de la structure sociale elle-même qui est en jeu à travers le doute sur les finalités de l'Etat Providence. p. 36

Sur ce point, deux pistes nous sont données:

- D'une part, les critiques anciennes mais dont l'actualité ne s'est jamais démentie de l'opposition et du fossé existant entre l'appareil d'Etat et la société civile: Critiques plus particulièrement de l'Etat Providence qui se serait développé en appauvrissant la vie sociale et critiques par conséquent, d'un technocratisme, d'une centralisation, d'une hypertrophie de l'appareil d'Etat qui aboutit à sa paralysie. Pour une part, tout au moins, la crise de l'Etat-Providence rend compte de ces critiques. Réponse en est donnée par l'Etat lui-même dont les pouvoirs sont progressivement "diffractés" dans l'ensemble du corps social, par la décentralisation, le recours aux régions, aux municipalités tout d'abord mais aussi et par leur intermédiaire par le recours aux solidarités primaires, aux dynamismes locaux, aux potentialités que recèle la sociabilité. Pour réguler la transformation sociale, venir au secours de l'économie, participer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement, l'Etat, qui jusqu'alors confisquait le pouvoir de prise d'initiative, appelle à la responsabilité individuelle et collective. Comment se réalise ce transfert de compétences? Comment, dans cette procédure se redéfinissent les rôles respectifs de l'Etat et de la société civile? Comment en somme, se re-construit une nouvelle forme de citoyenneté? Et comment à cet égard se traitent les questions du chômage, de la précarité, de la délinquance ou de la déviance? Et comment, de la même manière, sont "ré-intégrées" les différentes formes de déviance?

- La seconde piste de recherche, sur laquelle il semble possible de s'aventurer, prolonge cette série d'interrogations. Car si la société civile est mobilisée par l'Etat pour promouvoir un nouveau modèle de développement, elle se mobilise concrètement et procède effectivement à ce travail de recomposition en élaborant, à la mesure des possibilités et des savoirs-sociaux dont disposent les individus ou les groupes concernés, des formes de réponse à la crise. La résurgence supputée des solidarités familiales et locales ou la re-découverte éventuelle des formes de travail non-officiel et leur semi-institutionnalisation illustrent cette capacité des groupes sociaux menacés d'exclusion sociale à promouvoir et à inventer des modes de vie permettant d'amortir les effets de la crise. Là encore, les normes et les valeurs n'échappent pas à ce travail. Ce processus de recomposition des représentations et de re-négociation des pratiques dont nous avons entamé l'analyse dans un travail précédent (21) trouve ici une nouvelle base invitant à son approfondissement.

(21) LAGREE, Jean-Charles, LEW-FAI, Paula, ss. dir. ▶ Jeunes chômeurs 4 - Modes de vie, occupation et sources de revenus des jeunes chômeurs non touchés par les programmes d'emploi ou de formation. C.C.E.-G.R.E.P., Etude n 84196, 1985, 272 p. + annexes

Mais de ces quatre contributions qui viennent d'être exposées, émerge également une nouvelle interrogation quant à la manière, prégnante pour certains, détournée pour d'autres, d'avancer des argumentaires qui, tant pour expliquer les processus d'exclusion que pour mettre en avant les différentes modalités de "s'en sortir" en dépit de la crise, se focalisent sur l'adéquation/inadéquation de l'individu au système. Entre des modèles explicatifs de type structurel et le renvoi à l'individualisation s'opèrent subrepticement des glissements d'un registre d'analyse à un autre. Et il s'avèrerait nécessaire de repérer comment se réalisent ces glissements, les lieux où ils s'effectuent, les enjeux qu'ils recouvrent aux fins de mieux éclairer la mise en oeuvre effective de la gestion actuelle de l'exclusion et les pratiques qu'elle suscite. De la banalisation du chômage (" Mais tous, on est dans la même situation et on n'y peut rien") à la spécification du chômeur dont les caractéristiques singulières sont censées expliquer le fait qu'il "tombe" en chômage comme il risque de "tomber" en délinquance, n'est-on pas renvoyé dans les deux cas à la même manière de légitimer le statu quo et par conséquent, de désamorcer la menace, réelle ou potentielle que fait peser la crise économique sur l'ordre social?

**Programme de recherche et d'actions sur l'évolution du marché de l'emploi
Chômage des jeunes, délinquance et environnement urbain**

Recherche bibliographique — Rapport final

par Frank Braun, RFA, Frank Coffield, R.U., Adinda Wanheerswynghels, Belgique,
Jean Charles Lagree et Paula Lew Fai, France
coordonné par Jean Charles Lagree et Paula Lew Fai

Document

Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes

1988 — 364 p. — 21,0 x 29,7 cm

FR/EN

ISBN 92-825-7941-7

N° de catalogue : CB-52-88-372-2A-C

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue

ECU 19,50 BFR 840 FF 136

**Venta y suscripciones · Salg og abonnement · Verkauf und Abonnement · Πωλήσεις και συνδρομές
Sales and subscriptions · Vente et abonnements · Vendita e abbonamenti
Verkoop en abonnementen · Venda e assinaturas**

BELGIQUE / BELGIË

Moniteur belge / Belgisch Staatsblad
Rue de Louvain 40-42 / Leuvensestraat 40-42
1000 Bruxelles / 1000 Brussel
Tél. 512 00 26
CCP / Postrekening 000-2005502-27

Sous-dépôts / Agentschappen:

**Librairie européenne /
Europese Boekhandel**
Rue de la Loi 244 / Wetstraat 244
1040 Bruxelles / 1040 Brussel

CREDOC

Rue de la Montagne 34 / Bergstraat 34
Bte 11 / Bus 11
1000 Bruxelles / 1000 Brussel

DANMARK

Schultz EF-publikationer
Møntergade 19
1116 København K
Tlf: (01) 14 11 95
Telecopier: (01) 32 75 11

BR DEUTSCHLAND

Bundesanzeiger Verlag
Breite Straße
Postfach 10 80 06
5000 Köln 1
Tel. (02 21) 20 29-0
Fernschreiber: ANZEIGER BONN 8 882 595
Telecopierer: 20 29 278

GREECE

G.C. Eleftheroudakis SA
International Bookstore
4 Nikis Street
105 83 Athens
Tel. 322 22 55
Telex 219410 ELEF

Sub-agent for Northern Greece:

Molho's Bookstore
The Business Bookshop
10 Tsimiski Street
Thessaloniki
Tel. 275 271
Telex 412885 LIMO

ESPAÑA

Boletín Oficial del Estado
Trafalgar 27
28010 Madrid
Tel. (91) 446 60 00

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37
28001 Madrid
Tel. (91) 431 33 99 (Libros)
431 32 22 (Suscripciones)
436 36 37 (Dirección)
Télex 49370-MPLIE

FRANCE

Journal officiel
**Service des publications
des Communautés européennes**
26, rue Desaix
75727 Paris Cedex 15
Tél. (1) 45 78 61 39

IRELAND

Government Publications Sales Office
Sun Alliance House
Molesworth Street
Dublin 2
Tel. 71 03 09

or by post

**Government Stationery Office
EEC Section**
8th floor
Bishop Street
Dublin 8
Tel. 78 16 66

ITALIA

Licosa Spa
Via Lamarmora, 45
Casella postale 552
50 121 Firenze
Tel. 57 97 51
Telex 570486 LICOSA I
CCP 343 509

Subagenti:

Libreria scientifica Lucio de Bisio -ABOU
Via Meravigli, 16
20 123 Milano
Tel. 80 76 79

Herder Editrice e Libreria
Piazza Montecitorio, 117-120
00 186 Roma
Tel. 67 94 828/87 95 304

Libreria giuridica
Via 12 Ottobre, 172/R
16 121 Genova
Tel. 59 56 93

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
et autres pays / and other countries**

**Office des publications officielles
des Communautés européennes**
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
Tél. 49 92 81
Télex PUBOF LU 1324 b
CCP 19190-81
CC bancaire BIL 8-109/6003/200
Sogenal 61-490226-96-26

Abonnements / Subscriptions

Messageries Paul Kraus
11, rue Christophe Plantin
L-2339 Luxembourg
Tél. 49 98 881
Télex 2515
CCP 49242-63

NEDERLAND

Staatsdrukkerij- en uitgeverijbedrijf
Christoffel Plantijnstraat
Postbus 20014
2500 EA 's-Gravenhage
Tel. (070) 78 98 80 (bestellingen)

PORTUGAL

**Imprensa Nacional
Casa da Moeda, E. P.**
Rua D. Francisco Manuel de Melo, 5
1092 Lisboa Codex
Tel. 69 34 14
Telex 15328 INCM

**Distribuidora Livros Bertrand Lda.
Grupo Bertrand, SARL**
Rua das Terras dos Vales, 4-A
Apart. 37
2700 Amadora CODEX
Tel. 493 90 50 - 494 87 88
Telex 15798 BERDIS

UNITED KINGDOM

HMSO Books (PC 16)
HMSO Publications Centre
51 Nine Elms Lane
London SW8 5DR
Tel. (01) 211 77 02

Sub-agent:

Alan Armstrong & Associates Ltd
Arkwright Road
Reading, Berks RG2 0SQ
Tel. (0734) 75 17 89
Telex 849937 AAALTD G

TÜRKIYE

Dünya süper veb ofset A.Ş.
Narlıbahçe Sokak No. 15
Cağaloğlu
İstanbul
Tel: 512 01 90
Telex: 23822 dsvo-tr.

UNITED STATES OF AMERICA

**European Community Information
Service**
2100 M Street, NW
Suite 707
Washington, DC 20037
Tel. (202) 862 9500

CANADA

Renouf Publishing Co., Ltd
81 Sparks Street
Ottawa
Ontario K1P 5R1
Tel. Toll Free 1 (800) 267 4164
Ottawa Region (613) 238 8985-6
Telex 053-4938

JAPAN

Kinokuniya Company Ltd
17-7 Shinjuku 3-Chome
Shinjuku-ku
Tokyo 160-91
Tel. (03) 354 0131
Journal Department
PO Box 55 Chitose
Tokyo 156
Tel. (03) 439 0124

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue :
ECU 19,50 BFR 840 FF 136



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L - 2985 Luxembourg

ISBN 92-825-7941-7



9 789282 579411